QUATRIEME INTERNATIONALE

No 16-17 nouvelle série
Juillet-Août 1974
Prix . 10 F

thèses et résolutions

le 10e congrès de la



IVe internationale

Brochure : Conférence ouvriére du FCR et des Groupes Taupe Rouge : 5 F

RAPPORT
DU CAMARADE MANDEL

LA CRISE DE L'EUROPE CAPITALISTE

RAPPORT
DU CAMARADE FICHAUT (y compris les parties du rapport qui n'ont pu être développées oralement).

LA SITUATION FRANÇAISE ET LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

RAPPORT
DU CAMARADE MANDEL

L'AUTOGESTION SOCIALISTE

RAPPORT
DU CAMARADE UDRY

LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES EN EUROPE







QUATRIÈME INTERNATIONALE

N° 16-17 nouvelle série
N° 67-68 ancienne série
Juillet-Août 1974

**revue éditée
par le comité executif international
de la IVème internationale**

sommaire

Directeur de publication :
PIERRE FRANK.

EDITORIAL

L'apport du X^e Congrès mondial ..... P. 3

Communiqué sur le X^e Congrès ..... P. 5

Résolution politique générale ..... P. 7

Thèses sur la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste ..... P. 27

Résolution sur la lutte armée en Amérique latine .. P. 45

Bilan et ligne d'orientation de la révolution bolivienne P. 51

Crise politique et perspectives révolutionnaires en Argentine ..... P. 61

Statuts de la Quatrième Internationale ..... P. 75

Contre-projet de résolution politique générale ..... P. 79

Rapport sur la lutte armée en Amérique latine ..... P. 101

Contre-rapport sur la lutte armée en Amérique latine P. 107

Rédaction, administration et pour toute correspondance :
Jean-François GODCHAU
« Quatrième Internationale »
10, Impasse Guemenée,
75004 Paris
Tél. : 272.68.82
272.88.96

Photos : droits réservés

L'apport du Xe Congrès Mondial

Le 10ème Congrès mondial de la IVème Internationale (4ème depuis la réunification) a reflété la croissance continue et accélérée de notre mouvement depuis 1968. Tant par le nombre de pays et d'organisations représentés que par le nombre de militants de ces organisations, tant par la diffusion de leur presse que par leur insertion dans les luttes de masse et leur implantation dans la classe ouvrière, la IVème Internationale représente aujourd'hui une force dépassant de loin ce qu'elle était lors de son congrès précédent, pour ne pas dire lors du congrès de réunification de 63. Si ce rythme de croissance devait se poursuivre, nos forces pourront avoir décuplé en l'espace d'une décennie lors du 11ème Congrès mondial.

Il ne s'agit pas simplement d'une croissance numérique. Il y a une inter-relation dialectique évidente entre la montée des luttes de masse — avant tout celles du prolétariat — et le développement de l'organisation qui traduit, à l'échelle mondiale, les intérêts historiques de la classe ouvrière de la manière la plus lucide et la plus résolue. Si le programme léniniste de la IVème Internationale est l'expression concentrée de la conscience de classe du prolétariat à son niveau le plus élevé, l'adhésion à ce programme d'un nombre croissant de travailleurs exprime une élévation de la conscience de classe qui n'est pas seulement le résultat de l'activité accrue des révolutionnaires, mais aussi le produit de l'expérience et des enseignements de la lutte de classe courante.

Pour que cette expérience puisse être assimilée par un nombre qualitativement plus large de travailleurs, pour qu'ils prennent conscience de l'ensemble des enseignements qui se dégagent des luttes courantes, il faut par ailleurs une forme d'activité des révolutionnaires qui dépasse le stade de la simple propagande verbale et littéraire, accompagnée d'une participation active aux luttes en tant que bons militants de la classe. Il faut que l'organisation révolutionnaire soit capable de présenter des solutions aux préoccupations des masses, et des formes d'action pour les réaliser qui stimulent cette élévation de la conscience d'une avant-garde plus large que ceux qui arrivent individuellement à des conclusions révolutionnaires. Et il faut également que l'organisation révolutionnaire apparaisse déjà ponctuellement, lors de certaines luttes, de certaines manifestations, de certaines grèves, comme capable de prendre les initiatives dans l'action nécessaires pour diriger les masses vers des succès dans ces actions. La IVème Internationale ne peut pas encore le faire globalement car, dans aucun pays, elle n'est encore composée de partis révolutionnaires de masse. Mais elle doit s'efforcer de le faire déjà ponctuellement dans plusieurs pays. Sans une transcroissance vers la réalisation de telles initiatives dans l'action, aucune organisation révolutionnaire ne peut gagner la crédibilité nécessaire devant de larges masses pour être considérée comme une véritable direction de rechange par rapport aux directions bureaucratiques et traditionnelles du mouvement ouvrier. Sans conquérir ce statut de direction de rechange, reconnue comme telle par un secteur important (fût-il d'abord d'avant-garde) du prolétariat et des masses laborieuses, aucune organisation ne peut devenir un parti révolutionnaire de masse.

Le 9ème Congrès de la IVème Internationale avait commencé cette œuvre de transcroissance. Le 10ème congrès mondial l'a poursuivie avec vigueur. Cette transcroissance se place dans la logique du programme de transition de la IVème Internationale, dans la défense intransigeante des bases programmatiques du marxisme révolutionnaire, du léninisme de notre époque. Elle exprime la compréhension du fait que si la propagande et l'agitation pour le programme et sa traduction à la lumière des besoins courants des masses sont indispensables à la conquête des masses, elles ne suffisent pas pour réaliser cette tâche. L'intervention adéquate dans les luttes, la création d'un pôle d'attraction pour les militants d'avant-garde les plus conscients, et à cette fin la capacité de prendre des initiatives dans l'action, sont également des conditions indispensables pour arriver à cette fin.

La nouvelle montée de la révolution mondiale à partir de mai 68 et notamment le poids beaucoup plus grand du prolétariat au sein de cette montée, à l'échelle mondiale, constituent un des éléments principaux de l'analyse politique de la IVème Internationale et des progrès réalisés dans la construction de partis révolutionnaires.

Certes, cette montée n'est ni rectiligne, ni universelle. Les documents du 10ème congrès mondial qui en rendent compte évitent tout triomphalisme. Ils enregistrent les défaites lourdes de conséquences subies par la révolution en Amérique latine, dont celle du Chili est la plus tragique, et cherchent à en démonter le mécanisme. Ils mettent l'accent sur le recul de la révolution arabe que reflètent les revers — temporaires, nous l'espérons fermement — de la résistance palestinienne. Mais ils indiquent qu'à l'échelle mondiale, la montée impétueuse des luttes ouvrières en Europe capitaliste, le renforcement du mouvement ouvrier au Japon, la poursuite de la révolution indochinoise et ses « retombées » de plus en

plus nettes dans d'autres pays du sud-est asiatique, les progrès de la révolution dans les colonies portugaises en Afrique, le réveil du prolétariat noir en Afrique du sud, la combativité intacte et la radicalisation progressive du prolétariat argentin, continuent à stimuler à l'échelle mondiale une dynamique favorable à la révolution, dont les progrès sont en partie aussi l'expression de causes objectives, de contradictions de plus en plus explosives au sein de l'économie et de la politique de la bourgeoisie.

Par ailleurs, l'apparition d'une avant-garde large échappant au contrôle des directions bureaucratiques traditionnelles du mouvement ouvrier constitue l'autre fait capital qui explique la croissance de la IVème Internationale depuis 1968. On a pu penser que cette avant-garde était surtout « jeune », voire « étudiante » ou même « petite-bourgeoise », selon la vue étriquée de certains. Les événements confirment chaque jour davantage qu'il s'agit d'un phénomène beaucoup plus complexe, où conflue en dernière analyse l'ensemble des changements survenus à l'échelle mondiale au cours des 25 dernières années.

Aujourd'hui, il apparaît évident que cette avant-garde est de plus en plus composée de travailleurs, de salariés, et non d'éléments venus de la jeunesse scolarisée ; que les jeunes ouvriers et employés reproduisent à quelques années de distance des motivations et des réflexes que les étudiants avaient simplement été capables d'articuler plus tôt, en fonction de leur situation particulière ; que des secteurs entiers de la classe ouvrière adulte deviennent perméables à des courants identiques.

L'apparition de cette nouvelle avant-garde n'est, en d'autres termes, qu'un reflet, au niveau de la conscience, d'une crise sociale globale — la crise de déclin et d'agonie du système capitaliste. Les bureaucraties qui dirigent les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ne sont plus capables de restreindre, comme par le passé, cette prise de conscience à la seule avant-garde révolutionnaire organisée en tant que telle. Mais cette avant-garde organisée est encore trop faible pour attirer immédiatement l'ensemble de l'avant-garde large autour de ses propres organisations. De là le phénomène d'une avant-garde large déjà disponible pour un nombre croissant d'actions échappant au contrôle des bureaucraties staliniennes, réformistes ou syndicales, mais pas encore prête dans son ensemble à adhérer aux organisations de la IVème Internationale.

L'attitude à adopter à l'égard de cette avant-garde est au centre des débats qui ont marqué la préparation du 10ème Congrès mondial. La IVème Internationale rejette la tentation centriste qui consiste à chercher à « rassembler » l'avant-garde large sur le plus petit dénominateur commun, à s'adapter de manière impressionniste et suiviste à ses « modes » fluctuants, à jeter par-dessus bord des acquis programmatiques, quels qu'ils soient, dans le simple but d'accroître le nombre de ses adhérents. L'expérience confirme et confirmera toujours de nouveau l'inefficacité et la faillite, non seulement politiques, mais encore à la longue organisationnelles, du centrisme. Elle rejette de même l'échappatoire sectaire qui consiste à inviter gentiment l'avant-garde large — composée dans de nombreux pays de 10, de 20 ou de 50 fois plus de participants que le nombre des adhérents à nos sections — à venir nous rejoindre, « puisque » nous sommes la nouvelle direction du prolétariat mondial... Elle comprend parfaitement que les directions auto-proclamées ne le restent que pour elles-mêmes, que l'histoire passe et passera constamment à côté d'elles. La tâche réelle est celle de conquérir l'hégémonie au sein de cette avant-garde large, de démontrer par notre pratique dans la lutte des classes et dans les luttes de masse à la fois notre supériorité programmatique et politique, notre capacité à diriger des actions de masse et notre profonde volonté unitaire qui ne subordonne jamais les intérêts de la classe dans son ensemble, à des calculs étroits et myopes d'intérêts ou de chapelle.

Il s'agit, en d'autres termes, de lutter pour être reconnue comme direction de rechange, d'abord par des secteurs de l'avant-garde large, ensuite par des secteurs de plus en plus larges de la classe elle-même, ce qui est tout autre chose que de se présenter comme telle de manière ultimatiste.

Les documents du 10ème Congrès mondial traduisent ces lignes de force de l'analyse d'ensemble de nos tâches en analyses concrètes, notamment concernant un certain nombre de problèmes avec lesquels sont aujourd'hui confrontés le mouvement de masse en Europe capitaliste, la révolution latino-américaine, le mouvement oppositionnel anti-bureaucratique dans les Etats ouvriers bureaucratisés, la révolution arabe. Cette élaboration n'est pas « achevée ». Elle se poursuit, enrichie constamment par l'apport de l'expérience d'un mouvement qui s'insère de plus en plus profondément dans les luttes, enrichie également par la dialectique du débat politique interne qui se poursuit au sein de la IVème Internationale.

Dans la période préparatoire au 10ème Congrès mondial, la IVème Internationale a connu un tel débat international d'une ampleur, d'une intensité et d'un caractère démocratique sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste depuis un demi-siècle. Plus de 150 articles de discussion ont été diffusés à tous les membres, dans pratiquement tous les pays, à l'exception de ceux où les conditions ultra-clandestines de la vie de l'organisation révolutionnaire ont entrainé quelques restrictions à l'ampleur du débat. Ces articles, thèses, résolutions et contre-résolutions ont été démocratiquement discutés à la base, dans les cellules, les sections locales, les congrès régionaux et nationaux des sections. Des tendances et des fractions, nationales et internationales se sont constituées. Les délégués au congrès mondial ont été élu par un scrutin qui respecte scrupuleusement les rapports de force des tendances, assurant la représentation de minorités même fort réduites. Le Congrès mondial a débattu de toutes les questions politiques controversées, donnant la parole à des dizaines et des dizaines de délégués, permettant l'expression de toutes les divergences. Puis il s'est prononcé, a voté majorité contre minorité les documents contenus dans cette revue et a élu une direction internationale en fonction de ce vote, assurant en même temps une large représentation à toutes les minorités en son sein. Nous reproduisons également dans cette revue quelques documents de la p rincipale tendance minoritaire. Ces votes et cette direction ont été reconnus par tous les délégués à l'unanimité, comme a été confirmée à l'unanimité la validité des statuts et donc du cadre organisationnel fondé sur le centralisme démocratique de la IVème Internationale.

Aucune autre organisation internationale (pour autant qu'elle existe), aucun autre courant du mouvement ouvrier organisé n'est aujourd'hui capable de garantir ainsi la liberté de discussion interne la plus large à l'échelle mondiale, le droit d'organiser des tendances et le maintien simultané de l'unité du cadre organisationnel et du respect des règles du centralisme démocratique. Les années de « traversée du désert » pendant lesquelles le mouvement trotskyste était faible et isolé, mais pendant lesquelles il s'est accroché obstinément à l'acquis programmatique et organisationnel du léninisme, portent aujourd'hui leurs fruits.

Nos cadres, éduqués à l'échelle mondiale sur la base du même programme et des mêmes principes d'organisation, sont capables d'assumer un débat démocratique et discipliné qui sauvegarde l'unité et accroît l'efficacité de l'organisation. Ils sont de même capables d'assumer les tâches d'élaboration, d'intervention et de direction qui sont de plus en plus celles qu'ils auront à résoudre au sein du mouvement de masse. C'est une garantie supplémentaire de notre croissance, de nos succès futurs et de notre victoire finale, la victoire de la révolution socialiste mondiale.

« Quatrième Internationale »

Communiqué sur le Xe Congrès

Dans la dernière semaine de février s'est réuni, en Suède, le Xme Congrès Mondial de la 4me Internationale (4me C.M. depuis la réunification). Environ 250 délégués et délégués fraternels, représentant 48 sections et organisations sympathisantes venues de 41 pays ont participé aux travaux du Congrès.

Les délégués du Congrès ont rendu hommage à la mémoire des cadres de notre mouvement morts depuis le 9me Congrès Mondial, notamment les camarades Tomas CHAMBI, membre du C.C. de la section bolivienne, tombé à la tête de la colonne paysanne de La Paz, qui a participé aux combats du 21 août 1971 contre le coup d'état de Banzer; Luis MAMANI LIMACHI, assassiné par la dictature militaire bolivienne; Eduardo MERLINO, assassiné par la dictature militaire brésilienne; Nelson de SOUZA KNOLL, assassiné par la dictature militaire chilienne; Luis PUJALS, Pedro BONNET, les autres dirigeants trotskystes du PRT-Combatiente et leurs camarades dont ceux de Trelew, assassinés par la dictature militaire argentine; Peter GRAHAM (Irlande) assassiné; José ZUNIGA, dirigeant paysan du FIR, Cuzco, Perou, assassiné; Vincent R. DUNNE et Constance WEISMANN (U.S.A.), Georges MOLTVED (Danemark), Renzo GAMBINO et Libero VILLONE (Italie); Edit BEAUVAIS et Charles MARIE (France); Joe BAXTER (Argentine); Lazaros (Grèce); Maureen KEEGAN (Irlande); Kent-Ake ANDERSON (Suède).

Le Congrès a élu à sa présidence d'honneur les camarades trotskystes en prison en Espagne, au Chili, en Chine, en Bolivie, en Uruguay et a désigné comme président d'honneur le camarade Luis Vitale, prisonnier de la junte au Chili, symbole des révolutionnaires victimes de la répression de par le monde.

Les points suivants ont été discutés par le Congrès :

1) Une résolution générale sur la situation internationale. Le rapporteur de la majorité du CEI sortant fut le camarade E. Germain, le rapporteur de la minorité le camarade Hans, le rapporteur d'une troisième tendance le camarade Luigi;
2) Une résolution sur « Bolivie : bilan et lignes d'orientation ». Le camarade rapporteur de la majorité du CEI sortant fut le camarade Serrano, le rapporteur de la minorité fut le camarade Lorenzo;
3) Une résolution sur « La crise politique et les perspectives révolutionnaires en Argentine ». Le rapporteur de la majorité du CEI sortant fut le camarade S. Lopez, le rapporteur de la minorité le camarade Arturo;
4) Une résolution sur les problèmes de la lutte armée en Amérique Latine. Le rapporteur de la majorité du CEI sortant fut le camarade Roman, le rapporteur de la minorité le camarade Juan, le rapporteur d'une troisième tendance le camarade Willi.
5) Une résolution sur les problèmes de la construction des partis révolutionnaires en Europe Occidentale. Le rapporteur de la majorité du CEI sortant fut le camarade Livio Maitan, le rapporteur de la minorité le camarade Roberto, le rapporteur d'une troisième tendance le camarade Herb.

Sur toutes ces questions, les résolutions présentées par la majorité du CEI sortant ont été adoptées à la majorité. Le Congrès a élu un nouveau Comité Exécutif International composé proportionnellement par les représentants des tendances en présence.

Le Congrès a adopté à l'unanimité les statuts de la 4me Internationale ainsi que des appels à la solidarité avec les mineurs britanniques en grève, avec les travailleurs chiliens en lutte contre la dictature militaire, et avec les travailleurs et les étudiants grecs, de même qu'une déclaration de solidarité avec Rohana Wijeweera et les camarades du JVP emprisonnés par le gouvernement de Sri Lanka.

Le Xme Congrès Mondial de la 4me Internationale a enregistré les importants progrès de nombreuses sections depuis 1969, ainsi que l'accroissement du nombre de sections et de groupes sympathisants. Il a conclu une longue période de discussion interne animée, marquée par la publication de 150 articles de discussion, par des décisions organisationnelles unanimement acceptées, qui confirment l'unité de la 4me Internationale dans le respect des règles du centralisme démocratique.



Résolution Politique générale

adoptée par le congrès

L'aggravation de la crise du système impérialiste international, l'approfondissement de la crise de la gestion bureaucratique de l'économie et de l'Etat dans les Etats ouvriers bureaucratisés, la remontée impétueuse de la lutte des travailleurs dans de nombreux pays impérialistes, la reprise de la poussée révolutionnaire des masses dans de nombreux pays coloniaux et semi-coloniaux, l'élargissement à l'échelle internationale d'une nouvelle avant-garde de masse composée de travailleurs et de jeunes agissant indépendamment des appareils bureaucratiques traditionnels des partis socialistes et des partis communistes, des syndicats et des directions nationalistes petites-bourgeoises dans les pays coloniaux — l'interaction de tous ces facteurs a dominé la scène mondiale dans la période 1969-73 et continuera à la dominer dans les années immédiatement devant nous.

Pendant une vingtaine d'années après la deuxième guerre mondiale, la révolution coloniale avait été pratiquement seule à porter la révolution mondiale, le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés passant par une période de stagnation politique et le processus de révolution politique antibureaucratique ne progressant que très lentement. Depuis 1967-68 l'entrée en action massive des travailleurs des pays capitalistes d'Europe a inauguré une période marquée par un flux révolutionnaire considérable (voir thèses sur la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste). Tout en s'adaptant aux diverses phases par laquelle cette période se développe suivant les pays (y compris des phases de stagnation ou de recul temporaire), l'Internationale et ses sections doivent conserver une vue d'ensemble sur cette période, dont la caractéristique principale est **une nouvelle montée de la révolution mondiale**, avec un poids majeur du prolétariat, de ses formes de lutte et d'organisation propres au sein du processus révolutionnaire mondial, et qui, à des moments donnés, peut se précipiter en crises révolutionnaires mettant à l'ordre du jour objectivement la question du pouvoir. **Telle est la tendance fondamentale de l'évolution du monde depuis le 9me Congrès Mondial.**

Tous les changements survenus depuis lors doivent être replacés dans ce cadre général. En réaction à cette tendance, les accords américano-soviétiques et américano-chinois, qui manifestent une volonté de fixer le **statu quo** mondial, se caractérisent par une moindre capacité des partenaires à imposer un tel **statu quo** par la force. Pour cette raison, ces accords ont eu jusqu'ici une efficacité limitée, quoique non négligeable. L'action contre-révolutionnaire directe et conjuguée n'a joué que contre le J.V.P. au Ceylan. Par la neutralité mutuelle, une opération contre-révolutionnaire est en train de marquer des points actuellement au Moyen-Orient. En revanche, la contre-révolution s'est avérée incapable d'enrayer la révolution indochinoise, du fait notamment de l'autonomie politique de ses directions, assurée elle-même par la puissance de la poussée révolutionnaire des masses.

De tels accords sont globalement la conséquence d'un affaiblissement et non d'un renforcement de l'impérialisme, comme des grandes bureaucraties des Etats ouvriers. Tout en s'efforçant par ces accords de freiner cet affaiblissement et d'arrêter la montée de la révolution mondiale, ni l'impérialisme ni les bureaucraties au pouvoir ne disposent actuellement des moyens d'arriver efficacement à leurs fins. **Seules des défaites graves des masses dans des secteurs-clé de la révolution mondiale d'aujourd'hui** — notamment dans de grands pays d'Europe capitaliste, au Japon, au Viet Nam ou en Argentine — **pourraient modifier de manière décisive la situation mondiale et permettre à l'impérialisme de passer de nouveau globalement à l'attaque pour imposer ses propres solutions à la crise structurelle qui secoue son système** : l'établissement de dictatures réactionnaires, un abaissement brutal du niveau de vie des masses, la préparation et le déclenchement de nouvelles guerres contre-révolutionnaires de grande envergure.

Pour plusieurs années, la tendance fondamentale (qui n'exclut pas des reculs temporaires ni des défaites partielles) n'est ni un tel recul de la révolution, ni une telle reconsolidation de l'impérialisme mais au contraire la poursuite de la montée révolutionnaire, la multiplication des crises capitalistes de toute sorte, la multiplication des poussées impétueuses du mouvement de masse allant jusqu'à la création de situations de double pouvoir ou franchissant carrément ce seuil. Tout en avertissant le prolétariat et les couches d'avant-garde que cette montée révolutionnaire ne peut se poursuivre indéfiniment et que l'absence d'une solution prolétarienne radicale de la crise, résultant des trahisons des directions traditionnelles, finirait par lasser les masses et par permettre à une contre-attaque capitaliste de s'affirmer, les marxistes révolutionnaires doivent miser à fond sur l'actuelle dynamique montante des luttes prolétariennes, chercher à en accélérer la pointe objectivement et, si possible, consciemment anti-capitaliste, stimuler toutes les formes d'organisation des luttes qui permettent au prolétariat de s'engager sur la voie de la création d'organes d'auto-organisation de type soviétique, et progresser sur la voie de construction de partis révolutionnaires de plus en plus forts et influents dans les luttes de masse, seul moyen d'assurer en définitive la victoire de l'actuelle vague montante de la révolution mondiale.

1.L'AGGRAVATION DE LA CRISE DU SYSTEME IMPERIALISTE MONDIAL

1. — L'AGGRAVATION DE LA SITUATION DE L'ECONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE.

L'évolution de la situation économique mondiale depuis 1969 a pleinement confirmé la résolution politique adoptée au 9me Congrès Mondial quant à la fin de la période d'après-guerre de stabilisation relative et de croissance accélérée de l'économie impérialiste internationale.

La récession 1969-71 a frappé la majorité des pays impérialistes, fût-ce à des degrés divers et sans une simultanéité prononcée. Une nouvelle expansion accélérée de la production lui a succédé à partir de 1972, sauf en Italie. Mais il s'agit d'un boom inflationniste typique, marqué par une accélération, inquiétante pour le capital, des processus inflationnistes, et par une flambée de fièvre spéculative, notamment en ce qui concerne les cours des matières premières, le prix de l'or et celui de la propriété immobilière. Comme prévu, ce boom inflationiste n'a été que de courte durée et la récession qui lui succédera, en 1974 ou en 1975, sera d'autant plus synchronisée que la haute conjoncture de 1972-73 a, elle aussi, entraîné pratiquement tous les pays impérialistes dans son sillage.

La crise du système monétaire international, symbolisée par la chute du dollar et l'élimination de sa convertibilité en or pendant plusieurs années, résulte des conséquences inévitables de l'utilisation, pendant un quart de siècle, de techniques inflationnistes pour stimuler la conjoncture aux USA et la croissance du commerce mondial. Les échecs répétés qu'ont rencontrés les impérialistes dans leurs tentatives de créer un nouveau système monétaire international reflètent à la fois l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste et l'incapacité dans laquelle se trouve l'impérialisme américain d'imposer aux autres puissances impérialistes les solutions qui correspondent le mieux à ses intérêts particuliers. Les répercussions à long terme de la crise du système monétaire international ne peuvent jouer que dans le sens d'accroître l'instabilité et la crise du système capitaliste dans son ensemble, même si, à plus court terme, elles semblent stimuler artificiellement la conjoncture en accélérant l'inflation.

A la base de l'aggravation de la situation économique du capitalisme mondial se trouve la remontée vers la surface des contradictions fondamentales du mode de production capitaliste temporairement atténuées, pendant les deux décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Le déclin à long terme du taux de profit des grands trusts, leur incapacité de financer leurs projets gigantesques d'investissements par auto-financement seul, le déclin de la part du commerce mondial allant vers les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'apparition de capacités de production excédentaires dans nombre de secteurs industriels « de pointe », la réapparition d'un chômage massif dans plusieurs pays impérialistes — tous ces symptômes laissent présager des récessions pendant les années 70 qui seront bien plus graves que celles des années 60.

Le fait que ces récessions coïncideront en Europe occidentale et au Japon avec une force organisée, une montée de la combativité et un niveau de conscience anti-capitaliste du prolétariat sans égal dans le passé rendra la situation sociale et politique exceptionnellement grave et explosive pour le capitalisme. On peut prédire, dès maintenant, que des couches importantes du prolétariat des pays avancés qui ont refusé jusqu'ici de payer les frais de l'inflation refuseront de payer les frais du chômage qui s'ajouteront à ceux-ci. Des luttes très dures avec occupation, réquisition et expropriation d'entreprises se répandront au cours de la récession qui se prépare.

La « crise du pétrole » de même que la hausse d'une série d'autres matières premières stratégiques comme le bauxite ne peuvent pas être considérées comme un simple résultat de l'avidité incontestable des grands monopoles, ni comme le produit d'une simple conspiration contre les consommateurs. Elles traduisent dans le domaine des prix et des profits deux tendances à long terme qui avaient commencé à se manifester depuis plusieurs années, marquant, elles aussi, un retournement fondamental de la longue phase de « boom » d'après-guerre.

D'une part, la bourgeoisie d'une série de pays semi-coloniaux essaie de monnayer la montée de la révolution coloniale en vue de modifier en sa faveur la répartition de la plus-value extorquée au prolétariat mondial (avant tout à celui des pays coloniaux et semi-coloniaux), et ce au dépens de la bourgeoisie impérialiste, avant tout les bourgeoisies européenne et japonaise qui dépendent plus que la bourgeoisie des Etats-Unis des importations de pétrole. La bourgeoisie impérialiste riposte en plaçant une partie des frais de cette opération sur le dos des masses laborieuses. Elle n'a guère la possibilité pour le moment d'échapper à cette redistribution, une intervention militaire résolue étant politiquement et socialement hors de sa portée dans la conjoncture actuelle.

D'autre part, la longue phase de baisse relative des prix des matières premières (1952-1970) par rapport au mouvement des prix des produits manufacturés, a provoqué des disproportions croissantes dans la distribution des capitaux entre divers secteurs, conduisant à des goulots d'étranglement et à des phénomènes de pénurie qui n'ont pas de causes naturelles, mais qui résultent fondamentalement de l'anarchie de l'économie capitaliste internationale. Dans le cadre d'une telle économie. la hausse vertigineuse des prix et des profits, comme celle dont profitent aujourd'hui les trusts du pétrole, constitue le mécanisme « normal » pour réorienter les capitaux vers ces secteurs et pour y stimuler les investissements et la production, éliminant ainsi ces disproportions.

Le fait que les masses laborieuses des pays impérialistes vont devoir payer la note, alors que les trusts vont s'approprier de nouvelles richesses, le fait que des peuples de nombreux pays semi-coloniaux (comme ceux de la péninsule indienne) vont souffrir parallèlement du prix plus élevé du pétrole et de la hausse des prix des produits manufacturés qui en résultera, devra partout stimuler une mise en accusation de la gabegie capitaliste par les marxistes révolutionnaires, axée sur la revendication d'expropriation de toutes les sources d'énergie et leur gestion sous contrôle ouvrier, et sur la nécessité de passer à une planification socialiste de l'économie mondiale.

Mais l'effet global de la « crise de l'énergie », de la hausse des coûts d'autres matières premières stratégiques, sera de réduire le taux de profit de l'industrie manufacturière des pays impérialistes et d'accentuer ainsi les tendances à un ralentissement prononcé de la croissance dans les années 70.

2) L'AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES.

Les années qui ont suivi la 2me guerre mondiale ont été caractérisées par une hégémonie quasi absolue de l'impérialisme américain au sein du monde capitaliste. Cette hégémonie s'appuyait sur la supériorité technologique et productive de l'économie américaine, sur le monopole américain des armes nucléaires, sur la primauté du dollar, sur la dépendance des autres puissances capitalistes à l'égard d'une aide américaine courante en vue de reconstruire et de reconsolider leurs économies et leurs Etats gravement ébranlés par la guerre et la montée révolutionnaire limitée des années 44-48. L'établissement d'une série d'alliances politico-militaires autour du globe, toutes axées sur l'hégémonie de l'impérialisme américain (OTAN, CENTO, OTASE, OEA) couronnait le système impérialiste mondial d'après 1945.

Cette situation a été profondément modifiée au cours des dernières années. La reconstruction spectaculaire des puissances impérialistes d'Europe occidentale et du Japon faisait jouer pour la première fois dans l'histoire du capitalisme la loi du développement inégal aux dépens de la bourgeoisie américaine. L'économie des Etats-Unis a subi une érosion de ses avantages de productivité par rapport à ses principaux concurrents. L'effort pour assurer simultanément l'extension de ses exportations de capitaux, le financement des coûts de son rôle de gendarme mondial du système impérialiste, et l'achat de la stabilité relative de son front intérieur en acceptant le maintien et même un accroissement modeste du niveau de vie du prolétariat industriel organisé, dépassèrent les ressources de la bourgeoisie américaine. Il en résulta un déficit permanent de la balance des paiements et une crise rampante du dollar. L'accélération de l'inflation, causée notamment par la guerre du Vietnam et par la nécessité de sortir de la récession prolongée de 1969-1970, a fini par provoquer la chute du dollar et du système monétaire international créé à Bretton-Woods. C'était l'expression symbolique de la perte de l'hégémonie quasi-absolue de l'impérialisme américain au sein du monde capitaliste.

Certes, l'impérialisme américain continue à occuper une position de supériorité relative parmi les puissances impérialistes. Si ses taux de croissance de la production matérielle et de sa productivité sont inférieurs notamment à ceux du Japon et de la RFA, si sa part du commerce mondial est largement inférieure à celle du Marché commun européen, son industrie et ses revenus dépassent encore largement ceux de l'Europe capitaliste prise dans son ensemble. Il possède encore plus de capitaux investis à l'étranger que les autres puissances impérialistes réunies. Surtout la supériorité militaire qu'il continue à exercer au sein de l'alliance impérialiste est hors de proportion avec son poids économique et financier.

Mais l'aggravation des contradictions inter-impérialistes — qui est fonction non seulement du changement des rapports de forces au sein de l'alliance impérialiste, mais aussi de l'aggravation de la crise structurelle du capitalisme mondial — a la tendance inexorable à passer du domaine commercial, industriel et financier au domaine politique et même au domaine militaire. Le leadership américain est sérieusement contesté et sapé au sein de l'alliance impérialiste mondiale sans qu'une autre puissance puisse prétendre la remplacer. Certaines des ripostes d'auto-défense de l'impérialisme américain — telle la tentative de déplacer une fraction des charges militaires impérialistes globales vers les pays d'Europe capitaliste et le Japon, ou le chantage au retrait des forces des armées américaines d'Europe — contribuent à nourrir les tendances à une force nucléaire européenne d'abord, japonaise ensuite, qui pourraient, le cas échéant, exprimer au niveau politico-militaire le changement de rapport de forces déjà intervenu au niveau économique et financier.

Les efforts de la diplomatie américaine tendent à se réorienter d'une stratégie bipolaire (des « deux grands » de l'après-guerre) vers une stratégie répondant à une constellation plus complexe : trois grands (USA, URSS, Chine, celle-ci étant toutefois moins « Grande »), Japon, Europe capitaliste qui est dépourvue d'unité politique. Ces efforts visent à défendre les positions américaines au sein du monde capitaliste et non à parvenir à un renversement fondamental des alliances. Les intérêts de classe du capital dans son ensemble continuent à primer à la longue sur des considérations de concurrence, et ce pour des raisons matérielles tangibles. La perte de l'Europe capitaliste ou du Japon serait un coup mortel pour la bourgeoisie américaine. Celle-ci restera donc fondamentalement attachée aux alliances impérialistes internationales, tout en s'efforçant de modifier les rapports de forces au sein de cette alliance, comme le font depuis des années ses concurrents et partenaires européens.

L'aggravation de la concurrence inter-impérialiste s'exprime ainsi, en définitive, sur le plan politique, par une crise de direction au sein de la bourgeoisie internationale. Celle-ci ne peut rétablir une unité de vue et de ri poste qu'au prix de négociations de plus en plus laborieuses. Les réserves de la bourgeoisie européenne par rapport à la politique américaine au Vietnam et au Moyen-Orient, les difficultés de la reconstruction d'un système monétaire international quelconque, les coups fourrés que se portent les différentes puissances impérialistes dans la course aux matières premières et aux marchés de l'Est, ou dans les rapports avec les bourgeoisies d'Amérique latine, ne sont que quelques-unes des péripéties de cette crise de direction, qui affaiblit gravement le système capitaliste dans son ensemble.

La C.E.E. traverse une crise prononcée par suite de l'aggravation de la situation économique internationale du capitalisme, et de l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste. Cette crise n'exprime nullement un quelconque pouvoir accru du

capital américain en Europe qui paralyserait la constitution d'une puissance impérialiste intégrée. Elle exprime au contraire la force encore considérable des tendances au repli protectionniste et nationaliste de chaque bourgeoisie européenne, dès que sa situation économique se détériore, c'est-à-dire la puissance encore limitée de l'interpénétration des capitaux à l'échelle européenne. Pas plus qu'il ne fallait hier proclamer « irréversible » la tendance à l'unification économique et politique de l'Europe capitaliste, il ne convient aujourd'hui de miser sur la désintégration « inévitable » du Marché Commun. La décision interviendra sans doute seulement au moment d'une récession généralisée grave qui exigera d'une manière ou d'une autre une intervention encore plus accentuée de l'Etat bourgeois dans l'économie. Si l'interpénétration des capitaux à l'échelle européenne s'avère prédominante, seul un « super-Etat européen » sera à la hauteur des besoins des monopoles européens. Si cet Etat ne voit pas le jour, alors le repli vers un protectionnisme étatique national paraît inévitable.

●

3) LA NOUVELLE STRATEGIE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE L'IMPERIALISME ET LE DESTIN DE LA REVOLUTION VIETNAMIENNE.

En présence de toutes ces difficultés économiques, sociales, politiques croissantes à l'échelle mondiale, la stratégie fondamentale de l'impérialisme s'est sensiblement modifiée au cours des dernières années. Pendant les années 60, elle avait été axée avant tout sur l'intervention américaine directe, afin d'arrêter et d'étouffer de nouveaux foyers révolutionnaires. La guerre d'intervention contre-révolutionnaire, que l'impérialisme américain avait déclenchée en Indochine fut l'expression la plus frappante de cette stratégie.

Celle-ci a abouti à un échec. Non seulement l'intervention militaire US n'a pas réussi à écraser la révolution indochinoise, mais le prix financier et politique à payer pour la poursuite de cette opération s'est avéré de plus en plus élevé et risquait d'ébranler la stabilité relative de la société bourgeoise aux Etats-Unis même. Répéter à brève échéance dans un autre pays une guerre du type de la guerre d'Indochine semble impossible pour la bourgeoisie américaine.

La stratégie contre-révolutionnaire globale de l'impérialisme a, dans ces conditions, évolué vers la combinaison entre la création de **relais contre-révolutionnaires** sans intervention directe des troupes US (bien qu'avec une aide militaire de plus en plus ample de l'impérialisme), et la **négociation avec les bureaucraties de Moscou et de Pékin** pour amener celles-ci à accentuer leur rôle de frein au sein du mouvement de masse — en vue d'empêcher des soulèvements révolutionnaires qui ne pourraient plus être maintenus dans le cadre du capitalisme — en échange de la reconnaissance de leur pouvoir de fait sur les pays qu'elles contrôlent.

Les principaux relais contre-révolutionnaires sur lesquels s'appuie cette stratégie sont l'armée brésilienne en Amérique latine, l'armée israélienne au Proche-Orient, l'armée iranienne dans le Golfe arabique-persique, l'armée sud-vietnamienne et thailandaise dans le Sud-Est asiatique, l'armée sud-africaine en Afrique. Mais l'efficacité de l'armée sud-vietnamienne est plus que douteuse, la poursuite du processus révolutionnaire en Indochine pouvant la désintégrer progressivement. La montée du mouvement étudiant et ouvrier sape l'efficacité de l'armée thaï. L'efficacité de l'armée israélienne ayant été mise en question par la guerre du Kipour, il est probable que l'impérialisme américain va chercher au moins un complément à celle-ci du côté des régimes arabes réactionnaires. Et il y a en outre deux failles béantes dans ce dispositif. D'une part, l'impérialisme japonais rencontre de grandes difficultés politiques pour se militariser au point de pouvoir se substituer aux forces américaines dans le Sud-Est asiatique. D'autre part, en Europe Occidentale, la création d'une véritable force de frappe contre-révolutionnaire des bourgeoisies européennes rencontre des difficultés encore plus grandes, ce qui détermine notamment le retournement spectaculaire des politiciens gaullistes en France, qui réclament aujourd'hui à grands cris le maintien de la présence militaire américaine en Europe.

Il ne faut pas sous-estimer l'efficacité de certains de ces relais contre-révolutionnaires. Les armées brésilienne et israélienne ont sans aucun doute pesé lourdement pour freiner le développement de foyers révolutionnaires dans leurs régions respectives. Dans les pays d'Europe occidentale où les tensions se manifestent de la façon la plus aigue, le renforcement par la bourgeoisie des dispositifs de guerre civile passe par une préparation des armées nationales à la lutte contre la « subversion intérieure ». Cette préparation, sans déboucher nécessairement à court terme sur la liquidation de la conscription, implique une accentuation du poids du secteur professionnel de l'armée spécialement préparé, au plan matériel et idéologique, à la prise en charge de la lutte contre l'ennemi intérieur. Cette préparation de l'armée aux tâches de guerre civile doit être vigoureusement combattue par le mouvement ouvrier. Néanmoins, dans l'ensemble, cette contre-stratégie est conditionnée par le sort de la montée des muovements de masse en cours. Sans une défaite politique et sociale très lourde des prolétariats japonais et européen, on ne voit pas comment l'impérialisme pourrait créer dans ces régions-clés du monde, une force militaire stable et efficace.

Par ailleurs, la capacité des bureaucraties de Moscou ou de Pékin de freiner ou de trahir effectivement de puissants mouvements révolutionnaires de masse, en échange d'un **modus vivendi** avec l'impérialisme, ne dépend pas seulement de leurs intentions — qui vont certainement dans ce sens — mais encore de la puissance de la montée révolutionnaire, des rapports de forces entre les vieilles directions traitres et les nouvelles avant-gardes au sein du mouvement de masse, du degré de contrôle que Moscou, Pékin et leurs agents respectifs exercent sur ce mouvement, des répercussions au sein même des partis communistes des rapports de forces modifiés dans le mouvement de masse, etc. De ce point de vue, la situation est aujourd'hui fondamentalement différente de celle des années 1944-47. La force, la cohésion et le degré de contrôle de l'appareil stalinien — sans parler de l'appareil maoiste — sur le mouvement ouvrier international sont beaucoup plus réduits, la puissance et l'autonomie du mouvement de masse beaucoup plus grandes. C'est pourquoi parler d'un nouveau Yalta, dans le sens de la capacité de Washington, de Moscou et de Pékin de partager le monde en zones d'influence et maintenir le **statu quo** est tout à fait déplacé.

Le destin de la révolution indochinoise est en quelque sorte la synthèse de toutes ces tendances d'évolution qui dominent aujourd'hui le devenir du monde. La force de la poussée révolutionnaire des masses vietnamiennes est telle qu'elle a défait l'effort systématique, s'échelonnant sur une décennie, de l'impérialisme américain, pour l'écraser au moyen de la concentration de feu la plus forte jamais connue sur un territoire aussi exigu. L'opposition de masse contre la poursuite de cette guerre contre-révolutionnaire avait une telle ampleur aux Etats-Unis qu'elle a obligé l'impérialisme américain à retirer le gros de ses forces d'infanterie au Vietnam.

Mais l'isolement international relatif dans lequel s'est trouvée la révolution indochinoise, le fait que les bureaucraties de Moscou et de Pékin ne lui accordèrent qu'une aide au compte-goutte tout en augmentant sans cesse leur pression en faveur d'un compromis, n'ont pas permis à la révolution de poursuivre de manière réaliste la perspective d'une victoire militaire sur le terrain contre la guerre aérienne de l'impérialisme US. Les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou ont contribué à démobiliser le mouvement anti-guerre aux USA. Dans ces conditions, le cessez-le-feu qui mit fin à l'intervention militaire impérialiste directe au Vietnam et qui a été suivi par la cessation similaire de l'intervention au Laos, et au Cambodge, ne signifie pas la victoire immédiate et automatique de la révolution permanente au Vietnam.

Il signifie que la révolution indochinoise se poursuit dans des rapports de forces améliorées pour elle, du fait de l'arrêt de l'intervention américaine directe, sans que cet arrêt ne soit accompagné d'une démobilisation ou d'un désarmement des forces du FNL sud-vietnamien, ni d'un arrêt de l'aide nord-vietnamienne à la révolution dans le Sud et sans que l'ensemble de ces forces ne cessent leur effort pour renverser le régime fantôche de Thieu. Mais il signifie que la poursuite de la révolution prendra du temps, qu'elle évitera pendant un temps de grosses batailles frontales avec l'armée de Thieu, que l'accent se porte sur l'élargissement de la révolution agraire, la consolidation des nouveaux organes de pouvoir mis en place à la campagne, l'effort de désintégration politico-sociale de l'armée contre-révolutionnaire, la réanimation de la lutte dans les villes, notamment par le combat pour la libération des prisonniers politiques, pour le rétablissement des libertés démocratiques, contre la vie chère et l'agiotage, pour le droit des réfugiés de retourner dans leur village d'origine.

Les victoires des forces révolutionnaires obtenues au Laos et surtout au Cambodge facilitent le déroulement de la révolu-

tion permanente au Vietnam jusqu'à sa victoire. Les menaces de reprise des bombardements américains, l'aide très large que Washington continue à accorder au fantôche Thieu, les pressions « modératrices » et capitulardes que Moscou et Pékin continuent à exercer sur les révolutionnaires indochinois freinent par ailleurs la marche vers la victoire. Tout dépendra en dernière analyse de l'engagement des forces de classe vives sur le terrain, de leurs rapports de forces, de leur volonté de combat, de l'orientation et de la résolution de leurs directions. Pendant toute une phase, la situation restera celle d'une dualité de pouvoir du haut en bas dans une large partie du Sud-Vietnam. L'issue de la révolution sera sans doute décidée par sa capacité à étendre cette dualité de pouvoir vers les villes et surtout vers le grand Saïgon. Là encore, l'intervention autonome du prolétariat, avec ses formes d'action et d'organisation propres, marquera probablement la phase finale de la révolution indochinoise.

●

4) LA REMONTEE DES LUTTES EN EUROPE OCCIDENTALE.

La remontée des luttes du prolétariat d'Europe occidentale depuis le coup de tonnerre de Mai 68 en France est l'expression spectaculaire de la place prépondérante que la classe ouvrière occupe au sein de l'actuelle montée révolutionnaire, par opposition à celle des années 1949-1967 axée avant tout sur la révolution coloniale.

L'ampleur de ces luttes, leurs objectifs de plus en plus anti-capitalistes et leur portée politique croissante qui a conduit à plusieurs reprises jusqu'à poser objectivement la question du pouvoir, concordent pour placer à nouveau quelques-uns des pays clés d'Europe capitaliste au seuil d'une crise pré-révolutionnaire.

A partir de 1968, **l'Italie** a traversé une crise sociale et politique très profonde qui, dans la deuxième moitié de 1969, a débouché sur une crise pré-révolutionnaire. La classe ouvrière et d'autres couches laborieuses se sont mobilisées des années durant dans des luttes d'une très grande ampleur, à la dynamique potentiellement anticapitaliste. Cette poussée qui a acquis un caractère unitaire de classe prononcé, a été marquée par des revendications égalitaires, par des expériences significatives allant dans le sens du contrôle ouvrier (contrôle sur les cadences, les effectifs de travail, etc.), par une contestation de l'autorité patronale dans son ensemble, par l'émergence d'organismes nouveaux de démocratie prolétarienne (délégués ouvriers et conseils de délégués). L'occupation de Fiat Mirafiori, la plus grande usine d'Europe, et d'autres entreprises à Turin, 5 ans après le commencement de la nouvelle étape et à la conclusion d'une dure bataille de 6 mois pour le nouveau contrat de métallos, est l'indication la plus éloquente de la profondeur d'une radicalisation ouvrière qui n'est pas épuisée.

Le prolétariat **français** qui a fait en mai-juin 1968 l'expérience exaltante d'une grève générale avec occupation des entreprises englobant environ 10 millions de travailleurs n'a pas connu de reflux depuis lors. Sa montée se produit dans le cadre de la décomposition du régime gaulliste. Pour tenter de canaliser cette montée dans des voies réformistes, les directions du PC et PS ont établi l'Union de la gauche avec son « Programme Commun », en présentant un succès parlementaire de ce bloc comme devant ouvrir « une courte étape vers le passage au socialisme ». Temporairement ralentie avant les élections de mars 1973, cette montée a repris de la vigueur immédiatement après celles-ci en dépit de l'échec électoral de l'Union de la Gauche. Elle se manifeste non seulement dans des luttes plus dures mais aussi par des revendications qui mettent en cause l'autorité patronale et par l'apparition de formes d'auto-organisation des masses en lutte, en partie hors de l'emprise totale des vieilles directions et des organisations traditionnelles. La montée révolutionnaire s'étend aux domaines les plus variés de la société (enseignement, famille, armée, justice, etc.). La nouvelle avant-garde qui est encore largement inorganisée a pris depuis Mai 68 des dimensions de masse, elle inclut des couches grandissantes de jeunes travailleurs et constitue d'ores et déjà un facteur sensible sur la scène politique.

La classe ouvrière **espagnole** a connu dès les grèves contre les condamnations à mort des militants basques, par le tribunal de guerre de Burgos en 1970, une politisation progressive de ses luttes. Même lorsqu'elles éclatent sur des questions salariales, elles tendent à poser des revendications politiques (libération des prisonniers politiques, liberté syndicale, etc.) et à se transformer en affrontement direct avec les forces de répression et avec le régime franquiste. Ainsi le mot d'ordre de la grève générale révolutionnaire — que nos camarades espagnols ont opposé les premiers à l'orientation du PCE pour une grève générale pacifique visant à libéraliser le régime sans toucher à sa structure capitaliste — a-t-il montré avoir un caractère approprié successivement au Ferrol, à Vigo, à San Andrian et à Pampelune, où de telles grèves générales ont effectivement éclaté à l'échelle locale, en riposte à la répression de grèves au début purement économiques. La propagande pour la préparation d'une grève générale révolutionnaire à l'échelle nationale acquiert dans ces conditions une résonance croissante dans l'avant-garde du prolétariat espagnol.

En **Grande-Bretagne,** des millions de travailleurs ont opposé une résistance farouche aux tentatives du gouvernement Wilson d'abord, du gouvernement Heath ensuite, de briser la combativité ouvrière, en faisant adopter une législation anti-syndicale et en accroissant le chômage. Les grèves des mineurs avec emploi de piquets massifs autour des centrales électriques, la grève générale politique du 1er mai 1973 contre la politique des revenus marquent les points jusqu'ici culminants de ces combats, qui ont provoqué une radicalisation prononcée au sein des syndicats et de l'aile gauche du Labour Party, ainsi qu'une croissance notable des courants politiques situés à gauche du Labour Party.

Même en **Allemagne occidentale,** dont le prolétariat a abordé une période ouverte par la fin du long boom d'après-guerre avec un niveau de conscience de classe très bas (résultant de la victoire du fascisme, de la guerre, de la division du pays, des effets désastreux de l'occupation soviétique, de l'anti-communisme triomphant pendant la guerre froide, des succès économiques imprévus de la reconstruction capitaliste), la remontée des luttes ouvrières s'est fait sentir. Des grèves sauvages de septembre 1969 aux grèves sauvages de l'été et de l'automne 1973, la reprise de combativité du prolétariat ouest-allemand est incontestable même si elle retarde encore en ampleur et en profondeur sur celle des autres pays capitalistes européens.

Ces phénomènes se sont produits également, fut-ce à un rythme plus lent et avec une ampleur plus réduite, dans des pays européens plus petits comme la Belgique et le Danemark. Ils marquent une tendance générale qui s'étendra sous des formes diverses à la plus grande partie des pays capitalistes d'Europe, surtout si la percée vers la crise révolutionnaire s'effectue dans quelques pays importants.

L'apparition d'une situation temporaire de dualité de pouvoir en Irlande du Nord, au cours des luttes pour les droits civils, et la situation de guerre civile endémique qui subsiste dans ce pays, révèlent également jusqu'à quel point la situation est devenue instable pour le grand capital en Europe occidentale.

L'importance de la remontée actuelle des luttes ouvrières en Europe se révèle surtout par trois traits : d'abord le fait que les revendications et les actions ouvrières en Europe prennent un caractère de plus en plus anti-capitaliste, dont les diverses variantes de la revendication du contrôle ouvrier sont l'expression la plus nette; ensuite la poussée instinctive des travailleurs vers l'auto-organisation des luttes (comités de grève, comités de grève élus, assemblées générales de grévistes contrôlant le comité de grève), c'est-à-dire leur caractère de plus en plus anti-bureaucratique; enfin une synchronisation de la montée ouvrière dans tous les grands pays d'Europe, synchronisation qu'on avait connue ni en 1919-20, ni en 1923, ni en 1936, ni en 1945-48, et qui paralyse largement le rôle de gendarme qu'un quelconque des grands Etats bourgeois pourrait jouer à l'échelle européenne.

Le rôle joué par les travailleurs immigrés, la couche la plus exploitée du prolétariat dans de nombreux pays d'Europe et qui est la cible des premières attaques massives du capital tant sur le plan économique que sur le plan politique (montée de la démagogie raciste d'extrême-droite) pour internationaliser ces luttes, surtout leurs formes les plus radicales, doit être particulièrement mis en évidence. Tous ces indices ne trompent pas. Ils laissent prévoir, dans un avenir rapproché, une vague révolutionnaire des plus importantes du prolétariat d'Europe capitaliste, préparée et stimulée par les situations révolutionnaires qui avaient existé à plusieurs reprises depuis 1968 dans plusieurs pays et que la bourgeoisie n'a pas réussi à écraser.

●

5) LA MONTEE DE L'IMPERIALISME JAPONAIS ET SES CONTRADICTIONS.

L'expansion spectaculaire de l'économie capitaliste du Japon est un des phénomènes les plus importants qui a modifié la

situation mondiale au cours des vingt dernières années. Reconstruit par l'impérialisme américain pour faire contre-poids à la puissance de l'URSS en Asie et à la victoire de la révolution chinoise, nourri par les effets de la guerre de Corée et de la 2me guerre d'Indochine, jouissant des avantages de la technologie la plus moderne dans des secteurs industriels importants comme la sidérurgie, la construction navale, les industries de précision et l'industrie électronique, l'impérialisme japonais a exploité à fond l'armée de réserve industrielle dont il disposait encore pendant les années 50 et le début des années 60, pour se lancer dans une offensive commerciale d'abord et financière ensuite, sur le marché mondial.

A la suite de cette offensive, il domine largement l'économie de la Corée du Sud, des Philippines, il se lance à la conquête « pacifique » de l'Indonésie, de Singapour, de Hong Kong et de la Thaïlande; il est le premier partenaire commercial de la R.P. de Chine et de l'Australie, et il commence à pénétrer sur les côtes pacifiques des USA, du Canada, du Mexique tout en réalisant déjà au Brésil des investissements de capitaux annuels supérieurs à ceux des USA. Cette expansion commerciale correspond non seulement à la nécessité de trouver des débouchés pour son industrie géante et des champs d'investissements pour ses capitaux excédentaires, mais aussi à sa hantise d'une pénurie de matières premières qui l'avait déjà lancé sur la voie de l'expansion — alors militaire — dès avant la 2me guerre mondiale.

L'expansion économique rapide de l'impérialisme japonais s'est par ailleurs heurtée à des limites qui résultent de l'interaction de deux facteurs. D'une part, le déclin de l'hégémonie de l'impérialisme US sur le système politique et économique de l'impérialisme international enlève à cette expansion la base monétaire (un dollar stable) et politique (l'hégémonie US en Extrême-Orient) sur laquelle elle s'était appuyée. D'autre part, une série de facteurs internes qui ont nourri la croissance économique rapide des décennies passées se sont également épuisés.

L'affaiblissement des stimulants fondamentaux de la croissance passée ont plongé la bourgeoisie japonaise dans de profondes difficultés économiques. Cela s'est déjà exprimé par le renversement dramatique de la balance des payements japonaise et la chute consécutive du **yen** qui, après sa montée spectaculaire suivant la déclaration de Nixon d'août 1971, est maintenant plus proche de son cours antérieur.

Dans cette situation, le déclin de la prédominance politique du LDP se développe à un rythme accéléré. Des couches toujours plus larges des masses japonaises se séparent du gouvernement LDP et de sa politique. Cette tendance impulse des luttes de plus en plus indépendantes et militantes des masses qui sont en train de se développer, et pousse par ailleurs le PC japonais au centre de la scène politique. La vague de radicalisation ne peut en effet plus être contenue dans le cadre d'un bloc de centre-gauche (socialiste - social - démocrate et « Komeito »). L'approfondissement de la crise, dans des conditions de combativité croissante des masses laborieuses, favorise l'avance d'une solution de type front populaire par le PS et le PC. Cela permet d'envisager une confrontation entre la bourgeoisie et le prolétariat dans la période à venir; la lutte contre la tendance au front populaire devient une tâche de plus en plus urgente pour les marxistes révolutionnaires.

●

6) LE DECLIN DE L'HEGEMONIE AMERICAINE ET LA CRISE DE LA SOCIETE BOURGEOISE AUX ETATS-UNIS.

De tous les pays impérialistes importants, les Etats-Unis sont le seul dont le prolétariat ne participe pas encore à la remontée spectaculaire des luttes des dernières années. Les marxistes révolutionnaires doivent accorder une importance particulière à l'analyse théorique et politique des causes de ce retard qui est lié au grand retard historique de formation de la conscience de classe politique du prolétariat américain, mais sans qu'il s'identifie à lui.

Pendant la période d'après-guerre, le capitalisme nord-américain a pu jouir d'une stabilité sans pareille à aucune autre puissance impérialiste importante. Cette situation s'explique en grande partie par l'hégémonie internationale de l'impérialisme américain et les avantages de productivité de son économie qui permirent une augmentation constante du niveau de vie des travailleurs américains.

Cette période prolongée de prospérité économique devait peser lourdement et négativement sur le développement de la combativité et de la conscience de classe du prolétariat nord-américain. La marge de manœuvre économique des bourgeoisies nord-américaines leur permettaient d'accorder des concessions réelles à la classe ouvrière tout en évitant généralement des affrontements violents et directs avec des secteurs importants du mouvement ouvrier organisé. Cette situation devait permettre, surtout dans les années d'après-guerre, la cristallisation d'une bureaucratie syndicale ultra-réactionnaire qui, dans bien des cas, gagna ses galons par son anti-communisme militant et le rôle qu'elle joua dans la chasse aux sorcières pendant la guerre froide, de même que la consolidation d'une large aristocratie ouvrière ultra-conservatrice, toujours prête à sacrifier les intérêts du prolétariat nord-américain à ses propres privilèges.

Une série de facteurs devait contribuer à ébranler cette stabilité sociale relative : la révolte des Noirs, la guerre d'Indochine, l'affaiblissement économique de l'impérialisme américain par rapport aux autres puissances impérialistes. Les réajustements politiques entrepris par l'administration Nixon sont l'expression de cet ébranlement, dans la politique étrangère et domestique (abandon de la plupart des programmes sociaux, des administrations précédentes, coupures sévères dans l'ensemble du domaine des dépenses sociales, politique de contrôle des prix et des salaires, offensive plus ou moins généralisée contre le niveau de vie de la classe ouvrière, etc.). Le déclin de l'hégémonie américaine dans le monde et le changement accéléré des conditions dans lesquelles s'effectue la mise en valeur des capitaux aux Etats-Unis ont sapé la stabilité de la société bourgeoise. Celle-ci a connu, notamment, au cours des 10 dernières années, une révolte massive contre la structure essentiellement raciste de la société, le plus grand mouvement de masse jamais vu dans l'histoire contre une guerre contre-révolutionnaire de sa propre bourgeoisie, l'ébranlement massif des valeurs classiques de la bourgeoisie. Si ces vagues successives ont pu être récupérées électoralement par le système de deux partis bourgeois — fondamentalement parce que le gros du prolétariat n'est pas entré en action et parce que les bureaucraties de Moscou et de Pékin ont puissamment aidé Nixon à démobiliser le mouvement anti-guerre — les structures traditionnelles du pouvoir ne s'en trouvent pas moins ébranlées, tant objectivement qu'aux yeux des masses.

Loin d'être un accident de parcours, le scandale Watergate est l'expression la plus nette de cet ébranlement. Le grand capital américain rencontre des difficultés croissantes à adapter ses méthodes traditionnelles de gouvernement à des conditions socio-économiques nationales et internationales en rapide mutation. En s'élevant au-dessus des coalitions et des machines électorales démocrates et républicaines, l'administration Nixon commençait à détruire sérieusement l'équilibre des forces politiques bourgeoises. Les secteurs de cette bourgeoisie qui croient qu'une telle entreprise risquait de s'effectuer à leurs dépens se sont saisis du scandale Watergate pour tenter de remettre Nixon au pas sans pour autant remettre en question les tendances à long terme vers l'Etat fort. Mais cette offensive anti-Nixon pourrait miner la confiance des masses américaines dans tout le système politique bourgeois.

Aux effets de cette crise des institutions politiques s'ajoutent les effets des difficultés économiques du capitalisme américain sur la classe ouvrière. Les facteurs objectifs qui avaient contribué à la passivité politique et sociale du prolétariat au cours des 25 dernières années jouent de moins en moins. Les avantages en matière de productivité de l'économie américaine s'amenuisent ou disparaissent. Les salaires réels du prolétariat américain pris dans son ensemble ont cessé d'augmenter depuis le « forcing » de la guerre du Vietnam. Les différences de niveau de vie avec celui de l'Europe occidentale se réduisent progressivement. L'offensive de la bourgeoisie contre le niveau de vie de la classe ouvrière se mène de façon diversifiée mais systématique : combinaison de hausses salariales nominales et intensification des cadences et des heures supplémentaires, attaque directe contre les salaires réels par l'inflation, réduction des dépenses sociales affectant les secteurs les plus exploités du prolétariat, notamment les minorités nationales, etc. La crise énergétique offre de plus un prétexte pour toute une série de rationalisations dans certains secteurs de l'économie et de mise à pied. Jusqu'à ce jour, cette offensive n'a pas suscité de riposte massive de la part de la classe ouvrière américaine, dans une large mesure à cause de la trahison des bureaucraties syndicales qui acceptent de facto la politique générale de la bourgeoisie américaine.

Cependant, les grèves des récentes années dans le sec-

teur public, des ouvriers agricoles, des grèves dures et parfois sauvages dans la grande industrie, l'apparition de caucus syndicaux s'opposant aux vieilles directions bureaucratiques traditionnelles indiquent que le mécontement est loin d'être inexistant dans la classe ouvrière américaine, même s'il ne parvient pas encore à s'exprimer de façon massive et généralisée. Cette carence s'explique en partie par l'absence à l'heure actuelle d'une couche de militants ouvriers avancés suffisamment nombreux et bien organisés pour impulser autrement que sur une base locale ou sectorielle un débordement dans l'action des puissants appareils bureaucratiques. Toutefois, une radicalisation moléculaire, surtout parmi les travailleurs jeunes, noirs et chicanos, impulsée à la fois par le changement de la conjoncture économique et les séquelles idéologiques des mouvements sociaux de la fin des années 60, est une réalité indéniable et aura un impact sur l'émergence de l'avant-garde ouvrière.

Dès lors, la variante la plus probable pour l'avenir immédiat des Etats-Unis n'est ni la prolongation de l'actuel déclin momentané des mouvements de révolte de masse, ni l'évolution rapide du pays vers une dictature de type militaro-policière, voire de type fasciste. Elle est au contraire celle d'une nouvelle poussée du mouvement de masse, cette fois centrée davantage sur les luttes ouvrières déclenchées en réaction à l'inflation, au chômage, à la détérioration des conditions de vie, de travail, d'environnement — phénomènes qui seront aggravés au cours de la prochaine récession. La révolte d'importants secteurs du prolétariat contre la politique de collaboration de classe de la bureaucratie syndicale, contre son acceptation des blocages successifs des salaires et de la politique des revenus, stimulera cette reprise des luttes ouvrières, lui donnera un caractère à la fois anti-capitaliste et anti-bureaucratique plus prononcé et portera des coups violents au système des deux partis bourgeois, mettant de nouveau à l'ordre du jour l'organisation politique indépendante des travailleurs.

Le rôle primordial du Canada comme exportateur de matières premières dans la division nord-américaine du travail, ses liens commerciaux privilégiés avec les Etats-Unis, le caractère généralement satellite de son économie par rapport à l'économie américaine, lui permirent de jouir d'une période de prospérité aussi prolongée que celle des Etats-Unis et même d'une période de stabilité politique d'ensemble beaucoup plus grande. La position du Canada comme composante subordonnée (quoique largement autonome) d'une économie continentale dominée par le capital américain lui a profité durant presque toute la période d'après-guerre et jusqu'à maintenant. Toutefois, il résulte de cette dépendance que la stabilité politique, économique et sociale du pays dépend à un degré inconnu pour tout autre pays impérialiste de la bonne santé de l'économie américaine.

Les difficultés que connait celle-ci se répercutent presque immédiatement sur l'économie canadienne. A l'heure actuelle, toute une série de facteurs liés directement ou indirectement à cette dépendance envers les Etats-Unis contribuent à saper la stabilité de l'Etat canadien et à rendre de plus en plus évident son caractère artificiel et son inviabilité en tant qu'Etat capitaliste distinct : sa dépendance extrême à l'égard du commerce international (surtout avec les Etats-Unis et avec certains pays de la CEE) rend son économie très vulnérable à des mesures protectionnistes. La faiblesse et les distorsions de son industrie manufacturière, la conscience nationale croissante des Acadiens, des Franco-Ontariens et des peuples indigènes, la fragmentation régionale extrême caractérisant son économie, sa structure sociale et son système politique qui se traduit par l'absence de toute équipe politique cohérente capable d'exprimer les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie canadienne, tout cela tend, dans les conditions actuelles et surtout dans l'éventualité d'une récession internationale, vers une crise domestique aigue qui pourrait bien remettre en question toute la cohésion interne de l'Etat canadien.

Bien que la classe ouvrière canadienne dans son ensemble n'ait pas connu de mobilisations massives à l'échelle de tout le pays, on peut observer au cours des dernières années un accroissement notable du militantisme ouvrier de même qu'une multiplication d'affrontements durs entre des secteurs importants du mouvement ouvrier et les divers niveaux de l'Etat canadien (fédéral ou provincial) : grève du rail, mobilisation massive des syndicats de Colombie britannique, des enseignants de l'Ontario, des postiers, grèves exemplaires dures dans l'industrie légère suscitant de larges mobilisations de militants ouvriers à l'échelle locale. Ces affrontements commencent maintenant à poser devant un nombre petit mais croissant de militants syndicaux le problème de l'intervention violente de l'Etat. Des notions élémentaires sur la nécessité urgente d'organiser l'auto-défense ouvrière commencent à surgir.

Dans toute l'Amérique du Nord, ce n'est qu'au **Québec** que les mobilisations ouvrières ont pris presque d'emblée un caractère massif. La grève générale du Front Commun du secteur public, de même que les débrayages semi-spontanés et quasi généraux de mai 72, les expériences de contrôle ouvrier et les occupations de ville constituent la plus importante mobilisation d'un secteur du prolétariat nord-américain des 25 dernières années. Le militantisme ouvrier, loin d'avoir été définitivement écrasé par la défaite du Front Commun, s'est manifesté pendant toute l'année 1973 par une vague de grève dans le secteur privé. Le poids de l'oppression nationale, l'extrême combativité du prolétariat, la crise économique endémique depuis 1964, la débilité économique et politique de la bourgeoisie québecoise, la faiblesse et l'hétérogénéité de la bureaucratie syndicale, l'intensité des contradictions sociales font du Québec le maillon faible de la chaîne impérialiste nord-américaine.

Le plus grand obstacle subjectif sur la voie de la révolution québecoise est le Parti québecois fondé sur le nationalisme bourgeois qui a réussi, faute d'organisations politiques autonomes de la classe ouvrière, à gagner l'allégence de l'écrasante majorité du mouvement ouvrier organisé. Cependant, l'intensification de la lutte de classes tend lentement mais sûrement à détacher un nombre croissant d'ouvriers avancés de l'influence du Parti québecois, préparant ainsi d'autres débordements violents des directions bureaucratiques et nationalistes. Les luttes du prolétariat québecois jusqu'à ce jour n'ont eu une influence que sur quelques militants isolés d'avant-garde de la classe ouvrière canadienne. Mais au fur et à mesure que les tensions sociales se développent au Canada et aux USA, l'exemple de la classe ouvrière québecoise sera plus largement suivi et constituera un facteur important de radicalisation.

Tous les changements décrits reflètent une transformation progressive de la situation sociale et politique en Amérique du Nord. Celle-ci fournira de nouvelles opportunités historiques pour une intervention révolutionnaire au sein du prolétariat du continent.

●

7) LA LUTTE DU PROLETARIAT SEMI-COLONIAL POUR SON AUTONOMIE DE CLASSE.

Un des traits les plus frappants du développement de la révolution coloniale au cours des dernières années a été l'accroissement du poids des luttes ouvrières, avec une tendance à l'autonomie d'action — y compris d'action politique — de la part du prolétariat dans un nombre croissant de pays coloniaux et semi-coloniaux. Ce phénomène résulte de l'interaction de plusieurs facteurs, parmi lesquels les progrès de l'industrialisation de ces pays et la banqueroute ouverte des directions nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises jouent un rôle prépondérant.

Le poids du prolétariat, plus spécialement prolétariat industriel, augmente dans plusieurs pays semi-coloniaux, même si l'industrialisation néo-coloniale ou dépendante — c'est-à-dire, partielle, étriquée, dominée par les trusts multinationaux — n'a guère réduit le chômage massif et la misère des bidonvilles. Les conflits entre ce prolétariat et non seulement le capital étranger mais aussi le capital « national » et les gouvernements même à vernis anti-impérialiste, tendent à s'accroître. En même temps, l'incapacité des gouvernements à résoudre les problèmes fondamentaux de la société de l'économie sous-développée, les liens qu'ils maintiennent avec l'impérialisme, les obligent à faire peser sur les masses les charges de l'industrialisation qui démarre. Inflation, vie chère, chômage, crise du logement et des services publics élémentaires, analphabétisme, stagnation sinon recul du niveau de vie, suppression des libertés démocratiques, blocage des salaires, interdiction des grèves — tels sont les maux auxquels les travailleurs et les paysans pauvres se trouvent toujours confrontés dans ces pays.

Voilà pourquoi le crédit politique dont jouissent des directions nationalistes traditionnelles grâce à quelques acquis réels, bien que partiels de la lutte anti-impérialiste se dissipe progressivement.

La perte de prestige du régime militaire « réformiste » au Pérou (qui a notamment réprimé très durement des grèves ouvrières), le déclin d'influence de la direction postnassérienne en Egypte, sans parler du Baat'h en Syrie et en Irak, le discrédit qui frappe le gouvernement Bandaranaïke au Srilanka, ainsi que les difficultés du régime Ramanantsoa à Madagascar et N'Gouabi

au Congo, sont quelques illustrations de cette tendance générale. Il est probable que le retour au pouvoir du péronisme en Argentine provoquera une crise de l'influence de ce courant au sein de larges masses du prolétariat et de la jeunesse étudiante radicalisée en Argentine.

Le cas de **l'Inde** est particulièrement caractéristique à ce propos. Après la mort de Néhru et l'apparition d'une famine massive dans d'importants secteurs de ce sous-continent, l'emprise du Parti du Congrès sur les masses indiennes avait subi un déclin prononcé. La politique ultra-opportuniste du PCI et du PC (m) — collaboration gouvernementale, alliance avec les classes possédantes et leurs partis, répression de mouvements populaires, emploi de la violence contre d'autres tendances du mouvement ouvrier — fragmenta la montée prometteuse des masses surtout au Bengale occidental et au Kérala, freina leurs mobilisations et fit disparaître la perspective d'une solution de rechange à l'échelle nationale. Grâce à quelques manœuvres adroites à l'intérieur du pays (rupture avec les politiciens les plus corrompus du « syndicat ») et à l'extérieur (appui à la guerre de libération nationale du Bangla Desh et victoire sur le Pakistan), Indira Gandhi put rétablir l'hégémonie politique du Parti du Congrès à un degré inconnu depuis 10 ans.

Mais cette restauration d'une apparence de stabilité ne fut que de courte durée. Les nouvelles difficultés d'approvisionnement en grains, qui éclatèrent en 1972, révélèrent qu'aucune des causes de la crise des années 1965-1966 n'avait été éliminée. De nouveaux déchirements intérieurs apparaissent au sein du Congrès. La différenciation sociale au village, la misère et l'absence de perspectives des travailleurs agricoles, des parias et des petits fermiers, s'aggravent sans cesse. Dans ces conditions, l'initiative peut à nouveau passer du côté du prolétariat. Celui-ci cherche instinctivement à surmonter les effets de la division syndicale, par la première apparition d'un système de délégués d'entreprise. Il commence même à manifester une solidarité agissante avec les pauvres du village (grève de solidarité des travailleurs de Bombay avec la grève des travailleurs agricoles du Maharashra). L'aboutissement de ce mouvement pour la conquête de l'initiative politique par le prolétariat indien au sein du processus de la révolution permanente dépendra de la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat et de sa capacité à avoir une orientation correcte sur la révolution agraire. Mais les progrès réalisés sur cette voie par les poussées spontanées des masses faciliteront grandement la construction de cette direction, si les noyaux marxistes révolutionnaires suivent une politique correcte et interviennent dans les luttes des masses avec un esprit d'initiative et un sens des responsabilités.

D'une manière plus générale, les formes nettement prolétariennes prises par les luttes des masses dans de nombreux pays semi-coloniaux se sont accentuées : grève des ouvriers sidérurgistes en Egypte, des travailleurs Ovambo en Namibie, agitation syndicale et grèves du prolétariat noir en Afrique du Sud, grève générale avec occupation d'usines contre le **putsch** Bordaderry en Uruguay. Assemblée Populaire en Bolivie, etc. Les échecs subis ont été fonction de l'insuffisance d'une nouvelle direction révolutionnaire, ce qui impliqua notamment des insuffisances sur le plan de la création d'organes de dualité de pouvoir du type soviétique, sur le plan de l'armement des masses, et sur le plan de l'alliance avec la paysannerie travailleuse. Mais les progrès réalisés sur la voie de l'autonomie politique du prolétariat au sein du processus de la révolution coloniale soulignent que la solution de ces insuffisances est aujourd'hui plus facile que jadis, et laissent présager de sombres perspectives pour l'impérialisme dans plusieurs secteurs coloniaux et semi-coloniaux.

L'évolution globale en **Amérique latine** confirme l'absence de toute base objective pour une période tant soit peu prolongée de démocratie bourgeoise. Certes, la vigueur de ce mouvement peut obliger le « parti-armée » de la bourgeoisie à troquer momentanément des régimes de dictature sanglante pour des régimes dits « réformistes ». Mais ceux-ci ne réussissant pas à canaliser et à faire reculer la combativité des masses, la répression armée et sanglante est vite réinscrite à l'ordre du jour. Il en fut ainsi en Bolivie en 1971, en Uruguay et au Chili en 1973. Il en sera ainsi aussi en Argentine.

Les effets d'une défaite grave du prolétariat par l'armée peuvent d'ailleurs être plus prolongés et plus lourds de conséquences que prévus, comme le confirme l'exemple du Brésil, où l'impérialisme et la réaction « nationale » ont pu créer pendant près d'une décennie un secteur relativement stabilisé en Amérique latine, servant de pôle contre-révolutionnaire pour tout le continent et attirant d'importants investissements de capitaux pour cette raison même. Mais il en résulte un renforcement numérique et social considérable du prolétariat industriel, qui finira par saper les conditions de cette stabilité temporaire.

Depuis la victoire sioniste de juin 1967, la **révolution arabe** avait surtout été marquée par la lutte armée du peuple palestinien dans le cadre du mouvement de résistance. Ils 'agissait là d'un important progrès qualitatif de la révolution arabe dans la mesure où la Résistance palestinienne participait au développement général d'un mouvement autonome des masses arabes — autonome par rapport aux directions nationalistes hégémoniques depuis le milieu des années cinquante. Mais cette autonomie réelle ne trouva pas d'expression politique consciente au sein de la Résistance, les directions de cette dernière étant elles-mêmes issues du mouvement nationaliste bourgeois et petit-bourgeois et prolongeant sa tradition politique à la tête de la lutte palestinienne. En conséquence, la Résistance palestinienne se cantonna généralement dans l'étroite limite d'une perspective anti-sioniste, propageant l'illusion selon laquelle la « guerre populaire » palestinienne pourrait à elle seule libérer la Palestine de la colonisation sioniste. Elle s'interdit tout programme social révolutionnaire au nom du caractère national de sa lutte, s'interdisant par le fait même toute possibilité de mobiliser réellement aussi bien les masses laborieuses ouvrières et paysannes du peuple palestinien que l'ensemble des masses laborieuses arabes, pourtant favorables à la lutte palestinienne, ainsi que la possibilité de promouvoir un mouvement de classe anti-sioniste en Israël même.

Cette politique de la direction officielle de la Résistance palestinienne explique la défaite subie par le mouvement armé du peuple palestinien à partir de 1970 en Jordanie et sa jugulation progressive par le pouvoir libanais. Mais en même temps, et indépendamment de toute direction existante, la montée du mouvement des masses Arabes ne s'arrêtait pas; elle se poursuivait inexorablement, atteignant de nouveaux sommets en Egypte. Cette montée est déterminée par la conjugaison de la profonde crise économico-sociale des régimes bourgeois arabes et le poids politique croissant de la situation dite de « ni guerre ni paix » résultant de la défaite arabe de 1967.

C'est pour endiguer cette montée et détruire son catalyseur politique que les régimes arabes entreprirent la Guerre d'Octobre 1973. Ils cherchaient par là à restaurer leur façade nationaliste en déclin permanent depuis 1967, à susciter l'intervention des grandes puissances, surtout de l'impérialisme américain, que les bourgeoisies arabes savent être le seul capable d'exercer une pression efficace en vue du retrait israélien des territoires occupés depuis 1967. En même temps, les régimes arabes resserraient leurs rangs sous le patronage de l'Arabie Saoudite, suppôt direct de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, sous le patronage de Washington, la liquidation de la lutte antisioniste des peuples arabes, connue sous le nom de « solution pacifique », est en bonne voie. La direction officielle de la Résistance palestinienne a franchi un pas décisif vers sa dégénérescence totale en exprimant sa volonté de participer au règlement diplomatique. Pour les révolutionnaires et les anti-sionistes véritables il est évident que toutes les formules de règlement proposées — aussi bien le plan Hussein de Fédération hachémite que celui de l'Etat croupion palestinien, — ne sont qu'autant de formules liquidatrices.

L'application de la « solution pacifique », quelle que soit sa variante, créera une situation politique comparable au discrédit national des régimes arabes en 1948 et, par conséquent, favorisera à la longue le développement d'un mouvement réellement révolutionnaire des masses arabes, qui ne peut être que plus profond que ses prédécesseurs, dans la mesure où toutes les directions nationalistes — même les plus radicales — se sont discréditées et où la crise sociale exacerbée injecte de plus en plus une conscience de classe dans la lutte nationale révolutionnaire. Une nouvelle page de la révolution arabe est en train de s'ouvrir, dans laquelle les militants marxistes révolutionnaires auront à jeter les fondements du parti communiste révolutionnaire dirigeant de la révolution socialiste arabe. C'est une tâche que seule la Quatrième Internationale est susceptible de réaliser.

En Afrique noire, treize années d'indépendance néo-coloniale aboutissent à une accentuation de la crise économique qui exacerbe les contradictions sociales et politiques. Une industrialisation, bien que partielle et faible, a engendré un prolétariat jeune et stable qui s'affirme de plus en plus dans des luttes comme celles de la raffinerie M'Bae au Sénégal, les grèves de Donala au Cameroun, celles de Mauritanie ou les manifestations

au Congo. A cela s'ajoute une radicalisation de la jeunesse scolarisée (Sénégal, Madagascar, Ghana, Niger...). Enfin, les masses paysannes n'échappent pas même à un degré moindre au phénomène de radicalisation (Madagascar en 1971, Tchad, Nigéria...).

En treize ans, la petite bourgeoisie gérante des intérêts impérialistes a connu une différenciation accélérée. Une fraction d'entre elle a pu réaliser une accumulation initiale grâce aux prébendes de l'appareil d'Etat. Les secteurs économiques où se dévelope ce capital africain restent marginaux et secondaires; mais cette différenciation au sein de la classe dominante y produit des conflits politiques aggravant l'instabilité chronique des régimes. La bourgeoisie africaine reste économiquement et politiquement incapable de juguler la montée des masses, malgré l'emploi croissant de la répression. Dans ce contecte, se précise la naissance d'une nouvelle génération révolutionnaire qui, tirant les leçons des défaites des mouvements nationalistes, s'attelle à la tâche de construction de cadres marxistes révolutionnaires.

Les luttes de libération dans les pays dominés par une minorité blanche, et surtout celles qui se déroulent dans les colonies portugaises, jouent un rôle important dans la radicalisation de toute la jeunesse africaine. Au-delà des leçons politiques que ces luttes permettent de tirer, il y a aussi l'importance stratégique et économique pour l'impérialisme de l'Afrique australe et des îles du Cap Vert. Le soutien diplomatique, économique et militaire que l'impérialisme accorde au Portugal se fait en échange de concessions grandissantes de celui-ci dans la participation au pillage des colonies. Trop faible économiquement pour supporter un tel effort de guerre, le Portugal doit accepter notamment l'intervention de l'Afrique du Sud, maillon fort de l'impérialisme dans la région. La clef de voûte de cette alliance se situe dans des projets économico-militaires tels le barrage de Cabora-Bassa ou l'aménagement de Kunene.

Cependant, la proclamation de l'indépendance de la Guinée-Bissao et les progrès réalisés par la MPLA (Angola) et le FRELIMO (Mozambique) posent des problèmes politiques et stratégiques dont les solutions déterminent l'avenir de ces luttes. A l'approche des échéances, les forces centrifuges pourront se renforcer ou s'affaiblir sous l'influence de différents facteurs contradictoires.

Dans le contexte du réajustement de la stratégie impérialiste en Afrique australe, le développement du processus de révolution permanente sur la base de l'internationalisation du conflit dans toute cette région ne pourra se faire qu'à partir, notamment, d'une clarification au sein du MPLA et du FRELIMO, mouvements nationalistes révolutionnaires de conception multiclassiste, au rythme du développement de la révolution mondiale et de la situation en Afrique centrale.

Les victoires en Angola et au Mozambique se situeront alors dans le cadre plus large d'une crise révolutionnaire dans toute l'Afrique australe et dans celui de la remontée générale de la révolution africaine.

En Guinée-Bissao, l'évolution la plus importante dans la dernière période a trait aux changements survenus dans les zones libérées par l'élection de l'Assemblée Nationale Populaire, qui fut le principal facteur de la proclamation de l'Etat indépendant. Cependant, l'absence de formulation claire sur la nature sociale de l'Etat Guinéen, la pression des Etats voisins et de l'URSS et la conception multiclassiste du PAIGC, font peser de lourdes hypothèques sur les possibilités de renversement définitif du capitalisme dans ce pays, s'il ne se produit pas une clarification et une différenciation politiques indispensables. L'isolement de cette lutte et la faiblesse de soutien international rendent compte partiellement des risques de repli du PAIGC sur le mythe de « l'Etat démocratique-national à voie non capitaliste ».

Dans ces conditions, les luttes révolutionnaires dans toutes les colonies portugaises réclament un soutien internationaliste conséquent de la part des marxistes révolutionnaires.

Le nouveau rapport de forces créé par la lutte héroïque des peuples d'Indochine s'étend progressivement à tout le **sud asiatique.** La défaite politique subie par l'impérialisme américain, symbolisée par le retrait de ses troupes d'Indochine auquel il a été acculé, représentent un coup très dur pour les régimes anticommunistes de Thaïlande, d'Indonésie, des Philippines et de la Corée du sud, qui ont créé et maintenu leurs dictatures grâce à l'appui militaire, politique et économique de l'impérialisme américain. L'état d'urgence proclamé en automne 1972 en Corée du sud et aux Philippines a été indéfiniment prolongé, et constitue une dernière tentative de ces régimes dictatoriaux pour faire face à la crise.

Alors que l'impérialisme japonais a renforce son exploitation néo-coloniale dans cette région, dans un effort pour remplir le vide créé par l'affaiblissement de l'impérialisme US, cela y a à son tour accéléré une explosion de radicalisation des travailleurs, des paysans pauvres et des masses laborieuses.

La révolte d'octobre 1973 en Thaïlande, qui a renversé la dictature militaire de Thanom et de Prapas; la lutte des masses sud-coréennes contre Park et contre l'impérialisme japonais qui a été détonnée par l'enlèvement de Kim Dae Jun par la CIA sud-coréenne au Japon, et qui a duré d'octobre à décembre 1973; les émeutes anti-japonaises en Indonésie au moment de la visite de Tanaka à ce pays : tous ces événements démontrent que la situation en Asie orientale est entrée dans une nouvelle phase historique. Les explosions de mécontentement populaire s'étendront sans doute au reste de ces pays, c'est-à-dire avant tout aux Philippines.

Le niveau politique de ces explosions est aujourd'hui caractérisé par le nationalisme. La tâche des marxistes révolutionnaires est de les transformer en luttes à la fois anti-impérialistes et anti-capitalistes, c'est-à-dire en un processus de révolution permanente. La question se pose de savoir qui peut organiser pareil saut en avant qualitatif de ces luttes et avec quelle orientation. La bureaucratie maoïste est déjà entrée en action ouvertement contre cette nouvelle phase de la lutte des peuples d'Asie, et la bureaucratie soviétique en faut autant. Il importe donc de construire de fortes sections de la IV[e] Internationale en Asie et de renforcer de mouvement de solidarité avec la révolution indochinoise, afin de promouvoir la lutte pour le renversement des positions de l'impérialisme US et japonais, et celles des régimes fantoches dans toute cette région.

●

8. LA TRAGEDIE DE LA REVOLUTION CHILIENNE.

De 1970 à 1973, le Chili a vécu un processus d'exacerbation de la lutte de classe et d'initiatives révolutionnaires des masses qui fut, à de nombreux égards, le plus avancé en Amérique latine depuis la victoire de la révolution cubaine. Les origines de cette montée révolutionnaire remontent au processus de renforcement progressif de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier depuis 1938, dû au fait que la bourgeoisie chilienne n'a pu s'engager dans la voie de l'industrialisation qu'en tolérant un essor de ce mouvement qu'elle utilise contre les propriétaires fonciers. Malgré le caractère en prédominance réformiste de la direction du mouvement ouvrier et l'acceptation générale de la théorie de la « révolution par étapes » qui en résulta, le prolétariat chilien n'en acquit pas moins une organisation politique autonome de classe, différente des expériences parallèles qui se produisirent pendant la même période dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Pérou, etc.

Le processus s'acheva au cours des années 50. Une dernière couche bourgeoise néo-industrielle, produit du tournant des investissements impérialistes, entra en scène avec pour expression politique la démocratie-chrétienne de Frei. Elle effectua quelques réformes, surtout à la campagne, qui stimulèrent la radicalisation d'importantes couches paysannes. Mais les effets de ces réformes sur l'ensemble de la société chilienne restèrent réduits et conduisirent à une polarisation sociale et politique des classes qui s'exprima dans la campagne électorale de 1970 et la victoire de la candidature Allende.

Cette victoire s'effectua dans un climat de montée impétueuse du mouvement de masse qui ne laissa, dans l'immédiat, aucune autre possibilité à la bourgeoisie que de tolérer l'entrée en fonction du gouvernement d'Allende. Elle put le faire d'autant plus facilement que le programme de l'**Unidad Popular** ne dépassait pas les limites d'un programme démocratique bourgeois de nationalisations de quelques secteurs-clés, surtout ceux dominés par l'impérialisme, et de réforme agraire plus audacieuse que celle de Frei. Il incluait tout au plus la perspective de nationalisation de quelques entreprises chiliennes monopolistes, élargissant ainsi l'aire du capitalisme d'Etat. La peur réelle de la bourgeoisie, ne concernait pas ces réformes mais la combativité des masses. C'est pourquoi elle subordonna l'acceptation du gouvernement Allende à la signature par celui-ci du Statut de Garanties Démocratiques qui maintenait intacts tous les mécanismes de l'Etat bourgeois, avant tout ceux de son appareil judiciaire et répressif. Les dirigeants de l'U.P. s'empressèrent d'accepter ces conditions, proclamant eux-mêmes leur résolution d'accéder au socialisme par la voie « légale » et « constitutionnelle », sans toucher à l'appareil d'Etat bourgeois.

Mais les masses ouvrières interprétèrent l'arrivée d'Allende au gouvernement comme un changement des rapports de forces

en leur faveur, redoublèrent de combativité et d'activité, et accélérèrent par leur pression la réalisation du programme de l'U.P. En un an, les mines de cuivre sont nationalisées, de nombreuses propriétés foncières expropriées, le contrôle de l'état étendu sur une série d'entreprises industrielles privées.

L'interaction entre la combativité accrue des masses et la réalisation des réformes promises par l'U.P. — qui se traduisirent notamment par une élévation du niveau de vie des couches les plus pauvres de la population — conduisirent à un nouveau progrès de la polarisation politique et sociale au Chili. Une partie de l'électorat de la démocratie chrétienne fut gagnée par l'U.P. qui remporta plus de 50 % des voix aux élections municipales d'avril 1971; une autre partie de cet électorat passa à l'extrême-droite. Il était clair que le temps des réformes démocratiques-bourgeoises était révolu, qu'une révolution socialiste était à l'ordre du jour et que, devant la montée de celle-ci, la contre-révolution se préparait fiévreusement.

La bourgeoisie n'était pas unie quant aux méthodes à utiliser à cette fin. La démocratie-chrétienne initia une contre-offensive juridique et parlementaire cherchant à obliger le gouvernement Allende à réprimer le mouvement de masse et à limiter strictement la partie de l'économie arrachée à la propriété privée. L'impérialisme américain organisa l'arrêt des crédits internationaux et le blocus de fait de l'économie chilienne. La pression de la classe ouvrière, ses empiètements sur la propriété privée et les vacillations du gouvernement à sanctionner les actions des masses révolutionnaires ou sa paralysie devant les menaces bourgeoises, désarticulent l'appareil productif et accentuent la crise économique. Le patronat chilien propulsa l'inflation galopante, le sabotage des investissements, l'organisation du marché noir. La droite et l'extrême-droite organisèrent des groupes terroristes et en appelèrent ouvertement à la dictature militaire.

Devant cette offensive générale de la bourgeoisie, le gouvernement de l'U.P., prisonnier de sa conception de la « voie constitutionnelle vers le socialisme » et d'illusions criminelles sur « le respect de la Constitution par les forces armées », perdit l'initiative et entama une retraite. La répression commença contre les masses qui saisissaient les terres et occupaient les usines. La paralysie s'installa dans l'appareil économique. La production, qui avait augmenté sensiblement en 1970, stagna et recula.

Mais les masses n'acceptèrent pas ces reculs. Elles continuèrent à agir. Elles prirent l'initiative de nombreuses manifestations de rue, notamment à Conception où, en outre, la tentative de créer une Assemblée Populaire joua dans le sens de créer une direction de rechange. Lorsqu'en octobre 1972, la bourgeoisie déclencha la grève des patrons camionneurs et que le gouvernement lui fit de nouvelles concessions, le prolétariat fit un énorme saut en avant. Il commença à construire ses propres organes de pouvoir : les cordons industriels et les commandos communaux des travailleurs. A ce moment-là, la situation cessa d'être simplement pré-révolutionnaire au Chili. Les éléments de dualité de pouvoir apparaissaient. La révolution chilienne commença.

La réponse des dirigeants de l'U.P. à cette polarisation accrue de la révolution et de la contre-révolution fut d'appeler les représentants de l'armée à entrer au gouvernement en tant qu'arbitres. Les dirigeants staliniens et réformistes ouvrirent ainsi directement la voie à la contre-révolution de septembre 1973. En exaltant la « neutralité » de l'armée bourgeoise, en l'associant eux-mêmes au gouvernement, en tolérant le vote de la loi sur le contrôle des armes qui permettait à l'armée d'effectuer des perquisitions dans les usines et les quartiers ouvriers, les dirigeants de l'U.P. créèrent des conditions psychologiques, politiques et techniques idéales à la préparation du coup d'Etat militaire. Le mythe de la « voie légale vers le socialisme » débouchait sur la « voie légale vers la contre-révolution ».

Mais la montée du mouvement des masses n'en continua pas moins avec de plus en plus de vigueur. Devant le sabotage de l'économie par la bourgeoisie, les occupations et les saisies d'entreprises se multiplièrent, que le gouvernement se vit obligé de « légaliser ». Les J.A.P. (comités d'approvisionnement et de contrôle des prix) surgirent, s'étendirent, et les expériences de contrôle ouvrier se multiplièrent. La dualité de pouvoir se précisa dans le pays.

Dans ces conditions de polarisation extrême et de difficultés économiques grandissantes, l'U.P. obtint encore 43 % des voix aux élections parlementaires de mars 1973 : cela ne doit pas être interprété comme la preuve d'un appui des masses à la politique réformiste d'Allende, mais correspondait à la volonté des masses de défendre leurs conquêtes, d'éliminer les obstacles juridiques et parlementaires que les partis bourgeois multipliaient contre leurs initiatives, et de faire front aux menaces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, y compris sur le terrain électoral. Simultanément, l'ampleur des actions extra-parlementaires des masses s'accentuait sans cesse, et se traduisait par une différenciation grandissante au sein même de l'U.P.

Un pôle droitier se constitue autour du PC, de la droite du PS, du MAPU-Gazmuri, du Parti Radical, etc.; une gauche confuse et contradictoire s'articule à partir de certains courants du PS, du MAPU-Gareton et de la gauche chrétienne. Un rôle particulier est joué dans ce contexte par le PS chilien parti « centriste de masse » sui generis, dont la direction (Altamirano) utilise un langage radical sans prendre aucune initiative, tandis que la base cherche empiriquement une issue révolutionnaire. De plus, en dehors de l'UP, le MIR, malgré ses limitations politiques centrisme, ambiguïtés face à l'UP etc.), a joué un rôle dynamisateur en impulsant, aux côtés d'autres forces politiques dans et hors de l'UP, par ses « fronts de masse » l'occupation de terres et d'usines, et en critiquant les illusions réformistes sur la « voie pacifique vers le socialisme ».

La tentative du P.C. qui se situait à l'extrême-droite de l'U.P., de faire rendre aux propriétaires privés les entreprises saisies par les travailleurs en octobre 1972 (projet Millas) provoqua une réaction violente de la part de la gauche du PS, du MIR et du MAPU. L'initiative passa de plus en plus des mains des partis de l'U.P. aux cordons industriels. Mais ceux-ci manquaient de centralisation. L'absence d'un parti révolutionnaire capable d'unifier les forces des ouvriers et des autres masses laborieuses, qui désiraient instinctivement parachever le processus entamé de révolution socialiste, se fit cruellement sentir. Sans un tel parti, même les actions ouvrières les plus audacieuses restaient éparses et incapables de prendre des initiatives décisives sur le plan du pouvoir central.

Cela se manifesta plus clairement lors du premier coup d'Etat militaire manqué du 29 juin 1973, qui révéla que des milliers d'ouvriers dans les principaux centres du pays étaient prêts à se battre, les armes à la main, contre la contre-révolution montante. Mais l'énorme combativité de ces forces se dispersa dans de nombreuses escarmouches avec les groupes de choc minoritaires de la réaction, dans de nombreuses et nouvelles occupations d'entreprises, dans des tentatives d'armement à la base, qui, à défaut d'organisation systématique et centralisée, ne réunissaient pas les conditions nécessaires pour faire face au coup d'Etat de septembre, préparé en étroite association avec l'impérialisme.

La bourgeoisie ne passa pas par une phase de décomposition et s'efforça même de réunifier ses forces. Néanmoins, la force extraordinaire du mouvement ouvrier, qui mina les bases du pouvoir bourgeois par le développement de ses propres organes de pouvoir, empêcha la bourgeoisie d'atteindre son objectif par la voie politique « normale ». Voilà pourquoi l'armée bourgeoise, dernier bastion non entamé du pouvoir bourgeois, devait entrer en scène pour réaliser ce que les partis bourgeois étaient incapables d'obtenir.

L'imminence de l'affrontement décisif qui était dans l'air ne provoqua de la part d'Allende et des dirigeants du PC que de nouvelles et lamentables tentatives de conciliation avec la démocratie chrétienne, de nouvelles et criminelles concessions à l'égard des officiers putchistes, telles la tolérance de la répression déclenchée par ceux-ci à l'égard des marins et ouvriers de l'arsenal de Valparaiso qui avaient commencé à dénoncer les préparatifs du **putsch.** La différenciation au sein de l'U.P. s'accentua encore, produisant pratiquement son éclatement à la veille du **putsch.** Ainsi se créa un vide de direction du prolétariat entre la désagréation de l'ancienne direction réformiste et le retard de la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire. Ce vide de direction facilita la réalisation du **putsch,** en augmentant les difficultés d'une riposte instantanée et centralisée des masses.

Ce que le putsch confirme une fois de plus, c'est la règle formulée par Trotsky dans « **Leçons d'Octobre** ». Lorsqu'il existe une situation révolutionnaire dans un pays, lorsqu'une épreuve de force décisive se prépare entre les classes, le camp capable de prendre l'initiative de la lutte pour le pouvoir gagne un avantage décisif. Les rapports de force peuvent s'en trouver transformés en l'espace de 24 heures. C'est ce qui s'est produit au Chili.

La férocité et la cruauté de la contre-révolution chilienne, qui rappellent celle des Versaillais, des franquistes et des bourreaux indonésiens de 1965, s'expliquent par l'ampleur du processus révolutionnaire qui les a précédées ? Elle est à la mesure de la peur réelle qu'avait la bourgeoisie de perdre le pouvoir. Elle dépasse tout ce qu'on a connu en Amérique latine depuis

l'époque de la révolution mexicaine et rend, à sa façon, hommage à l'ardeur et à la combativité révolutionnaires du prolétariat chilien. Mais elle constitue en même temps un réquisitoire non moins éloquent contre la politique criminelle des dirigeants du PC et du PS chilien, qui ont gaspillé cet énorme potentiel et entraîné les masses chiliennes dans une défaite sanglante et tragique.

Ce réquisitoire doit avoir un axe central clair. Il serait tout à fait déplacé de faire de la présence de quelques groupements politiques bourgeois au sein de l'U.P. ou de quelques ministres bourgeois au sein du gouvernement Allende, l'axe de nos critiques à l'égard de l'U.P. Ni objectivement ni subjectivement, aux yeux des masses, ces forces politiques insignifiantes ne peuvent être considérées comme un quelconque alibi pour les compromissions et les capitulations successives des dirigeants staliniens et réformistes. Une telle critique débouche sur des mots d'ordre comme « à la porte les ministres bourgeois » ou « gouvernement PC-PS ». Or, aux yeux des masses, le gouvernement Allende était déjà un tel gouvernement. Elles ne le considéraient nullement comme un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Elles n'avaient pas besoin d'une nouvelle expérience pour comprendre la faillite du **réformisme ouvrier.** Celui-ci s'étalait déjà devant leurs yeux. C'est sur cette faillite du réformisme, sur la faillite des « voies pacifiques et légales vers le socialisme », c'est sur l'utopie réactionnaire qui affirme vouloir libérer les masses de l'exploitation capitaliste en laissant intacts l'Etat bourgeois et son appareil de répression, que doit se concentrer notre mise en accusation des dirigeants de l'U.P.

Les mots d'ordre centraux pour lesquels les révolutionnaires devaient se battre au sein des masses pendant les mois décisifs avant le **putsch** correspondent à cette analyse et à cette critique. Ces mots d'ordre devaient être : généralisation des organes de dualité de pouvoir : **cordones, JAP, commandos communales;** leur centralisation locale et régionale; convocation d'un congrès national de ces conseils; généralisation du contrôle ouvrier sur l'ensemble de l'économie; saisie des stocks de vivres et de marchandises par les JAP et leur distribution sous contrôle ouvrier; parachèvement de la réforme agraire, élaboration d'un plan d'ensemble socialiste pour surmonter la catastrophe économique organisée par l'impérialisme et la bourgeoisie chilienne; armement général des travailleurs et des paysans pauvres; constitution d'un commandement central des milices ouvrières et paysannes; désarmement et démantèlement de la caste réactionnaire des officiers. Le mot d'ordre gouvernemental central aurait dû être : tout le pouvoir à un congrès national des **cordones, JAPs et commandos.**

Les initiatives de front unique qui étaient appropriées dans cette situation — entre les marxistes révolutionnaires, le MIR, la gauche du PS et du MAPU — étaient celles qui auraient permis d'accélérer la réalisation d'un tel programme d'action dont dépendait le sort de la révolution chilienne.

La défaite subie par le mouvement ouvrier et la classe ouvrière chilienne est grave et lourde de conséquences. Il est cependant prématuré de lui accorder un sens équivalent à celle du prolétariat en 1933 ou des masses indonésiennes en 1965. Tout dépend encore du contexte international, de la possibilité de nouvelles montées révolutionnaires dans des pays voisins, remportant d'importantes victoires, de la capacité de l'avant-garde de regrouper ses forces, d'organiser la résistance, de rendre confiance aux masses dans un drapeau et un programme non discrédités par l'expérience de l'U.P. Les difficultés économiques croissantes que rencontre la **junte** militaire et la reprise de luttes économiques de masse, peuvent favoriser un tel projet. Le projet ultra-réformiste du PC de bloc avec la démocratie-chrétienne « de gauche » l'entrave incontestablement.

L'orientation droitière des staliniens, la semi-désintégration du PS, du MAPU-Gareton et de la gauche chrétienne, font aujourd'hui du MIR un axe important de la résistance révolutionnaire à la **junta.** Les marxistes révolutionnaires au Chili, sans cesser de se délimiter politiquement et organisationnellement du MIR, doivent considérer la mise en pratique d'activités de front unique avec lui comme une de leurs tâches centrales, afin de constituer un pôle crédible opposé au réformisme récalcitrant, capitulard et paralysant.

2.L'AGGRAVATION DE LA CRISE DU POUVOIR BUREAUCRATIQUE DANS LES ETATS OUVRIERS BUREAUCRATISES

9) Les contradictions de la réforme économique en URSS et dans les démocraties populaires :

L'ensemble des difficultés rencontrées à des degrés et des rythmes divers dans les « démocraties populaires » et en URSS relèvent d'un facteur central : l'impossibilité de faire fonctionner une économie planifiée de plus en plus complexe dans un pays hautement industrialisé sans un système de gestion démocratique et centralisé où les choix principaux sont déterminés par les travailleurs eux-mêmes et sont appliqués et rectifiés sous leur contrôle.

Le monopole de gestion dans les mains d'une couche bureaucratique privilégiée, qui subordonne les intérêts collectifs à la défense de ses propres privilèges et du pouvoir sur lequel ils sont assis, provoque d'immenses gaspillages et des disproportions constantes dans le développement de l'économie des Etats ouvriers bureaucratisés. Périodiquement, ces gaspillages et ces disproportions causent des chutes du taux de croissance, ce qui amène des difficultés d'approvisionnement et menace la principale soupape de sécurité du régime depuis la mort de Staline : l'augmentation presque constante, même si elle est modeste, du niveau de vie des masses.

La combinaison hybride de diverses formes de planification, de centralisation bureaucratique et de décentralisation par la voie du marché, dépourvues d'aucune possibilité réelle de contrôle et de vérification démocratiques sur l'établissement et l'exécution du plan, le niveau des stocks, l'écoulement de la production, par la masse des travailleurs, tend en général à substituer une série de nouvelles contradictions à celles que chaque réforme cherche à atténuer. A l'égoïsme des entreprises (c'est-à-dire des bureaucrates au niveau des usines, dont les privilèges dépendaient de la réalisation du plan en quantités physiques) de l'époque de Staline, les réformes de Khrouchtchev substituèrent l' « égoïsme régional » au sein des sovnarkhozes. Les réformes de Liberman remirent en valeur « l'égoïsme des entreprises » sans accroître sérieusement l'efficacité de la gestion des bureaucrates dont les revenus sont liés au « profit », mais qui n'ont la possibilité ni de fixer les prix ni de modifier le volume des salaires.

Les principales contradictions des diverses tentatives de réformes se sont manifestées à deux niveaux : d'une part, toute décentralisation sur la base d'un renforcement des lois du marché, toute incitation à la « rentabilisation » des entreprises face à ces lois, toute augmentation des marges de décision des directions d'entreprises dans le sens d'une telle « rentabilisation » ont eu pour conséquence centrale des attaques à la stabilité de l'emploi de la classe ouvrière et à son niveau de vie. D'autant plus que de telles réformes sont généralement accompagnées d'une certaine « libéralisation » des prix qui aboutit de fait à l'augmentation immédiate des coûts des services sociaux, logements, transports, et produits de consommation courante jusqu'alors maintenus assez bas administrativement. L'application de la réforme s'est heurtée là aux réactions des travailleurs qui défendent leurs conditions de vie et de travail contre une aggravation évidente.

La deuxième contradiction de la réforme est liée à la relative libéralisation politique qu'elle est forcée d'introduire au moins au niveau de l'intelligentsia technique et scientifique dont la bureaucratie recherche l'appui et les initiatives pour l'application de la réforme. L'exemple de la Tchécoslovaquie a témoigné des graves dangers menaçant la bureaucratie politique centrale dès lors que cette « libéralisation » se répercute dans toute la société et suscite non seulement les aspirations de l'intelligentsia,

mais les revendications de démocratie ouvrière à tous les niveaux.

Face à ces contradictions, il n'y a pas de réponse unique de la bureaucratie de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est. Tout dépend à un moment donné du degré d'autonomie atteint par les couches technocratiques qui se développent à la faveur de la réforme, des traditions antérieures de la classe ouvrière et de son degré d'atomisation, de l'ampleur de l'opposition intellectuelle. La politique de la bureaucratie, dans tous les cas, reste fondamentalement préoccupée par l'objectif de dissocier la classe ouvrière de l'opposition intellectuelle, en évitant essentiellement la jonction de leurs mouvements. Pour cela elle joue sur une série de facteurs, le centre de gravité se déplaçant selon les données principales de la situation : tentatives de corruption de l'intelligentsia sur le plan économique et par certains privilèges politiques (voyages, certaine liberté d'expression), propagande vers la classe ouvrière visant à provoquer l'hostilité des ouvriers envers les étudiants privilégiés, concessions économiques aux travailleurs combinées avec le développement d'une idéologie de la « société de consommation » visant à les détourner des questions du pouvoir, répression politique féroce contre toute tentative d'organisation de l'opposition avec procédés d'amalgames et autres méthodes policières connues.

Depuis le début des années '60, l'U.R.S.S. connaît une crise économique persistante. En dépit de la bonne récolte de 1973 et des investissements massifs dans l'agriculture, celle-ci continue à rester fragile et peu productive. Cette crise permanente se traduit par un taux de développement décroissant de la production industrielle (surtout sensible au niveau de la sphère des biens de consommation), par une crise des investissements (grand nombre de constructions industrielles non terminées) et par un accroissement insuffisant de la productivité, lié à un retard technologique grandissant par rapport à l'Occident. Ainsi la bureaucratie s'avère incapable d'assurer le passage d'un développement extensif à un développement intensif, et d'inverser l'ordre des priorités traditionnelles entre moyens de production et biens de consommation.

De par ces caractéristiques, la crise de l'économie soviétique est essentiellement une crise de sous-production et non de surproduction comme celles que connaît périodiquement l'économie capitaliste. La bureaucratie a tenté diverses réformes sans pouvoir toucher aux racines mêmes de la crise. Lancée avec prudence, la réforme Libermann fut rapidement bloquée dès que l'on s'aperçut qu'elle donnait lieu à des phénomènes qui échappaient au contrôle de la bureaucratie centrale. Aujourd'hui, la bureaucratie confrontée aux mêmes problèmes qu'il y a 10 ans cherche une issue dans la collaboration avec le plus puissant pays capitaliste. Certes, le rapprochement avec les USA s'explique également par d'autres facteurs — politiques en particulier : désir de la bureaucratie soviétique de freiner la dynamique de la révolution indochinoise et d'empêcher qu'elle n'accélère le processus révolutionnaire dans tout le Sud-Est asiatique, volonté de « neutraliser » l'impérialisme, voire d'obtenir son appui tacite dans l'éventualité d'un conflit militaire avec la Chine. Mais le rapprochement avec les USA peut être considéré comme l'équivalent d'une nouvelle réforme économique. La bureaucratie soviétique en espère deux avantages pour rompre les goulots d'étranglement qui retardent la croissance économique dans des domaines importants : rattraper le retard technologique par rapport aux pays impérialistes dans certains secteurs : industrie automobile, électronique, chimique; obtenir les ressources d'investissement nécessaires pour accélérer le développement économique de la Sibérie. Comme la production agricole suffit à peine à nourrir le pays, et que la production de biens de consommation industriels n'a pas la qualité nécessaire pour être vendue sur une échelle suffisante en Occident, la seule contrepartie massive que le Kremlin peut offrir à l'importation sur une grande échelle de biens d'équipement en provenance des pays impérialistes, c'est l'exportation de matières premières. Une telle exportation correspond d'ailleurs à des besoins actuels de l'économie capitaliste internationale et crée la base objective du rapprochement commercial actuel.

Il ne faut cependant pas exagérer l'ampleur de ces échanges Est-Ouest. Les ressources soviétiques en matières premières disponibles pour l'exportation vers les pays impérialistes à court ou à moyen terme sont limitées, et circonscrivent les limites de l'exportation des marchandises capitalistes vers l'URSS. Celle-ci ne dépassera pas quelques pourcents du commerce extérieur des pays impérialistes, c'est-à-dire une fraction négligeable de leur production nationale.

Une véritable pénétration du capital américain et international en URSS se heurterait à des difficultés objectives, quelles que soient les intentions subjectives de la bureaucratie. Les raisons en sont inhérentes aux structures sociales, non-capitalistes, de l'URSS. A moins d'une capitulation complète de la bureaucratie face aux exigences de l'impérialisme — ce qui est tout à fait improbable du fait même de la nature sociale de la bureaucratie — les accords URSS-USA resteront donc à un niveau faible et, en tous cas, ne résoudront en rien les contradictions structurelles de l'économie soviétique.

Sur le plan politique, la ligne actuellement suivie par Brejnev est en tout cas extrêmement risquée, en présentant la collaboration économique avec les pays impérialistes comme une panacée pour tous les maux dont souffre l'économie. Cette politique a déjà suscité de profondes dissensions au sommet de la bureaucratie, dont une fraction se rebiffe plus ou moins ouvertement contre le « bradage des richesses nationales ». De plus les espoirs en un relèvement rapide du niveau de vie que peut susciter au sein des masses cette politique, risquent d'être rapidement déçus; ce qui peut déboucher plus ou moins rapidement sur un sérieux mécontentement.

Le « durcissement idéologique » et la répression systématique contre tous les représentants de l'opposition sont la réponse bureaucratique aux difficultés présentes. En même temps, l'équipe dirigeante s'efforce de relancer des réformes économiques. La dernière en date est la création de grands « groupes industriels » dotés de pouvoirs importants, bien qu'étant plus proches de la bureaucratie centrale que les anciennes unités économiques.

Mais la bureaucratie regardera à deux fois avant de s'opposer frontalement aux conquêtes de la classe ouvrière, comme celle de la sécurité de l'emploi. Ainsi l'expérience de Chtchekino, qui prévoyait la fixation du fonds de salaire indépendamment du nombre des travailleurs, visant à encourager les chefs d'entreprise à « rationaliser » leur emploi de main-d'œuvre, ne s'est pas généralisée aussi rapidement que le voulait la bureaucratie du fait d'une pression des travailleurs.

C'est dans les « démocraties populaires » que les conséquences logiques de la réforme économique sont apparues avec le plus de netteté. Profitant de la défaite de la classe ouvrière de 1956, la bureaucratie **hongroise** a été la première à se lancer dans l'aventure de la réforme.Nulle part ailleurs (Yougoslavie exceptée) la tentative n'a été aussi loin, nulle part ailleurs elle n'a duré aussi longtemps. De ce point de vue, la réforme économique hongroise peut être considérée comme un modèle dont les enseignements sont observés avec attention par tous les pays voisins. Appliquée pleinement dans le cours des années 60, la réforme économique a d'abord profité du sursis que lui laissait une économie déséquilibrée dont les caractéristiques essentielles étaient la pénurie des biens de consommation les plus courants, couplée à des investissements massifs dans le secteur de l'industrie lourde. Si, dans un premier temps, la réforme a réussi à satisfaire les besoins des masses en biens de consommation, elle n'a pas tardé à soulever des contradictions dangereuses pour le maintien du **statu quo** politique et social. En favorisant l'ouverture de l'éventail des salaires, en desserrant le contrôle sur certaines activités professionnelles (professions libérales ou artisanales), en permettant une certaine « sévérité des prix » (notamment en faveur de la paysannerie), en déchargeant l'Etat de certains de ses investissements sociaux (logements notamment), la réforme hongroise a introduit un **puissant processus de différenciation sociale.** La principale victime en fut la classe ouvrière dont le niveau de vie est loin d'avoir augmenté au même rythme que celui des autres couches de la population (techniciens, paysans, artisans privés, médecins). Si la résistance de la classe ouvrière ne semble pas se matérialiser par un accroissement sensible du nombre de grèves, elle se concrétise plus particulièrement au sein de la jeunesse ouvrière par des formes multiples de résistance et de révolte qui sont le témoignage de sa profonde méfiance vis-à-vis du système.

L'évolution ultérieure dépendra en définitive des choix politiques que fera la bureaucratie. Il est en tout cas hors de doute que si elle décide de poursuivre le processus de réforme économique, elle devra parallèlement accentuer la répression de tous les mécontentements que cette réforme fait naître. Ceci est précisément une voie dangereuse dans la mesure où elle fait renaître de fâcheux souvenirs dans la conscience des masses pour un résultat qui n'est jamais certain. L'exemple de la Pologne (décembre 1970) a montré clairement qu'une explosion ouvrière, avec tous les risques encourus, ne pouvait jamais être définitivement écartée.

C'est cette peur du décembre polonais qui détermine actuellement la bureaucratie et qui introduit de profonds clivages en son sein. Déjà sous la pression des « orthodoxes », plus sensibles au danger, un important pas en arrière a été fait dans l'application de la réforme économique. Cette dernière se trouve aujourd'hui à un palier. La résistance ultérieure de la classe ouvrière sera le facteur déterminant pour son second souffle ou sa mort.

La réforme économique que la bureaucratie commence à appliquer aujourd'hui en **Pologne** est sa deuxième tentative, cette fois beaucoup plus prudente, dans cette direction, après le grave échec de la première réforme de 1956-57. Pour remédier à une situation catastrophique sur le marché des biens de consommation durant le plan quinquennal 1966-1970, la bureaucratie polonaise a tenté, en décembre 1970, de rétablir la « vérité des prix ». Cette démarche consistait en une augmentation de 30 % des prix des denrées et à une baisse des prix sur les articles de luxe, portant ainsi atteinte au niveau de vie des familles ouvrières.

La révolte ouvrière de décembre 1970 a été une riposte directe à cette tentative de réforme. Face à la flambée des luttes de masse sur la côte balte et dans le centre industriel de Lodz, face à la mobilisation persistante de la classe ouvrière, l'équipe de Gierek a dû consentir un nombre important de concessions à l'égard des principales couches sociales. Ces concessions tendaient en même temps à introduire des divisions entre l'intelligentsia et d'autres couches sociales. Ces mesures s'accompagnent de la propagation d'un idéal individualiste de consommation typiquement petit bourgeois, qui accentue et justifie les inégalités sociales.

Tous ces faits, liés à une augmentation réelle mais limitée du niveau de vie des travailleurs et aux espoirs des couches technocratiques dans l'amélioration de la situation économique grâce à l'application de la nouvelle réforme, ont contribué à un élargissement de la marge de manœuvre de la bureaucratie polonaise qui lui accorde un délai supplémentaire, sans résoudre pour autant aucune de ces contradictions fondamentales.

●

10) Les mouvements d'opposition à la politique de la bureaucratie, en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires.

L'interaction entre l'accentuation des contradictions objectives, la différenciation croissante au sein de l'appareil, l'entrée en action des masses ont été chaque fois le mécanisme déterminant une perte de contrôle de la bureaucratie sur des groupes sociaux entiers (ouvriers, étudiants, intellectuels). En général, ce ne fut pas la classe ouvrière qui entra la première en action (sauf en RDA en 1953 et en Pologne en 1970). Les mouvements des intellectuels sont généralement ambigus et charrient souvent, à côté de revendication allant dans le sens de la démocratie socialiste, des demandes de « libéralisation » et de « rationalisation » économiques qui peuvent exprimer les préoccupations et les intérêts matériels de l'aile technocratique de la bureaucratie, carrément hostiles aux intérêts de classe du prolétariat et ressenties comme telles par celui-ci. Plus l'emprise du stalinisme a été profonde, plus le marxisme a été discrédité comme « religion d'Etat » aux yeux de la jeunesse critique, plus la confusion idéologique est grande et plus des tendances réactionnaires peuvent émerger au sein de l'intelligentsia et d'autres couches oppositionnelles, aux côtés de tendances réellement communistes et proches du marxisme révolutionnaire.

Cependant, dès que de larges masses ouvrières entrent en action, ce ne sont pas les motivations idéologiques confuses mais les intérêts objectifs de classe qui déterminent la nature sociale de leur mouvement. Le prolétariat n'a nulle part manifesté la moindre tendance à réclamer que les entreprises qu'il a construites au prix d'énormes sacrifices soient cédées ou vendues à des propriétaires privés, ou à appuyer des demandes allant dans ce sens de la part d'autres groupes sociaux. Il n'a nulle part réclamé des droits accrus pour les directeurs d'usines ou pour le personnel de maîtrise. Il ne réclame pas non plus un élargissement de l'éventail des salaires ou un accroissement de l'inégalité sociale. La tendance fondamentale de ses revendications porte — outre sur des améliorations du niveau de consommation y compris les logements, les loisirs, les congés et l'équipement social — sur la démocratisation des structures du pouvoir et de la planification.

Les événements en Pologne depuis 1970 marquent une renaissance encore exceptionnelle à ce niveau de l'activité du prolétariat

Après la révolte de 1970, la persistance de la combativité ouvrière a été le facteur déterminant de la situation politique en Pologne. Lors des grèves de décembre 1970, la classe ouvrière polonaise a formulé des éléments d'une plate-forme politique. Ses revendications, comme l'annulation de l'augmentation des prix, la véritable autonomie des organes de contrôle ouvrier, la suppression des inégalités de salaires entre les ouvriers et les bureaucrates dans l'usine, une véritable information, démontrent sa maturité politique et ses capacités à s'organiser (rôle important qu'ont joué les comités de grève).

Les luttes de 1970 ont abouti à une victoire partielle; le gel des prix des produits alimentaires et le changement de l'équipe au pouvoir ont été ressentis par la classe ouvrière comme le résultat de sa mobilisation. Les grèves ultérieures (mineurs de Silésie-Rybnik, travailleurs de textile de Lodz) montrent que des secteurs importants de la classe ouvrière ont pris conscience de leur force. C'est à la suite des grèves préventives de 1972 que le gel des prix a été maintenu. La bureaucratie n'a toutefois pas cédé aux revendications politiques des travailleurs. Par contre, certaines concessions à l'intelligentsia (salaires plus élevés, mais aussi possibilités de voyager à l'étranger) ont eu pour but de désamorcer ses revendications propres.

L'intelligentsia, qui a mené de manière isolée la lutte pour la liberté d'expression en mars 1968 et que la répression a muselée, n'a pas soutenu les luttes ouvrières de 1970. Néanmoins, quelques signes — telles les réactions hostiles du milieu étudiant à la reprise en main des organisations de la jeunesse en 1973 — témoignent de nouvelles possibilités de luttes dans ce milieu.

Quelques signes récents d'un renouveau — bien qu'encore partiel — **d'activité de la classe ouvrière** soviétique méritent d'être également soulignés. Le mécontentement de la classe ouvrière soviétique a été centré en premier lieu sur les questions des bas salaires, des mauvaises conditions de vie, des hausses de prix et du régime sévère au sein des usines. Mais, étant encore incapable de s'organiser dans des syndicats réels ou d'autres organisations autonomes et sans avoir encore une possibilité réelle d'exprimer ses intérêts de classe, la classe ouvrière soviétique est restée apparemment passive.

Toute forme organisée d'opposition, avec des revendications généralisées, est évidemment difficile dans le contexte d'un régime dans les usines qui maintient des dossiers détaillés sur chaque ouvrier, où chaque ouvrier doit être en possession d'un « livret de travail » qui mentionne tous ses changements et incidents d'emploi, où un système étendu de mouchards dans les ateliers informe constamment la police secrète des opinions exprimées par chacun et où toute tentative d'opposition organisée provoque une répression sauvage.

Dans ces conditions, une bonne partie de l'opposition ouvrière prend des formes de désespoir, qui s'expriment par des actions individuelles comme l'alcoolisme largement répandu, le sabotage industriel, un niveau élevé d'absentéisme, une production de mauvaise qualité. Les dizaines de grèves et d'autres formes de protestation ouvrière ouverte qui se sont produites récemment sont restées des actions localisées, facilement isolées et réprimées, bien qu'elles montrent ce qu'on peut attendre à l'avenir.

En Hongrie, où la méfiance ouvrière est grande, des manifestations politiques d'une radicalisation de la jeune intelligentsia ont été les faits marquants de la période récente. Non marquée par la défaite de 1956, non neutralisée par les prébendes qui ont acheté ses aînés, fouettée par la perception des inégalités sociales nées de la réforme, la jeune intelligentsia a été à l'origine de tous les mouvements politiques contestataires au cours des dernières années, avec l'aide des lycéens (manifestation — interdite — devant l'ambassade de Grèce en 1971, bombage sur les murs de Budapest des noms de Che, Marx, en 1970) et des étudiants (mouvement autonome de soutien à la révolution vietnamienne en 1968-69). Elle est notamment à l'origine de la manifestation du 15 mars 1972 qui a rassemblé 2.000 personnes pour célébrer la mémoire de Pétöffi. Cette jeune intelligentsia, dont certains courants marquent leur opposition à la lumière du marxisme, est aujourd'hui la cible principale de la répression bureaucratique. Après avoir tenté différentes méthodes de pression, la bureaucratie semble maintenant décidée à agir plus énergiquement, y compris par des poursuites judiciaires et des manipulations policières.

En URSS, la lutte antibureaucratique a été essentiellement le fait de l'intelligentsia au travers d'un courant de gauche marxiste mettant en avant le rôle de la classe ouvrière et qui fut durement réprimé (Grigorenko) et du mouvement pour les libertés

démocratiques. Son isolement, à la fois objectif et subjectif par rapport à la classe ouvrière est une des raisons essentielles de son échec actuel. Né avec des espoirs suscités par le XXme congrès, le Mouvement pour les droits civiques a réussi à mobiliser de larges couches de l'intelligentsia autour de revendications comme la liberté de parole, de presse, de création, de réunion, le respect de la Constitution. Au travers d'actions « semi légales » — lettres ouvertes, pétitions et même manifestations — il est apparu en URSS comme le premier mouvement d'opposition à la bureaucratie, dépassant le cadre des petits cercles clandestins et a suscité un certain nombre d'échos en 1967-69. L'absence d'un relais au niveau de mouvements de masses plus importants — la classe ouvrière soviétique a fait preuve depuis les soulèvements de Novotcherkassk en 1962, d'une relative passivité — explique que l'opposition intellectuelle se soit retrouvée désarmée lorsqu'à partir de 1969, la bureaucratie décida d'appliquer une politique de répression systématique. Mais cet isolement s'explique aussi par d'autres facteurs : d'une part, la politique de la bureaucratie visant à isoler l'intelligentsia, en cherchant à dresser une barrière de méfiance entre elle et la classe ouvrière; d'autre part, le fait que les revendications pour les droits civiques telles qu'elles étaient formulées, exprimaient fondamentalement les intérêts de l'intelligentsia en tant que couche et ignoraient les droits économiques et sociaux de la classe ouvrière et des autres couches de la population, ce qui s'explique par une théorisation très nette de la part de l'intelligentsia de la passivité de la classe ouvrière.

En Union Soviétique, où près de la moitié de la population est non russe, la **question nationale** continue à représenter une contradiction profonde et explosive, comme l'indiquent les émeutes en Lituanie en 1972. Les mouvements nationaux en URSS concernent des nations à différentes étapes de développement, au passé radicalement dissemblables, avançant des revendications considérablement différentes et variant non moins en force et quant à leur caractère politique.

En Ukraine et dans les Républiques baltes (les Républiques non russes les plus développées), la décennie passée a vu la montée d'une opposition vigoureuse qui entraîne dans ses rangs des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Les divers courants que comprend cette opposition ont avancé des revendications pour l'auto-gouvernement démocratique des Républiques, la restauration de la langue nationale en tant que langue officielle de l'administration publique, pour en finir avec le chauvinisme grand-russe, et pour une République socialiste indépendante.

La lutte pour rétablir les normes léninistes dans la question des nationalités est une tâche centrale de la révolution politique. La revendication d'auto-détermination des nationalités non russes et en particulier la revendication d'une Ukraine socialiste indépendante est une revendication démocratique qui mérite l'appui de tous les marxistes révolutionnaires.

●

11. — LA CRISE POLITIQUE EN REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.

La crise politique qui secoue la bureaucratie chinoise dure maintenant depuis près de 15 ans (depuis le CC du PCC de Lushan). Les péripéties de la crise, causée par les problèmes objectifs du début de la construction socialiste dans un pays aussi arriéré et aussi agricole que l'était la Chine, la complication de ces problèmes résultant de la dictature de la bureaucratie, les solutions diverses avancées par les différentes fractions de cette bureaucratie à ces problèmes, l'entrée en action de vastes forces sociales, leur corrélation réciproque ainsi que leurs rapports avec diverses fractions de la bureaucratie, ont aujourd'hui conduit à une situation où la dégénérescence bureaucratique de la révolution chinoise a atteint un niveau plus élevé par rapport à celui de l'étape antérieure. Sans donner à la fraction plus à « gauche » de Lin Piao - Chen Pota des mérites qui ne lui reviennent pas, il faut souligner que c'est surtout depuis la chute de cette fraction (1970-71) que les traits conservateurs se sont généralisés dans la politique étrangère, intérieure et économique du gouvernement chinois, traits par ailleurs déjà visibles dès la phase de liquidation de la « révolution culturelle » : tournant spectaculaire à droite dans la politique étrangère chinoise (Bangla-Desh, Sri Lanka, Soudan, Iran, Espagne, etc.) culminant dans la visite de Nixon à Pékin), rétablissement d'une politique axée sur les « stimulants matériels » dans l'agriculture, rétablissement du principe de « rentabilité individuelle des entreprises » dans l'industrie, nouvelle accentuation de l'inégalité des rémunérations qui avait été réduite durant la « révolution culturelle », etc. Le retour en place de nombreux vieux bureaucrates de l'appareil du PCC, détestés par les masses pour les abus de pouvoir et les privilèges amassés durant la période 1949-1965 et écartés durant la « révolution culturelle », retour symbolisé par la rentrée de Teng Hsiao-ping et de ses compagnons au CC du PCC, confirme cette impression.

Certes l'emploi du terme de « dégénérescence bureaucratique » dans le cadre de la révolution chinoise, par analogie avec son emploi par Trotsky dans le cadre de la révolution russe, exige de nombreuses mises au point. Contrairement à la révolution socialiste d'Octobre, la révolution socialiste chinoise a donné naissance, dès le départ, à un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé dans des proportions incomparablement plus fortes que l'URSS de l'époque de Lénine et de Trotsky. Le prolétariat n'y a jamais directement exercé le pouvoir au moyen de soviets. Contrairement à la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, celle de la RP de Chine n'implique donc pas une expropriation politique du prolétariat à la suite d'une contre-révolution politique, d'un Thermidor, mais bien une accentuation d'abord quantitative, puis qualitative, des phénomènes de bureaucratisation.

Par ailleurs, la dégénérescence bureaucratique de l'URSS a été le produit d'un processus ininterrompu de recul d'activité politique du prolétariat et de renforcement de la couche bureaucratique privilégiée, s'échelonnant sur une douzaine d'années. En RP de Chine, par contre, l'activité politique du prolétariat, extrêmement réduite durant et après la révolution de 1946-49 a connu une première ascension en 1956-1957, pendant le mouvement des « Cents Fleurs » et une deuxième ascension beaucoup plus prononcée en 1965-68 pendant la phase montante de la « révolution culturelle ». Celle-ci avait aussi réduit les privilèges matériels de la bureaucratie et en général les inégalités sociales dans le pays. C'est par rapport à toutes ces particularités que l'emploi du terme « dégénérescence bureaucratique » dans le cadre de la révolution chinoise prend un sens précis : la percée, sinon le triomphe, de tendances socialement conservatrices, l'affirmation de la légitimité de nouveaux privilèges matériels, la justification d'une politique de collaboration de classes avec l'impérialisme et des fractions des classes possédantes au pouvoir dans les pays semi-coloniaux sous le couvert de la nécessité de « manœuvrer » entre les différents adversaires de la RP en Chine. Tout cela témoigne de l'existence d'une couche bureaucratique dont les intérêts politiques communs se sont notamment affirmés contre les « excès anarchistes et égalitaristes » de l'aile gauche des Gardes Rouges.

Le changement d'attitude de l'impérialisme à l'égard de la RP de Chine, d'abord manifesté par les impérialismes européens et japonais dès les années 60, puis par l'impérialisme américain dès le début des années 70, a largement contribué à mettre la bureaucratie chinoise définitivement sur les rails de la « coexistence pacifique », de même que le changement d'attitude de la bourgeoisie internationale à l'égard de l'U.R.S.S. à partir de la déclaration Laval-Staline avait définitivement soldé l'adhésion du Kremlin au statu quo international. Le radicalisme du maoïsme des années 60 n'aurait pas été seulement verbal mais réel, comme ce fut le cas du radicalisme ultra-gauchiste du Kremlin de la « troisième période ». Le passage à la politique de collaboration internationale avec l'impérialisme correspond dans les deux cas à la fois à une nouvelle étape de politique internationale, et à une nouvelle étape de conservatisme d'une bureaucratie consolidée.

Quant aux rapports de forces avec les masses, ceux-ci restent plus défavorables pour la bureaucratie maoïste qu'ils ne le furent pour la bureaucratie soviétique. Il n'y a ni apathie ni terreur sur grande échelle en RP de Chine aujourd'hui, comme ce fut le cas en URSS à l'époque de Staline. La présente direction Mao - Chou En-lai essaie d'élargir maintenant ses assises par voie d'améliorations modestes du niveau de vie des masses, après que Mao, allié au groupe Lin Piao - Chen Po-ta, ait joué la carte de la politisation. Le tournant à droite se heurte et se heurtera à des réactions politiques au sein de la jeunesse et de l'avant-garde de la classe ouvrière; le recours au nationalisme et l'argument de la nécessité de trouver une riposte diplomatique aux forces armées que le Kremlin tient massées à la frontière chinoise et d'accepter des sacrifices pour la défense nationale, ne pourront les neutraliser qu'en partie.

Le prolétariat chinois, qui a décuplé depuis 1949 en force numérique et dont le niveau culturel et de conscience de classe s'est notablement élevé, portera des coups au cours droitier de la direction Mao - Chou En-lai, ce qui pourrait entraîner de nou-

velles manœuvres tactiques d'« adaptation » des dirigeants de la bureaucratie.

●

12. — LA CRISE YOUGOSLAVE DE 1971-72.

Les contradictions qui étaient sous-jacentes dans la variante titiste de pouvoir de la bureaucratie ont commencé à mûrir de manière accélérée à partir des réformes économiques de 1965. Elles ont atteint un degré explosif en 1971-72. Ces contradictions sont essentiellement celles entre l'autogestion limitée au niveau de l'entreprise d'une part et les mécanismes de centralisation économique niant l'autogestion (planification bureaucratique et « économie socialiste de marché ») d'autre part, et celle entre l'autogestion économique au niveau de l'entreprise d'une part et le monopole de pouvoir politique de la bureaucratie (absence d'un réel pouvoir ouvrier sur le plan politique) d'autre part.

A partir des réformes de 1965, le développement rapide du chômage, l'inégalité sociale croissante, l'essor de l'accumulation primitive de capitaux privés, les liens accrus entre l'économie yougoslave et l'économie capitaliste internationale, provoquèrent une différenciation socio-politique accélérée dans le pays. Des couches de technocrates et de managers de la bureaucratie, en symbiose croissante avec le secteur privé, sapèrent de plus en plus ouvertement les droits et les pouvoirs des travailleurs dans le cadre du système autogestionnaire. Elles cherchèrent à réduire celui-ci à une simple question de répartition de revenus nets annuels, œuvrant à affirmer la toute puissance des directions sous des prétextes d'efficacité technocratique et de l'impératif primordial de la concurrence. Les travailleurs, de leur côté, s'insurgèrent de plus en plus contre les atteintes à leurs droits et à leur niveau de vie, contre les privilèges des nouveaux riches et les excès de l' « économie socialiste de marché ». Les grèves se multiplièrent. Le mécontentement ouvrier trouva une expression centralisée au congrès national des syndicats yougoslaves de 1971. Une jeunesse politisée d'avant-garde se mit à formuler des solutions de gauche à partir des explosions universitaires de 1968. Une opposition marxiste se développa ouvertement, rejetant de plus en plus clairement à la fois le centralisme bureaucratique et le « marché socialiste », pour préconiser une « autogestion de bas en haut, exerçant entre autres les tâches d'une planification démocratique ».

Ce processus de différenciation socio-politique se combine avec une tension croissante entre les nationalités. Les cadres politiques et les puissances technocratiques et financières des nationalités « développées » cherchèrent à réduire progressivement les contributions de « leurs » républiques à la croissance économique des républiques « sous-développées ». Un vent de nationalisme, nourri par l'inégalité sociale croissante, se mit à souffler sur le pays, provoquant des tensions graves pour la survie de la fédération yougoslave.

Les aspirations qui se sont exprimées au travers du conflit serbo-croate ont été confuses parce que mêlant plusieurs facteurs : d'une part, à la faveur des inégalités sociales régionales, la résurgence des vieilles querelles nationales. Celles-ci se sont renforcées d'une hostilité à la politique bureaucratique centrale du gouvernement yougoslave, dont l'essentiel de l'appareil administratif et militaire se trouve être serbe; dès lors les aspirations populaires à une autonomie plus grande de la Croatie recouvraient en partie l'expression confuse d'une lutte anti-bureaucratique. Mais les principales revendications qui ont été mises en avant à la faveur de ce conflit furent portées par des couches sociales privilégiées dont les revendications séparatistes s'accompagnaient en fait d'une aspiration à une transformation des rapports de production en vigueur dans le sens d'une restauration totale des lois du marché et d'une insertion de la Croatie dans le marché capitaliste mondial. La participation de couches bourgeoises et petites-bourgeoises, le soutien de courants réactionnaires cléricaux et oustachis, témoignent des caractéristiques anti-socialistes de ces mouvements. En outre, à ces deux tendances (sentiments nationalistes populaires anti-bureaucratiques et tendances nationalistes réactionnaires) se sont combinés les objectifs propres des cadres politiques locaux de la LCY, cherchant dans ces mouvements nationalistes confus une base pour appuyer leurs propres privilèges de pouvoir en gagnant plus d'autonomie par rapport à la bureaucratie de l'Etat fédéral.

La pression et le chantage de la bureaucratie soviétique fut un autre élément compliquant la différenciation socio-politique. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie, les réactions d'auto-défense furent vives dans toute la Yougoslavie, comme d'ailleurs en RP de Chine, les gouvernements de ces deux pays se sentant visés par une répétition possible du précédent tchécoslovaque. La vive hostilité qui existait entre Belgrade et Pékin, vive depuis quinze ans, s'en trouva résorbée presque du jour au lendemain. Les préparatifs d'un armement général du peuple, d'une guérilla massive contre une éventuelle agression de la part de la bureaucratie soviétique, furent surtout efficaces en Croatie et en Slovénie. Cela provoqua une dure réaction de la part du Kremlin, se traduisant par des pressions accrues sur Tito pour mettre un terme à la décentralisation du pouvoir politique.

La solution provisoire de la crise qui intervint en 1972, résultant de l'interaction de toutes ces tendances complexes, n'est donc pas sans ambigüité socio-politique. Tito, s'appuyant sur l'appareil militaire central et reflétant les intérêts de l'aile politique de la bureaucratie, frappa durement l'aile des technocrates et des managers. Sans avoir modifié radicalement les axes de la réforme économique, la bureaucratie titiste y a mis un frein et a amorcé un tournant. Tout en stimulant le développement réel dans tout le pays d'une vaste campagne de lutte contre la corruption et les milliardaires, tout en dénonçant l'existence de puissances technocratiques et financières occultes, le gouvernement titiste n'a pour l'instant pris aucune mesure précise de remise en cause de l'économie de « marché socialiste », et en particulier de la décentralisation du système bancaire. Pour l'instant, se profile essentiellement le renforcement du rôle de la LCY dans toutes les sphères de l'activité économique et politique.

Les textes préparant le 10me congrès de la LCY marquent pour le moment encore toute l'ambigüité de la politique suivie : de même que les nouveaux amendements à la Constitution, ils reprennent formellement à leur compte un certain nombre de revendications de la gauche yougoslave, tendant vers une planification démocratique appuyée sur l'autogestion et vers un renforcement politique de l'autogestion. Témoignent en ce sens les projets d'une « autogestion intégrée » par régions ou secteurs industriels, et celui d'Assemblées de délégués des « organisations de travail » au niveau des Communes et des Républiques; en témoigne également la dénonciation explicite des principales illusions qui avaient depuis la réforme de 1965 dominé l'orientation vers l'économie de marché et des méfaits sociaux qui s'en suivirent. Toutefois, les formes de cette « autogestion intégrée » n'étant pas précisées, elles seront sans doute dominées (ainsi que les délégations aux Assemblées) par le renforcement du poids politique de la LCY, ouvertement ou par le biais des syndicats et des directeurs d'entreprises.

Cependant, les dénonciations de nombreux individus frauduleusement enrichis, et les projets de renforcement du poids de l'autogestion au niveau de la vie politique centrale, malgré toutes leurs ambigüités, ont eu pour fruit immédiat de diminuer la vague de mécontentement ouvrier à l'égard du régime, en donnant aux travailleurs le sentiment que leur pression a été couronnée de succès. Aucun des problèmes sociaux (inégalités, chômage, coût de la vie) les touchant, n'ont pourtant été résolus. Le million de travailleurs yougoslaves travaillant à l'étranger, menacé directement par la situation économique des pays capitalistes européens, reste un facteur supplémentaire d'aggravation à terme d'une situation économique et sociale lourde de crise.

Dans ce contexte, la répression politique fut pour la bureaucratie titiste le deuxième volet important pour éviter la convergence d'oppositions à sa politique avec le mécontentement ouvrier. La répression frappa par ailleurs non seulement la droite mais aussi l'extrême-gauche. Des éléments de démocratie socialiste qui semblaient acquis depuis de longues années furent réduits ou supprimés. La relative liberté de discussion publique et de presse fut partiellement réduite. Des méthodes de calomnie, d'accusations mensongères, d'emploi de la police secrète même au sein de la LCY, de violation de la légalité socialiste, furent mises en vigueur. Une centralisation et un contrôle politique plus stricts de la bureaucratie furent assurés.

En définitive, les événements de la période 1968-72 ont confirmé que la RF de Yougoslavie reste un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. La thèse selon laquelle le capitalisme y aurait déjà été restauré s'est avérée fausse à la lumière des faits. Le pouvoir politique n'est pas entre les mains d'une quelconque bourgeoisie, qui aurait pour tâche de renforcer, de stabiliser, de légaliser le développement du secteur d'accumulation capitaliste. Bien au contraire, ce secteur n'est que toléré, selon les périodes, se développant frauduleusement pour l'essentiel, et, quand il s'affirme, se trouve dénoncé et réprimé.

La bureaucratie a certes connu, à la faveur de la décentralisa-

tion très poussée depuis 1965, une profonde différenciation interne : une partie d'entre elle s'est enrichie en occupant des places de direction dans les secteurs économiques de pointe et dans les banques. Cette technocratie a vu incontestablement ses intérêts dans le développement des lois du marché, et a rejoint le chœur des bourgeois et aspirants bourgeois revendiquant la suppression de l'autogestion (comme étant « économiquement inefficace »), l'extension des droits à la propriété privée (comme « stimulant ») et la suppression de toute centralisation économique. Il s'agit là d'un processus hautement éclairant sur les points-clefs autour desquels la lutte des classes en Yougoslavie peut déterminer ou non un retour au capitalisme, sur les forces sociales porteuses d'une telle restauration, sur les luttes de la classe ouvrière qu'il a provoquées, et sur l'orientation que l'aile politique de la bureaucratie a développée à son égard.

Outre la bureaucratie syndicale et la base militante de la LCY, la partie de la bureaucratie disposant directement de l'appareil d'Etat et en tirant ses privilèges, a manifesté clairement, à la faveur de la crise, ses liens à la classe ouvrière qui constituent la base sociale de son pouvoir dans un régime né d'une lutte révolutionnaire anti-capitaliste que la direction titiste a impulsée.

La crise récente en Yougoslavie a confirmé par ailleurs que l'autogestion ne constitue en elle-même ni une garantie contre la bureaucratisation, ni une garantie de démocratie socialiste. Seul l'exercice du pouvoir, politique et économique, à tous les échelons, y compris à l'échelon national, par la classe ouvrière à travers des conseils ouvriers et leur congrès, peut résoudre radicalement le poids et le danger de la bureaucratie. La lutte contre les dangers de restauration du capitalisme, tout comme la lutte contre le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie, dépendent en dernière analyse de l'autoactivité du prolétariat. Elles posent comme tâche centrale en Yougoslavie le développement d'une avant-garde marxiste révolutionnaire qui se batte :

a) pour la reconnaissance du droit de grève pour les travailleurs, contre les déformations bureaucratiques de l'Etat et des organes d'autogestion et contre toute réintroduction des rapports d'exploitation capitalistes dans les entreprises (application et protection des droits d'autogestion, y compris dans les entreprises à capitaux mixtes — capital social yougoslave et investisseurs capitalistes), contre l'extension du chômage et contre toute attaque à leurs conditions de travail et à leur niveau de vie.

b) contre les technocraties financières et bancaires qui se sont enrichies sur le dos des travailleurs : pour une centralisation de tout le système financier et de crédit; pour la répartition des crédits et des investissements par le congrès fédéral des conseils ouvriers représentant de façon équivalente toutes les républiques; pour la gestion des crédits par un organisme central des diverses « associations de travail » (organismes d'autogestion représentant les diverses branches de l'industrie, les services et les associations culturelles et de loisirs).

Contre les obstacles à une autogestion réelle : non à une planification bureaucratique, non à la concurrence des travailleurs entre eux par le soi-disant « marché socialiste », non à la toute puissance des décisions de la LCY par son monopole de pouvoir politique. Auto-gestion de bas en haut. Démocratie ouvrière au sein de la LCY comme dans tous les organes de la vie politique ! Organisation d'une planification démocratique réalisée sur la base de l'extension de l'autogestion et de sa coordination au niveau fédéral.

c) Non aux privilèges, non aux inégalités sociales, non aux inégalités nationales : pour l'établissement par les travailleurs de normes de salaires indépendantes des inégalités régionales et des lois du marché.

d) Pour que vive et se développe le socialisme yougoslave : la lutte contre les tendances séparatistes réactionnaires doit faire l'objet d'un vaste débat public et d'un renforcement du poids central de l'autogestion et non de mesures policières !

— Non à toute restriction du droit d'expression des tendances politiques se réclamant du socialisme, dans et hors la LCY : libération de tous les emprisonnés politiques, arrêt des mesures de répression contre les divers courants marxistes yougoslaves, contre toute atteinte à l'exercice de leur profession, à leurs droits de voyages à l'étranger, à leurs possibilités financières et politiques d'expression de leurs idées.

●

13. — L'INTERACTION ENTRE LA MONTEE OUVRIERE EN EUROPE CAPITALISTE ET LA MONTEE DE LA REVOLUTION POLITIQUE EN EUROPE ORIENTALE.

La montée de la révolution socialiste en Europe occidentale et la montée de la révolution politique anti-bureaucratique en Europe centrale et orientale connaîtront une interaction croissante dans les années à venir, tranchant avec le développement plus isolé de la révolution politique dans les années 50, symbolisé par l'isolement de la révolution hongroise de 1956.

D'une part, le développement d'une nouvelle avant-garde à caractère de masse rompant avec le stalinisme dans les pays capitalistes stimulera des mouvements de soutien massif à tout développement important d'une opposition anti-bureaucratique dans les Etats ouvriers bureaucratisés, contribuant à diminuer sensiblement les marges de manœuvres policières de la bureaucratie. L'insertion plus grande des P.C. de masse en Europe capitaliste dans la vie politique dans leurs pays et le processus de relachement de leurs liens avec la bureaucratie soviétique contribueront également à réduire les marges de manœuvre de celle-ci. Une généralisation de l'intervention en Tchécoslovaquie à d'autres pays du « bloc » est difficilement imaginable sans de profondes secousses du pouvoir politique de la bureaucratie soviétique et sans une aggravation des effets déjà importants de crise dans les P.C. occidentaux produits par une telle intervention; d'autant plus que des mouvements de protestation massifs se développeraient à l'extérieur de ces P.C. sous l'impulsion des organisations marxistes révolutionnaires.

D'autre part, le fait que les menaces militaires pesant sur les frontières européennes du « camp socialiste » se réduisent — un des sous-produits de la politique de « détente » poursuivie par la bureaucratie —, que les frontières s'ouvrent de plus en plus au tourisme, au commerce et partiellement à la possibilité pour les travailleurs de se déplacer, en même temps qu'apparaissent en Europe occidentale des forces massives en lutte pour le socialisme, stimulent le développement d'une radicalisation ouvrière et intellectuelle en Europe centrale et orientale.

La bureaucratie en est parfaitement consciente et multiplie en conséquence ses efforts pour faire accompagner « l'ouverture » commerciale et touristique vers l'Ouest d'un contrôle idéologique et politique plus sévère sur les masses des pays où elle est au pouvoir. L'efficacité de cette combinaison est douteuse. Déjà, les mouvements de révolte étudiante des années 60 en Allemagne Occidentale, en France et en Italie ont eu des échos réels parmi les étudiants yougoslaves, polonais, hongrois et tchèques, ainsi qu'en R.D.A., ne fût-ce qu'à une échelle modeste, et avec des degrés de politisation différents d'un pays à l'autre. Dans la mesure où, malgré la censure étroite de la presse des Etats bureaucratisés, parviennent à être connues les formes et le contenu des luttes ouvrières en Europe capitaliste, la manière dont elles renouent avec la tradition la plus avancée et la plus riche d'auto-organisation démocratique des masses visant à remplacer la société bourgeoise par une société où les travailleurs seront effectivement les maîtres de leur sort dans tous les domaines de la vie sociale, ces luttes stimuleront dans l'avant-garde ouvrière et intellectuelle des Etats ouvriers bureaucratisés d'Europe un renouveau du marxisme et du communisme.

Un des obstacles les plus grands sur la voie de cette renaissance est la dégradation du marxisme au niveau d'une religion d'Etat par les maîtres bureaucratiques de ces pays, et sa manipulation cynique pour justifier l'inégalité sociale et l'exclusion de la masse des travailleurs de l'exercice direct du pouvoir. Cette perversion du marxisme, la rupture de la continuité résultant de la destruction physique des vieux cadres révolutionnaires de la classe ouvrière, les difficultés à faire renaître un débat et une vie politique dans les conditions de la dictature bureaucratique créent d'énormes obstacles à la jeune génération d'ouvriers et d'intellectuels rebelles pour qu'elle puisse retrouver les véritables sources, l'essence du marxisme-léninisme, et renouer avec sa tradition. L'apparition d'un exemple de socialisme révolutionnaire et d'auto-organisation des masses dans les faits en Europe occidentale permettra d'opposer, avec une efficacité décuplée, par rapport à celle des écrits, le vrai visage du socialisme au masque hideux que le stalinisme lui a imposé en Europe orientale et en URSS.

L'expérience des crises politiques majeures qu'ont connues les Etats ouvriers bureaucratisés depuis leur formation confirme l'importance pour la révolution politique à venir du développement d'une avant-garde marxiste révolutionnaire dans ces pays. Sans une claire conscience des leçons des précédentes crises, des capacités de réformes partielles et de remaniements gouvernementaux que la bureaucratie est capable d'impulser pour garder les rênes du pouvoir, sans claire compréhension des instruments de répression dont elle dispose, les tendances à l'émergence d'organes de démocratie soviétique spontanément

mis en avant par la classe ouvrière sont finalement récupérées, canalisées et brisées, sans parvenir à une solution victorieuse de la crise pour le prolétariat. Le rôle d'une avant-garde marxiste révolutionnaire même restreinte peut être décisif dans des périodes d'émergence de telles situations de « dualité de pouvoir », de crise sociale globale. Il consistera à exprimer les revendications du pouvoir ouvrier confusément ressenties par les masses, à lutter pour préserver l'autonomie réelle des organes de démocratie ouvrière, envers toute frange de la bureaucratie qui tenterait de les dévoyer et de les démobiliser, à lutter pour leur centralisation et leur auto-défense, à mettre en avant clairement les objectifs socialistes et internationalistes favorisant la claire compréhension des tâches révolutionnaires en cours : le remplacement de l'appareil bureaucratique par un véritable pouvoir ouvrier basé sur l'autogestion des travailleurs à tous les niveaux de la société, pour le développement de la révolution socialiste.

3.LA CRISE DES DIRECTIONS OUVRIERES TRADITIONNELLES ET LA CONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

14. — L'EVOLUTION DES P.C. ET DES P.S.

Au cours des dernières années, la crise des organisations ouvrières traditionnelles s'est accentuée sous l'effet conjoint de la remontée des luttes ouvrières de la crise structurelle aggravée du système impérialiste, de la crise du pouvoir de la bureaucratie et de l'apparition de la nouvelle avant-garde à caractère de masse.

La collaboration plus étroite des bureaucraties de Moscou et de Pékin avec l'impérialisme accentue encore cette crise. Car la détente a un effet contradictoire sur les rapports réciproques entre les organisations ouvrières traditionnelles et sur leurs rapports avec les masses. En dissipant le climat de « guerre froide » et d'anti-communisme militant parmi les directions et les cadres sociaux-démocrates et syndicaux de plusieurs pays impérialistes et semi-coloniaux, la « détente » facilite une collaboration et des accords durables entre les PC et les PS dans plusieurs pays. Malgré les limites réformistes étroites, voire les objectifs de collaboration de classes que les dirigeants de ces organisations assignent à des accords de ce genre, ceux-ci déclenchent une dynamique objective d'unité d'action au sein de la classe ouvrière, augmentant la confiance des travailleurs en leurs propres forces, contribuant ainsi au développement de la combativité et de la radicalisation du prolétariat. Les résultats de cette dynamique limitent la liberté de manœuvre des directions traditionnelles, en faisant monter de manière considérable le prix qu'elles devraient payer pour effectuer un tournant à droite coincidant avec la remontée des luttes.

Ainsi, pour la première fois depuis 1935, un rapprochement spectaculaire entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme n'est accompagné ni immédiatement, ni à court terme, d'un tournant à droite analogue de nombreux PC. Comme ce fut déjà le cas lors de l'invasion des armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968, l'orientation actuelle du PCF, du PC italien, du PC chinois et de la plupart des partis staliniens dans les pays capitalistes, tout en restant déterminés principalement par les besoins du Kremlin, s'effectue davantage par rapport au passé, en fonction des besoins électoralistes de ces partis et des exigences qu'ils ressentent de « coller » à leur base de masse qu'en fonction des exigences immédiates de la diplomatie du Kremlin.

La même constatation s'applique d'ailleurs aux groupes maoïstes. Ceux-ci justifient en général — intégralement ou avec des nuances — le tournant à droite de la diplomatie chinoise, en faisant état de la nécessité pour Pékin d'éviter « l'encerclement » de la R.P. de Chine. Mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils appliquent mécaniquement, du moins pour le moment, le même tournant droitier à leur politique dans les pays capitalistes avancés et à leurs rapports avec la bourgeoisie, même lorsque celle-ci est sollicitée par Pékin.

Les effets du conflit sino-soviétique et de la crise du mouvement communiste mondial qui s'approfondit, jouent dans le même sens. Le nombre des PC qui prennent leur distance et par rapport à Moscou et par rapport à Pékin (PC japonais, PC (M) de l'Inde et dans une certaine mesure PC espagnol) augmente et augmentera. Les critiques à l'égard d'aspects déterminés de la politique du PCUS, notamment concernant la répression contre les minorités nationales et contre les intellectuels contestataires, s'étendront fût-ce de manière prudente et malhonnête.

Ce qui précède ne vise nullement à affirmer l'existence d'un quelconque « gauchissement » de la stratégie à long terme des PC pro-Moscou. Bien au contraire, celle-ci est plus que jamais néo-réformiste, axée sur les « voies électorales vers le socialisme ». Le processus de « social-démocratisation » des PC se poursuit. Les prises de distance par rapport à Moscou accentuent en général ce processus. Il ne s'agit que d'une adaptation tactique à la radicalisation des masses, dans le cadre de cette orientation réformiste, ayant en partie pour but de contrecarrer la progression des organisations marxistes-révolutionnaires. Toute tentative des PC de continuer à freiner systématiquement les luttes et de s'opposer à toutes les revendications anti-capitalistes et aux formes d'auto-organisation des travailleurs même en face d'une montée tumultueuse des luttes ne pourront qu'accentuer les tendances au débordement et qu'affaiblir de manière nette l'emprise de l'appareil sur les masses. Sans exclure a priori l'éventualité que cela se produise dans tel ou tel pays, la variante la plus probable est quand même celle de manœuvres et d'adaptations plus souples de la part des PC devant la montée impétueuse de la lutte des masses. Cette adaptation trouvera sa limite et se changera en intervention ouvertement contre-révolutionnaire au moment où serait mise en question l'existence de l'ordre capitaliste.

Une remarque analogue s'applique en gros aux partis sociaux-démocrates de masse. Ceux-ci restent attachés fondamentalement à la collaboration de classe, au parlementarisme bourgeois, à la défense de l'ordre capitaliste, y compris contre les ouvriers en grève. Le poids plus grand que par le passé en leur sein de membres de l'administration de l'Etat bourgeois et du secteur nationalisé de l'économie capitaliste accentue encore la tendance de la social-démocratie à épouser à certains moments les positions de l'Etat bourgeois même contre les syndicats réformistes.

Mais l'expérience a montré qu'un parti social-démocrate, qui perd toute base de masse importante au sein du prolétariat, perd de même toute assise électorale et toute chance d'acroître ses prébendes au sein de la démocratie parlementaire bourgeoise. C'est pourquoi les partis de masse sociaux-démocrates sont, eux aussi, soumis aux effets de la radicalisation de masse et de la remontée tumultueuse des luttes ouvrières. Cela se traduit par la recherche d'une nouvelle assise ouvrière ou d'une assise ouvrière élargie, notamment du PS français, du PS espagnol, du PS néerlandais, du Labour Party, du SPD ouest-allemand, du PS chilien, etc. L'effet de repoussoir que le stalinisme et l'ultra-opportunisme du PC continuent à exercer sur les couches nouvellement radicalisées de la classe ouvrière, surtout de la jeunesse ouvrière, contribue à ce processus. Il se traduit également par le développement de nouvelles tendances de gauche et leur radicalisation, déjà sensibles au sein du Labour Party en Grande-Bretagne et du PS espagnol.

●

15. — LA NOUVELLE AVANT-GARDE DE MASSE.

L'apparition pour la première fois depuis la création de l'IC à l'échelle mondiale d'une nouvelle avant-garde à caractère de masse constitue un des traits principaux de la nouvelle montée de la révolution mondiale depuis 1968. Elle résulte de la coïncidence de la remontée des luttes révolutionnaires à l'échelle inter-

nationale, depuis la victoire de la révolution cubaine, et de la crise accentuée de l'impérialisme et des partis ouvriers traditionnels.

Cette nouvelle avant-garde de masse peut être caractérisée de la manière la plus succincte comme l'ensemble des forces agissant indépendamment des directions bureaucratiques traditionnelles du mouvement de masse et sur leur gauche. Il s'agit à la fois d'un phénomène social et d'un phénomène politique, la nouvelle avant-garde incluant les couches radicalisées de la jeunesse, de la classe ouvrière, des femmes, dont la majorité est inorganisée, mais dont une fraction rassemble tous ceux qui font partie ou suivent les organisations d'extrême-gauche : trotskystes, centristes, maoïstes, mao-spontanéistes, etc.

En soi l'apparition de cette nouvelle avant-garde de masse exprime à la fois la possibilité de construire des organisations révolutionnaires beaucoup plus fortes qu'au cours des décennies précédentes, et le retard subi dans la construction de ces organisations. Ce retard signifie que le marxisme révolutionnaire n'exerce pas de prime abord une hégémonie sur cette couche, qu'il s'y trouve en concurrence avec toutes sortes de courants centristes et ultra-gauche, et que les forces souvent considérables de l'avant-garde à caractère de masse peuvent être entraînées dans des explosions tragiques, isolées du gros des forces ouvrières. L'exemple du JVP au Sri Lanka en est l'illustration la plus typique.

Les rapports entre les marxistes révolutionnaires et les forces de cette nouvelle avant-garde sont complexes. D'une part, les marxistes révolutionnaires doivent mener une lutte idéologique et politique sans compromis contre diverses déviations, centristes ou ultra-gauche, du marxisme. D'autre part, ils doivent prôner l'unité d'action sur des objectifs communs de lutte anti-impérialiste, anti-capitaliste, anti-bureaucratique. C'est par une combinaison de l'unité d'action et de la différenciation politique que peut être atteint le but de transformation du gros des forces de la nouvelle avant-garde en un levier capable de modifier de manière qualitative les rapports de forces avec les appareils bureaucratiques, de conquérir ainsi une capacité de diriger les luttes de masse et des formes avancées d'auto-organisation de masse plus amples que par le passé, et de peser de cette manière sur les organisations de masse syndicales et politiques elles-mêmes, pour y accélérer les processus de différenciations internes. La capacité de nos organisations à dépasser le stade du propagandisme et à intervenir dans les luttes avec les propositions d'action appropriées, jouera un rôle déterminant dans cette lutte pour conquérir l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde, et renforcer nos organisations quantitativement et qualitativement.

La nouvelle avant-garde à caractère de masse a été dans une large mesure le produit des progrès réalisés par la révolution mondiale à travers les révolutions cubaine et vietnamienne et, en même temps, elle a été stimulée dans une moindre mesure par l'image de la « révolution culturelle » chinoise. La question se pose alors de savoir si le tournant à droite de la direction chinoise, le tournant à droite moins prononcé mais néanmoins réel de la direction cubaine et le cessez-le-feu au Vietnam pourront avoir des effets de recul, sinon de désagrégation, sur la nouvelle avant-garde.

La politique de la direction cubaine n'a cessé d'être un facteur très important dans le développement en Amérique latine. Face aux défaites essuyées par les mouvements de lutte armée et estimant qu'il n'y avait plus de perspectives à court terme de victoire révolutionnaire dans d'autres pays du continent, face à la nécessité d'assurer la survivance de Cuba dans une région du monde dominée entièrement par l'impérialisme et de parer aux conséquences du blocus économique, la direction cubaine a accentué de plus en plus ses liens économiques et politiques avec la bureaucratie soviétique et recherche une marge de manœuvre par des alliances ou des ouvertures vers des régimes réformistes ou soi-disant anti-impérialistes. S'avérant incapable de distinguer entre les exigences de la politique extérieure de l'Etat ouvrier et les nécessités fondamentales de la lutte révolutionnaire, elle est allée jusqu'à soutenir sans critique le gouvernement de Velasco y compris en caractérisant l'armée péruvienne comme une armée révolutionnaire, et à donner son appui au Frente Amplio d'Uruguay, front de collaboration de classe présidé par un ancien général de l'armée bourgeoise. Dans le cas du Chili, à une étape où existaient des potentialités réelles de développement révolutionnaire, elle a donné un soutien pratiquement inconditionnel à la direction réformiste de l'Unidad Popular, les remarques critiques faites à plusieurs occasions par Castro n'étant pas de nature à aider la maturation de l'avant-garde et la clarification parmi les masses. En même temps, elle a renoncé à la polémique contre le PC qui avait pourtant marqué l'étape de la guerilla au Venezuela, au Pérou, et en Bolivie, et de la conférence de l'OLAS, avalisant de fait dans la plupart des cas leur politique réformiste d'alliance avec la bourgeoisie dite nationale. Ainsi les dirigeants cubains remettent en cause leur acquis historique et théorique de la période 1965-67 qui, malgré toutes ses limites, leur avaient permis de saisir la dynamique de la révolution permanente en Amérique latine. Finalement, l'alliance étroite avec l'URSS a été assortie d'une exaltation inconditionnelle des Etats ouvriers bureaucratisés et de leurs directions.

S'il est vrai que les dirigeants cubains ont continué entre temps à aider des mouvements révolutionnaires dans certains pays du continent, le fait reste que leur repli politique et idéologique a exercé et exerce encore une influence négative sur des couches d'avant-garde latino-américaines, aussi bien en stimulant la désagrégation et l'évolution droitière y compris vers le réformisme de courants de formation castriste qu'en créant des obstacles supplémentaires à la lutte indispensable contre ces conceptions et ces orientations centristes qui caractérisent de larges secteurs des avant-gardes nouvelles en Amérique latine aussi.

Sur la politique extérieure de Cuba pèse, d'ailleurs, l'impasse politique de la situation à l'intérieur du pays. Les auto-critiques de 1970 n'ont pas été suivies par des progrès réels sur le terrain de l'établissement d'une démocratie socialiste où la classe ouvrière puisse s'exprimer par des organismes propres, démocratiques et révolutionnaires, et exercer effectivement son hégémonie, cette carence ne pouvant aucunement être compensée par la réalisation d'un congrès syndical strictement contrôlé et conclu par l'élection comme dirigeant N° 1 d'un ancien bureaucrate stalinien (le congrès n'est d'ailleurs prévu que pour 1975).

La nouvelle avant-garde est fondamentalement soumise à deux pressions contradictoires. Le fait que la remontée des luttes ouvrières se poursuit et s'amplifie même dans de nombreux pays impérialistes et néo-coloniaux, que la crise de la société bourgeoise ainsi que celle du système de pouvoir bureaucratique dans les Etats ouvriers bureaucratisés, s'approfondit encore, favorise incontestablement une amplification parallèle de la nouvelle avant-garde à caractère de masse. Le recul temporaire de la radicalisation étudiante dans certains pays (USA, Japon) est ou sera compensé par le renforcement de la radicalisation ouvrière, surtout de la jeunesse ouvrière.

Mais le tournant à droite des directions chinoises et cubaines et les échecs des organisations de masse centristes ou ultra-gauches assises sur la nouvelle avant-garde (Naxalites en Inde, par exemple) peuvent provoquer le désarroi en son sein et engendrer des phénomènes de résorption au profit des organisations traditionnelles, lorsque les organisations marxistes révolutionnaires s'avèrent trop faibles ou incapables de remplir le vide créé par ces échecs. Les initiatives politiques et organisationnelles de nos propres organisations sont donc un facteur important pour le destin de la nouvelle avant-garde à caractère de masse. Les conditions sont favorables pour mener une offensive réussie contre le maoïsme, auquel le tournant à droite de la diplomatie de Pékin a porté un coup très grave. Mais cette offensive ne profitera sur une très grande échelle à notre mouvement, c'est-à-dire n'aboutira à un renforcement considérable de nos propres organisations, qu'à la condition qu'elle ne se cantonne pas dans le domaine idéologique et qu'elle soit accompagnée d'initiatives d'action qui permettent de galvaniser l'ensemble de l'avant-garde contre les appareils réformistes et staliniens, dans la lutte de masse. Sinon, ce seront finalement les organisations réformistes et néo-réformistes qui profiteront de la crise des courants maoïstes, par le biais d'une décomposition d'une partie de l'avant-garde.

●

16. — LA QUATRIEME INTERNATIONALE.

Depuis le 9me Congrès Mondial (3me depuis la réunification), la Quatrième Internationale a réalisé d'importants progrès, les plus larges depuis sa fondation. Elle a maintenant des sections et des groupes sympathisants dans une cinquantaine de pays. Une douzaine d'entre eux ont multiplié 5 ou 10 fois le nombre de leurs adhérents dans la période 1968-73. Des cadres et des militants trotskystes ont joué un rôle important dans des grèves et des luttes syndicales à résonance nationale, notamment en France, en Italie, en Espagne, au Sri Lanka, en Argentine, en Bolivie, en Suisse. Comme dans la période précédente, ils ont joué un rôle dirigeant dans les luttes de la jeunesse scolarisée impliquant des dizaines et quelquefois des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens, notamment en France, en Belgique,

au Mexique, au Japon, en Colombie, aux USA. Des forces révolutionnaires déjà trempées dans le combat ont rejoint la Quatrième Internationale, notamment l'ETA-6 au pays basque.

Néanmoins les forces numériques et l'influence organisationnelle de la Quatrième Internationale restent fort modestes, hors de proportion avec la confirmation de son programme et de son orientation générale par les événements, et avec l'influence beaucoup plus large que les idées marxistes révolutionnaires exercent aujourd'hui dans le monde. Ce décalage s'explique essentiellement par les facteurs suivants :

a) un développement inégal très prononcé entre l'ampleur de la radicalisation — surtout de la radicalisation ouvrière dans de nombreux pays impérialistes ou semi-coloniaux — et celle de la politisation générale. En dépit de la remontée très prononcée des luttes ouvrières de masse dans de nombreux pays, la conscience politique de la classe ouvrière s'élève à un rythme beaucoup plus lent. La formule utilisée par Trotsky pour caractériser la prise de conscience politique de la classe ouvrière — le scepticisme de l'ancienne génération et l'inexpérience de la nouvelle — continue à être largement valable, bien qu'à un degré moindre qu'en 1938, 1948 ou 1958.

b) l'apparition de la nouvelle avant-garde de masse depuis la deuxième moitié des années 60 qui favorise la construction plus rapide de la Quatrième Internationale n'a nulle part été accompagnée d'un processus d'homogénéisation politique. Etant donné la complexité de la situation mondiale présente, la faiblesse organisationnelle de la Quatrième Internationale au début de la nouvelle montée révolutionnaire, la force d'attraction exercée sur la jeunesse scolarisée par les idéologies identifiées avec les révolutions victorieuses comme le castrisme ou le maoisme, la partie politiquement organisée de la nouvelle avant-garde se trouve partout divisée entre les courants trotskystes, maoïstes et centristes et est très souvent fragmentée en une nuée de groupuscules. Dans plusieurs pays importants, diverses organisations se réclamant du trotskysme s'efforcent de gagner de nouveaux cadres et militants, en concurrence et quelquefois en polémique publique violente les unes avec les autres, ce qui ne peut pas ne pas accroître la confusion aux yeux de l'avant-garde, pendant la phase initiale de sa formation, et favoriser la groupuscularisation extrême et la multiplication des variantes du sectrisme et de l'opportunisme.

c) la croissance rapide des organisations trotskystes et leur confrontation avec des luttes et des responsabilités souvent hors de proportion avec leur passé et le degré de leur maturité, ont créé des difficultés pour résoudre de manière correcte les nombreux problèmes délicats de tactique qui apparaissent couramment dans les luttes de masse, sans parler des luttes révolutionnaires. La formation de nouveaux cadres et de directions nationales retarde forcément sur la croissance des organisations de même que le renforcement politique et organisationnel du centre international a retardé sur la croissance du mouvement mondial.

d) beaucoup d'organisations de la Quatrième Internationale continuent à manifester une attitude sectaire sur la question du recrutement, en n'exploitant pas toutes les occasions ouvertes de renforcer substantiellement leurs rangs. Elles sous-estiment un aspect essentiel de la théorie léniniste de l'organisation : à savoir la compréhension du fait que c'est seulement au sein de l'organisation révolutionnaire qu'on peut vraiment devenir un militant révolutionnaire.

e) finalement, la bourgeoisie internationale, qui considère la Quatrième Internationale comme une menace réelle contre le règne du Capital, a pour cette raison intensifié sa répression contre notre mouvement et placé ainsi des obstacles supplémentaires sur la voie de notre croissance.

Comprendre les obstacles mentionnés n'a nullement pour but de considérer comme secondaires les obstacles sociaux qui ralentissent la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse : le poids du Capital et de son idéologie qui continue à dominer la société bourgeoise; le poids des appareils staliniens, maoïstes, réformistes, s'appuyant sur des ressources matérielles énormes. L'énumération des freins susmentionnés à une croissance plus rapide de la Quatrième Internationale a surtout pour but de souligner les facteurs sur lesquels les forces marxistes révolutionnaires peuvent avoir prise directement, les obstacles qu'elles peuvent elles-mêmes contribuer à éliminer.

●

17. — LES TACHES SPECIFIQUES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE.

Le 9me Congrès Mondial (3me après la réunification) avait marqué une étape importante dans le développement de la Quatrième Internationale. Celle-ci a pris conscience que le changement des conditions objectives (nouvelle montée de la révolution mondiale dont le centre de gravité se déplace vers le prolétariat industriel) et subjectives (apparition de la nouvelle avant-garde de masse et modifications des rapports de forces entre celle-ci et les bureaucraties des organisations ouvrières traditionnelles) pour sa propre construction permet et rend nécessaire et impérieuse sa propre transcroissance de groupe de propagande en organisation en voie d'implantation dans le prolétariat, déjà capable d'initiatives politiques se répercutant sur la lutte de classe à l'échelle nationale.

La construction de la Quatrième Internationale s'effectue par la construction de sections et d'organisations sympathisantes dans divers pays — qui forment des cadres, interviennent dans les luttes de masses, engagent le combat pour les revendications immédiates des travailleurs, les revendications démocratiques et les revendications transitoires, ainsi que le programme de Transition dans son ensemble, et prennent les initiatives nécessaires d'action qui les font apparaître progressivement comme le noyau d'une direction révolutionnaire de rechange aux directions traditionnelles bureaucratisées du mouvement ouvrier. Elle est donc inséparablement liée à la lutte pour l'élévation du niveau de conscience des couches avancées du prolétariat et des paysans pauvres, à la lutte pour l'auto-organisation des masses sous les formes les plus diverses qui correspondent à l'étape concrète que la lutte de classe a atteint dans chaque pays, dans les circonstances présentes.

Au delà de ces tâches normales des organisations nationales de la Quatrième Internationale, il existe des tâches particulières du Parti Mondial en tant que tel, qui correspondent aux exigences chaque fois plus précises de l'internationalisation de l'économie, de la politique, de la lutte des classes, à l'époque de l'impérialisme en général et dans la phase présente de cette époque en particulier. Quelles que soient les insuffisances que notre mouvement manifeste encore à ce propos en fonction de ses faiblesses matérielles évidentes, il est le seul à être conscient de ces exigences, à les formuler couramment, à éduquer dans cet esprit ses cadres, ses militants, ses sympathisants, les secteurs de l'avant-garde et des masses plus larges qu'il peut influencer, et à commencer de manière délibérée à les résoudre dans les limites de ses possibilités.

Cependant, dans la mesure où la transcroissance des organisations trotskystes de groupes de propagande en organisations en voie d'implantation dans le prolétariat, déjà capables d'initiatives concrètes dans la lutte de classe se précise, la pression des particularités nationales qui rendent les formes précises de telles initiatives forcément différentes de pays à pays et surtout de groupe de pays à groupe de pays, souligne d'autant plus la nécessité du renforcement du centre de l'Internationale pour maintenir la cohésion et l'intégrité programmatique de la Quatrième Internationale. La tâche de ce centre ne peut consister dans la détermination d'autorité de la tactique des sections nationales, exclue par les statuts, de l'Internationale. Elle consiste dans un effort de coordination d'action, d'impulsion politique et d'homogénéisation théorique qui, dans la phase à venir, se base sur la réalisation des tâches internationales particulières comme celles que voici :

a) Poursuivre la campagne de soutien international à la révolution indochinoise et aux autres luttes révolutionnaires en cours dans le monde : résistance palestinienne, mouvements révolutionnaires dans les colonies portugaises, lutte d'émancipation irlandaise, résistance chilienne, etc.

b) Développer des mouvements de solidarité à l'échelle européenne et, si possible à une échelle plus large, avec des grèves et des luttes ouvrières qui, soit sont confrontées avec des trusts multinationaux, soit ont un aspect exemplaire tel qu'elles peuvent accélérer la progression de la conscience de classe prolétarienne à une échelle internationale (par exemple la lutte chez Lip).

c) Développer un mouvement de solidarité internationale impliquant l'ensemble du mouvement ouvrier, avec les victimes de la répression dirigée contre les révolutionnaires des pays impérialistes et semi-coloniaux, telles les campagnes que nous avons organisées pour la défense des prisonniers politiques argentins sous la dictature militaire et contre le décret de dissolution de la Ligue Communiste.

d) Développer le mouvement international de solidarité avec les victimes de la répression dirigée dans les Etats ouvriers bureaucratisés contre les dissidents politiques et les nationalités opprimées.

e) Développer une campagne internationale contre les atteintes qui se multiplient au droit de grève, à la liberté intégrale des syndicats de négocier les salaires, contre la politique des revenus, contre l'arbitrage étatique des conflits salariaux, l'intégration croissante des syndicats dans l'Etat bourgeois, etc.

f) Dénoncer internationalement les nouvelles trahisons des luttes révolutionnaires par les bureaucrates de Moscou (Cambodge, Iran, Soudan, Sri Lanka, Inde, Palestine, Vietnam, etc.) et de Pékin (Bangla Desh, Sri Lanka, Soudan, Iran, Espagne, Vietnam, etc.).

g) Entamer la discussion internationale d'un projet de programme d'ensemble de la Quatrième Internationale dont le Programme de Transition n'est qu'une partie, comme Trotsky l'avait clairement précisé.

h) Pousser l'analyse théorique d'une série de phénomènes insuffisamment examinés au cours des dernières années, telle l'étape précise où se trouvent l'Etat et la société de Cuba, les raisons du retard de l'entrée en action massive du prolétariat des grandes usines des Etats-Unis, la question agraire en Inde et la réponse revendicative et programmatique qu'il faut lui apporter, le développement d'un programme de transition plus précis pour les Etats ouvriers bureaucratisés, la réponse programmatique à la crise globale de la société bourgeoise.

i) Développer la presse et les publications de la direction de l'Internationale, afin de rendre possible une information et une élaboration plus rapides au service des sections et des secteurs d'avant-garde qu'elles influencent déjà.



Thèses sur la construction des Partis Révolutionnaires en Europe capitaliste.

adoptées par le congrès

1.LE CHANGEMENT DES CONDITIONS OBJECTIVES ET SUBJECTIVES POUR LA CONSTRUCTION DES PARTIS REVOLUTIONNAIRES DANS L'EUROPE CAPITALISTE DEPUIS 1967

Depuis 1967, les conditions dans lesquelles les marxistes révolutionnaires poursuivent la réalisation de leur tâche stratégique centrale — la construction de partis léninistes, capables de diriger le prolétariat vers la victoire de la révolution socialiste — se sont profondément modifiées dans l'Europe capitaliste. Ces modifications, qui sont en partie le produit de bouleversements dans d'autres secteurs du monde, reflètent en dernière analyse l'aggravation de la crise fondamentale de la société bourgeoise en Europe. Cette crise se manifeste à tous les niveaux de la société.

●

1. Approfondissement de la crise du capitalisme.

La crise du système capitaliste international a connu un nouvel approfondissement avec la fin de la longue période d'expansion économique accélérée, qui avait prolongé le « boom de la guerre de Corée » à la fin de la crise révolutionnaire d'après-guerre en Europe Occidentale. La récession ouest-allemande de 1966-67 a été suivie rapidement par une récession en Italie et au Japon (1970-71), une nouvelle récession mineure en Allemagne Occidentale (1971-72) et un ralentissement général de la croissance économique dans tous les pays impérialistes. Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, les tentatives d'atténuer ces crises de surproduction par une inflation accélérée se sont heurtées à des obstacles : inflation et stagnation économique ont coïncidé dans toute une série de pays impérialistes. L'inflation accélérée du dollar a fini par précipiter la ruine du système monétaire international créé à Bretton-Woods et ouvert une crise monétaire profonde à l'échelle mondiale, qui risque de saper le crédit international et de ce fait l'expansion du commerce mondial.

Le retournement du climat économique général n'a pas seulement des causes conjoncturelles mais encore des causes structurelles profondes. Les principaux stimulants de l'expansion accélérée des années d'après-guerre s'estompent les uns après les autres. Alors que le déclin des vieilles branches industrielles (charbon, textile, bois, cuivre, construction navale, et sans doute également sidérurgie) est irréversible, les branches industrielles de pointe, qui ont porté la croissance d'après guerre, sont successivement frappées de capacités excédentaires et doivent de ce fait limiter leurs investissements. C'est déjà le cas de l'industrie des appareils électro-ménagers, de l'automobile, de la pétrochimie; ce sera bientôt aussi le cas de l'industrie des machines électriques et de l'électronique même. La baisse tendancielle du taux de profit se manifeste de manière de plus en plus nette, étouffant la croissance accélérée tout comme le fait le marché de plus en plus restreint, par rapport à la colossale expansion de la capacité productive.

Le pouvoir d'achat encore limité des Etats ouvriers bureaucratisés, y compris la Chine, sur le marché mondial ne leur permet pas de fournir un débouché supplémentaire important qui atténuerait la capacité excédentaire des industries impérialistes dans leur ensemble. Dans certaines branches (tubes d'acier, machines pour usines automobiles et pétrochimiques), des crises aigües dans les pays impérialistes ont cependant pu être évitées grâce aux fournitures à ces Etats qui sont, en outre, stimulées par des pénuries conjoncturelles spécifiques à l'Est (céréales, etc...).

Le ralentissement de la croissance de l'économie capitaliste internationale accentue fortement les contradictions inter-impérialistes, y compris la concurrence dans le commerce Est-Ouest (c'est une des raisons qui expliquent l'ouverture de Nixon vers Pékin comme vers Moscou). Il succède en effet à une période au cours de laquelle les rapports de forces interimpérialistes s'étaient profondément modifiés. L'impérialisme américain a progressivement perdu la supériorité absolue qu'il détenait au sein du camp impérialiste dans l'immédiat après-guerre. Sa part du marché mondial — celui des capitaux comme celui des marchandises, même s'il y a quelques années de décalage entre l'évolution de ces deux marchés — ne cesse de diminuer au profit des impérialismes ouest-allemand, japonais et des autres pays membres de la CEE. L'affaiblissement de l'impérialisme britannique a été particulièrement marqué au cours des 15 dernières années.

Cette modification des rapports de force inter-impérialistes a eu notamment pour conséquence une pénétration croissante des marchandises européennes et japonaises sur le marché intérieur des USA, ce qui a entraîné la riposte (avant tout protectionniste) déclenchée par le discours de Nixon du 15 août 1971. Loin d'atténuer la concurrence inter-impérialiste et la crise générale du système, ces mesures d'auto-défense de l'impérialisme américain ne peuvent que les exacerber davantage.

La concurrence inter-capitaliste qui a stimulé la formation du marché commun de l'Europe capitaliste en a, en même temps, freiné la transformation en un réel Etat supranational, qui exprimerait les exigences du processus croissant de l'interpénétration des capitaux. Dans cette dernière période, les échecs ont été multiples dans le domaine de l'unification monétaire et politique de l'Europe capitaliste. Le procès d'unification à l'échelle européenne sera mis à l'épreuve de façon décisive dans le cadre d'une récession généralisée. A ce moment, soit une accélération de l'intégration se produira, soit l'on assistera à un démantèlement du Marché Commun et à la renaissance de pratiques protectionnistes. Dans ce cas, l'impérialisme américain, qui dispose encore aujourd'hui d'une supériorité évidente sur le plan politique et militaire, retrouverait une hégémonie économique indiscutable.

2. Crise des rapports sociaux.

La fin de la longue période d'expansion accélérée a entraîné dans l'Europe capitaliste une aggravation des contradictions sociales qui, depuis Mai 1968, a pris la forme d'une **crise sociale globale** dans plusieurs pays européens (France, Italie, Espagne, Grande-Bretagne). Tout nouveau rebondissement spectaculaire de cette crise peut y entraîner l'ensemble de l'Europe capitaliste. La révolution socialiste est de nouveau à l'ordre du jour en Europe non seulement du point de vue historique (dans ce sens, elle n'a jamais cessé de l'être depuis 1914), mais même du point de vue conjoncturel.

La racine la plus profonde de cette crise sociale réside dans le fait que la contradiction fondamentale du système — celle entre le degré de développement atteint par les forces productives et le maintien des rapports de production capitalistes — est sortie considérablement aggravée de la phase de croissance d'après-guerre des forces productives. Cette croissance a objectivement sapé les rapports de production capitalistes plus encore que ne le fit la phase de stagnation 1914-1939.

On approche de plus en plus des seuils d'adaptabilité des rapports de production, tant en ce qui concerne le fonctionnement de l'économie marchande, l'impératif du profit des trusts privés, le financement des investissements productifs à long terme, le développement de l'infrastructure matérielle et intellectuelle de la production, qu'en ce qui concerne leur capacité de satisfaire, ne fut-ce que de manière élémentaire, les besoins nouveaux, nés au sein de la population laborieuse, de l'essor même des forces productives. Une bonne partie de ces besoins nouveaux, ressenti de manière particulièrement aigü par la jeunesse, est manifestement irréalisable au sein de la société bourgeoise. Il faut classer dans cette catégorie des besoins

de consommation sociale de haute qualité, couverts selon le principe de la satisfaction des besoins (santé, enseignement, culture, informations, retraites, etc...) ainsi que le besoin d'une activité créatrice rompant radicalement avec le travail aliéné.

Cette crise générale des rapports sociaux avait commencé à se manifester dès avant le tournant dans la situation économique mondiale, mais ce tournant l'a évidemment aggravée à son tour. Au fur et à mesure que la croissance se ralentit, que la concurrence interimpérialiste s'accentue, que s'étend la crise du système monétaire international, la bourgeoisie européenne est de moins en moins capable de faire de nouvelles concessions aux masses laborieuses et se voit même obligée de remettre en question une série de conquêtes — ou de réalités considérées comme telles par le prolétariat — accordées au cours de la phase précédente. La tentative de faire payer aux travailleurs le prix de l'inflation et la réapparition générale du chômage (pendant les hivers 1970-71 et 1971-72, quelques 5 millions de chômeurs dans l'Europe capitaliste) sont deux aspects d'une même orientation fondamentale du Grand Capital, qui cherche à restaurer le taux de profit au moyen d'une élévation du taux d'exploitation de la classe ouvrière.

L'ampleur et la portée de la remontée des luttes ouvrières depuis Mai 1968 sont caractérisées par le fait que la classe ouvrière prend de plus en plus conscience de ces problèmes et cherche à y répondre par des moyens de lutte directs; par le fait qu'elle oppose avant tout une énorme résistance à la tentative d'accroître de manière substantielle le taux de plus-value. Ses luttes ne sont donc pas déterminées directement par la conjoncture économique et sont par conséquent souvent de longue durée. Un aspect central de cette remontée des luttes réside en ceci que les tendances esquissées s'appliquent à **l'Europe capitaliste dans son ensemble.**

Elles ne se manifestent évidemment pas dans tous les pays sous des formes identiques, avec la même intensité, et surtout pas au même moment. Ce déphasage a un effet contradictoire. Il atténue le caractère explosif d'une aggravation de la crise dans un pays, lorsqu'elle coincide avec une stabilité relative dans les autres pays; mais il prolonge en même temps la période d'instabilité et le potentiel de crise à l'échelle européenne.

De nouveaux pays entrent en phase d'accentuation aigüe de la lutte de classe lorsque d'autres traversent une phase de recul partiel. Ces accentuations s'accélèrent mutuellement et rendent plus difficile le rétablissement d'un équilibre pour la bourgeoisie dans chaque pays pris séparément.

Dans le contexte de cette remontée des luttes ouvrières à l'échelle européenne, les travailleurs immigrés sont aussi apparus sur le front de la lutte anti-capitaliste. Le boom de l'industrialisation, suite à la seconde guerre mondiale, a provoqué une immigration de plusieurs millions de travailleurs vers les centres de l'Europe capitaliste. Cette immigration constitua un des facteurs qui permit, malgré l'expansion de la production industrielle, la reconstruction systématique d'une armée de réserve industrielle qui a pour fonction de « contenir » la croissance des salaires. Mais le type d'insertion de ces immigrés dans l'économie (travaux pénibles, bas salaires, absence d'avantages sociaux, etc.) et dans la société (conditions de logements, discriminations multiples, racisme...) ainsi que la montée des luttes dans leurs pays d'origine (Espagne, Italie), et dans le pays d'immigration, vont stimuler des luttes importantes qui se sont développées de façon significative ces dernières années (occupations de foyers en France et en Grande-Bretagne, grève des OS à Renault, à Ford en Allemagne, dans le textile en Grande-Bretagne, dans la métallurgie et dans le bâtiment en Suisse, mobilisation contre le racisme...).

Face à ces explosions, la bourgeoisie a renforcé des mesures législatives qui visent à contrôler le flux de la main-d'œuvre immigrée, à introduire des mesures sélectives dans la perspective de mieux déterminer les niveaux de qualification, à instaurer un strict contrôle policier afin de réprimer les militants et les ouvriers combattifs de l'immigration (circulaire Fontanet en France, Immigrant Act en Grande-Bretagne, diverses lois en Suisse, etc...).

Les directions syndicales, comme celles des partis ouvriers traditionnels reconnaissent de fait la division organisée par la bourgeoisie entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés, et soutiennent ouvertement, ou par leur silence, les multiples mesures de contrôle de l'immigration. Dans cette situation, les travailleurs immigrés tendent à remplir le vide laissé par les organisations ouvrières bureaucratisées et à développer des organes de défense propres (MTA en France, UGTSF en France, CLI en Suisse...). Les luttes des travailleurs immigrés ont souvent — entre autres dans les pays qui se trouvent dans la phase initiale de la remontée de la lutte de classes — un impact important et un certain caractère exemplaire. Néanmoins, spécialement dans un climat récessionniste, la division entre travailleurs immigrés et travailleurs nationaux reste un handicap important et peut parfois aboutir à l'isolement de couches combatives de travailleurs immigrés, si tout n'est pas fait pour établir la jonction avec l'avant-garde ouvrière autochtone.

La montée des luttes ouvrières en Europe durant ces 5 dernières années, s'est manifestée sous les formes suivantes, qui parfois, d'ailleurs, se sont combinées :

a) Une explosion concentrée à l'échelle nationale qui produit une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire (Mai 68 en France).

b) Des mobilisations massives et prolongées aussi bien de la classe ouvrière que de diverses couches sociales, avec des grèves de catégories décisives (métallurgistes, travailleurs de la Chimie et de la pétro-chimie...), des grèves régionales et nationales qui débouchent sur une crise sociale et politique aigüe ou même sur une situation révolutionnaire (Italie 68-73).

c) Des épreuves de force sur le plan national ou évoluant dans une telle direction (grève des mineurs en Grande-Bretagne 1972, grève générale au Danemark en 1973).

d) Des mobilisations combatives de parties décisives de la classe ouvrière ou de secteurs pilotes du point de vue aussi bien social que politique (Espagne, France, Italie, Allemagne — métallurgistes en décembre 1971 — et Belgique à un niveau beaucoup plus bas.

e) Expériences pilotes limitées mais impliquant potentiellement les éléments caractéristiques de la période (Suède, Hollande, Suisse, Danemark, Allemagne).

L'expérience de cette remontée générale des luttes ouvrières depuis Mai 68 permet de dégager le résumé suivant en ce qui concerne l'orientation de ces luttes :

a) Revendications salariales, dont l'importance essentielle concerne le refus de la politique de revenus.

b) La lutte contre les hausses du coût de la vie et des revendications qui se dirigent contre les effets de l'inflation sur les travailleurs.

c) Des revendications concernant la défense de l'emploi, luttes contre la fermeture d'entreprises, contre les licenciements, contre les restructurations au sein des usines et des régions.

d) Des revendications égalitaires, et celles qui tendent à réduire les différenciations salariales au sein de la classe ouvrière, ainsi qu'entre ouvriers et employés.

e) Les revendications concernant la réduction de la durée de travail sans réduction de salaire et la prolongation des congés payés.

f) La défense du droit à la libre négociation salariale des syndicats, du droit de grève et des autres droits et possibilités de lutte des syndicats.

A côté de ces buts généraux, se sont développés des objectifs d'importance profonde visant, du moins sous une forme embryonnaire, les rapports de production capitaliste eux-mêmes :

— luttes contre l'accélération des cadences et le travail parcellaire, contre la multiplication des catégories, contre les licenciements, etc... qui, dans la dynamique de montée des luttes, peuvent déboucher sur des expériences partielles de contrôle ouvrier entrant en confrontation directe avec la finalité de profit de la production;

— tentatives d'élargir considérablement l'éventail et la qualité des services publics (droit à la santé et à un enseignement gratuit et de qualité, droit au logement, retraite à 60 ans et à 75 % du salaire, etc), revendications quant au développement en nombre et en qualité des crèches et services gratuits, permettant une socialisation des tâches domestiques.

Ces mobilisations et les objectifs qu'elles se donnaient, battaient en brèche la stratégie patronale qui avait pour fonction d'accroître le taux d'exploitation, afin d'augmenter le taux de plus-value dans la perspective de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette crise générale des rapports de classe avait déjà commencé à se manifester avant le tournant de la situation économique mondiale; mais ce tournant l'a considérablement aggravée. Cette crise sociale et politique ouverte depuis 1968 continuera à s'aggraver prise dans son ensemble. La confrontation s'effectuera tendanciellement de plus en plus entre les deux classes fondamentales sans médiation. La bourgeoisie est obligée encore plus qu'auparavant d'attaquer la classe ouvrière, de contrôler l'évolution des salaires, de réduire les emplois.

Mais elle doit aujourd'hui poursuivre ce but dans le cadre

d'un rapport de forces qui s'est transformé en faveur de la classe ouvrière, tant à l'échelle mondiale que concrètement dans les pays de l'Europe capitaliste. Elle doit le faire en face d'un prolétariat européen qui dans toute la période précédente n'a pas subi de défaites tellement durables et graves et qui, par suite de quinze années de déclin de l'armée industrielle de réserve, a abordé cette phase avec des forces compactes, un taux de syndicalisation plus élevé, et une confiance accrue dans ses propres forces.

La crise des rapports de production capitalistes est devenue une crise des rapports bourgeois dans leur ensemble. Au début, elle a été exprimée de manière de plus en plus aigüe par la jeunesse scolarisée (révolte étudiante et lycéenne) puis s'est généralisée comme crise de tous les rapports de socialisation (enseignement, **mass media**, Eglise, etc.) et des institutions et valeurs patriarcales intégrées à l'ordre bourgeois (crise de la famille, radicalisation des femmes contre leur oppression). Pénétrant au sein de la classe ouvrière, notamment par l'intermédiaire des jeunes ouvriers et des apprentis, cette crise des rapports sociaux bourgeois a à son tour aggravé la crise des rapports de production capitalistes.

Dans ces conditions, une défaite rapide et écrasante de la classe ouvrière est pratiquement exclue. Il faut donc se préparer pour des années d'intenses luttes sociales, avec des hauts et des bas, mais des chances persistantes de montées révolutionnaires au fur et à mesure que des progrès sont réalisés dans la voie de l'élévation de la conscience de classe et du renforcement de l'organisation marxiste-révolutionnaire.

●

3. La crise politique de la bourgeoisie.

Confronté à une aggravation de la situation economique et des contradictions sociales, le système politique bourgeois a été et reste secoué par une crise non moins profonde : crises des équipes de direction bourgeoises; crises des alternatives politiques; crises des partis politiques de la bourgeoisie; crises de tout le système de gouvernement de l'Etat bourgeois. Les manifestations les plus éclatantes de cette crise sont la chute spectaculaire de de Gaulle, la quasi paralysie des gouvernements qui se succèdent en Italie et en Grande-Bretagne et la tension persistante en Allemagne occidentale, longtemps le pays le plus stable et le plus dépolitisé d'Europe capitaliste d'après-guerre. La crise de plus en plus prononcée du franquisme entre dans le même contexte.

Les bourgeoisies européennes étaient et sont toujours placées devant un choix fondamental entre un réformisme « intégrationniste » qui essaie de démanteler la combativité ouvrière par des concessions qui renforcent les mécanismes de conciliation et de collaboration de classe (intégration « volontaire » et réformiste) et un durcissement répressif comportant une attaque frontale contre les libertés ouvrières, notamment le droit de grève et la libre négociation des salaires. Les deux variantes accentuent d'ailleurs la décadence de la démocratie parlementaire bourgeoise classique, poursuivent le déplacement du centre de gravité de l'Etat bourgeois vers un Exécutif de plus en plus soustrait à tout contrôle, soulignent ainsi la tendance à l'établissement de l'Etat fort inhérente au capitalisme des monopoles et reflètent la volonté de la bourgeoisie d'émasculer le mouvement syndical.

Il ne faut cependant pas confondre ce renforcement de l'Exécutif ni la variante d'attaque frontale contre quelques-unes des libertés ouvrières, avec une remontée du fascisme. Les caractéristiques principales qui distinguent le fascisme des autres formes de gouvernement bourgeois sont d'une part la destruction totale de toutes les organisations ouvrières (y compris les organisations réformistes), et d'autre part la mobilisation de masse de la petite-bourgeoisie enragée et paupérisée qui étend grandement la force de frappe de l'appareil de répression classique. Aujourd'hui, les conditions objectives d'une remontée du fascisme ne sont pas encore réunies dans l'Europe capitaliste. Le mouvement ouvrier a payé trop cher, notamment en Allemagne, la confusion sur l'appréciation des formes distinctes de gouvernement par le Capital, pour accepter des bavardages à la légère sur la « fascisation rampante » du régime. Il serait cependant erroné de sous-estimer le renforcement d'organisations fascisantes qui peuvent servir de masse de manœuvre à la droite classique.

Le ralentissement de la croissance économique, et surtout l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste, ont sapé les conditions de la politique « réformiste ». Ce que la bourgeoisie a pu offrir effectivement sous forme de « concertation », de « participation », d' « accession à la propriété » ou d'autres réformes, a été trop maigre pour pouvoir sérieusement entamer les dispositions combatives du prolétariat. Le cas de l'Italie est le plus net quant à la faillite du « réformisme » bourgeois : des réformes plus qu'urgentes du point de vue même d'un fonctionnement plus rationnel de l'économie capitaliste, n'ont pas pu être réalisées pendant la décennie placée sous le signe du « centre-gauche ».

Elles ne seront pas non plus réalisées à l'étape présente, malgré les ouvertures renouvelées d'un secteur très important de la bourgeoisie et la volonté accentuée de collaboration non seulement du PSI mais aussi du PCI et des centrales syndicales.

En Grande-Bretagne, le déclin prononcé de la force économique de l'impérialisme oblige la bourgeoisie à remettre en question quelques-unes des principales réformes accordées au cours des deux décennies précédentes et même des conquêtes d'une époque antérieure.

Mais en même temps, les rapports de forces entre les classes restent tels qu'un assaut global répressif n'a pratiquement pas de chances de succès. Les forces, en grande partie intactes, du mouvement ouvrier riposteraient à un tel assaut global avec une ampleur que la bourgeoisie évalue à sa juste mesure et qu'elle craint à juste titre. En fonction de cette crainte, elle écarte pour le moment comme trop périlleuse une tentative d'établir un régime ouvertement dictatorial à la grecque.

La perspective politique la plus probable reste dans ces conditions celle d'une période prolongée d'instabilité, avec des équipes bourgeoises successives qui s'usent dans des formules de gouvernement de « centre droit » ou de « centre gauche » sans qu'aucun des deux camps en présence puisse s'imposer de manière résolue. Le prolétariat reste fondamentalement freiné par sa crise de direction, par le rôle paralysant des directions traditionnelles; la bourgeoisie reste trop faible pour imposer une solution radicale. En France et en Italie où la montée des luttes ouvrières avait atteint un sommet en 1968 et en 1969, l'initiative est temporairement retournée à la bourgeoisie sans qu'elle ait pu toutefois imposer ses solutions fondamentales. Le potentiel de combat du prolétariat de ces pays reste intact.

Certes, un tel équilibre instable ne peut pas se prolonger indéfiniment. L'absence d'une contre-offensive victorieuse de la bourgeoisie, et la prolongation même de la crise sociale peuvent contribuer à la solution de la crise de direction du prolétariat. Par ailleurs, la prolongation de cette crise de direction, provoquant une succession de vagues de luttes sans rien modifier sur le plan du pouvoir, finit par lasser les masses laborieuses et par faire baisser leur capacité de mobilisation, ce qui pourrait créer les conditions favorables à une initiative bourgeoise pour infliger une défaite grave au prolétariat.

Cette défaite grave peut prendre des formes différentes selon le pays envisagé, allant de l'établissement de dictatures militaires jusqu'à une modification radicale des rapports de forces entre les classes telle qu'une nouvelle montée de luttes objectivement anti-capitalistes de type de celles des années 1968-1973 soit exclue pour toute une période, sans que les institutions de la démocratie bourgeoise soient formellement abolies ni les organisations de masse du mouvement ouvrier rejetées dans la clandestinité. L'essentiel c'est de comprendre que la « solution » bourgeoise à la crise socio-politique en cours doit être à la mesure de la crise elle-même, qu'elle ne peut se réduire à une modification graduelle imperceptible du climat politique, mais qu'elle doit signifier un changement radical des rapports de forces entre les classes. Cela n'implique pas nécessairement l'établissement d'un régime dictatorial avec destruction du mouvement ouvrier organisé, mais, bien sûr, un renforcement qualitatif de l'appareil et de la capacité de répression de la bourgeoisie, et une chute radicale de la combativité ouvrière.

Une prolongation de la crise actuelle et de l'équilibre relatif des forces opposées n'est donc pas nécessairement favorable au prolétariat. Si une percée révolutionnaire décisive ne se produit pas, la bourgeoisie finira par imposer « sa » solution. Mais le fait que nous ne sommes qu'au début de la crise sociale aggravée, que ni l'ampleur du chômage, ni le niveau politique des luttes ouvrières ne confrontent encore la bourgeoisie à une question immédiate de vie ou de mort, permet d'envisager une période s'échelonnant dans la plupart des cas sur plusieurs années avant que les batailles décisives ne soient engagées. Toutefois, dans certains pays, l'ouverture d'une crise politique grave survenant dans cette situation pourrait précipiter des épreuves de force qui auraient d'importants prolongements au niveau continental.

Une manifestation particulière de la crise de direction de la

bourgeoisie européenne peut être enregistrée dans le domaine de sa politique européenne. L'extension de l'interpénétration européenne des capitaux — que l'entrée de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande dans la CEE ne pourra qu'accentuer — et les impératifs de la concurrence avec les impérialismes américain et japonais, militeraient en faveur d'un renforcement de superstructures pré-étatiques européennes : monnaie européenne, politique industrielle commune, Exécutif commun, force de frappe nucléaire européenne autonome, etc. Mais comme chaque pas concret dans cette voie implique des sacrifices pour telle ou telle bourgeoisie « nationale », que les marges de manœuvre internationales ou nationales s'amenuisent en fonction de l'aggravation des contradictions inter-impérialistes et des contradictions sociales, les hésitations et divisions politiques au sein des bourgeoisies européennes augmentent, au fur et à mesure qu'on approche à ce sujet des échéances décisives.

L'impuissance de la bourgeoisie espagnole à « libéraliser » tant soit peu ses structures politiques, l'obligation dans laquelle elle se voit placée de perpétuer le franquisme même sans Franco, sont fonction du caractère explosif des contradictions sociales dans la péninsule ibérique et reflètent de même la crise politique de la bourgeoisie européenne. Elle enlève à cette bourgeoisie tout moyen d'éviter l'approche d'une situation révolutionnaire dans le sud-ouest du continent, situation qui, par ses répercussions subjectives, renforcées par la présence de nombreux travailleurs espagnols émigrés dans d'autres pays, pourrait se répandre rapidement dans toute l'Europe.

La reprise de la lutte séculaire du peuple irlandais pour son unification dans l'indépendance coïncide avec une crise aggravée de l'impérialisme britannique et accentue à son tour celle-ci. Elle a tendance à élever rapidement les formes de lutte, de mobilisation, d'organisation de l'avant-garde des masses, surtout en Irlande du Nord où la dualité de pouvoir a existé dans les faits pendant plusieurs mois, obligeant l'impérialisme à passer à une répression massive.

Les mouvements de masse de 1973, caractérisés par l'émergence d'avant-gardes nouvelles, ont secoué la dictature militaire instaurée en Grèce depuis avril 1967. Ils ont révélé le caractère éphémère de toute manœuvre de prétendue « libéralisation » et l'incapacité de la bourgeoisie de sortir de sa crise, qui, loin de s'atténuer, a tendance à s'approfondir aussi bien politiquement et socialement qu'économiquement. Il est significatif que, même si ces mouvements étaient essentiellement portés par les étudiants, ils furent marqués en même temps par la participation croissante de secteurs ouvriers d'avant-garde.

●

4. La crise des organisations ouvrières traditionnelles.

Parallèlement à la crise politique de la bourgeoisie, le mouvement ouvrier traditionnel a lui aussi traversé une crise profonde au cours des dernières années. Cette crise a en partie les mêmes racines que celle des instruments de domination capitalistes : l'aggravation des contradictions sociales qui sapent la crédibilité des orientations réformistes des partis socialistes et néo-réformistes des PCs; la remontée des luttes ouvrières qui commence à déborder les directions traditionnelles du mouvement ouvrier; la crise globale des rapports sociaux bourgeois, et notamment des rapports de production capitalistes, qui a libéré de puissantes énergies anti-capitalistes s'exprimant surtout par l'essor des nouvelles avant-gardes. La crise des organisations ouvrières traditionnelles s'intègre en même temps à la crise du stalinisme qui, après des flux et des reflux succédant au XX[e] Congrès du PCUS, à l'écrasement de la révolution hongroise, à l'éclatement du conflit sino-soviétique, à la chute de Khrouchtchev, a connu un nouveau rebondissement important avec la crise tchécoslovaque, la révolte des ouvriers polonais et la crise politique que connaît la direction chinoise.

La remontée des luttes ouvrières et la radicalisation d'une avant-garde numériquement importante de la classe ouvrière entrent plus nettement en conflit avec deux phénomènes, dont il faut analyser le sens, sans en sous-estimer les limites : l'accentuation de l'intégration de la social-démocratie dans l'appareil d'Etat bourgeois, d'une part; un processus de « social-démocratisation » des PCs d'autre part.

Au sein des partis sociaux-démocrates s'est opérée, au cours de la décennie passée, une modification importante du poids relatif des représentants de la bureaucratie des organisations ouvrières proprement dites, et des représentants de la bureaucratie de l'appareil d'Etat bourgeois. Les seconds se sont considérablement renforcés par rapport aux premiers. On a même assisté à un début de glissement de hauts fonctionnaires sociaux-démocrates de l'Etat vers des postes dirigeants dans des trusts capitalistes privés. Ces processus ont incontestablement facilité l'éclatement de conflits entre les dirigeants sociaux-démocrates, efforçant d'exprimer l'« intérêt général », c'est-à-dire l'intérêt de la bourgeoisie, et les syndicats, y compris des bureaucrates syndicaux traditionnellement les supports les plus sûrs de la social-démocratie.

Les PCs ont en général accentué leur glissement à droite, adoptant des stratégies et des tactiques d'alignement sur la bureaucratie syndicale (ou son aile « gauche ») dans les pays à hégémonie social-démocrate, s'orientant tout entiers vers une stratégie électoraliste et néo-réformiste dans les pays où ils sont eux-mêmes hégémoniques. Quelles que soient les pressions complexes et contradictoires de la base, le « désengagement » des directions de ces PCs à l'occasion de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les armées de la bureaucratie soviétique s'est opéré sous une pression social-démocrate et exprime une nouvelle étape de ce processus de social-démocratisation.

Cependant, il ne faudrait pas tirer de ces deux phénomènes la conclusion que les partis sociaux-démocrates sont devenus des partis bourgeois, ou que les PCs sont devenus des partis sociaux-démocrates. La social-démocratie reste tributaire — dans certains pays comme l'Allemagne occidentale et la Belgique même plus que jamais tributaire — de sa base électorale ouvrière. Il s'agit d'une base électorale qui, contrairement à celle du parti démocrate aux Etats-Unis, exprime par ce vote un réflexe de classe élémentaire, c'est-à-dire la volonté de voter pour un parti ouvrier au lieu de voter pour un parti bourgeois. La nature de classe de ces partis est également reflétée dans leurs liens avec le mouvement syndical. La nature contre-révolutionnaire et pro-capitaliste de la politique des dirigeants de ces partis (qui ne date ni d'aujourd'hui ni d'hier, mais qui est un phénomène permanent depuis près de soixante ans) ne change rien à ce fait objectif, pas plus que le néo-réformisme des PC ne permet de trancher définitivement le lien qui les lie à Moscou.

La crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ne se développe pas de manière rectiligne. Si elle est marquée parfois par des scissions non dépourvues d'importance (groupe « Il Manifesto » en Italie), elle peut s'exprimer aussi par la réapparition de tendances centristes plus larges au sein des partis traditionnels (« Jusos » en Allemagne occidentale). Elle peut être accompagnée autant par un affaiblissement temporaire de la force électorale de ces partis (Belgique, Grande-Bretagne 1970 en ce qui concerne la social-démocratie) que par une nouvelle poussée électorale, surtout lorsque ces partis apparaissent aux couches nouvellement politisées comme un « moindre mal » par rapport aux partis bourgeois corrompus et banqueroutiers. Mais les traits principaux de cette crise ne restent pas moins saillants dans tous les pays où la reprise des luttes ouvrières et la radicalisation de la jeunesse ont pris une ampleur suffisante :

a) La politique traditionnelle perd de plus en plus de crédibilité malgré des tentatives de présenter des opérations réformistes comme l'esquisse d'une « transition au socialisme ».

b) Le point commun de l'orientation social-démocrate et des PC, à savoir le cours électoraliste et parlementaire, est de plus en plus mis en question objectivement par de larges masses, qui redécouvrent l'action directe extra-parlementaire, même lorsqu'elles continuent à voter pour les partis traditionnels.

c) Les directions traditionnelles ne réussissent plus à gagner à leur politique et à leurs conceptions des couches très larges de la jeunesse ouvrière, ni à exercer un rôle hégémonique dans le mouvement étudiant, largement dominé, dans la plupart des cas, par des organisations et les groupes d'extrême-gauche.

d) Les compromissions anti-ouvrières et anti-syndicales des organisations politiques traditionnelles (surtout lorsqu'elles participent à des gouvernements, mais également dans l'opposition : voir le raidissement de l'appareil du PCF contre les grèves dures en France), et l'absence de partis révolutionnaires de masse, crée un vide politique à gauche du parti traditionnellement hégémonique (PC en France, Italie et Espagne; social-démocratie dans les autres pays d'Europe capitaliste), vide qu'une fraction du mouvement syndical tend à occuper, au moins temporairement, en canalisant le secteur le plus radicalisé de la classe ouvrière. Ce fut surtout le cas de la « gauche » syndicale en Grande-Bretagne en 1970-71, des syndicats italiens en 1969-71, en partie de l'aile gauche des syndicats belges, de la CFDT en France et des syndicats néerlandais. Ainsi l'identification entre les syndicats et les partis ouvriers traditionnels com-

mence à s'estomper, une certaine autonomie de manœuvre syndicale réapparaît, et l'on assiste **à un début de recomposition de l'ensemble du mouvement ouvrier organisé.** Ce processus peut même aller jusqu'au point où une aile des syndicats assume des tâches nettement politiques, comme par exemple, en Grande-Bretagne, la lutte contre la législation anti-grève de Wilson d'abord, de Heath ensuite, ou la « lutte pour les réformes » en Italie 1970-71.

Il ne faut pas perdre de vue le caractère conjoncturel de cette évolution. Il ne faut surtout pas en déduire qu'on assiste à une convergence intégrale, pour ainsi dire spontanée, des luttes économiques et des luttes politiques du prolétariat. L'autonomie de manœuvre des syndicats reste limitée par le caractère bureaucratique de leur direction, y compris de l'aile gauche de celle-ci, qui ne veut guère entreprendre une lutte d'ensemble contre le régime capitaliste. La nature de l'époque donne aux luttes de masse non seulement une portée objectivement politique, mais implique **aussi** la nécessité impérieuse de poser la question du pouvoir **politique**, question que les syndicats se gardent bien de poser. Moins que jamais, le mouvement syndical, y compris le syndicalisme révolutionnaire, ne peut être un substitut à la construction d'un parti révolutionnaire.

D'autre part, il est clair que les bureaucraties réformistes et staliniennes ne peuvent rester passives devant ce début de recomposition du mouvement ouvrier organisé, qui risque de saper leur hégémonie sur le prolétariat, base de toutes leurs manœuvres et de tous leurs privilèges. Aussi des tournants brusques d'adaptation à la radicalisation de secteurs importants du prolétariat restent-ils possibles, dans le but de récupérer le contrôle perdu et de canaliser le mouvement de masse vers des objectifs compatibles avec la stratégie réformiste fondamentale de ces partis.

●

5. L'apparition des nouvelles avant-gardes.

Tous les changements mentionnés aboutissent à une modification de la situation objective et subjective qui, du point de vue de la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste, est d'importance immédiate décisive pour les révolutionnaires : **il apparaît une nouvelle avant-garde à caractère de masse,** qui échappe largement au contrôle des directions bureaucratiques des organisations ouvrières traditionnelles, et qui marque le début d'une modification des rapports de forces historiques entre ces bureaucraties et l'avant-garde révolutionnaire, tels qu'ils ont résulté des défaites de la révolution internationale au cours des années 20 et 30 et de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et de l'IC. Il s'agit d'un phénomène non seulement quantitativement mais aussi qualitativement différent de tout ce qui s'est passé dans les décennies qui font suite à la crise de 1918-23. Le plus souvent, elle est apparue d'abord sur le terrain de la solidarité et de l'identification avec la révolution coloniale (Cuba, Vietnam), sous l'influence de la crise mondiale accentuée de l'impérialisme et du stalinisme. C'est pourquoi elle avait pris surtout de l'ampleur dans les milieux de la jeunesse radicalisée (étudiants, lycéens, apprentis). Mais au fur et à mesure que la crise sociale intérieure des pays capitalistes d'Europe s'est aggravée, surtout à partir de la crise révolutionnaire de mai 68 en France, la composante ouvrière devient prépondérante au sein de la nouvelle avant-garde et la réoriente en priorité vers les luttes ouvrières.

Après la dégénérescence bureaucratique des partis communistes, tous ceux qui voulaient engager un combat radical contre le capitalisme n'en ont pas moins continué à s'orienter politiquement vers les partis bureaucratisés de masse du mouvement ouvrier. La situation nouvelle se caractérise notamment par le fait qu'une fraction croissante de ceux-là ne se détermine plus en premier lieu par rapport à ces partis, est prête à agir en dehors du contrôle de leurs dirigeants et sont capables d'engager des actions de masses, sans pour autant adhérer au programme global et à l'organisation des marxistes révolutionnaires.

La remontée de ces luttes ouvrières, l'ampleur prise par les revendications nettement anti-capitalistes au sein de ces luttes, la différenciation croissante au sein du mouvement syndical, aboutissant à un début de débordement de l'appareil bureaucratique par des couches ouvrières (grèves sauvages, grèves locales dures désavouées par les directions bureaucratiques), deviennent les facteurs déterminants pour l'orientation de la nouvelle-avant-garde, et en modifient profondément la composition (bien que ce processus soit encore fort modeste dans des pays comme l'Allemagne occidentale, les pays scandinaves, les Pays-Bas, etc.). La capacité d'intervention dans la lutte de classe de manière autonome, de prises d'initiatives politiques et de direction ponctuelle des luttes ouvrières à caractère de masse, telle est la caractéristique principale de cette nouvelle avant-garde, par rapport à celle que nous avons connue au cours des décennies précédentes.

Au sein du prolétariat, l'avant-garde large ne s'identifie pas avec l'ensemble des travailleurs combatifs qui se trouvent au premier rang des luttes, mais qui, soit n'ont pas encore compris la nécessité d'une remise en cause globale du capitalisme, soit ne sont pas encore prêts à agir politiquement hors du contrôle des directions bureaucratiques traditionnelles du mouvement ouvrier. Au fur et à mesure que les luttes s'amplifient et que les masses laborieuses se radicalisent, un nombre croissant d'ouvriers combatifs a tendance à agir comme partie intégrante de l'avant-garde à caractère de masse qui est loin d'être un phénomène stable et figé. Il faut souligner, en outre, que le processus de radicalisation de cette composante ouvrière de l'avant-garde à caractère de masse n'implique en aucune manière une perte de poids des structures syndicales.

Enfin l'avant-garde à caractère de masse ne se réduit pas aux seuls groupes politiques d'extrême-gauche quand bien même ces groupes recrutent largement en son sein. L'existence et le développement de ces groupes témoignent de l'ampleur qu'a pris le phénomène de l'avant-garde à caractère de masse. Nous devons en partie les considérer comme des expressions politiques transitoires de la rupture confuse de l'avant-garde à caractère de masse avec la politique des directions bureaucratiques traditionnelles.

Pour déterminer de manière plus nette la nature et les limites de cette nouvelle avant-garde à caractère de masse, deux illusions doivent être combattues : celle qu'il s'agit dans son ensemble d'une avant-garde **révolutionnaire**; celle qu'il s'agit d'une modification fondamentale des rapports de force au sein du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière.

De par ses origines mêmes, la nouvelle avant-garde à caractère de masse charrie de nombreux éléments de conscience et d'idéologie petites-bourgeoises qui, selon les circonstances et les rapports de force avec l'organisation marxiste-révolutionnaire, peuvent jouer un rôle seulement secondaire dans le déroulement des luttes, ou au contraire en dénaturer profondément et de manière négative les formes et l'aboutissement. Cette avant-garde est née d'un mouvement de révolte spontanée contre la société capitaliste et contre l'adaptation des directions bureaucratiques du mouvement ouvrier à celle-ci.

Cette révolte spontanée peut apparaître sur des terrains extrêmement différenciés. Les luttes propres du milieu jouent un rôle important mais non unique : y compris au sein de la classe ouvrière, la crise des rapports bourgeois en général constitue un puissant facteur de radicalisation et de dégagement de l'avant-garde. La diversité des formes que prennent ces ruptures avec la pratique des directions bureaucratiques rend unilatérale toutes les caractérisations politiques globales de l'avant-garde à caractère de masse. Spontanément elle oscille entre l'ultra-gauchisme et le centrisme, en fonction tant de sa composition sociologique que des structures mêmes du mouvement ouvrier.

Mais de la révolte spontanée à la lutte efficace pour la révolution socialiste, la distance peut être longue. Une partie des participants à cette avant-garde, prisonniers du spontanéisme, du sectarisme, de l'infantilisme ultra-gauche, de l'ouvriérisme apolitique ou d'un syndicalisme primitif, ne parcourra jamais ce chemin. Une autre partie ne la parcourra qu'à condition que l'organisation marxiste-révolutionnaire acquière un poids politique déterminant au sein de l'avant-garde en restant constamment à la hauteur de ses tâches.

Si cette avant-garde a atteint un caractère de masse et devient pour la première fois depuis longtemps capable d'une action efficace, elle n'en reste pas moins encore très minoritaire au sein du mouvement des masses, et plus encore au sein du mouvement ouvrier organisé. Le problème essentiel pour elle n'est pas de mesurer sans cesse l'importance qu'elle représente par rapport aux masses suivant les organisations traditionnelles, mais de modifier les rapports de force au sein du mouvement de masse en fonction de sa capacité de faire déborder les appareils bureaucratiques par des masses beaucoup plus larges que celles qu'elle regroupe déjà de manière continue. Faute de faire l'apprentissage tactique nécessaire de cette capacité, même une avant-garde de 50.000 ou 100.000 individus peut paraître isolée et désorientée au sein d'un mouvement de masse englobant des millions de travailleurs, être dépassée par les événements, subir de manière aigüe les effets des reculs

partiels et temporaires, et osciller de manière impressionniste entre l'adaptation opportuniste aux dirigeants du mouvement ouvrier traditionnel et l'abstentionnisme et le défaitisme sectaires.

●

6. La tâche centrale.

De l'ensemble de ces cinq changements des conditions objectives et subjectives pour la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste, nous avons tiré et nous tirons la conclusion que **la tâche centrale de l'étape ouverte en 1967-68 consiste pour les marxistes-révolutionnaires, à conquérir l'hégémonie au sein de la nouvelle avant-garde à caractère de masse — en mettant l'accent sur notre renforcement au sein de la composante ouvrière de cette avant-garde — afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes qu'à l'étape précédente,** à passer de groupes de propagande révolutionnaire à des organisations politiques révolutionnaires en voie d'implantation dans le prolétariat.

L'hégémonie politique suppose que l'organisation marxiste révolutionnaire par sa propagande, ses campagnes, ses initiatives apparaît comme un pôle de référence pour cette avant-garde large même si une grande partie d'entre elle n'est pas encore directement organisée par notre mouvement.

Il est en effet illusoire de croire que l'on puisse passer en un saut d'un groupe de propagande à un parti révolutionnaire ayant déjà une influence politique déterminante sur une fraction du prolétariat, du moins dans les pays d'Europe capitaliste ou existe un mouvement ouvrier traditionnel avec un poids énorme de l'appareil bureaucratique au sein des masses laborieuses. Celles-ci ne s'orientent pas en premier lieu sur des programmes, des plate-formes ou des idées. Elles s'orientent d'après leurs besoins immédiats et les instruments de lutte disponibles pour réaliser ces besoins.

Les déceptions et les révoltes par rapport à l'opportunisme des directions traditionnelles n'entraîneront un afflux ouvrier **massif** vers les organisations révolutionnaires que lorsque celles-ci auront démontré non seulement la clarté et la justesse de leur programme, mais encore leur efficacité dans l'action, ne fût-ce que sur un plan limité. L'étape qui conduit du groupe essentiellement propagandiste au parti révolutionnaire, au sens scientifique du terme, est donc celle d'une organisation révolutionnaire en voie d'implantation dans la classe, c'est-à-dire en train de conquérir sur le terrain de la lutte de classes un rapport de forces tel qu'elle devienne crédible comme direction de rechange du mouvement ouvrier, à commencer par un secteur d'avant-garde de la classe ouvrière.

Le choix prioritaire de la conquête de l'hégémonie politique au sein de l'avant-garde à caractère de masse est fonction de l'ensemble de l'analyse de l'étape actuelle de la lutte de classes en Europe capitaliste :

a) Sans la conquête de cette hégémonie, la force de l'avant-garde à dimensions de masse risque de se dissiper.

b) Sans polarisation de cette avant-garde de masse dans une organisation marxiste-révolutionnaire sérieuse et puissante, le potentiel d'influence de cette avant-garde au sein des masses plus larges risque d'être neutralisé et perdu.

c) Si ce potentiel d'influence de l'avant-garde au sein des masses plus larges ne se fait pas sentir d'une manière croissante, la remontée des luttes ouvrières arrivera dans une impasse, ce qui finira par faciliter à la longue une contre-offensive de la bourgeoisie.

La lutte pour l'hégémonie politique marxiste-révolutionnaire au sein de la nouvelle avant-garde à caractère de masse n'est pas une tâche facile. Elle ne peut être réalisée par un effort d'adaptation opportuniste au plus grand dénominateur commun de cette avant-garde politiquement disparate, ni par une tentative (au fond non moins opportuniste) d'effectuer une « synthèse » entre les différents courants qui la traversent. Elle implique

1. — **Une éducation permanente de cette avant-garde** par une polémique avec les différents groupes d'extrême-gauche sur la stratégie révolutionnaire, le programme de Transition, l'unité de la classe ouvrière, les alliances de classes, la construction du parti révolutionnaire, dont aucun élément ne peut être considéré comme un acquis définitif de cette avant-garde large.

2. — **La capacité des organisations marxistes-révolutionnaires à prendre des initiatives politiques débordant la pratique des réformistes,**

— visant à mobiliser non seulement cette avant-garde large mais avec elle une partie des militants combatifs voire une fraction des masses,

— et permettant à travers ces initiatives d'éduquer l'avant-garde large par rapport à la perspective d'affrontement central avec l'état bourgeois; et de détacher des militants combatifs de l'emprise réformiste;

3. — **La capacité des organisations marxistes-révolutionnaires à offrir un cadre de travail de masse durable à cette avant-garde ouvrière large où elle pourra,** à la fois marquer un rapport de forces national face aux réformistes grâce à des campagnes centrales : soutien aux luttes ouvrières — mobilisation anti-impérialiste (Indochine, Chili) — mobilisation anti-militariste, etc... et disputer aux réformistes l'hégémonie dans les luttes revendicatives au sein des entreprises par un travail syndical permanent dans la perspective de construction de tendances syndicales de lutte de classe et par la capacité à prendre des initiatives autonomes de mobilisation au sein même des entreprises.

Ceci rend compte des formes d'organisation nouvelles au sein même des entreprises dont la nature est variable en fonction d'une part de leur objet, d'autre part du degré d'implantation des organisations syndicales et de l'hégémonie plus ou moins grande des réformistes sur l'appareil syndical.

Mais dans tous les cas, notre but est :

1) de faire émerger lors de la lutte d'authentiques structures de démocratie ouvrière (AG souveraine, comité de grève élu, délégués d'atelier);

2) d'avancer vers la constitution permanente de tendances syndicales de lutte de classe mais en aucune façon de constituer des comités de lutte permanents soit petits syndicats rouges sectaires, soit groupes politiques syndicaux centristes;

3) de structurer des groupes sympathisants du parti dans l'entreprise en vue de l'intégration des meilleurs militants à l'organisation marxiste-révolutionnaire.

4. — **La capacité à maîtriser la dialectique des secteurs d'intervention** en fonction du degré de développement de l'extrême-gauche marxiste-révolutionnaire et de son rapport de forces avec les partis traditionnels ainsi que du degré de développement numérique de l'avant-garde ouvrière large par rapport notamment à l'avant-garde jeune.

C'est-à-dire à maîtriser les liens dialectiques et le choix des forces :

— entre apparitions politiques centrales et apparitions politiques locales diversifiées;

— entre travail jeune et travail ouvrier;

— entre périphérie du mouvement ouvrier et cœur du mouvement ouvrier;

— entre travail quartier et travail entreprises.

Le problème se pose donc en termes différents selon les pays et selon les étapes de construction de l'organisation.

5. — **L'ensemble de cette activité vise à transformer cette avant-garde pour en faire un instrument adéquat de recomposition du mouvement ouvrier organisé.** Elle suppose donc une tactique unitaire spécifique par rapport aux partis ouvriers traditionnels. En effet si nos organisations sont aujourd'hui en règle générale encore trop petites pour appliquer centralement une tactique de Front Unique, par contre cette avant-garde large, à travers les initiatives, les campagnes que nous lui proposons, est capable de se mobiliser, de mobiliser avec elle une partie des travailleurs combatifs et grâce au rapport de forces ainsi créé d'imposer l'unité d'action au parti ouvrier traditionnel. A travers une telle unité d'action conjoncturelle, nous visons à entraîner les masses et si possible à déborder les appareils réformistes. Au cours de ce processus « initiative - unité - d'action - débordement » nous visons à éduquer l'avant-garde large sur la nécessité stratégique de l'unité de la classe ouvrière contre toute déviation sectaire et à arracher à l'hégémonie réformiste des travailleurs combatifs, si ce n'est pour les gagner durablement au marxisme-révolutionnaire du moins pour les faire rompre politiquement durablement avec le réformisme

Cette tactique unitaire par rapport au mouvement ouvrier doit donc se compléter d'une tactique spécifique avec les organisations d'extrême-gauche afin à la fois de permettre grâce à leur unité ponctuelle de prendre des initiatives de masse et de combattre dans la pratique, dans les formes d'action, les mots d'ordre, etc. leurs déviations sectaires en particulier ultra-gauchistes.

Cette tactique unitaire par rapport aux autres organisations d'extrême-gauche est donc là encore variable en fonction des rapports de forces entre l'organisation marxiste-révolutionnaire, les organisations d'extrême-gauche, l'extrême-gauche et les partis ouvriers, l'extrême-gauche et l'avant-garde large. Elle est donc nécessairement variable avec les pays et avec les étapes de construction de l'organisation marxiste-révolutionnaire.

Les bouleversements des années 67-68 ont créé une chance exceptionnelle de percée pour une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat européen, la chance la plus grande depuis 1917-23. Mais elle ne sera pas d'une durée illimitée. Il s'agit de réunir dans un délai déterminé toutes les conditions nécessaires au renforcement qualitatif des organisations marxistes-révolutionnaires sinon cette chance historique se dissipera.

Nous rejetons toute illusion spontanéiste, selon laquelle l'ampleur de la crise actuelle du capitalisme et du stalinisme — qui est effectivement sans précédent — pourra obliger, à travers la pression des masses, les dirigeants de la bureaucratie syndicale, les dirigeants des PS et des PC à mener à bien une révolution socialiste en Europe. Sans la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire dans les délais existants, le prolétariat européen connaîtrait, après des vagues successives de luttes de masse dont certaines dépasseront encore l'ampleur du Mai 68 en France, de nouvelles et terribles défaites d'ampleur historique.

2.FORMES ET CONTENU CONCRETS DES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES DANS L'EUROPE CAPITALISTE

7. Montée révolutionnaire et dualité de pouvoir.

Les expériences accumulées depuis plus d'un demi-siècle, ainsi que l'analyse économique, sociale et politique du capitalisme européen d'aujourd'hui, permettent de préciser la perspective révolutionnaire dans laquelle nous travaillons. Cette perspective se résume, pour l'essentiel, dans deux faisceaux de problèmes : la problématique de la montée révolutionnaire, la perspective de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

En dehors de cas exceptionnel d'effondrement de l'armée bourgeoise par suite d'une défaite dans une guerre impérialiste (Allemagne 1918-19), ou d'effondrement de l'Etat bourgeois tout entier par suite d'une défaite et de l'occupation pendant la guerre impérialiste (Yougoslavie et Grèce 1941-44), les montées exceptionnelles du prolétariat européen au cours du demi-siècle passé possèdent un grand nombre de traits communs. On les retrouve aussi bien dans celles de l'Allemagne 1920-23, d'Italie 1919-21, de Grande-Bretagne 1925-26, d'Espagne 1931-37, de Belgique 1932-35 et de France 1934-36 que dans les exemples plus récents d'Italie 1945-48, de Belgique 1960-61, de Grèce 1963-65, de France 1968, d'Italie 1968-69 et d'Espagne en cours. Ces traits sont les suivants :

a) Des luttes d'une ampleur exceptionnelle peuvent complètement paralyser, par des grèves de masse et des grèves générales, non seulement l'économie mais encore la plupart des activités de l'appareil d'Etat bourgeois. Elles posent donc objectivement la question du pouvoir, même lorsque les masses elles-mêmes n'en ont point conscience et n'entament pas en pratique le renversement de l'Etat bourgeois. Elles sont l'expression de la crise de déclin et d'agonie du capitalisme, de la tentative instinctive du prolétariat de prendre en main la direction de la société et de la reconstruire d'après son programme socialiste.

b) La maturité des conditions historiques nécessaires à la révolution socialiste est de même révélée, par le fait qu'à l'occasion de ces explosions massives, de nombreuses couches intermédiaires se sentent instinctivement attirées par la lutte prolétarienne, se regroupent autour du prolétariat en lutte et participent à des degrés divers à son combat.

c) Ces explosions, bien qu'elles se produisent souvent soudainement et par surprise, se manifestent toujours comme l'aboutissement d'une phase de radicalisation des luttes, d'apparition de formes de luttes plus dures, d'escarmouches violentes d'une partie de la classe et de son avant-garde avec la société bourgeoise, c'est-à-dire comme l'expression d'une crise non seulement structurelle mais également conjoncturelle de la société bourgeoise.

d) Le détonateur immédiat de ces explosions peut être des plus divers : revendications économiques (1919-20 et 1925-26); crise économique aigüe (1923); brusque retournement de la conjoncture économique (1960-61); réaction à un coup de force d'extrême-droite (Espagne 1936, Grèce 1963); espoir d'un changement politique fondamental (juin 36 en France); révolte étudiante (mai 68); crise monétaire; guerre coloniale; défense des droits acquis du mouvement ouvrier (droit de grève, liberté syndicale), etc. Il serait vain de vouloir en établir par avance la nomenclature possible. Mais ce qui est à souligner, c'est que le détonateur particulier ne peut jouer ce rôle que parce qu'auparavant s'était déjà produit tout un processus moléculaire de radicalisation du prolétariat, d'accroissement de confiance en lui-même, de baisse des illusions électoralistes, d'élévation de la « température de crise » sociale et politique. En dehors de cette évolution touchant une partie importante du prolétariat, toute explosion limitée, si importante soit-elle, ne fera pas éclater des luttes englobant des millions de travailleurs.

e) Dans les pays impérialistes comme ceux d'Europe, la bourgeoisie même affaiblie, même en état de crise sociale et politique aigüe, dispose normalement de multiples ressources pour résorber des explosions objectivement révolutionnaires, si le niveau de conscience de classe du prolétariat et l'ampleur (ainsi que la capacité politique) de son avant-garde révolutionnaire sont insuffisants pour l'empêcher de le faire : manœuvres électorales (passage du gouvernement à des coalitions ou des partis de gauches); concessions économiques immédiates; répression sélective, c'est-à-dire concentrée sur la seule avant-garde ou les pointes avancées de la lutte de masse; combinaison entre plusieurs ou l'ensemble de toutes ces méthodes. Sauf dans des moments exceptionnels de guerre impérialiste et d'occupation, ou d'une crise économique exceptionnelle comme celle qui frappa l'Allemagne en 1930-33, il faut exclure l'idée que la bourgeoisie impérialiste puisse être incapable de manœuvrer ou de faire des concessions immédiates aux masses. C'est là une différence essentielle entre la situation dans les pays impérialistes et celle des pays coloniaux et semi-coloniaux.

En outre, la grande expérience politique dont dispose la bourgeoisie européenne lui a fait comprendre qu'aussi longtemps qu'elle conserve le pouvoir d'Etat et le contrôle des principaux moyens de production et d'échange, elle peut reprendre rapidement toute concession accordée à un moment de crise révolutionnaire aigüe. L'essentiel pour elle, c'est d'empêcher que ces deux instruments fondamentaux de domination ne soient entamés, c'est que le mouvement de masse reflue ou soit fragmenté. Le reste en découlera automatiquement.

f) Pour ces mêmes raisons, toute montée tumultueuse du mouvement de masse est toujours limitée dans le temps. Si la victoire n'est pas acquise, si du moins un point de non-retour, un point de rupture avec l'Etat bourgeois et les rapports de production capitalistes n'est pas acquis — c'est-à-dire si ne surgit pas une situation de dualité de pouvoir — le mouvement de masse est condamné au reflux qui est alors synonyme d'un retour au fonctionnement « normal » du capitalisme.

Le propre d'une situation de dualité de pouvoir, c'est qu'elle crée un état de fait non absorbable dans le fonctionnement normal des institutions bourgeoises. Aussi longtemps que subsiste cette dualité de pouvoir, un « retour à la normale » est impossible.

Même dans le cas de quelques défaites partielles du mouvement des masses, une épreuve de force globale entre les classes reste inévitable à plus ou moins brève échéance.

Il en découle que **l'effort principal des révolutionnaires dans le cas d'explosions de masse tumultueuses, consiste à préparer et à assurer l'apparition d'organes de dualité de pouvoir qui empêchent une récupération rapide de la montée par les rapports étatiques et économiques bourgeois, qui donnent de ce fait à la lutte de classes la forme d'une succession d'affrontements globaux et créent ainsi les meilleures conditions pour une élévation rapide de la conscience de classe et pour le renforcement rapide du parti révolutionnaire.**

Ces organes de dualité de pouvoir ne doivent pas nécessairement surgir de comités de grève, et prendre dès le départ la forme soviétique des conseils — bien que cela reste la variante la plus probable. Ils peuvent surgir d'une expérience de contrôle ouvrier qui se généralise ou — comme pendant la guerre civile espagnole — d'une expérience d'armement général du prolétariat : l'essentiel est qu'ils s'orientent vers une centralisation qui commence à assumer des pouvoirs réels de type étatique.

●

8. Dualité de pouvoir et possibilité de victoire révolutionnaire.

Dans les pays capitalistes industrialisés, les conditions principales pour la transformation d'une situation révolutionnaire ayant vu surgir des organes de dualité de pouvoir en victoire révolutionnaire sont les suivants :

a) Une mobilisation permanente de la grande majorité du prolétariat et des masses laborieuses — sous des formes et avec des initiatives spontanées qu'il est impossible d'énumérer par avance — autour des organes naissants du pouvoir ouvrier, pour leur renforcement, leur centralisation démocratique, leur protection et leur défense politique, économique et armée contre la répression de la bourgeoisie.

b) L'affaiblissement et la paralysie croissante des organes de pouvoir de la bourgeoisie, dont les moyens économiques et financiers sont de plus en plus coupés par les succès de la lutte des masses dans les entreprises, les banques, les moyens de communication, etc., et dont le personnel subalterne et moyen se sent de plus en plus attiré par la poussée révolutionnaire du prolétariat, ou du moins neutralisé dans l'épreuve de force décisive qui se prépare.

c) Le recul et la disparition rapide de toutes les illusions des masses dans des solutions intermédiaires qui, sous couvert de maintenir la dualité du pouvoir ou de combiner des formes hybrides de pouvoir, empêchent la destruction des centres de pouvoir bourgeois et préparent ainsi la liquidation des organes de pouvoir ouvrier.

c) L'existence d'une direction révolutionnaire capable de centraliser les initiatives les plus audacieuses, de suivre minutieusement les progrès de la maturation politique du prolétariat, de réunir les conditions techniques nécessaires pour l'insurrection dès que la majorité des travailleurs est fermement acquise à l'idée de la conquête du pouvoir, d'assurer les conditions psychologiques et politiques pour réduire à un minimum la volonté et la capacité de résistance de l'adversaire.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes moins développés, la force de frappe économique du prolétariat des pays industrialisés est telle, et la base sociale du pouvoir de la bourgeoisie si étroite, qu'en cas de montée révolutionnaire de la grande majorité des travailleurs, l'appareil de répression peut être initialement en partie paralysé. Cela a été confirmé dans toutes les montées révolutionnaires importantes en Europe capitaliste depuis 1919. Ce n'est qu'en profitant des manques de résolution, des hésitations, d'absence d'objectifs clairs du côté du prolétariat et de sa direction, que la réaction bourgeoise peut revenir à la rescousse une fois la première tempête passée.

L'éducation révolutionnaire de ses propres cadres militants, la propagande révolutionnaire dans l'avant-garde et l'agitation exemplaire occasionnelle auprès de masses plus larges de la part de l'organisation marxiste-révolutionnaire, doivent viser à éviter ce hiatus entre le moment initial où le mouvement de masse atteint une première ampleur maximale, surprenant et frappant de paralysie l'adversaire, et le moment où celui-ci peut regrouper ses forces et préparer sa riposte. La création d'organes de dualité de pouvoir, leur armement s'imposant comme moyen d'auto-défense, la prise en main maximum de « gages » matériels décisifs (moyens de communication, infrastructure, banques, appareil industriel) par les masses et leurs organes représentatifs, constituent le moyen le plus efficace pour limiter le prix à payer pour la victoire révolutionnaire tant sur le plan matériel que sur le plan humain.

L'idée répandue par les technocrates de droite comme de « gauche » (et quelquefois même d'extrême-gauche) selon laquelle la complexité technique de la vie économique et sociale rendrait une révolution prolétarienne sinon impossible, du moins beaucoup plus difficile à l'époque contemporaine, est théoriquement fausse et pratiquement contredite par l'expérience initiale de la plupart des montées révolutionnaires de notre siècle en Occident. Plus le mécanisme économique est complexe, plus il est vulnérable à un mouvement généralisé des masses. Plus les rouages de l'appareil d'Etat ont été « technisés », plus ils peuvent être facilement paralysés par l'action de masse. Les centres nerveux de ces rouages — centrales électriques; banques et centres de chèques postaux; antennes de télécommunication; poste-émetteurs radio-télévision; centres téléphoniques et télégraphiques — peuvent être pris en main par les travailleurs en quelques minutes et mis au service de la révolution. Leur substituer des centres parallèles ou les dégager en faveur de la réaction capitaliste exige de la part de la bourgeoisie une unité et une volonté politiques, la conservation de forces d'intervention fraîches non entamées par le processus révolutionnaire, une résolution à courir le risque d'un affrontement global avec des millions d'hommes qui lui font pratiquement toujours défaut au début d'une explosion révolutionnaire de masse.

L'expérience a de même démontré que plus le travail intellectuel est réintégré dans le processus de production par la troisième révolution technologique en cours, plus le nombre de savants, d'ingénieurs et de techniciens hautement qualifiés qui passent dans le camp du prolétariat dès le début de la révolution est élevé, assurant qu'aucun « monopole de connaissance » dans le monde bourgeois n'empêchera les travailleurs de faire fonctionner l'appareil de production et l'infrastructure au profit des masses populaires.

De même l'idée selon laquelle la bourgeoisie impérialiste et les appareils bureaucratiques réformistes et staliniens auraient tiré les principales leçons des explosions révolutionnaires du passé, et auraient ainsi rendu impossible, ou du moins de plus en plus difficile, la répétition d'explosions de ce genre, est entièrement contredite par l'expérience récente. Cette idée recouvre au fond la thèse suivant laquelle ces explosions seraient dues à quelque « erreur » commise par les gouvernements et leurs relais à la veille de l'explosion : excessive rigidité et dureté selon les uns; excessive lâcheté, propension aux reculs et aux concessions selon les autres.

En vérité, les explosions de luttes généralisées des masses ont des racines objectives profondes dans la crise sociale et politique du régime. Des « erreurs » des gouvernants peuvent contribuer à les faire éclater seulement dans ce sens qu'elles en déterminent le moment et l'occasion précises, non dans le sens de les causer ou de pouvoir les éviter à la longue. Au contraire, la phase précédant de telles explosions est en général caractérisée par l'emploi successif — ou combiné — de **toutes** les variantes possibles de politique des gouvernants, la variante répressive autant que la variante « réformiste ». C'est précisément l'usure de toutes ces variantes et l'impasse manifeste de la politique bourgeoise qui en résulte, qui sont un des facteurs déterminants du moment de l'explosion. La question revient donc à ceci : l'ampleur objective de la crise des rapports sociaux capitalistes est-elle telle que **malgré** toutes les leçons du passé tirées par la bourgeoisie et les appareils réformistes au sein du mouvement ouvrier, pareilles impasses **doivent périodiquement** réapparaître ? A cette question notre réponse est **oui** sans équivoque. C'est la leçon principale de l'histoire européenne depuis 1914, liée à la nature même de l'époque, époque de crise et de déclin du régime capitaliste.

9. Les carences du facteur subjectif.

Les échecs connus jusqu'ici, soit de faire aboutir la plupart des explosions de masse dans l'Europe capitaliste en situations de dualité de pouvoir, soit de faire aboutir celle où la dualité de pouvoir était acquise (surtout l'Espagne de 1936-37, en partie l'Allemagne 1923 et l'Italie 1919-20) à la victoire révolutionnaire, ne dépendaient en dernière analyse ni de la force intrinsèque du capitalisme, ni de l'insuffisante combativité des masses. Ils ont été essentiellement fonction de **carences subjectives** : insuffisance de la conscience de classe du prolétariat et de sa direction révolutionnaire. Dans la perspective dans laquelle travaillent actuellement les marxistes-révolutionnaires en Europe capitaliste, **surmonter ces carences reste leur tâche principale.**

La nature concrète de ces carences subjectives à l'étape actuelle peut être précisée. Malgré un début de débordement des appareils bureaucratiques dans l'action, la classe ouvrière rencontre toujours de grandes difficultés à développer des formes de lutte et des organes de direction de luttes vraiment unitaires et autonomes (comités de grèves élus, assemblées générales de grévistes, fédération et centralisation des comités de grèves, etc.). Elle ne se dégage encore que marginalement d'une conception électoraliste-parlementaire de la question du gouvernement et du pouvoir (résultat autant de l'idéologie bourgeoise dominante que de trois-quarts de siècle de pratiques opportunistes et de méséducation par la plupart des organisations de masse ouvrière . La radicalisation du prolétariat prend, dans sa phase initiale, la forme d'une fragmentation des luttes et d'une séparation encore plus prononcée entre les couches mino-

ritaires prêtes à des actions « dures », et la majorité qui continue à suivre les appareils. Les masses ouvrières et même une partie de l'avant-garde ne font pas encore une distinction claire entre des objectifs de lutte réformistes, intégrables et assimilables dans le cadre du régime capitaliste, et des objectifs réellement transitoires et anti-capitalistes, qui aboutissent à la création d'organes de dualité de pouvoir. Pour la grande majorité des travailleurs, la question de l'armement du prolétariat, et du désarmement de l'appareil de répression officiel et para-officiel de la bourgeoisie, reste un problème abstrait et théorique, dont ils n'ont pas vraiment conscience en tant que nécessité indispensable sur le chemin de la prise du pouvoir.

Cette lacune de conscience ouvrière a été considérablement alimentée par l'abandon par les partis réformistes de toute propagande anti-militariste et de toute éducation sur la question de l'armement nécessaire du prolétariat.

Nous rejetons les deux illusions parallèles qui ont jusqu'ici dévoyé ou étouffé tant de projets révolutionnaires dans l'histoire des pays impérialistes : l'illusion spontanéiste, opportuniste et suiviste d'une part; l'illusion sectaire, propagandiste et ultimatiste d'autre part.

Les spontanéistes ont l'illusion que, par la logique même de leur lutte, les masses ouvrières finiront par éliminer les carences subjectives qui ont dans le passé empêché la victoire de toutes les montées révolutionnaires dans les pays capitalistes industrialisés. L'amplification et la généralisation des luttes ouvrières crée la précondition pour une élévation rapide de leur conscience de classe; mais elle n'assure point automatiquement celle-ci. Il n'y a aucune raison de supposer que des masses éduquées pendant des décennies dans un esprit de respect du parlementarisme bourgeois et de la « voie électorale au socialisme », se transformeront comme par enchantement en adeptes de la théorie léniniste de l'Etat, du seul fait qu'elles déclenchent une grève générale. Il est encore plus improbable que des masses, frustrées de toute éducation politique de classe pendant des décennies, seront miraculeusement capables, du seul fait de l'occupation des entreprises, de formuler un programme cohérent de revendications transitoires et de mener à bien la lutte pour ce programme, contre toutes les manœuvres de la bourgeoisie et des appareils réformistes.

A l'opposé, il n'y a aucune raison de supposer que, du seul fait de sa croissance numérique, de la diffusion plus large de sa presse, une organisation révolutionnaire d'avant-garde réussisse à élever la conscience de classe de couches entières du prolétariat — pour ne pas dire de sa majorité — au moyen de l'éducation et de la propagande. Seuls des individus peuvent assimiler des idées en fonction de lectures ou de l'étude. Les masses ne les assimilent qu'en fonction d'expériences de lutte. Toute propagande révolutionnaire coupée des expériences de lutte réelles du prolétariat — sous prétexte que celles-ci sont trop élémentaires, réformistes, « purement » économiques, etc. — se condamne par avance à rester sans effet sur le cours de l'histoire.

En définissant l'obstacle, on voit mieux la façon de le surmonter. Ce qui rend **objectivement possible** l'élimination progressive des carences subjectives du prolétariat, c'est l'ouverture d'une période de luttes qui vont en s'amplifiant, qui posent de plus en plus de problèmes sociaux, qui sont donc de nature à politiser des couches plus amples du prolétariat et des masses laborieuses, qui se déroulent dans des conditions de recomposition progressive du mouvement ouvrier, c'est-à-dire de modification des rapports de force entre l'avant-garde et les directions traditionnelles, tant au sein du mouvement de masse qu'au sein des organisations traditionnelles elles-mêmes. Cette recomposition progressive du mouvement ouvrier ne doit d'ailleurs pas nécessairemest coïncider avec sa restructuration organisationnelle, bien qu'elle finira toujours par provoquer celle-ci, ne fût-ce que partiellement.

Ce qui rend **subjectivement réalisable** la solution de la crise du facteur subjectif, c'est à la fois l'orientation globale (programmatique, stratégique et tactique) correcte de l'organisation marxiste-révolutionnaire, son renforcement organisationnel et politique, c'est-à-dire son implantation progressive dans la classe, et la crédibilité croissante de sa propagande et de son agitation en fonction de leur impact politique global et de leurs succès ponctuels initiaux.

Il y a donc une dialectique entre la radicalisation et la politisation des luttes ouvrières, l'expansion de l'avant-garde à caractère de masse, le renforcement des marxistes-révolutionnaires en leur sein, leur participation croissante aux luttes ouvrières, les échos de leur propagande révolutionnaire générale et de leurs initiatives pratiques pour multiplier les expériences d'auto-direction des luttes ouvrières et d'orientation de celles-ci vers des revendications transitoires. C'est par cette dialectique que les verrous sur la voie de la révolution socialiste sauteront progressivement l'un après l'autre. C'est une dialectique d'intervention active et de ferment programmatique, d'initiatives d'action et d'éducation de masse par la propagande révolutionnaire débouchant sur l'action.

●

10. Conditions de la victoire révolutionnaire.

A la lumière de tous ces enseignements de l'expérience historique, l'importance que revêt pour une victoire de la révolution prolétarienne, une phase préalable de dualité de pouvoir apparaît comme décisive pour surmonter les deux aspects de la carence du facteur subjectif : l'insuffisance de la conscience de classe du prolétariat et la faiblesse de sa direction révolutionnaire. Car c'est précisément grâce à l'expérience de la dualité du pouvoir que les masses encore sous l'emprise des traditions et des directions réformistes en Europe capitaliste, peuvent se libérer dans leur majorité de ces entraves et peuvent commencer à suivre une direction marxiste-révolutionnaire.

Cela présuppose évidemment :

— que celle-ci ait déjà largement dépassé un seuil initial d'accumulation de cadres, d'implantation dans la classe ouvrière, de capacité d'intervention dans la lutte de classe et de crédibilité au sein d'une avant-garde large, avant même l'avènement de la phase de dualité du pouvoir;

— qu'elle ait préparé ses cadres aux problèmes de la lutte pour la conquête de la majorité des travailleurs et à ceux de la conquête du pouvoir, et qu'elle ait mené une propagande systématique au sein d'une avant-garde plus large en faveur de la conquête révolutionnaire du pouvoir, contre toutes les illusions réformistes, gradualistes, électoralistes et putchistes;

— qu'elle applique audacieusement les parties du programme de transition particulièrement aptes à arracher en sa faveur aux directions bureaucratiques du mouvement ouvrier le contrôle sur la majorité des masses, notamment l'agitation pour le front unique;

— qu'elle étende non moins audacieusement, au moyen de l'agitation pour des revendications transitoires appropriées, son aire d'influence prépondérante au sein de couches sociales potentiellement alliées du prolétariat (paysannerie laborieuse, couches techniciennes salariées, etc.);

— qu'elle comprenne à fond le rôle décisif de l'initiative révolutionnaire centralisée pour mener à bien l'insurrection armée, appuyée sur la majorité de la population laborieuse.

Il est extrêmement improbable que ces tâches passent au stage de l'agitation et de la mise en pratique avant la naissance d'organes de dualité du pouvoir, c'est-à-dire avant l'apparition d'une situation révolutionnaire au sens précis du terme. Dans des pays à mouvement ouvrier organisé puissant de traditions et de racines très profondes au sein du prolétariat, le passage de la majorité du prolétariat à une organisation révolutionnaire est impossible, en dehors d'une telle phase. Croire qu'il suffise que les masses fassent une nouvelle expérience avec un gouvernement réformiste ou travailliste pour qu'elles passent brusquement par centaines de milliers à des groupes révolutionnaires encore petits, en dehors d'une crise révolutionnaire extrêmement aigüe se manifestant précisément par la naissance d'organismes de dualité de pouvoir, est une illusion gradualiste qu'il faut résolument écarter.

●

11. Nos tâches politiques centrales.

Les tâches politiques centrales que les organisations marxistes-révolutionnaires ont à accomplir dans l'étape présente découlent de toute l'analyse précédente. Ce sont des tâches dont l'accomplissement stimule la dialectique des luttes de masse et de l'élévation de la conscience de classe esquissée au point 9, (et qui se placent dans le cadre de la centralité de l'intervention dans la classe ouvrière).

a) Intervenir systématiquement dans toute agitation ouvrière, dans toutes les grèves et les campagnes revendicatives, en posant la problématique d'ensemble du programme de transition, en défendant une série de revendications axées sur les mots d'ordre de contrôle ouvrier qui ont aujourd'hui une place de plus en plus centrale et qui mènent les travailleurs à contester objectivement l'autorité du patronat et de l'Etat bourgeois et à créer des organes de dualité de pouvoir — en développant la pro-

pagande et l'agitation sur les tâches de l'autodéfense ouvrière.

b) Apouyer les luttes quotidiennes des masses pour toutes les questions revendicatives, même les plus modestes dans la mesure où ces luttes éduquent les travailleurs à la recherche des solutions par l'action directe et l'initiative des masses, et les poussent à amplifier et à généraliser leurs combats.

c) propager et généraliser les revendications surgies des luttes de masse elles-mêmes, et qui soit sapent les fondements même de l'économie de marché, soit propulsent puissamment la solidarité et l'unité de toutes les couches du prolétariat : augmentations égales pour tous, contre l'accélération des cadences, pour des services publics gratuits et de qualité, etc.;

d) stimuler, propulser, amplifier et, dès que possible, généraliser les exemples d'auto-organisation des luttes (comités de grèves, démocratiquement élus, assemblées générales de grévistes, délégués d'atelier démocratiquement élus et révocables à tout instant, conseils de délégués d'atelier, etc.) qui sont la grande école préparatoire à l'émergence d'organismes de type soviétique. Dans certaines conditions, là où le taux de syndicalisation est extrêmement élevé et la démocratie ouvrière à la base réelle, il n'est pas exclu que de tels organismes coïncident avec des structures syndicales de base.

e) Assurer une propagande systématique sur les revendications transitoires dans le mouvement ouvrier organisé et orienter sa recomposition pour faire adopter ces revendications — surtout celles du contrôle ouvrier et de l'autodéfense ouvrière — par des secteurs du mouvement syndical et des organisations ouvrières traditionnelles en voie de radicalisation.

f) Organiser la propagande et l'agitation sur l'unité de la classe ouvrière et mener une lutte systématique pour la totalité et les mêmes droits politiques et syndicaux pour tous ceux qui travaillent dans un même pays, en inscrivant cette lutte dans le cadre de batailles d'ensemble de la classe ouvrière contre les licenciements, le chômage, etc. Organiser la solidarité avec les travailleurs immigrés dans les luttes contre les formes spécifiques d'exploitation et de discrimination qui les touchent.

Combattre radicalement toutes les formes de racisme et de xénophobie, arme de division entre les mains du patronat. S'il faut soutenir les mouvements d'auto-organisation des travailleurs immigrés et des communautés surexploitées (habitant des ghettos où la bourgeoisie les a rejetés) comme expression d'une première défense face aux attaques racistes et aux multiples discriminations, il faut s'efforcer d'organiser la jonction la plus rapide avec l'ensemble du mouvement ouvrier afin d'éviter des phénomènes suscitant une division accrue au sein de la classe ouvrière.

g) Organiser une propagande internationale axée sur la solidarité avec les luttes anti-impérialistes des continents « sous-développés » sur la solidarité avec des luttes dans d'autres pays d'Europe et sur la solidarité avec les luttes anti-bureaucratiques des travailleurs, des étudiants et des intellectuels des Etats ouvriers bureaucratisés.

h) Développer une intervention systématique contre toute discrimination à l'égard des femmes (y compris dans nos rangs et au sein des organisations ouvrières) ; être partie prenante des luttes contre l'oppression des femmes dans le sens d'une mise en évidence des clivages de classe, d'une accentuation de la claire prise de conscience anti-capitaliste de ces femmes à partir des thèmes-mêmes qu'ils les ont sensibilisées ; mettre l'accent sur l'auto-organisation, l'action directe, l'unité de la classe ouvrière, tout en s'efforçant de mettre en évidence à travers ces luttes la faillite et les carences des directions réformistes et staliniennes.

i) Eduquer systématiquement l'avant-garde ouvrière et des couches ouvrières plus amples dans une conception non-électoraliste et non-parlementaire de la question du pouvoir. Utiliser la propagande pour le mot d'ordre de gouvernement des travailleurs — y compris dans sa forme concrète de gouvernement des organisations ouvrières, qui peut être d'actualité à des moments précis de la conjoncture politique — avant tout dans le sens de **gouvernement issu des luttes et des actions de masse.** L'utilisation de ce mot d'ordre au cours de périodes électorales doit être strictement circonstanciel et dépendre de conjonctures particulières, sinon elle risque d'aller à l'encontre d'un des buts essentiels à atteindre : la destruction systématique des illusions électoralistes et de l'idéologie réformiste.

j) Prendre des initiatives untiaires **crédibles** : initiatives d'unité d'action immédiate de toute l'avant-garde, sur des objectifs où cette unité d'action est objectivement nécessaire et possible malgré les divergences politiques et idéologiques qui la traversent (cf. obsèques de Pierre Overney en France) ; propagande de front unique avec les organisations traditionnelles, lorsqu'un seuil a été franchi dans les rapports de forces au sein du mouvement ouvrier; propagande de front unique des organisations traditionnelles entre elles lorsque la nécessité objective s'en présente (lutte contre la menace fasciste ou de dictature bonapartiste; défense du droit de grève et des libertés ouvrières; défense de grèves importantes que la bourgeoisie cherche à écraser, etc...).

Défendre au sein des organisations de masse la nécessité de détachements ouvriers de combat et de milices ouvrières.

Impulser une activité anti-militariste vigoureuse qui passe par le développement d'une propagande permanente contre l'armée bourgeoise parmi la classe ouvrière et la jeunesse civile, et la diffusion d'une propagande révolutionnaire et l'organisation d'un travail communiste au sein même de l'armée, notamment dans les pays où existe le système de conscription.

k) Eduquer systématiquement — à l'aide de la propagande mais aussi et surtout à l'occasion d'actions, d'incidents, d'événements concrets, à valeur pédagogique évidente — l'avant-garde ouvrière et des couches ouvrières plus larges dans la nécessité de l'auto-défense armée contre la violence extra-légale (bandes fascistes, bandes patronales armées, polices parallèles, briseurs de grève) et légale (police, gendarmerie et armée) du Grand Capital. Relancer une propagande anti-militariste, y compris au sein même de l'armée bourgeoise.

l) Propager systématiquement notre « modèle » du socialisme, notre conception de la démocratie socialiste, de l'Etat des conseils ouvriers (conseils des travailleurs), de l'autogestion démocratiquement centralisée (planifiée), de l'organisation consciente du dépérissement graduel et par bond des catégories marchandes, de la poursuite de la lutte consciente après la prise du pouvoir, pour la transformation radicale des rapports humains dans tous les domaines de la vie quotidienne, en particulier la lutte contre les valeurs et institutions patriarcales persistantes, modèle qui a une double fonction mobilisatrice dans les conditions actuelles : une fonction anti-capitaliste et une fonction de renforcement de l'avant-garde par rapport aux appareils réformistes et staliniens, ainsi qu'une fonction de préservation du futur pouvoir soviétique contre les déviations bureaucratiques.

Ces tâches politiques centrales constituent un projet cohérent. Son but est d'assurer que lors d'une explosion de masse (grève de masse politique; grève générale avec occupation d'usines), quel qu'en soit l'occasion ou le détonateur, il y ait suffisamment de cadres ouvriers révolutionnaires dans les entreprises, avec suffisamment d'influence et de prestige, suffisamment de rayonnement politique de l'organisation marxiste-révolutionnaire, et suffisamment d'expérience de lutte accumulée par des couches ouvrières plus larges, pour que des organes de dualité de pouvoir surgissent dans les principales entreprises et régions du pays, se fédèrent rapidement dans un système de dualité de pouvoir (système soviétique, même si son nom et ses origines peuvent être des plus divers), et pour que la logique d'une situation révolutionnaire puisse ainsi se dérouler à tous les niveaux dans toute sa plénitude. Nous travaillons, en d'autres termes, avec la conviction que tous les succès accumulés aujourd'hui dans l'implantation des marxistes-révolutionnaires dans la classe, dans la propagande pour les revendications transitoires, dans la recomposition du mouvement ouvrier, produiront d'ici quelques années une amélioration cumulative et qualitative des conditions nécessaires à la généralisation d'un système d'organes de dualité du pouvoir.

3.LES PROBLEMES CENTRAUX DE LA CONSTRUCTION DES SECTIONS DE LA IVe INTERNATIONALE EN EUROPE A L'ETAPE PRESENTE

12. Trois orientations prédominantes dans la construction du parti.

La forme de construction du parti à laquelle correspondent les tâches centrales de l'étape présente — conquête de l'hégémonie au sein de l'avant-garde à caractère de masse, transformation de nos sections de groupes de propagande en organisations en voie d'implantation dans le prolétariat et particulièrement à l'étape présente. Elle n'est ni celle de l'entrisme, ni celle de la croissance par recrutement immédiat de larges masses, qui peut devenir valable à une étape suivante.

Ces trois orientations prédominantes différentes de construction du parti — considérées chaque fois de façon non-mécanique, c'est-à-dire en combinaison avec diverses formes transitoires, telles que la fraction au sein d'organisations de masse, des organismes d'accueil pour les sympathisants et les contacts, etc. — correspondent fondamentalement **à trois perspectives objectives sur la forme prédominante de la radicalisation.**

La tactique entriste de construction du parti révolutionnaire partait de l'hypothèse que le processus de radicalisation — de formation d'une nouvelle avant-garde à caractère de masse — s'opérait pour l'essentiel au sein des organisations de masse traditionnelles. Une telle hypothèse s'est avérée exacte en Europe capitaliste pendant la période allant du début des années 50 au début des années 60 (gauche bevaniste, puis tendance Cousins au sein du Labour Party britannique; Jeunesses Communistes et tendance Ingrao au sein du PC italien; tendances oppositionnelles et UEC au sein du PCF; gauche social-démocrate au sein de la SFIO aboutissant au PSA et au PSU; tendance Renard au sein du mouvement ouvrier belge; gauche syndicale et opposition communiste aboutissant à la formation du S.F. au Danemark, etc...).

La forme de construction du parti révolutionnaire correspondant à un espoir de recrutement immédiat de larges masses part de l'hypothèse que ce parti représente déjà en lui-même un pôle d'attraction suffisant pour les travailleurs et les intellectuels radicalisés, les attirant directement vers lui, par sa propagande, son agitation et son activité (y compris ses activités de front unique), des tendances entières rompant avec les organisations traditionnelles pour le rejoindre. Une telle situation, conforme en gros à celle qui a surgi pour les Partis Communistes d'Europe Occidentale soit au début des années 20, soit vers 1934-35, soit au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'existe aujourd'hui encore pour aucune organisation révolutionnaire de ce continent.

La tactique de construction du parti révolutionnaire qui se trouve à la base de notre orientation actuelle en Europe capitaliste se fonde sur le fait que le processus de radicalisation se déroule principalement en dehors des organisations traditionnelles, mais qu'il ne s'effectue pas encore autour d'un parti marxiste-révolutionnaire, comme pôle et qu'il produit aussi des répercussions importantes — qui peuvent même devenir quantitativement décisives à une étape suivante — au sein des organisations traditionnelles. Mais ce sont déjà les initiatives et l'activité générale des organisations marxistes-révolutionnaires qui sont, à l'étape présente, déterminantes pour les succès de l'ensemble de ce processus de radicalisation, tant celui qui s'opère à l'extérieur que celui qui s'opère au sein des organisations traditionnelles.

Cette tactique est fondée sur une analyse dialectique du rapport à première vue délicat et même contradictoire entre les besoins de clarification, de regroupement et de renforcement de l'avant-garde, et le rythme de progression des masses qui suivent encore en gros les organisations traditionnelles. Nous avons déjà souligné le fait fondamental que le premier processus est aujourd'hui, à plus long terme, déterminant pour le second également. Il ne se produira pas de ruptures décisives amples au sein des organisations traditionnelles sans l'apparition de pôles de cristallisation suffisamment crédibles et forts à l'extérieur de ces organisations.

Il faut ajouter un facteur important qui permet de réduire la nature contradictoire des tâches de l'étape présente, voire de résoudre cette contradiction à moyen terme : à savoir qu'en plus de la modification graduelle des rapports de forces entre les appareils bureaucratiques traditionnels et l'avant-garde se produit également une modification des rapports entre les partis traditionnels et les masses qui continuent à les suivre. Ces rapports sont aujourd'hui beaucoup plus complexes qu'au cours de la période de l'après-guerre. Les amères expériences passées ne sont pas effacées de la mémoire des travailleurs. Le nombre de travailleurs britanniques qui restent convaincus — après l'expérience de quatre gouvernements travaillistes d'après-guerre — que Wilson & Co veulent introduire le socialisme par la voie parlementaire, est devenu fort réduit.

Quant aux ouvriers français et italiens, leur scepticisme quant à la possibilité d'arriver au socialisme par la voie parlementaire ne concerne pas seulement les PS, mais encore dans une proportion croissante, les PC.

Une analyse plus précise des rapports spécifiques des masses ouvrières avec les partis ouvriers traditionnels est nécessaire pour chaque pays capitaliste d'Europe. Elle montrera en tout cas que si le décalage entre le niveau de conscience de l'avant-garde et celui de masses plus larges est encore important, il l'est pourtant moins que ne le font apparaître des fidélités électorales et des réflexes de moindre mal. Le décalage entre la capacité de dépasser dans l'action les limites du réformisme et du néo-réformisme des PC de la part de l'avant-garde et celle de masses plus larges est à son tour plus réduit que le décalage entre les deux niveaux de conscience. C'est à partir de l'analyse de ces processus concrets que la tactique de construction des partis révolutionnaires qui correspond à l'étape actuelle de la radicalisation des travailleurs prend tout son sens.

●

13. Développement inégal de la radicalisation.

De même qu'il faut attacher une importance primordiale à la dialectique « radicalisation de l'avant-garde — radicalisation de masses plus larges », la dialectique de la radicalisation des différentes couches de la population disponibles pour l'action révolutionnaire revêt une grande importance pour la construction de nos organisations. Cette dialectique, qui se reflète dans la dialectique des secteurs d'intervention, comprend les éléments suivants :

a) pendant la phase initiale de la crise sociale actuelle, la radicalisation politique la plus ample s'est produite en milieu étudiant et lycéen. Indépendamment des hauts et des bas du mouvement étudiant et lycéen à proprement parler — c'est-à-dire axé sur des problèmes sociaux et matériels spécifiques à ce milieu — une large avant-garde extrêmement politisée s'est cristallisée dans ce milieu de la jeunesse scolarisée, tournée vers les problèmes politiques généraux, en premier lieu des problèmes de solidarité avec la révolution coloniale et les mouvements anti-impérialistes de par le monde.

Après Mai 68 et, de manière plus générale, avec la remontée des luttes ouvrières dans toute l'Europe, un tournant fondamental s'est produit dans ce milieu. Ce dernier se détermine aujourd'hui en premier lieu en fonction de l'intervention dans les luttes ouvrières, et des perspectives de ces luttes. Vu l'aggravation de la crise globale de la société et de l'institution universitaire, il reste possible et nécessaire de politiser les nouvelles générations de jeunes scolarisés au moyen de la propagande et d'actions anti-impérialistes, anti-capitalistes, anti-bureaucratiques.

Les revendications propres du milieu étudiant et lycéen continuent à fournir un ferment d'agitation et d'organisation qui peut radicaliser des couches moins politisées. Mais la capacité des marxistes-révolutionnaires d'amener ces couches à une vision globale du programme et du parti révolutionnaire est fonction de l'activité d'ensemble de l'organisation marxiste-révolutionnaire, de ses initiatives politiques et de l'ampleur et de l'efficacité de son intervention en milieu ouvrier.

Dans les conditions actuelles de recomposition du mouvement ouvrier, d'expansion de l'avant-garde et de politisation croissante, il est de plus en plus facile de passer de la lutte contre la politique universitaire du pouvoir à la défense de la totalité du programme marxiste révolutionnaire.

b) Le phénomène le plus important est celui de la radicalisation de la classe ouvrière. Il s'agit cependant d'un phénomène inégal. La combativité croissante de la classe ouvrière n'est pas accompagnée d'une politisation correspondante de celle-ci. Il faut bien distinguer en effet les travailleurs combatifs capables lors d'une lutte de déborder les appareils réformistes qui dans leur majorité ne s'engagent pas durablement dans le combat révolutionnaire anti-capitaliste. Une grande partie de ces travailleurs combatifs reste sous l'influence des appareils réformistes. Une petite partie, souvent composée de jeunes ouvriers récemment prolétarisés, exprime plus un sentiment de révolte puissant qu'une prise de conscience de classe anti-capitaliste. Seule une minorité franchit à travers les luttes le pas durable vers la nouvelle avant-garde large. L'avant-garde ouvrière large elle-même, pour les raisons déjà mentionnées, est extrêmement différenciée entre :

1) des cadres syndicaux reconnus dans l'entreprise, dirigeants des luttes de masse, échappant pratiquement à l'emprise des directions bureaucratiques, mais qui restent fortement marqués par des décennies d'hégémonie et de trahison réformiste et ne sont pas prêts à s'engager facilement à l'étape actuelle dans la construction du parti marxiste révolutionnaire;

2) des dirigeants naturels des luttes produits par les 5 dernières années de remontée des luttes ouvrières, militants plus jeunes qui commencent à s'imposer dans les entreprises comme cadres de relève contestant l'hégémonie des bureaucrates syndicaux et leur disputent la direction des luttes de masse;

3) Enfin des jeunes ouvriers et apprentis dont la prise de conscience se fait prioritairement en résonnance avec la crise sociale globale et sont attirés par les groupes d'extrême-gauche, par les formes d'action radicales et les interventions sur des thèmes comme la répression sexuelle, la libération des femmes, l'armée, l'école.

A l'étape de construction de nos organisations, c'est principalement ces deux dernières catégories de militants ouvriers que nous pouvons escompter organiser dans et autour du parti. Pour cela nous devons être capables à la fois de répondre par nos campagnes politiques aux différents thèmes anti-impérialistes et anti-capitalistes susceptibles de mobiliser prioritairement mais pas seulement l'avant-garde à caractère de masse et de répondre, par notre intervention, au sein des entreprises aux exigences de la lutte de classes non satisfaites par les directions traditionnelles (forme d'organisation démocratique des luttes, défense contre la répression anti-syndicale, solidarité avec des luttes exemplaires, etc.).

c) A la périphérie de la classe ouvrière s'est produite une intense et massive mutation sociale : la prolétarisation de couches moyennes jadis indépendantes (paysans, petits commerçants, une partie des travailleurs intellectuels et des professions dites libérales). Ce mouvement tend à se parachever — fût-ce avec retard — par la mutation idéologique de ces couches qui, dans les secousses sociales prennent de plus en plus conscience de l'identité de leurs intérêts avec ceux, historiques, du prolétariat. Une mutation analogue et accélérée se produit dans les couches déjà condamnées depuis longtemps à vendre leur force de travail, mais en dehors de la sphère de production proprement dite, et dont la syndicalisation et l'intégration subjective dans le mouvement ouvrier progressent actuellement à un rythme accéléré dans toute l'Europe capitaliste : enseignants, employés, fonctionnaires, etc. La mutation idéologique subie par ces couches ne va pas sans renforcements passagers du réformisme, du centrisme et de l'ultra-gauchisme. Sans déplacer pour autant ses centres d'activité principaux, l'organisation marxiste révolutionnaire doit suivre attentivement la radicalisation dans ces milieux, offrir des réponses à leurs préoccupations immédiates, associer leurs mouvements contestataires à la lutte générale du prolétariat pour des revendications transitoires anti-capitalistes, leur offrir comme perspective son « modèle » socialiste qui répond à leurs préoccupations fondamentales, et s'efforcer d'attirer leurs éléments les plus avancés vers ses propres rangs.

●

14. Déclin des organisations centristes et restructuration dans le mouvement ouvrier.

Cette restructuration de l'extrême-gauche européenne coïncide avec deux phénomènes qui en déterminent les limites et en laissent présager la dynamique : le déclin rapide des formations centristes surgies au début des années 60 (disparition du PSIUP, décomposition du PSU en France, des VS au Danemark, déclin du PSP aux Pays-Bas, de SF en Norvège) : la reprise de l'influence des organisations traditionnelles dans un secteur non négligeable de l'avant-garde (PC en Grande-Bretagne, en Italie, social-démocratie en Allemagne occidentale et en partie en Suède).

Les marxistes-révolutionnaires luttant pour l'hégémonie politique au sein de la nouvelle avant-garde ne peuvent rejeter l'ensemble de cette extrême-gauche structurée comme totalement « ultra-gauchiste ». Ils continuent à prôner l'unité d'action des révolutionnaires sur des points précis et à des moments précis (cf. funérailles de Pierre Overney en France) quand ces objectifs coïncident avec l'intérêt réel de la classe ouvrière et de son avant-garde. Ils s'efforcent de devenir le principal pôle de regroupement de l'extrême-gauche au fur et à mesure que progresse la décantation politique grâce à la justesse de leurs analyses politiques (Chine, URSS, révolution permanente, bureaucratie ouvrière, attitude à l'égard des syndicats, revendications transitoires, organisation des luttes ouvrières, démocratie ouvrière, « modèle » socialiste, etc...) confirmée par les événements et grâce à leur implantation croissante dans la classe.

En même temps, les marxistes-révolutionnaires cherchent délibérément à combler le fossé creusé pendant la phase précédente entre la nouvelle extrême-gauche et le mouvement ouvrier organisé, dans le double but de faire peser le poids du mouvement ouvrier organisé pour réduire les risques d'une répression isolée — qui, dans ces conditions, réussirait largement — de l'extrême-gauche par l'Etat bourgeois et de faire peser le poids de l'extrême-gauche en vue de radicaliser le mouvement ouvrier en voie de recomposition. Des campagnes unitaires spécifiques, englobant des fractions importantes du mouvement ouvrier organisé et la nouvelle extrême-gauche jouent à ce propos un rôle capital. La campagne de défense de la révolution vietnamienne, la campagne de défense des victimes de la répression, la campagne de défense du droit de grève et de la liberté de négociation des salaires pour les syndicats, et d'une manière plus générale, la campagne de défense des libertés démocratiques sapées ou ouvertement attaquées par la bourgeoisie, servent le mieux ce but.

Ce rôle pivot que les marxistes-révolutionnaires cherchent à jouer entre la nouvelle extrême-gauche et le mouvement ouvrier organisé ne correspond nullement à un dessein centriste d'obtenir un strapontin au sein des combinaisons électorales ou des accords anti-bureaucratiques du type PSU ou PSIUP. Il correspond au contraire à une compréhension profonde de la dialectique de la radicalisation qui domine toute l'étape présente : l'interaction, au moyen de médiations multiples, entre la construction et l'entrée en action d'une avant-garde à caractère de masse et la radicalisation au sein des organisations traditionnelles (ce qui s'est produit et ce qui se produit en Grande-Bretagne depuis le début de la lutte contre la loi anti-grève des tories est un exemple classique à ce propos). Autant nous sommes convaincus que les bureaucraties social-démocrate, stalinienne et syndicale restent un verrou essentiel sur la voie de la révolution socialiste, qui doit sauter avec l'élévation de la conscience de classe et le renforcement de l'organisation marxiste-révolutionnaire, en fonction de l'emplification et de la radicalisation des luttes ouvrières, autant nous sommes convaincus qu'aucun parti révolutionnaire de masse ne verra le jour et qu'aucun système généralisé d'organismes de dualité de pouvoir ne pourra surgir des luttes, sans que des courants de masse ne se séparent des organisations traditionnelles sur la base de leur propre expérience. La tactique précise que les marxistes-révolutionnaires adoptent envers le mouvement ouvrier organisé, et de la justesse de laquelle ils cherchent à convaincre des fractions plus larges de la nouvelle extrême-gauche, a pour but de stimuler, de faciliter et d'orienter politiquement ce processus de polarisation et de séparation.

La période dans laquelle nous sommes entrés depuis mai 68 — avec les différences d'un pays à un autre — se caractérise par le fait que les masses tendent périodiquement à déclencher de vastes luttes débordant les organisations traditionnelles et que les initiatives de celles-ci ne sont pas indispensables à la généralisation des combats. Mais, par ailleurs, les masses ne sont pas encore aptes à projeter des solutions politiques géné-

ralisées et donc à poser la question du **pouvoir politique** indépendamment de ces organisations traditionnelles. Notre orientation d'initiatives d' « unité d'action-débordement » tient compte de ces deux volets de la réalité, évitant ainsi le double piège du suivisme opportuniste de type lambertiste et de l'isolement sectaire.

4.LE TYPE D'ORGANISATION QUI CORRESPOND AUX POSSIBILITES ACTUELLES DES REVOLUTIONNAIRES DANS L'EUROPE CAPITALISTE

15. Renouveau des sections européennes de la IVme Tnternationale.

La IVme Internationale a abordé l'étape actuelle à partir des années 67-68 avec des sections qui ont effectué en général de manière trop lente et trop rigide le tournant vers l'activité indépendante visant à acquérir l'hégémonie politique dans la nouvelle avant-garde. Ce tournant a été effectué dans les meilleures conditions partout où une organisation de jeunesse à direction marxiste révclutionnaire existait déjà de façon indépendante et où elle a pu « contourner » la difficulté que représentait une section identifiée, aux yeux de l'avant-garde, avec l'orientation entriste.

Par ailleurs, il y a un réel danger que des organisations de jeunesse ne disposant pas d'un nombre suffisant de cadres trotskystes expérimentés se laissent entraîner dans la voie d'une sous-estimation et d'une incompréhension sectaire (voire spontanéiste) du mouvement ouvrier organisé et transfèrant au sein de la IVme Internationale elle-même les pressions d'origine sociale petite-bourgeoise, qui caractérisent en grande partie la nouvelle extrême-gauche pendant cette première phase. Ce danger subsiste dans les pays où cette évolution s'est produite, ou est en train de se produire, avec plusieurs années de décalage sur les pays à avant-garde de masse la plus ample (France, Italie, Grande-Bretagne, Espagne).

Pour ces deux raisons, la IVme Internationale a opté en faveur d'une fusion assez rapide entre de pseudo-organisations de jeunesse qui se substituent en réalité à des organisations marxistes-révolutionnaires inopérantes au sein de la nouvelle extrême-gauche et les anciennes sections qui conservaient un nombre variable — mais dans la plupart des cas appréciable — de cadres trotskystes expérimentés, ancrés dans le mouvement ouvrier organisé. Cette solution pragmatique s'est avérée payante dans tous les cas où elle a été appliquée. Elle a permis un accroissement considérable de nos forces numériques, un élargissement de leur audience dans l'avant-garde à caractère de masse sans perte de position ou de prestige au sein du mouvement ouvrier organisé, bien au contraire. Elle a permis d'éviter des erreurs politiques graves, bien que des erreurs mineures soient évidemment inévitables, de par l'amplification soudaine de nos forces et de nos tâches.

La position ainsi adoptée s'oppose à la construction ou au maintien prolongé de pseudo-organisations révolutionnaires de jeunesse qui, dans un contexte donné et vu les rapports de force, continueraient à faire fonction de substituts d'organisations révolutionnaires adultes, tout en charriant de nombreuses tares typiques du milieu radical de la jeunesse scolarisée. Elle ne s'oppose pas par principe à la constitution de véritables organisations de **jeunesse,** se cantonnant dans des tâches spécifiquement jeunes grâce au rayon d'action, d'implantation et d'influence déjà acquis par l'organisation révolutionnaire adulte. L'opportunité de passer à la création d'une telle organisation de jeunesse dépend donc strictement des rapports de force, c'est-à-dire du poids déjà acquis par l'organisation révolutionnaire adulte au sein de l'avant-garde, de son implantation dans la classe et du nombre de cadres qu'elle pourrait mettre à la disposition de l'organisation de jeunesse. Aussi longtemps que le seuil de force et d'implantation à partir duquel cette création pourra être tentée n'aura pas été atteint par l'organisation révolutionnaire adulte, celle-ci s'efforcera d'organiser les structures d'accueil spécifiques au milieu jeune, mentionnées plus haut.

Un problème particulier est soulevé par la possibilité croissante que connaîtront des militants ou des sympathisants de l'organisation marxiste-révolutionnaire d'occuper des postes de direction au sein d'organisations de masse, non spécifiquement révolutionnaires, de la jeunesse (jeunesses syndicales, organisations lycéennes et étudiantes, etc...). Il faudra dans chaque cas juger de l'opportunité de tels investissements de forces en tenant compte des avantages qu'ils peuvent comporter (notamment en matière d'implantation dans les syndicats et dans les entreprises, de conquête d'influence de masse ponctuelle, de participation à la recomposition du mouvement ouvrier organisé) et des vides qu'ils risquent de créer par ailleurs (notamment la réduction du nombre de cadres à capacité dirigeante prêts à assumer des tâches de direction au sein de l'organisation ou à diriger des activités extérieures ouvertes de l'organisation).

●

16. Trois priorités dans l'emploi de nos forces.

Toute organisation révolutionnaire réduite est confrontée à une multiplicité de tâches dépassant ses forces, tâches tendant à augmenter au fur et à mesure qu'elle croît. La tâche essentielle d'une direction digne de ce nom, c'est d'établir un ordre de priorités en fonction d'analyses et de perspectives globales, et de résister aux tentations de s'en écarter de manière impressionniste, sous la pression d'opportunités nouvelles apparaissant dans tel ou tel secteur.

Certes, cet ordre de priorités doit être périodiquement revu et corrigé de manière critique, à la lumière d'un bilan des résultats atteints et des modifications éventuelles de la situation objective (la situation au sein du mouvement ouvrier organisé étant, **du point de vue des organisations marxistes-révolutionnaires** également un élément de la situation objective). Il doit aussi être combiné avec la souplesse tactique nécessaire pour profiter de brusques tournants et de brusques opportunités importantes qui peuvent s'ouvrir. Mais cette souplesse doit remplir le même rôle que celui rempli dans la stratégie militaire par l'utilisation des réserves. Elle ne peut se substituer à celle-ci, sinon il n'y aurait bientôt plus aucune orientation fondamentale, plus aucun ordre de priorités, mais un saut impressionniste d'une « ouverture » à l'autre.

De toute l'analyse précédente découlent trois priorités d'emploi de nos forces, qui sont d'ailleurs étroitement liées entre elles :

— l'accumulation primitive de forces qui permet d'accéder au seuil de l'intervention politique efficace à l'échelle nationale, sans laquelle la conquête de l'hégémonie au sein de l'avant-garde à caractère de masse est absolument irréalisable;

— la percée politique centrale, qui transforme les forces numériques accrues en une force de frappe politique révolutionnaire, évitant leur effritement dans des actions ponctuelles et sectorielles, ce qui risque d'entraîner leur absorption dans des déviations ouvriéristes, suivistes, spontanéistes, etc...,

— l'implantation croissante en milieu ouvrier et syndical, qui permet de transformer l'organisation révolutionnaire numériquement et politiquement renforcée en un facteur permanent d'élévation du niveau de conscience et d'organisation des couches ouvrières les plus combatives, en un moteur pour la préparation des futures explosions de masse et de leur aboutissement à un système d'organismes de dualité de pouvoir.

De ces priorités combinées — qui ne sont pas les mêmes qu'à l'étape précédente et qui ne sont pas encore celles de la lutte pour arracher le contrôle des larges masses aux partis traditionnels — résultent des conclusions en ce qui concerne le type d'organisation nécessaire à l'étape précédente, la disposition de ses forces, leur manière de fonctionner et d'intervenir, etc... Ces questions sont éminemment concrètes et prennent un aspect particulier pour chaque section, en fonction du point

atteint dans l'accumulation primitive des forces, dans l'acquisition d'une capacité de percée politique centralisée, dans l'implantation dans la classe. Néanmoins, un certain nombre de règles générales peuvent être dégagées des expériences des quatre dernières années :

a) A l'étape présente, vu la nature même de l'avant-garde à caractère de masse et de la nouvelle extrême-gauche, aucun progrès sérieux ne pourra être accompli par la voie de l'activisme fébrile et de l'agitation superficielle et primitive. La nécessité de démontrer notre supériorité sur le plan de l'analyse, de défendre et d'illustrer notre programme dans son ensemble, d'apparaître comme le principal centre du marxisme vivant de notre époque, est absolument primordiale. Tout ce qui ne sera pas acquis sur cette base, notamment en milieu étudiant et intellectuel, ne sera pas définitivement acquis. L'importance de la formation des cadres et de l'élaboration politique et théorique à un haut niveau en découle logiquement.

b) L'avant-garde ne reconnaît pas, n'a jamais reconnu et ne reconnaîtra jamais de « nouvelles directions révolutionnaires » auto-proclamées. Il faut **conquérir** ce statut par l'activité globale de l'organisation. A ce propos, il est vital de ne pas se leurrer et de distinguer soigneusement l'influence et le prestige qu'un militant marxiste-révolutionnaire peut conquérir au sein du mouvement de masse, en fonction de ses talents ou de ses capacités dirigeantes individuelles **en milieu spécifique**, et l'influence qu'exerce l'organisation marxiste-révolutionnaire en tant que telle sur des fractions de la classe ouvrière, sur la base de son **programme d'ensemble.** La deuxième ne découle pas de la première, bien que celle-ci soit un élément indispensable parmi d'autres, pour acquérir la seconde. L'exemple le plus frappant de cette distinction est celui du Parti Communiste de Grande-Bretagne qui, au cours des vingt dernières années, a vu des milliers de ses militants conquérir des positions prédominantes à la base des syndicats (ce qui leur a permis de diriger de grandes luttes au cours de ces trois dernières années) alors que son influence politique d'ensemble sur la classe ouvrière britannique est sans doute au point le plus bas depuis 1940.

Des organisations marxistes-révolutionnaires ayant les dimensions des sections actuelles de la IVme Internationale ne peuvent pas espérer conquérir d'un seul coup une audience politique globale au sein de la classe ouvrière dans son ensemble. Mais elles peuvent, à partir d'un certain seuil, conquérir une audience politique au sein d'une couche d'ouvriers jeunes et d'avant-garde grâce à deux instruments à privilégier à l'étape présente : l'organisation de campagnes politiques nationales soigneusement choisies, rencontrant les préoccupations de l'avant-garde trouvant un écho dans les luttes de masse parce qu'exprimant les besoins objectifs de ces luttes et démontrant une capacité d'initiative efficace, même si elle est encore modeste, de la part de nos sections; la capacité de ces mêmes sections de centraliser leurs forces au niveau régional et national, afin de briser le mur de silence et d'indifférence qui entoure certaines luttes ouvrières exemplaires et « sauvages », et de déclencher des mouvements de solidarité efficaces avec elles.

c) La présence au sein de la classe ouvrière, dans les entreprises et dans les syndicats, de milliers d'éléments oppositionnels par rapport aux organisations traditionnelles et disponibles pour des combats importants, est attestée par toute l'expérience des dernières années. Mais ces travailleurs sont éparpillés, isolés les uns des autres, souvent déçus par des expériences d'organisations nouvelles dans lesquelles ils se sont laissés entraîner à la légère, presque toujours sous la pression d'une menace de répression de la part des patrons et de la bureaucratie syndicale. Vouloir les regrouper au sein de nos sections par un coup d'éclat est illusoire. Des cas individuels mis à part, ils ne deviendront une base sociale des organisations marxistes-révolutionnaires qu'en fonction du sérieux politique et organisationnel dont celles-ci feront preuve. Ce sérieux implique notamment, en plus des tâches mentionnées plus haut, **une intervention régulière et persévérante, de longue durée, dans les entreprises et dans les syndicats, indépendamment des résultats immédiats et indépendamment des flux et des reflux de la lutte de classes.**

●

17. Direction centralisée et autonomie d'intervention.

Les priorités qui découlent de toute l'analyse ci-dessus impliquent un certain type d'organisation révolutionnaire non seulement en ce qui concerne la hiérarchie des tâches de toute l'organisation, mais encore en ce qui concerne sa structure organisationnelle propre.

Plus que jamais la force politique et organisationnelle de la direction, sa stabilité et sa continuité, sont décisives pour mener à bien les tâches de l'étape présente. Sans une telle direction, ni le choix des priorités, ni l'analyse correcte de la situation objective et de ses tendances d'évolution, ni la disposition correcte de nos forces ne pourront s'effectuer. Une croissance numérique brusque, un afflux d'un nombre élevé de militants jeunes, sans la présence d'une telle direction centrale, aboutirait rapidement à des tendances régionalistes et localistes, qui produiraient des erreurs politiques graves par généralisations abusives de situations ou de tendances particulières. Elle aboutirait également à des crises politiques graves, les exigences d'une élaboration politique centrale à haut niveau étant ressenties par tous les militants révolutionnaires en fonction même des tâches objectives de l'étape présente.

Pour toutes nos sections, la création ou le renforcement de telles directions acquiert de ce fait l'importance d'une priorité absolue, préalable à toute autre. Il ne s'agit pas de privilégier une centralisation purement administrative, mais une centralisation **politique** de type léniniste, celle qui permet de réunir l'expérience de toute l'organisation, qui permet de jauger la justesse de son analyse à la lumière de la pratique nationale et internationale, qui permet ainsi une concentration des forces au bon moment dans le secteur le plus opportun, c'est-à-dire qui permet de multiplier l'efficacité d'un nombre donné de militants, dont l'absence de direction et d'engagement centralisé réduirait par ailleurs grandement même l'efficacité individuelle.

Pareille direction politique centrale doit pouvoir disposer d'un minimum d'appareil central pour jouer son rôle, tant à l'intérieur de l'organisation qu'au sein des masses laborieuses. Elle doit se prolonger d'une part dans une série de relais régionaux et locaux, par des directions intermédiaires déjà formées ou en voie de formation. Elle doit disposer d'une presse centrale ayant un minimum d'audience, d'une infrastructure matérielle (imprimerie centrale et appareils régionaux) et financière permettant des interventions rapides dans des grèves, des mouvements de masse divers, et supportant en pratique les campagnes nationales de l'organisation.

Par contre avec la croissance de l'organisation, avec la multiplication des tâches et les priorités susmentionnées des organismes de direction, il faut viser à une autonomie d'intervention de plus en plus grande de la part des cellules, des directions locales et régionales, des commissions de travail et des fractions dans les milieux spécifiques et les luttes spécifiques, qui ne possèdent pas une résonance nationale. L'absence d'une réelle autonomie risquerait de créer des goulots d'étranglement continuels au niveau des organismes de direction et tendrait à réduire ou même à supprimer leur tâche principale, qui est celle de l'**élaboration politique d'ensemble et du choix des priorités.** Au contraire en stimulant pareille autonomie d'analyse et d'intervention à la base, l'organisation marxiste révolutionnaire se transforme en une **école permanente de dirigeants,** ce qui est par ailleurs indispensable pour devenir le noyau d'un parti révolutionnaire de masse.

La direction nationale ne peut stimuler une telle sélection de cadres intermédiaires en se substituant continuellement aux directions régionales et locales ou en intervenant sans cesse dans les commissions de travail et les tendances syndicales. Elle doit se concentrer à ce propos sur les tâches ci-dessus mentionnées de centralisation politique, et concevoir sa tâche par rapport aux cadres intermédiaires comme une tâche de **formation et de sélection,** ce qui implique bien entendu des bilans critiques périodiques. L'élargissement des Comités Centraux des sections, leur fonctionnement en tant qu'instruments d'élaboration et d'éduction politique mutuelle à haut niveau, la convocation de conférences nationales périodiques sur des sujets particuliers, l'organisation de stages de directions, contribuent à la solution de la tâche de formation de cadres intermédiaires. De même si la priorité en matière de presse réside pendant toute cette période dans la création ou le renforcement de l'hebdomadaire central de l'organisation — principal instrument d'intervention politique nationalement centralisée — la réalisation des priorités organisationnelles mentionnées plus haut crée la nécessité impérieuse, à des étapes déterminées de la croissance de l'organisation, d'un réseau de journaux d'entreprises paraissant régulièrement, complété par des organes locaux dans les régions et localités à plus forte implantation, et d'une revue théorique pour les sections dont le milieu de travail et la nature de l'organe de propagande courant rendent indispensable une analyse politique et théorique supplémentaire à niveau plus élevé, devant un public plus large. L'articulation cohérente

de tout ce système de presse est fonction des forces de l'organisation, et doit rester sous le contrôle de sa direction, quitte à la réexaminer de manière critique à des intervalles réguliers.

Des considérations analogues s'appliquent également aux problèmes financiers et à ceux de l'infrastructure matérielle. La solution des problèmes financiers centraux de l'organisation (assurer le fonctionnement adéquat de la direction nationale, la parution de l'organe central politique de la section, un minimum de permanents et d'appareil technique), est absolument prioritaire. Mais à partir d'un certain seuil, le maintien de ressources financières autonomes aux organismes régionaux, locaux et aux cellules, et l'existence d'un minimum d'appareil technique à ce niveau — à une étape suivante d'apparition de permanents régionaux et locaux — devient une condition indispensable à la capitalisation de l'influence acquise et à un nouveau progrès de l'organisation. En ce domaine aussi, la direction nationale doit veiller à un système de priorités non rigides, revues périodiquement, pour éviter que les choix ne s'effectuent par routine, sous l'effet de pressions extérieures, ou sans tenir compte des intérêts d'ensemble de l'organisation.

●

18. La lutte contre la répression.

La perspective tracée est celle d'une croissance assez rapide des organisations marxistes-révolutionnaires, dans un climat favorable à une radicalisation du prolétariat et à une fusion progressive du programme révolutionnaire avec une avant-garde de plus en plus large. C'est une perspective dont la bourgeoisie a également conscience, comme elle est consciente des risques graves qu'elle implique pour la survie de son régime et de son Etat. Il serait dès lors illusoire de croire que la bourgeoisie assistera passivement au développement et au renforcement des organisations révolutionnaires.

Les deux principaux dangers qui les menacent à ce propos sont :

a) Celui d'une **répression étatique sélective,** se dirigeant essentiellement vers l'extrême-gauche, et pouvant aller jusqu'à sa mise hors-la-loi (préparée par une campagne de « criminalisation » comme celle qui a été déclenchée en France lors du vote de la loi « anticasseurs », en Italie, autour res affaires Valpreda et Feltrinelli, en Allemagne Occidentale sous le prétexte de l'affaire Baader-Meinhof). Ce danger naît d'une conjoncture précise où la bourgeoisie juge les rapports de force encore défavorables pour déclencher une répression massive contre tout le mouvement ouvrier, mais cherche à préparer celle-ci par une répression contre la seule extrême-gauche. La riposte doit être préparée dès maintenant par la création d'un climat de solidarité généralisé contre la répression, pour la défense de toutes les libertés démocratiques du mouvement ouvrier, et par la reconnaissance de fait des organisations d'extrême-gauche comme partie du mouvement ouvrier organisé. Eviter l'isolement de l'extrême-gauche par rapport aux organisations ouvrières de masse, telle est notre orientation fondamentale pour déjouer ce premier danger.

b) Celui d'une **répression extra-légale** par des polices parallèles, des groupements patronaux privés et des bandes armées semi-fascistes. Cette arme, déjà largement utilisée par la bourgeoisie brésilienne, uruguayenne, argentine et mexicaine, est passée en Europe capitaliste par l'intermédiaire de l'Espagne franquiste et de la Grèce des colonels, et se répand aujourd'hui en France et en Italie. Il ne faut pas sous-estimer le danger d'une introduction de cette méthode de terreur dans la plupart des pays capitalistes d'Europe.

La riposte la plus efficace contre ce danger, c'est la réanimation des réflexes d'auto-défense, de préparation de milices ouvrières à partir de piquets de grève ouvriers et étudiants. Mais des initiatives d'auto-défense au niveau des organisations révolutionnaires elles-mêmes se sont déjà avérées indispensables en Espagne et en France, et peuvent le devenir demain dans d'autres pays d'Europe. Elles doivent être conçues et exécutées de manière à être comprises et approuvées par une avant-garde plus large, à renouer avec la tradition de défense anti-fasciste des organisations ouvrières et à servir de points d'appui exemplaires pour préparer des formes d'auto-défense plus massives de la part de la classe ouvrière.

L'existence de ces dangers, ainsi que la logique même de la situation objective qui peut brusquement virer vers une situation pré-révolutionnaire ou même révolutionnaire, imposent aux sections de la IV^me^ Internationale une attention toute particulière aux problèmes de sécurité et à la préparation systématique d'un appareil qui permet à l'organisation de continuer à fonctionner avec le maximum de rendement lorsque la répression impérialiste cherche à la condamner à la clandestinité. Plus efficaces seront ces ripostes et ces préparatifs, et plus la bourgeoisie hésitera à avancer dans la voie de la répression ou de l'emploi de bandes semi-fascistes.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que nos sections devront éduquer toute l'avant-garde de masse, démontrer en pratique à la bourgeoisie que le prix qu'elle devra payer pour toute tentative d'instaurer une dictature ouverte sera une guerre civile dans laquelle les deux camps en présence feront usage des armes. L'histoire a démontré que, de tout point de vue, une telle éventualité est préférable à celle d'une guerre civile institutionnalisée sous forme de dictature sanglante, dans laquelle l'un des camps tue et torture à volonté, alors que le prolétariat et les militants ouvriers, désarmés et désorientés, assistent impuissants au massacre des leurs.

●

19. Construire simultanément l'Internationale.

La construction des organisations marxistes-révolutionnaires en Europe capitaliste est indissociablement liée à la construction de la IV^me^ Internationale en tant qu'organisation internationale. Les deux tâches s'interpénètrent tant au point de vue des exigences objectives de la lutte de classes que du point de vue du renforcement spécifique du courant trotskyste au sein de l'avant-garde à caractère de masse.

L'internationalisation des luttes ouvrières est un produit tendanciellement inévitable de l'internationalisation croissante du capital. L'existence du Marché Commun, l'interpénétration internationale des capitaux, le poids des sociétés multinationales, disposant d'usines dans de nombreux pays d'Europe, les tendances à une intégration monétaire et économique encore plus avancée de l'Europe capitaliste — tous ces facteurs mettent de plus en plus à l'ordre du jour des négociations internationales de contrats collectifs, des actions revendicatives internationales et des grèves à l'échelle européenne.

Les marxistes-révolutionnaires qui avaient prévu et prédit cette évolution depuis des années ne doivent pas se limiter à appuyer ou stimuler les initiatives syndicales allant dans ce sens. Ils doivent faire un effort indispensable pour que cette internationalisation de la lutte de classe dépasse le stade purement économiste, corporatiste et sectoriel. Leur propagande pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, pour la solidarité non seulement avec des grèves économiques à l'étranger, mais encore avec les luttes politiques des prolétariats espagnol, portugais, grec et irlandais, avec les combattants anti-impérialistes d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique, avec les combattants anti-bureaucratiques des Etats ouvriers bureaucratisés, doit aboutir à des résultats organisationnels : la construction d'amples fronts internationaux de solidarité d'une part, la formation des premiers cadres marxistes-révolutionnaires, la création des premiers noyaux trotskystes et le renforcement des sections de la IV^me^ Internationale respectivement dans une série de pays d'autre part. Ils doivent également prendre des initiatives concrètes dans les secteurs où les firmes multinationales ont un poids déterminant.

Une réanimation puissante des réflexes de solidarité internationale des travailleurs joue d'ailleurs un rôle majeur dans le déroulement de la lutte de classes en Europe :

a) pour neutraliser les effets négatifs de la centralisation internationale du Capital sur l'efficacité des grèves ouvrières nationales, effets qui deviendront de plus en plus importants dans les années à venir;

b) pour accélérer l'intégration des travailleurs immigrés dans le dispositif de combat du mouvement ouvrier et pour déjouer les tentatives de la bourgeoisie d'utiliser le racisme et la xénophobie à l'égard de ces travailleurs comme arme de division du prolétariat, tentatives qui iront croissant;

c) pour préparer le prolétariat européen à s'opposer massivement à toute tentative d'intervention contre-révolutionnaire internationale contre une révolution socialiste victorieuse d'abord dans un seul pays d'Europe capitaliste, préparation qui doit être entamée à l'avance et de manière systématique, au fur et à mesure que le prolétariat renoue avec ses traditions internationalistes.

Dans le cadre général de leurs tâches générales de solidarité

envers les luttes de tous les peuples opprimés, les sections européennes de la IVme Internationale ont une responsabilité particulière par rapport à :

a) la défense de la révolution vietnamienne en maintenant un degré de mobilisation élevé de l'avant-garde pour la victoire de cette révolution, afin de neutraliser dans une certaine mesure les pressions des bureaucraties soviétique et chinoise sur la direction vietnamienne en vue d'en obtenir un compromis avec Washington:

b) la défense de la lutte irlandaise contre les tentatives de l'impérialisme britannique de l'isoler politiquement du prolétariat britannique et européen et de l'écraser militairement.

Ces tâches politiques internationalistes imposent par ailleurs aux marxistes-révolutionnaires de l'Europe capitaliste des tâches organisationnelles spécifiques : une coordination plus étroite dans le travail quotidien des sections européennes de la IVme Internationale (sur des problèmes spéciaux comme celui des travailleurs immigrés et de la solidarité anti-impérialiste et anti-bureaucratique, par des campagnes particulières à l'occasion de grèves à rayonnement international, etc...). Cette coordination demande la création d'organes **ad hoc** sous le contrôle de la direction internationale.

La coordination plus étroite du travail quotidien des sections européennes de la IVme Internationale aura notamment pour but de transformer le développement encore fort inégal des sections en développement combiné. Chaque succès sectoriel, chaque percée spécifique d'une section peut devenir un point de référence, un apprentissage et un point de départ pour des succès analogues d'autres sections. Cet effort devra aller de pair avec un effort systématique pour faire répercuter internationalement les formes les plus avancées de lutte et d'organisation ouvrière, réalisées par les couches avancées du prolétariat dans tel ou tel pays européen.

De tous les courants de la nouvelle avant-garde à caractère de masse, de tous les courants du mouvement ouvrier organisé, le courant trotskyste est le seul qui proclame la nécessité de construire une organisation internationale, simultanément à la construction d'organisations révolutionnaires nationales, qui rejette comme utopie réactionnaire à notre époque la conception suivant laquelle il faudrait d'abord construire des partis révolutionnaires nationaux puissants pour arriver ensuite — par une transformation subite dont le mystère n'a jamais été révélé — à une Internationale politiquement homogène.

Le caractère éminemment international de l'économie, de la politique, de la société, de la lutte de classe à notre époque, n'est pas une « marotte trotskyste », c'est une réalité concrète et tangible, qui s'impose toujours de nouveau à l'avant-garde et aux travailleurs conscients à travers l'épreuve des faits. Si l'internationalisme non pas platonique et littéraire, mais pratique et organisationnel, est une des caractéristiques des trotskystes au sein de l'avant-garde à caractère de masse, c'est un argument qui plaide déjà et qui plaidera de plus en plus puissamment en faveur de notre mouvement, en fonction même de la leçon des événements. Tout renforcement de la IVme Internationale, toute transformation d'une de nos sections d'un groupe de propagande en une organisation révolutionnaire capable d'initiative politique et en voie d'implantation dans le prolétariat se répercutera sur la construction et la croissance de toutes les autres sections. Dans ce sens aussi, la construction des sections et la construction de l'Internationale s'interpénètrent l'une l'autre et constituent un processus unique, non la simple addition de réussites ou d'échecs nationaux.



Résolution Sur la Lutte armée en Amérique Latine

adoptée par le congrès

1. — Pour un ensemble de raisons, précisées dans la résolution sur l'Amérique Latine du 9me Congrès Mondial, et spécifiques à cette étape pour ce continent, toute montée impétueuse du mouvement de masse doit y confronter à court terme une tentative résolue de l'armée de l'écraser et d'instaurer une dictature militaire. L'expérience depuis 1969 a entièrement confirmé la justesse de cette analyse, tant dans le cas de la Bolivie que dans celui de l'Uruguay et du Chili.

Après l'expérience de la révolution cubaine, le renforcement numérique et social du prolétariat, le contrôle des directions traditionnelles sur les couches les plus combatives, la bourgeoisie et les formations petites-bourgeoises diverses réussisent de moins en moins à canaliser des mouvements de masse explosifs. La bourgeoisie ne dispose pas non plus de ressources économiques suffisantes pour pouvoir éliminer les plus importants stimulants du mécontentement explosif des masses, ou pour pouvoir améliorer sensiblement et durablement leur sort matériel. Mais elle dispose encore de ressources politiques et militaires suffisantes pour pouvoir affronter la montée des masses par l'intervention décidée de son instrument principal, le « parti-armée ». Voilà la raison objective et spécifique de la multiplication des affrontements sanglants entre le prolétariat latino-américain et la réaction armée.

Cela ne signifie pas que la bourgeoisie est incapable de concéder de quelconques réformes économiques ou politiques (démocratiques) aux masses, ni que la dictature sanglante est la seule forme de gouvernement actuellement à sa disposition sur ce continent. Lorsque le mouvement de masse se trouve encore à un point relativement bas, la bourgeoisie peut se permettre le luxe de certaines réformes sans craindre une escalade rapide et explosive des revendications (« réformisme » militaire au Pérou pendant 5 ans, situation présente au Vénézuela). Lorsque le mouvement de masse commence à relever la tête sous une dictature, les classes possédantes peuvent préférer un régime disposant d'une certaine base populaire à un régime de gorilles, pour pouvoir canaliser pendant un certain temps la montée, éviter sa généralisation et retarder sa transformation en situation révolutionnaire (passage de la dictature de Barrientos à celle d'Ovando, puis au régime Torres en Bolivie; passage d'Ongania à Lanusse et au retour de Peron en Argentine). Mais l'élément-clé de toutes ces manœuvres reste toujours le degré de contrôle maintenu sur le mouvement de masse. Lorsque celui-ci commence à échapper à tout contrôle, l'explosivité des contradictions sociales et la polarisation rapide des forces sociales et politiques en Amérique Latine ne laissent à la bourgeoisie pas d'autre choix que celui de tenter d'écraser le prolétariat dans le sang. Dans les conditions d'une telle montée du mouvement de masse, il n'y a pas de possibilité d'un régime « constitutionnel », démocratique bourgeois, de durée tant soit peu prolongée.

Telle est la leçon essentielle du déroulement de la lutte de classe en Amérique Latine depuis le 9me C.M., confirmant de ce fait le pronostic fondamental de la résolution de ce Congrès sur l'Amérique Latine. Toute stratégie et toute tactique des marxistes-révolutionnaires qui ne part pas de cette réalité essentielle, qui esquive une réponse claire à ce propos, ou qui essaie de prôner de manière éclectique des variantes contradictoires, ne permet pas à l'avant-garde de jouer son rôle essentiel dans une telle phase : préparer les masses, leurs organisations et l'avant-garde elle-même, à l'affrontement inévitable, dès qu'un seuil déterminé de mobilisation a été atteint.

●

2. — L'orientation adoptée par le 9me C.M. exprime la conscience claire de la corrélation (analysée ci-dessus) des forces sociales et politiques dans tous les pays du continent où une montée impétueuse du mouvement de masse se produit. Elle signifie avant tout le devoir pour les marxistes-révolutionnaires :

a) de mettre constamment les masses en garde contre toute illusion d'échapper à l'affrontement armé par l'extension de leurs luttes démocratiques, économiques, etc... C'est justement l'accentuation de la mobilisation qui rend l'affrontement armé inévitable à court terme, dans les conditions sociales, économiques et politiques de l'A.L. actuellement;

b) de propager inlassablement la nécessité de l'armement général des travailleurs et des paysans pauvres dans des organismes d'autodéfense se développant en milices ouvrières, paysannes et populaires. « Armer le prolétariat et ses alliés du désir de s'armer » devient la tâche de propagande numéro 1, lorsque le coup d'Etat de la réaction s'avère probable sinon inévitable à court terme.

Aucune stratégie de conquête du pouvoir n'est par ailleurs possible si les masses laborieuses ne sont pas de même convaincues de la nécessité de la lutte armée et ne sont pas déjà passées par des expériences et des escarmouches nécessaires à ce propos. Lorsque la situation pré-révolutionnaire s'approche d'une situation révolutionnaire et lorsque l'exacerbation des contradictions de classe s'approche de son point culminant, l'incapacité du prolétariat et de son avant-garde d'adopter une orientation concrète de prise du pouvoir, s'appuyant sur l'armement des masses, implique l'inévitabilité de l'initiative sanglante et momentanément victorieuse de la contre-révolution. Tant pour des raisons offensives que pour des raisons défensives, le refus de placer la question de l'armement des masses au centre des préoccupations politiques implique donc dans ces conditions un cours vers une défaite certaine.

c) De rejeter toute illusion spontanéiste qui attend l'armement des travailleurs d'un sursaut soudain, imprévu et spontané de la base, et remet la préparation politique et pratique de l'armement jusqu'à la solution des tâches « politiques » et prétendument prioripaires (c'est-à-dire jusqu'à la veille d'une mythique insurrection générale qui ne se reproduira jamais dans ces conditions).

d) De ne pas se contenter de propagande générale et abstraite dans ce sens, mais d'entreprendre en relation avec un travail de construction de partis révolutionnaires de masse, les premières expériences à valeur d'exemple, d'engager les premières actions soigneusement calculées pour l'effet qu'elles peuvent avoir dans le sens d'élever le niveau de conscience des masses, d'accentuer leur combativité et leur volonté et capacité de s'armer elles-mêmes.

Dans une situation de montée impétueuse du mouvement de masse, l'organisation marxiste révolutionnaire doit s'engager dans cette voie dès qu'elle a dépassé un seuil minimum d'accumulation de cadres, qui lui permet d'envisager la création de détachements armés du parti, sans saper la nécessaire confluence des tâches du parti dans le domaine de la pénétration de la classe ouvrière, du travail syndical, de la propagande et de l'agitation, de la consolidation et du renforcement constant de l'organisation proprement dite, avec les tâches de ces détachements.

Dans ce sens, la création de détachements armés du parti fait partie d'une stratégie révolutionnaire d'ensemble. Elle doit remplir, en étroite liaison avec le travail de masse du parti et de façon complémentaire à lui, la fonction précise de préparer, de faciliter, d'impulser et d'accélérer l'armement de secteurs d'avant-garde des ouvriers et des paysans de plus en plus amples, c'est-à-dire la fonction de promouvoir la création de milices ouvrières, paysannes et populaires puis de contribuer à leur encadrement et leur centralisation indispensable en cas d'affrontement avec l'appareil répressif de l'Etat bourgeois (le parti devant d'ailleurs jouer le rôle d'avant-garde politique et militaire dans cette phase).

Dans une situation où les contradictions sociales sont moins exacerbées, l'organisation marxiste-révolutionnaire doit également se préparer et préparer les masses à l'affrontement armé à venir, sans pour autant que la création de détachements armés soit considérée comme la tâche centrale. Par contre, l'existence d'un appareil clandestin et l'éducation pratique des militants aux problèmes militaires demeurent une nécessité, quelle que soit la force numérique de l'organisation.

Dans une situation de répression intense (comme celle du Brésil), l'intervention politique même de l'organisation révolutionnaire nécessite une protection armée (pour assurer la distribution de tracts, la prise de parole dans les entreprises, etc.) dans la tradition bolchevique.

En aucun cas le travail militaire ne doit être conçu politiquement, comme étant autonome par rapport au travail de masse du parti.

●

3. — Lorsque l'exacerbation de la lutte de classes a abouti à une victoire temporaire de la dictature militaire et que l'expérience a démontré aux masses que la lutte efficace contre cette dictature par des moyens syndicaux, semi-légaux, routiniers, est totalement insuffisante, les conditions existent qui permettent

le début d'une résistance armée contre la dictature sous des formes diverses.

Pareilles initiatives de harcèlement militaires ne sont cependant efficaces que si :

a) les masses en comprennent la nécessité en fonction de leur expérience, qu'elles résultent en quelque sorte de cette expérience, et qu'elles reçoivent de ce fait un appui croissant d'abord politique, puis matériel de la part de ces masses;

b) la période d'affrontement entre des groupes restreints de partisans et l'armée contre-révolutionnaire ne se prolonge pas trop. Cela signifie que la guerilla comme tactique a réussi si elle fusionne avec un mouvement des masses résultant entre autres des effets stimulants qu'elle a eu sur celles-ci et du travail de masse du parti (et alors, par leur prestige politique et leurs capacités militaires, les détachements armés peuvent servir de catalyseurs pour la création de formations armées plus larges, issues des organisations de masses).

La présence d'une organisation marxiste-révolutionnaire capable de juger de manière correcte l'évolution de la situation objective et de l'état de conscience des masses, de subordonner l'emploi d'une forme de lutte déterminée à l'intérêt d'ensemble du prolétariat et de la révolution, de répercuter l'écho des actions de la guerilla au sein des entreprises, des universités, etc... et de faire converger les luttes contre l'Etat bourgeois, est nécessaire. Sans cela, la guerilla perd son efficacité et le risque est très réel de la voir se transformer de forme particulière et épisodique de la lutte armée en un fétiche auquel toutes les formes de lutte du prolétariat et de son avant-garde sont subordonnées sinon sacrifiées.

La IV^me^ Internationale rejette résolument l'illusion et la conception foquiste debrayiste longtemps encouragée par la direction cubaine; selon lesquelles l'action de noyaux restreints décidés à prendre des initiatives militaires, peut représenter une force motrice **suffisante** de la lutte révolutionnaire et remplacer aussi bien l'action du parti léniniste que la mobilisation et l'organisation des larges masses, considérées en dernière analyse comme des éléments d'appoint.

Il ne faut pas confondre l'initiative de groupes armés restreints, prolongeant la résistance des masses contre la dictature, avec une guerre civile (ou guerre de libération nationale) généralisée, du type vietnamien, résultant d'une montée révolutionnaire sous la direction d'un parti déjà hégémonique au sein des masses.

Lorsque, dans un pays d'Amérique Latine, une crise révolutionnaire ne se solde pas par une défaite rapide du prolétariat et de ses alliés, peut s'ouvrir une phase de guerre civile avec une large participation des masses aux formations armées révolutionnaires (ce qu'il ne faut pas confondre avec une initiative de groupes armés restreints). Dans le cours d'une telle guerre civile, le prolétariat et ses alliés risquent fort de se trouver confrontés à une intervention militaire disposant de ressources supérieures de la part de l'impérialisme US ou d'un de ses relais latino-américains (notamment l'armée brésilienne). La guerre civile pourrait alors prendre un aspect immédiat de libération nationale, la tendance au débordement de la guerre civile des frontières nationales à court ou moyen terme et à sa transformation en lutte à l'échelle continentale, peut résulter d'une part de cette intervention étrangère, d'autre part des répercussions qu'aurait le processus révolutionnaire sur les pays voisins où existent des mouvements de masse à un niveau élevé, et des raisons géographico-militaires. Ceci souligne la nécessité de concevoir la lutte de classes en Amérique Latine, politiquement et organisationnellement d'un point de vue internationaliste et continental.

Mais cette hypothèse présuppose, ce qui est encore loin d'être acquis dans un quelconque pays latino-américain, l'existence d'une direction révolutionnaire jouissant déjà d'un large appui de masse et capable de ce fait d'engager une résistance armée organisée sur une grande échelle contre les contre-révolutionnaires « nationaux » et internationaux.

De façon générale, malgré la maturité des conditions objectives, la faiblesse numérique et d'implantation des partis révolutionnaires et de leur préparation militaire rendent une victoire révolutionnaire à court terme peu probable en Amérique latine. Néanmoins, en cas de montée impétueuse du mouvement de masse s'approchant d'une épreuve de force décisive, les marxistes-révolutionnaires ont le devoir de se préparer politiquement et militairement à cette épreuve, et de préparer les masses dans ce sens. La lutte armée prolongée s'avère d'ailleurs comme la variante la plus probable en cas de victoire comme en cas de défaite de cette montée, l'intervention étrangère étant pratiquement inévitable dans le cas d'une victoire insurrectionnelle.

●

5. — Dans le cadre de son approche programmatique d'ensemble envers les problèmes de stratégie et de tactique que pose la montée du processus révolutionnaire dans une série successive de pays d'Amérique Latine, la IV^me^ Internationale défend une stratégie où la lutte armée prend place dans le combat pour l'ensemble du programme de transition, dans la mesure où la nécessaire mobilisation des masses pour les revendications nationales démocratiques et ouvrières de ce programme débouche elle-même de plus en plus sur l'affrontement violent avec l'armée contre-révolutionnaire, c'est-à-dire sur la question de l'armement des masses et de sa préparation politique et organisationnelle.

Cette **stratégie** fait partie de la stratégie générale de la révolution permanente dans ces pays. Aucun des problèmes fondamentaux de la société latino-américaine et de son sous-développement ne pourra être résolu sans la conquête du pouvoir par le prolétariat allié à la paysannerie pauvre. Sans une préparation systématique du prolétariat et des masses à l'armement, tout projet de lutte pour le pouvoir face au « parti armé » de la bourgeoisie latino-américaine, est irresponsable et se transforme en un traquenard sanglant.

Cette stratégie de la IV^me^ Internationale pour l'Amérique Latine fait partie de son effort central pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire par la construction de nouveaux partis révolutionnaires de masse. Sans apporter une réponse concrète aux problèmes soulevés par la montée révolutionnaire, la construction de tels partis est irréalisable.

Le caractère explosif de la lutte de classes en Amérique latine, et la dynamique qui s'en suit d'affrontement du mouvement de masse avec la réaction, a des conséquences dans la construction du parti. Ce serait une illusion que de croire que la **seule** accumulation de militants dans le cadre d'une organisation propagandiste permettrait ultérieurement d'engager **naturellement** les transformations politiques et organisationnelles nécessaires. D'où l'importance d'utiliser dès le début avec rigueur les critères bolcheviks en ce qui concerne la structure d'organisation, la sélection et la formation des militants, condition nécessaire pour que le parti puisse intervenir politiquement dans la lutte de classe, quelles que soient les difficultés imposées par la bourgeoisie.

L'expérience du Brésil, de la Bolivie, de l'Uruguay et du Chili, confirme que l'idée selon laquelle la préparation et le déclenchement de la lutte armée doivent être subordonnés aux développements de la propagande au sein de l'armée bourgeoise, qui en créerait les pré-conditions politiques, implique une incompréhension du rythme inégal du mûrissement de la conscience révolutionnaire parmi les travailleurs, les paysans d'avant-garde d'une part, et au sein de l'armée d'autre part, ainsi qu'une incompréhension des difficultés politiques, organisationnelles, et psychologiques qui président à l'éclatement de larges mutineries au sein des forces armées bourgeoises. Si d'importantes forces d'auto-défense des masses capables d'accueillir et de protéger les soldats rebelles n'existent pas à ce moment, les premiers cas larges d'indiscipline au sein de l'armée seront réprimés avec une férocité particulière et peuvent même être le signal du coup d'Etat d'extrême-droite, la bourgeoisie comprenant qu'elle ne peut en aucun cas risquer de voir se désagréger le dernier instrument politique efficace qui lui reste. La nécessaire propagande dans l'armée doit donc aller de pair avec le renforcement des détachements armés du parti et des succès croissants dans la création de détachements armés du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Par ailleurs, le cas de la majorité du PRT d'Argentine a également démontré le danger de déviations militaristes lorsque le tournant vers la création de détachements armés du parti a été effectué avec succès. Ces déviations consistent à négliger dans ces conditions les tâches indispensables d'agitation et de propagande politiques, d'élévation systématique de la conscience de classe des travailleurs, de lutte contre l'influence des idéologies réformistes, de collaboration de classe ou nationalistes petites-bourgeoises confuses, de même que les tâches de travail patient et systématique dans les entreprises pour élargir constamment l'implantation du parti dans la classe.

Ne jamais accorder la priorité absolue à un aspect de l'activité révolutionnaire mais l'intégrer dans une stratégie d'ensemble de préparation des masses à la création d'organes de dualité de pouvoir et de conquête révolutionnaire du pouvoir : telle est

la conception de la IVme Internationale à l'égard de la création de détachements armés du parti dans les conditions spécifiques où ceux-ci s'avèrent nécessaires et possibles comme dans certains pays d'Amérique Latine aujourd'hui.

●

6. — Après l'expérience cubaine où la guerilla rurale a joué un rôle décisif pour le développement de la lutte révolutionnaire, et même dans la période suivant le 9me C.M., l'Amérique Latine a connu d'autres expériences de luttes armées. Elles montrent l'urgence qu'il y a à clarifier cette question décisive de la place de la lutte armée dans notre stratégie de prise du pouvoir.

Les résolutions du Xme Congrès Mondial sur la Bolivie et l'Argentine contiennent un bilan synthétique en ce qui concerne ces deux pays.

Au Brésil, la lutte armée qui s'est développée presqu'exclusivement sous forme de guerilla urbaine menée par des noyaux très restreints, s'est soldée par un échec et par la dislocation de presque toutes les organisations qui l'avaient entreprise. Les conditions objectives se sont avérées beaucoup plus difficiles que les révolutionnaires ne l'escomptaient : en fait, la lutte fut déclenchée dans une période où la dictature se consolidait sensiblement, en écrasant tout embryon de mobilisation de masses et en assurant une base sociale relative, notamment dans des couches de la petite bourgeoisie. Du point de vue subjectif, les organisations armées ont payé à un prix élevé leur adhésion aux conceptions débrayistes et leurs déviations militaristes.

En Uruguay, déjà en 1968, la mobilisation des masses contre le régime fut à peu près unanime et dans une situation où les forces armées régulières étaient encore très faibles et très peu préparées à faire face à une confrontation généralisée. A cause de l'emprise des partis traditionnels, en premier lieu du PCU, sur les masses, le prolétariat n'eut pas une stratégie révolutionnaire de prise de pouvoir et le mouvement reflua en ouvrant la porte à la contre-attaque répressive du pouvoir. 5 ans plus tard se produisait une situation analogue. Le coup réactionnaire de Bordaberry et des militaires déclenchaient une riposte puissante avec une grève générale, des occupations d'usines et une paralysie presque complète du pays. Mais même une mobilisation d'une telle puissance n'était pas suffisante à battre l'offensive du régime qui s'était préparé à une épreuve de force militaire et qui était décidé à utiliser à fond l'appareil militaire. La seule voie aurait été l'armement du prolétariat, dans l'optique de lutte armée pour le pouvoir, l'opposition d'une force militaire de la classe ouvrière à la force de répression des classes dominantes, aidées par l'impérialisme et par ses alliés. L'absence d'une telle stratégie et des actions concrètes qu'elle aurait pu inspirer eut pour résultat que l'une des plus larges et courageuses mobilisations de masse de l'histoire d'Amérique Latine s'est soldée par un échec lamentable et l'instauration d'une dictature réactionnaire. Les événements de juillet 1973 ont marqué une défaite aussi pour le Tupamaros, due à leur carence d'élaboration d'une perspective révolutionnaire d'ensemble et leur incapacité d'apparaître comme une direction alternative, malgré la popularité gagnée par leurs actions courageuses.

La défaite enregistrée par le prolétariat chilien illustre tragiquement combien la résistance spontanée et défensive de la classe ouvrière est insuffisante pour faire échec à un coup d'Etat de ce type. Cette dure leçon confirme une fois de plus le rôle que doivent jouer l'armement du prolétariat, l'organisation et les militants révolutionnaires. La préparation du parti comme des masses au coup, et la capacité de décision à la veille ou à l'annonce du coup, peuvent seules permettre une victoire révolutionnaire.

Le lourd bilan d'échecs ne doit pas amener à rejeter en bloc les formes de lutte armée expérimentées ni à conclure en particulier, que les expériences de guerilla représentent une faillite totale. Mais la question de savoir quoi faire devant la succession de coups d'Etat militaires, l'écrasement successif de mouvements de masse des plus prometteurs dans un pays après l'autre, quoi faire aussi devant l'échec total « du foquisme » est une des questions les plus brûlantes soulevées dans le cours même de la lutte de classes en Amérique Latine.

7. — A partir d'une analyse correcte des contradictions sociales et de l'inévitabilité des affrontements sur le continent latino-américain, la résolution du IXme C.M., tout en amorçant un tournant correct, a commis des erreurs d'analyses et de perspectives en sous-estimant notamment la possibilité pour la réaction d'écraser le mouvement des masses pendant une longue période (Brésil) ou de le maintenir assez longtemps à un palier contrôlable (Pérou).

Mais surtout elle procédait à de dangereuses extrapolations : « L'Amérique Latine est donc entrée non seulement dans un sens historique mais dans un sens conjoncturel, plus direct dans une période de conflit révolutionnaire, de lutte armée à différents niveaux contre les classes dominantes indigènes et l'impérialisme, de guerre civile prolongée à l'échelle continentale ».

De telles formules ne permettent pas de faire la distinction pourtant fondamentale entre une situation de guerre civile embryonnaire; dans laquelle se développent des actions de guerilla et une situation de guerre révolutionnaire proprement dite. Distinction que le PRT argentin n'a jamais faite — puisqu'il a carrément considéré la guerre déclarée et en a fait le cadre de son activité pour la construction de l'ERP notamment. A cela s'ajoute l'importance prise dans la résolution par la notion de « stratégie de lutte armée ». La formule peut s'expliquer par la nécessité de souligner les différences existantes entre l'Europe et l'Amérique Latine du point de vue de la construction du parti. Mais la notion de « stratégie de lutte armée » est équivoque et en aucun cas ne donne les instruments nécessaires à une élaboration précise pour une section en Amérique Latine.

En fait, la seule indication explicite qui ressort de la résolution du IXme C.M. sur l'application de cette « stratégie de lutte armée » est l'axe de la guerilla rurale, axe auquel est donné « une signification géographique et militaire », ce qui revient à considérer son développement comme relativement indépendant du substrat social que pourrait lui fournir dans certains pays la question agraire. La perspective politique de cette guerilla déracinée ne peut se comprendre que si l'on prend au sérieux la signification « conjoncturelle » de « la guerre civile prolongée à l'échelle continentale ». C'est dire que l'intensité des affrontements de classes pose objectivement pour les masses un problème militaire directement assumé, que la guerre civile est déjà plus qu'un embryon.

●

8). — L'orientation du IXme C.M. repose en partie sur la tactique unitaire du mouvement trotskyste envers le courant castriste né sous l'impact de la révolution cubaine et qui avait culminé politiquement en 1967 avec la réunion de la conférence de l'OLAS. La résolution du IXme CM pose comme tâche : « l'intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'OLAS, ce qui implique au-delà des formes, intégration dans le front révolutionnaire continental que l'OLAS constitue ». Or, au printemps 69, l'OLAS comme organisation n'existe guère que sur le papier. Ce qui subsiste ce sont les relations bilatérales de l'Etat cubain avec les mouvements révolutionnaires latino-américains. La différence est importante. Car si la trajectoire de la direction cubaine n'est pas alors aussi dessinée qu'elle peut l'être aujourd'hui, la courbe est bel et bien amorcée avec les positions sur la Tchécoslovaquie, la France et le Mexique. Il est possible de prévoir que l'aide de Cuba aux mouvements révolutionnaires sera de plus en plus politiquement conditionnelle. Cela veut dire que le rapport unitaire avec le courant castriste, qui reste une question centrale, suppose dès lors une bataille politique seule capable d'affermir les sections de la IVme face à des pressions inévitables.

Les insuffisances, les erreurs dans l'analyse des conditions et des formes de la lutte armée s'expliquent en grande partie par la faiblesse de notre mouvement en Amérique Latine à l'époque du IXme C.M. dans la réalité socio-économique.

Cette donnée, pourtant essentielle, est d'ailleurs absente dans la résolution du IXme C.M.

Elle ne s'arrêtait en effet pas sur les conséquences de son analyse générale quant aux modalités de développement de nos sections. Ceci a eu pour conséquence la sous-estimation du saut qualitatif que devaient faire — et doivent faire — des groupes encore essentiellement propagandistes pour assumer les tâches de la période.

La résolution approuvée par le IXme Congrès Mondial, affirmant l'actualité de la lutte armée en Amérique Latine, est un acquis de notre mouvement. Elle comble en effet un retard important, en tirant les implications générales pour nos sections de la nouvelle situation surgie sur le continent, après la victoire de la révolution cubaine. Elle a cependant laissé ouvertes quelques questions essentielles, et contient certaines erreurs graves mentionnées ci-dessus, et dont il faut faire l'autocritique.

Ces lacunes et ces erreurs n'ont pas seulement interdit à la

résolution du IXme Congrès Mondial de définir pleinement notre stratégie de prise du pouvoir (en ne clarifiant pas les notions de « guerre révolutionnaire prolongée », le rôle d'insurrections, le concept d'armée révolutionnaire et d'organes de double pouvoir, de situation prérévolutionnaire et celui de la crise révolutionnaire, les notions de guerilla urbaine et rurale, etc.). Elles ont ainsi ouvert la porte à des polémiques quelquefois stériles, en permettant à un courant de l'Internationale, qui se refuse encore à tirer les leçons nécessaires de toutes les défaites sanglantes de mouvements de masse désarmés ou surpris par l'initiative de l'armée en Amérique Latine, de concentrer son feu sur de fausses cibles, et d'estomper le contenu essentiel du débat, avec des conséquences négatives non seulement pour la vie interne de l'Internationale, mais aussi et surtout pour l'armement politique et organisationnel des sections en Amérique Latine. A la lumière des expériences successives du Brésil, de la Bolivie, de l'Uruguay, du Chili, il est grand temps de ramener la discussion à ses termes et alternatives réels. Tel est le but de la présente déclaration.

Cette résolution n'a pas la prétention de régler la totalité des questions de la lutte armée pour le pouvoir. Il revient à nos sections et groupes en Amérique Latine, sur la base de l'orientation du Xme Congrès mondial, en tirant les enseignements de leurs expériences propres, de définir plus précisément leurs tâches. Ils contribueront ainsi à approfondir et nourrir l'élaboration collective de toute notre Internationale en ce domaine.

BOLIVIE

Résolution

Bilan et ligne d'orientation de la révolution bolivienne

adoptée par le congrès

1) Le régime du MNR, instauré à la suite de l'insurrection victorieuse d'avril 1952, s'effondrait en novembre 1964 avec la chute de Paz Estenssoro. Mais ce régime, qui fut appuyé au début par la majorité de la classe ouvrière et de la paysannerie et qui, depuis sa naissance, exprima la radicalisation de couches petites-bourgeoises, avait déjà subi à l'époque une usure profonde. En effet, il s'avéra incapable de résoudre les problèmes qui étaient à la base de la crise révolutionnaire de 1952. L'économie du pays ne connut aucun essor; les ouvriers furent spoliés de leurs conquêtes politiques et économiques; la paysannerie, tout en ayant reçu partiellement la terre, ne cessa de vivre dans une misère extrême et fut soumise au contrôle d'une bureaucratie bornée et conservatrice; la petite-bourgeoisie urbaine ne put sortir de son indigence et jouir de ces droits démocratiques qu'elle avait réclamés dans sa lutte contre les régimes oligarchiques; malgré la nationalisation des mines, le pays resta sous l'emprise de l'impérialisme et de ses institutions financières mondiales. Les éléments de dualité de pouvoir que la classe ouvrière et les paysans avaient imposés (formation de milices, contrôle ouvrier, contrôle des syndicats sur la radio, etc...) furent éliminés progressivement en l'absence d'une direction révolutionnaire capable de les développer dans une perspective de lutte centralisée pour le pouvoir.

Après une étape de désillusion et de démobilisation partielle, les masses avaient relancé progressivement leurs luttes et les dernières années du régime avaient été caractérisées par des conflits croissants entre le gouvernement et la classe ouvrière, tandis que les couches de la petite-bourgeoisie urbaine et des étudiants se mobilisaient activement. Dans l'armée elle-même — comme le confirmèrent les épisodes significatifs d'octobre 1964 (combat de Sora Sora) — des phénomènes de démoralisation s'esquissaient, des soldats se refusant à s'engager dans la répression. Le coup d'Etat militaire dont Barrientos fut le protagoniste fut un coup préventif visant à bloquer la nouvelle montée du mouvement des masses.

Le changement politique du 4 novembre 1964, qui fut considéré au commencement par les masses comme une victoire, empêcha que le mouvement se développe selon sa dynamique propre en imposant un rapport de force plus favorable à la classe ouvrière. Le nouveau régime débuta par des condamnations démagogiques de la dictature masquée de Paz et n'hésita pas à se réclamer des traditions nationalistes révolutionnaires. Barrientos voulait gagner du temps et il était obligé d'accepter pendant quelques mois une situation où les masses, dans certaines zones de nouveau armées, jouissaient de certains droits démocratiques, notamment de reconstruire leurs organisations syndicales et politiques. Mais ce ne fut qu'un intermède très bref.

Le gouvernement militaire commença à œuvrer assez rapidement et énergiquement pour atteindre trois objectifs essentiels : la restauration de « l'ordre » dans les régions minières, la réalisation d'une alliance avec la bureaucratie paysanne, lui permettant de contrôler ou neutraliser la paysannerie, une « rationalisation » économique basée sur une réduction drastique des salaires. Ces objectifs furent dans une large mesure atteints par la seule voie possible : l'instauration d'une dictature militaire sanglante. L'armée occupa les régions minières; les syndicats furent pratiquement dissous . Tout droit démocratique fut supprimé et les dirigeants du mouvement ouvrier arrêtés, exilés ou obligés de passer dans la clandestinité.

La précarité du nouveau régime résidait avant tout dans l'étroitesse de sa base sociale et l'inexistance de marges de manœuvre économiques. Toutefois, il survivra pendant 5 années environ. Cela ne fut pas le résultat de succès réels ni d'un écrasement total du mouvement des masses, mais, en dernière analyse, d'un équilibre relatif des forces dans le contexte intérieur et international donné. Barrientos réussit en tout cas une opération importante : l'armée commença à jouer de plus en plus le rôle de parti politique de la classe dominante et à s'engager à fond dans la direction du pays à tous les niveaux. Cette opération permit de compenser l'absence ou la débilité extrême des partis plus ou moins traditionnels.

La victoire sur la guerilla du Che assura à Barrientos un répit supplémentaire. Mais il n'eut pas les moyens de l'exploiter; au contraire, des frictions sérieuses se produisaient dans l'armée et dans le gouvernement lui-même et de nouvelles mobilisations de masse se dessinaient. Pendant le gouvernement de Siles Salinas, qui succéda à Barrientos, l'usure du régime s'accéléra ultérieurement. L'armée se vit obligée d'opérer un tournant brusque : le nouveau président, le général Ovando, esquissait un cours réformiste.

2) Le coup du 26 septembre 1969 du général Ovando n'était pas sans analogies avec celui du 4 novembre 1964 : il était dicté par la nécessité de faire face à une situation qui se détériorait très rapidement et était caractérisée par une reprise de plus en plus nette du mouvement des masses. Mais justement à cause de l'échec de la dictature droitière, l'armée-parti devait s'engager sur un autre chemin. Elle voulait apparaître comme une force politique qui avait réfléchi sur les leçons du passé récent, avait compris même les raisons qui avaient inspiré l'action des guerilleros et envisageait une solution nationaliste révolutionnaire, anti-impérialiste, aux problèmes qui tourmentaient les larges masses. La nationalisation de la Gulf Oil fut le geste le plus symbolique d'une orientation qui prétendait rectifier les rapports avec l'impérialisme et stimuler le développement du capital autochtone. Une démagogie anti-impérialiste, la perspective d'un essor économique, une rhétorique socialisante, l'affirmation de la nécessité de la restructuration de l'Etat sur une base « nationale » et d'une révolution industrielle à la campagne furent les motifs que l'aile réformiste avança pour s'assurer l'appui ou le préjugé favorable des masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises urbaines. Le succès relatif obtenu dans sa première année par le gouvernement Velasco au Pérou et les orientations « nouvelles » esquissées même par des cercles impérialistes, et dont le rapport Rockfeller fut l'expression la plus explicite, semblaient donner au réformisme d'Ovando une ouverture internationale.

Dans le cadre du rapport de forces donné, cette opération impliquait inévitablement le prix d'une restauration des droits des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière et d'une acceptation de la réalité de la nouvelle montée des masses qui s'esquissait. Ensuite, le fait qu'Ovando n'était pas en condition de maintenir ses promesses et que son tournant n'avait que des implications pratiques extrêmement modestes, provoquait l'éclatement de conflits sérieux et une accentuation ultérieure de la combativité des masses, jouissant désormais d'une liberté d'action considérable.

Les manœuvres de secteurs bourgeois qui ne voulaient pas faire les frais du nouveau cours et les agissements des cercles impérialistes qui refusaient toute concession provoquèrent une nouvelle crise douze mois après l'avènement d'Ovando au pouvoir. Cette crise s'avéra d'autant plus grave que l'armée s'était politiquement différenciée et, dans l'incapacité de trouver un compromis préalable, affrontait l'épreuve par des initiatives opposées. La droite militaire avait probablement sous-estimé aussi bien la réaction de la gauche que le niveau de mobilisation des masses. Toutefois, dès qu'il fut clair que les masses étaient prêtes à intervenir activement contre toute tentative fasciste ou fascisante, les militaires, en se rendant compte du danger, retrouvaient largement une base commune dans le cadre d'une confirmation du cours réformiste. Mais comme résultat de la crise et de l'alerte qu'elle représenta aux yeux des masses, Torres, successeur d'Ovando, dut prendre des attitudes plus radicales.

Cela impliqua en pratique quelques mesures supplémentaires visant des positions impérialistes et, surtout, des concessions économiques et politiques plus nettes à la classe ouvrière. Dans ce contexte, alors que la crise du régime ne cessait de s'aggraver (tentatives réactionnaires, conspirations, manœuvres et pressions de l'extérieur, etc...), la montée des masses prenait une ampleur et une force qu'on n'avait plus enregistrées depuis avril 1952, en s'élargissant du prolétariat à des couches plus larges de la petite-bourgeoisie urbaine et même quelques secteurs de la paysannerie. La convocation de l'Assemblée Populaire en mai 1971 a marqué symboliquement le point culminant de cette montée.

La faillite du gouvernement Torres, renversé sans gloire dans l'espace de quelques heures, est en dernière analyse, une confirmation ultérieure que toute étape « démocratique, anti-impérialiste et anti-oligarchique » est objectivement impossible en Bolivie et que toute consolidation un tant soit peu durable d'un régime de démocratie bourgeoise est également impossible. Dès qu'un mouvement de masse se développe, sa dynamique tend irrésistiblement à mettre en question le régime capitaliste en tant que tel : un affrontement décisif devient rapidement inévitable. La tragédie du prolétariat bolivien a été que la majorité des organisations se réclamant de la classe ouvrière n'a pas compris qu'une telle issue était inévitable, ou que, même quand elles ont eu le sentiment du danger, elles ont été incapables de tirer toutes les conséquences politiques et opérationnelles qui s'imposaient.

3) Banzer arriva au pouvoir à la suite du réalignement de l'armée sur une orientation réactionnaire et grâce à l'appui de l'impérialisme américain et du « sous-impérialisme » brésilien. Son coup fut inspiré notamment par des couches bourgeoises nationales qui avaient profité de l'essor économique partiel de certaines régions dans les années 60. Ces couches, qui ont des liens avec la bourgeoisie, aussi bien argentine que brésilienne, en allèrent jusqu'à menacer d'une sécession d'une partie du territoire et ce chantage contribua beaucoup à la décision de l'armée de limoger Torres, considéré désormais comme incapable de contrôler la situation et de rétablir une dictature de droite. L'accord avec la Phalange avait d'autre part le but de rendre possible une collaboration avec des secteurs conservateurs des classes moyennes et le compromis avec le MNR correspondait à la nécessité de gagner un appui de couches populaires ou de les neutraliser. C'est justement dans cette optique que Banzer évita un affrontement direct dans la région des mines.

La composition hétérogène du bloc gouvernemental a été l'une des raisons de l'instabilité du nouveau régime militaire, secoué à plusieurs reprises par des crises intestines. Les conflits d'intérêts entre les bourgeoisies d'autres pays, notamment d'Argentine et du Brésil, ont joué aussi un rôle. Dans un tel contexte, il était impossible pour Banzer d'écraser complètement le mouvement ouvrier, il dut même admettre un fonctionnement partiel des syndicats dans les régions ouvrières. Le résultat a été que des manifestations et des grèves ouvrières importantes se déroulèrent, notamment en octobre-novembre 72, indiquant clairement la volonté de résistance et de contre-attaque de secteurs du prolétariat et de la petite-bourgeoisie urbaine, victimes de mesures économiques sévères.

Il serait toutefois erroné de sous-estimer la donnée essentielle : le coup d'Etat de Banzer a permis aux classes dominantes de surmonter la crise la plus grave des vingt dernières années, en rejettant en arrière et en frappant durement un mouvement de masse impétueux.

La bourgeoisie nationale et l'impérialisme sont parfaitement conscients de l'instabilité structurelle du pays et du danger d'autres montées de masses. Ils se rendent compte de la nécessité de leur point de vue de concevoir des plans d'exploitation et de réorganisation politique relativement de longue haleine et de briser pour toute une période la classe ouvrière. D'un côté, ils doivent s'efforcer de stimuler un développement économique qui, bien que déformé et partiel, renforce socialement la bourgeoisie, associe des couches moyennes et assure des débouchés à une partie au moins de la masse croissante de chômeurs et semi-chômeurs. De l'autre, ils doivent se donner un appareil de répression plus « scientifique », capable de suivre l'exemple donné par le régime gorilla au Brésil.

Banzer n'a fait aucun pas décisif en avant sur ce plan, toutefois il y a des indices (projets économiques, décisions de blocs, aides militaires) du fait que les classes dominantes indigènes et l'impérialisme s'efforcent d'agir dans ce sens; il serait erroné d'estimer que leurs initiatives sont condamnées de toutes manières à un échec rapide et total.

●

— II —

4) Tout en représentant une minorité restreinte de la population, le prolétariat a joué un rôle essentiel dans les luttes majeures des dernières décennies grâce à son intégration dans le secteur clef de l'économie et à sa concentration géographique. C'est dans cette concentration que réside la force de la classe ouvrière : la citadelle des régions minières a créé des problèmes graves à tous les gouvernements, souvent obligés de faire des concessions sérieuses et même de tolérer, à plusieurs reprises, des situations de dualité de pouvoir. Mais en même temps, la position géographique et le relatif isolement ont parfois empêché une mobilisation effective à des tournants cruciaux et facilité par ailleurs la répression par de véritables massacres.

Les mineurs boliviens ont atteint assez tôt un niveau élevé de conscience syndicale et ils ont été poussés périodiquement par leurs conditions mêmes à des mobilisations politiques impétueuses. Leur combativité et leur capacité de reprise, même après les coups les plus sévères, sont sans équivalent dans le continent sud-américain. Mais tout cela n'a pas suffi à leur faire acquérir une auto-conscience politique globale, à leur faire comprendre réellement la nécessité d'une organisation de classe, politique, autonome, distincte des syndicats.

De même que dans la plupart des autres pays d'Amérique Latine, le prolétariat bolivien n'a pas vécu l'expérience des organisations de masse traditionnelles, social-démocrates ou staliniennes. Dans le contexte spécifique de la Bolivie, cela impliqua deux conséquences : la formation de noyaux politiques s'approchant directement du marxisme révolutionnaire et la mobilisation de la grande majorité du prolétariat pendant une longue période sous le drapeau de mouvements nationalistes révolutionnaires à direction petite bourgeoise et œuvrant dans l'intérêt de la bourgeoisie dite nationale. Ce prénomène explique le radicalisme de ces mouvements en Bolivie à leur apogée et ce radicalisme explique à son tour pourquoi le MNR fut capable d'exercer une hégémonie ou une influence très grande sur la classe ouvrière pendant une longue période.

L'insurrection d'avril 1952 permit à la classe ouvrière d'arracher des conquêtes importantes (dont le contrôle ouvrier et les milices) et de garder des années durant une combativité très grande et une conscience très élevée de sa propre force. Mais la subordination à la direction d'un parti qui en dernière analyse représentant les intérêts d'autres classes, l'empêcha d'esquisser une tactique et une stratégie correspondant aux besoins de sa lutte dans une situation de crise révolutionnaire qui mettait objectivement à l'ordre du jour la question du pouvoir prolétarien. En gros, avril 1952 fut le Février de la Bolivie. L'acceptation de la direction du MNR bloqua la classe ouvrière sur le chemin d'Octobre. Ce fut le prix historique payé à cause de l'absence d'une organisation politique autonome de la classe, du parti révolutionnaire avec une large influence de masse.

5) Le MNR n'aurait pas maintenu si longtemps son hégémonie et le prolétariat ne se serait pas trouvé désarmé politiquement sous la dictature de Barrientos et sous le régime du réformisme militaire si le centrisme n'avait pas encombré le chemin de la construction du parti révolutionnaire.

Surtout par le truchement de Lechin et de sa fraction, le centrisme a opéré de façon que l'opposition croissante de la classe ouvrière au gouvernement du MNR ne brise pas le cadre du régime et du parti. Ainsi il empêche que cette opposition devienne le point de départ concret d'une maturation politique d'ensemble et de la construction d'un parti de classe indépendant. Cette orientation ne changea pas radicalement après la formation du PRIN, qui garda toujours une empreinte centriste aussi bien dans son idéologie que dans sa stratégie politique et surtout dans son intervention pratique. Il est vrai que depuis la naissance du nouveau parti, Lechin s'efforça d'appara ître comme le porte-parole des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, mais en fait, il n'allait jamais au-delà d'une lutte pour des revendications immédiates, en se limitant sur le terrain politique plus général à des proclamations démagogiques sur la nécessité du socialisme et de la révolution, dépourvues de tout support d'une stratégie adéquate. L'habileté suprême du lechinisme — payée à un prix extrêmement élevé par les masses qui lui faisaient confiance — ce fut d'éluder toujours les choix décisifs aux échéances cruciales. L'appareil de la COB, beaucoup plus que le PRIN, fut son instrument d'influence parmi les masses.

Ambigu dans la première étape du gouvernement de Barrientos, Lechin flirta avec la guerilla du Che, mais il se garda bien d'engager dans la bataille les forces et l'influence dont il disposait encore. Finalement, à l'époque du réformisme militaire, malgré tous les propos démagogiques et certaines différenciations à gauche par rapport au PC pro-soviétique et à l'opportuniste Lora, le léchinisme s'adapta en fait au régime Torres qui assurait des conditions quasi idéales pour ses performances traditionnelle : apparaître comme le défenseur numéro un du prolétariat des mines, se servir du mécanisme bureaucratique de la COB remis rapidement en place, faire des déclarations aussi tonitruantes que vides de contenu pratique sur la révolution et le socialisme. Par sa composition, sa genèse et ses fonctions, l'Assemblée Populaire devait marquer tout naturellement le point culminant de ses nouveaux gestes : d'autant plus les discours étaient bruyants, d'autant moins le prolétariat était préparé pour les échéances qui s'approchaient. Le résultat fut qu'encore une fois les masses se trouvèrent sans armes face à l'attaque féroce des forces de répression.

Le rejet complet du centrisme dans toutes ses formes est une condition impérieuse pour que la classe ouvrière puisse lancer sa contre-attaque et être en condition de livrer effectivement sa lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

6) En 1952, la paysannerie fut l'une des forces motrices du mouvement révolutionnaire, l'un des piliers du nouveau régime. Par la réforme agraire furent frappés à mort ses ennemis traditionnels et elle reçut la terre en s'émancipant d'une condition

séculaire de soumission. Pour défendre ses conquêtes et affirmer sa force, elle organisa ses propres milices qui, à côté des milices ouvrières, introduisirent pendant toute une période des éléments de dualité de pouvoirs réels.

Mais après la conquête — bien que partielle — de la terre, après leur transformation en petits propriétaires — bien que misérables — les paysans commencèrent à se démobiliser et à devenir conservateurs. Ils restaient organisés et en partie même armés. Mais leur organisation donna naissance à une bureaucratie paysanne qui se lia au pouvoir en se faisant l'instrument de la conservation et de la répression, les milices elles-mêmes devenant de plus en plus — dans la mesure où elles subsistaient — le bras armé de cet appareil bureaucratique. Tout cela fut possible aussi à la suite d'une démoralisation croissante déterminée par la constatation que, faute d'aide financière et technique, la propriété de la terre n'impliquait aucun changement dans la productivité du sol et dans les conditions de vie. Ainsi, le mouvement paysan commença progressivement à refluer, à se fractionner, à ne se manifester que par des actions partielles et sporadiques, à perdre tout dynamisme révolutionnaire. Il fut acculé à la défensive et c'est dans cet esprit qu'il resta passivement accroché au régime qui lui avait donné la terre.

Cette démobilisation de la paysannerie se prolonge désormais depuis quinze ans et cela a été, entre autres, l'une des limites les plus graves même de la montée de 1970-71 et, par conséquent, l'un des éléments qui ont favorisé le coup réactionnaire de Banzer.

7) La radicalisation de couches petites-bourgeoises se traduisit dans les années '40 et '50 dans des phénomènes partiellement contradictoires. Le MNR fut dans une large mesure une expression de cette radicalisation qui pourtant s'exprima aussi par une adhésion de petits bourgeois à des formations staliniennes ou pro-staliniennes qui pendant la deuxième guerre mondiale et immédiatement après s'opposèrent au nationalisme révolutionnaire en le caractérisant incorrectement comme un courant fasciste. Ce ne fut que plus tard, paradoxalement, lorsque le MNR devenait de plus en plus conservateur, que le PC commença à le soutenir — en hommage à ses conceptions menchéviques de la révolution en Amérique Latine — en contribuant ainsi à prolonger l'hégémonie sur les masses d'une direction bourgeoise.

L'époque de Barrientos, notamment à partir de 1966-67, marqua une étape importante dans la maturation de secteurs considérables de la petite-bourgeoisie urbaine. C'est surtout à ce moment que les étudiants commencent à se radicaliser et s'intégrer ainsi dans un phénomène de portée mondiale. L'entreprise du Che fut un stimulant supplémentaire de cette nouvelle vague de radicalisation que la défaite de la guerilla ne ralentit aucunement. Malheureusement, cette radicalisation et le rejet légitime des schémas désuets de la voie pacifique et de la révolution par étapes allaient de pair avec une adhésion large au spontanéisme debrayiste et aux conceptions foquistes. La leçon de 1967 n'inspira aucune réflexion sérieuse. Au contraire, la guerilla de Teoponte en 1970 donna les fruits les plus amers de l'aventurisme foquiste : elle fut comme le symbole de la stérilité d'une conception fondamentalement petite-bourgeoise qui prétend concevoir une initiative révolutionnaire en faisant abstraction de la dynamique réelle de la lutte de classes et de toute participation de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

●

— III —

8) Les marxistes-révolutionnaires ne pourront pas fixer leur stratégie et leur orientation sans dresser un bilan de deux événements cruciaux de la période qui suivit la chute du régime MNR : la guerilla de 1967 et la défaite d'août 1971.

L'initiative de déclencher la guerilla fut prise par Guevara et ses camarades dans un contexte politique qui justifiait pleinement le lancement de la lutte armée. D'une part, la dictature de Barrientos avait enlevé au mouvement ouvrier toute possibilité d'action légale par l'élimination des derniers vestiges démocratiques bourgeois; de l'autre, les masses, loin d'être écrasées et démoralisées, manifestaient une combativité croissante. Depuis septembre 1965, des avant-gardes s'étaient fixé la perspective d'une lutte armée sous forme de guerilla.

Tout cela fut confirmé par l'écho que la guerilla eut immédiatement parmi les masses, en stimulant des mobilisations importantes. Cela fut confirmé aussi par les répercussions politiques durables que l'action du Che eut, même après sa défaite rapide.

Cela étant dit, et sans minimiser aucunement le tournant marqué par la guerilla dans la lutte politique en Bolivie, une série de considérations critiques s'impose.

Tout d'abord, le choix du terrain fut discutable. Ce choix, en effet, n'assura pas l'avantage d'une préparation achevée avant le déclenchement des opérations et empêcha en même temps tout contact avec la population locale. Deuxièmement, si Guevara avait raison de placer la guerilla bolivienne dans une optique continentale, ses analyses de la situation conjoncturelle dans d'autres pays — notamment au Pérou — étaient soit excessivement sommaires, soit peu fondées.

Mais la carence fondamentale concerna les liaisons avec des forces sociales et politiques en mesure d'assurer le soutien politique et logistique indispensable. Le journal du Che fournit en la matière des indications claires.

Guevara n'ignora certes pas ce problème central et il comprit qu'il ne pouvait pas le résoudre sans faire appel à des militants et à des cadres d'organisations du mouvement ouvrier existant. Mais son erreur fut de miser sur le PC pro-soviétique ou sur un secteur de ce parti et, dans une moindre mesure, sur un centriste pourri comme le bureaucrate Lechin. **Le fait que ce choix fut largement déterminé par l'orientation de la politique cubaine à l'époque de la conférence tricontinentale** (rupture avec les Chinois, attaque de style stalinien de Fidel contre le trotskysme), explique la décision prise sans évidemment la justifier.

La deuxième erreur résida dans **une conception objectivement sectaire des rapports politiques entre les forces favorables à la lutte armée. Il était, en principe, juste de prôner énergiquement l'unité du front militaire.** Il était aussi correct que le noyau qui prit l'initiative, défende le rôle de direction que jouait tout normalement le Che. Mais de cela il n'en découlait pas que tous ceux qui voulaient se joindre à la guerilla devaient accepter automatiquement l'hégémonie politique de l'ELN et encore moins se dissoudre organisationnellement. L'attitude prise à ce sujet par la direction de l'ELN, outre qu'elle donna un alibi à Monje et compagnie, fut un obstacle très grave au renforcement du noyau des combattants et à plus forte raison à l'élargissement substantiel de l'action de guerilla.

C'est à la suite de ces erreurs que la guerilla ne réussit pas à établir des liens effectifs avec les masses à s'enraciner, à se donner un minimum d'infrastructure solide, à s'accroître à temps par l'apport d'autres forces, qui pourtant étaient disponibles depuis les premiers mois. Ainsi lorsque la répression frappa ses premiers coups sérieux, les conséquences furent catastrophiques et le noyau de Guevara fut condamné à l'isolement le plus tragique. D'où la liquidation inévitable en des délais très courts.

9) En ce qui concerne les événements d'août 1971, la question se pose de savoir **pourquoi un mouvement de masse qui avait connu jusqu'à la veille même un épanouissement spectaculaire,** fut écrasé avec une rapidité extrême, sans opposer une résistance majeure.

Dans un sens très général, c'est encore une fois l'absence d'un parti révolutionnaire enraciné dans les masses à l'échelle nationale qui fut le facteur déterminant. Force est de constater que, malgré les expériences passées, les partis et les courants opportunistes avaient réussi à garder leur hégémonie sur la majorité de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie radicalisée.

Mais il faut rappeler en même temps **que la paysannerie ne se mobilisa à l'échelle nationale** ni pendant la montée ni à l'heure du coup d'Etat. Des luttes paysannes eurent lieu en 1970 et 1971, notamment dans les régions de La Paz et de Santa Cruz; mais elles ne dépassèrent pas le stade d'explosions locales, tout en indiquant une tendance potentielle qui n'échappa pas aux bourgeois effrayés qui étaient déjà en train de préparer leur coup. Une telle situation permit à l'armée de concentrer ses efforts sur les villes, voire sur un nombre limité de villes, en multipliant ainsi ses chances de succès rapide.

Deuxièmement, malgré toutes les déclarations démagogiques et l'adoption formelle de textes apparemment très radicaux, la majorité du mouvement ouvrier et de la petite-bourgeoisie n'eut pas une compréhension claire de la nature du mouvement Torres. Elle ne comprit pas non plus la dynamique inéluctable de la situation. La carence d'analyse rigoureuse et l'absence d'une dénonciation serrée de la nature du réformisme militaire et de son idéologie fumeuse empêchèrent les masses d'avoir des perspectives claires, de saisir d'une façon concrète qu'un affrontement majeur était inévitable à court terme. Encore pis : l'illusion était répandue que, face à une attaque « fasciste », Torres lui-même riposterait avec l'aide au moins de l'armée et, en fin de compte, il serait obligé de livrer au peuple les armes qu'il réclamait.

L'erreur d'analyse concerna aussi l'évaluation de l'acquis de la montée ouvrière et notamment de la signification de cette Assemblée populaire qui attira l'attention de l'opinion mondiale. L'Assemblée que Torres fut obligé d'accepter fut incontestablement une manifestation de la puissance du mouvement des masses, indiqua une situation de dualité de pouvoir embryonnaire, représenta un instrument efficace pour la propagande et l'agitation révolutionnaires et pour une confrontation entre les différents courants sur les problèmes cruciaux. Mais elle n'avait aucun pouvoir de décision, ne disposait d'aucune force effective pour imposer ses délibérations éventuelles et, qui plus est, n'était pas l'expression directe de la volonté souveraine des masses. Elle n'était aucunement soutenue par des organismes démocratiques élus dans les entreprises, dans les villages, dans les faubourgs populaires, dans l'armée. Sur ce terrain décisif, aucune comparaison n'est possible avec les soviets russes de 1917. De plus, la composition fut décidée par des critères arbitraires et des mesquineries sectaires eurent souvent le dessus sur les considérations politiques d'ensemble. Finalement, les questions essentielles — dont les échéances politiques qui s'approchaient et les moyens de riposter au coup imminent — furent ignorées ou éludées. En fait, l'Assemblée apparut beaucoup plus comme un parlement stérile et impuissant que comme un instrument de mobilisation des masses. Lors du coup d'Etat, elle s'avéra absolument incapable de donner une orientation quelconque et de diriger la résistance armée des masses.

Dans un contexte de montée révolutionnaire, de crise de l'appareil de la classe dominante, à la veille d'une confrontation majeure, dont l'enjeu est, en dernière analyse, le pouvoir, les problèmes de la lutte armée deviennent les problèmes politiques décisifs. La grande majorité des dirigeants du mouvement ouvrier ont oublié cette vérité première. Ils se sont bercés dans l'illusion de remettre indéfiniment les échéances, d'obliger Torres et les secteurs « antifascistes » de l'armée à tirer les marrons du feu à leur place. Dans la mesure où ils se sont posés le problème de la lutte armée — en tout cas sans aucun effort de systématisation — ils ont été incapables de surmonter cette conception insurrectionaliste et spontanéiste que de nombreuses expériences tragiques avaient réfutée en Bolivie et ailleurs.

Par ailleurs, le front révolutionnaire avait été affaibli aussi par les erreurs d'aventurisme et de militarisme commises par certaines de ses composantes et notamment par l'ELN. L'ELN n'avait pas assimilé les leçons de 1967, n'avait pas dépassé ses tendances sectaires et bureaucratiques. Elle n'avait pas saisi à temps la portée du tournant de septembre 1969 : c'est pourquoi elle s'est lancée entre autres, dans la désastreuse aventure de Teoponte, gâchant des énergies courageuses et facilitant le jeu des opportunistes et contristes. Même après Teoponte, l'ELN persista dans une orientation confuse au détriment d'un travail de masse qu'il était possible et nécessaire de développer.

●

— IV —

10) Le mouvement trotskyste bolivien est entré sur la scène politique autour de 1940 et pendant sa quatrième conférence nationale du début de 1946, il s'est donné une structure nationale qui lui a permis d'orienter ses activités jusqu'à son insertion dans les masses minières qui, à cette époque, consolidaient leur organisation syndicale. Bien quil ait gagné des forces appréciables qui lui permirent d'arriver au Parlement avec des députés et des sénateurs, à cause d'une série d'erreurs, conflits internes et de la répression de 1949-50, il n'a pas été capable de disputer au MNR son hégémonie sur la classe ouvrière et les classes moyennes pauvres. Immédiatement après avril 1952, le POR a réussi à se développer en gagnant une influence réelle sur la paysannerie, impulsant sa syndicalisation et les occupations de terre, ainsi qu'en secteur minier. En luttant pour la création de la COB, il a gagné une majorité dans ses assemblées par lesquelles il a mobilisé les masses pour imposer la nationalisation des mines sous le contrôle ouvrier et le droit de veto. Son influence idéologique s'est traduite dans la rédaction du premier programme de principe de la COB, donnant un pôle de regroupement des masses face au gouvernement bourgeois. L'activité politique du POR a créé dans la pratique l'affrontement de deux lignes, de deux programmes, celui de la bourgeoisie avec ses prétentions de développement indépendant et celui de la classe ouvrière révolutionnaire. A cause du danger qu'il représentait, le POR a été durement attaqué par le régime du MNR, il a été réprimé violemment et à la fin s'est divisé, a cause de la capitulation de la tendance LORA-MOLLER qui en abandonnant les rangs du trotskysme sont entrés au MNR en octobre 1954. Cette division du POR l'a affaibli et l'a empêché d'exploiter à fond à son profit des crises postérieures du régime de Paz Estenssoro et la désaffection des masses vis-à-vis du MNR.

Cependant, la capacité d'analyse du noyau de direction qui a assuré la continuité du parti, et les répercussions positives de la révolution cubaine en Bolivie ont permis au POR de gagner des positions régionales importantes, de capter de nouveaux cadres pour intervenir effectivement dans les mois d'octobre-novembre 1964. Dès que Barrientos eut réussi à instaurer sa brutale dictature, le POR comprit qu'il était nécessaire de définir une nouvelle orientation de lutte armée et à partir de 1965, il a commencé à s'y préparer.

Ensuite, quand a commencé la guerilla du Che en 1967, le POR a compris son importance révolutionnaire et lui a exprimé son appui et s'est déclaré résolu à intervenir directement. Les conditions existaient pour participer à la lutte à court terme avec des forces modestes, mais en tout cas appréciables par rapport aux détachements du Che. Cependant ces possibilités ne furent pas exploitées, fondamentalement par le sabotage politique et matériel des chefs du réseau urbain de l'ELN, caractérisés comme éléments sectaires, anti-trotskystes, qui, liés encore au PC-Moscou, ont dressé toutes sortes d'obstacles.

11) Après la mort du Che, le POR, en accord avec la direction de l'Internationale a fixé une orientation pour réinitier la lutte armée avec une conception qui dépasserait les erreurs commises, en tirant les leçons de l'échec. Précisément, la réorganisation de la guerilla dans laquelle s'est inséré le POR considérait sa liaison avec le mouvement de masse et la lutte de classe en cette période. Cette orientation a été discutée et complétée au 9e Congrès Mondial.

Le POR considérait qu'une situation pré-révolutionnaire existait en Bolivie, de même qu'à l'échelle continentale. Il soulignait que l'armée jouait désormais le rôle de parti de la bourgeoisie au pouvoir, qu'aucune perspective n'existait d'étapes démocratiques relativement amples, telles qu'elles permettent une croissance et une maturation du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaires dans des conditions de légalité ou pseudo-légalité; que toute montée des masses et toute conquête économique et politique de la classe ouvrière un tant soit peu importantes auraient provoqué inévitablement un affrontement majeur à court terme entre le mouvement des masses et les forces de répression. Il rappelait que les révolutionnaires boliviens auraient trouvé sur leur chemin non seulement l'ennemi indigène, mais l'impérialisme américain et ses alliés d'autres pays du continent.

Sur cette analyse, il a fondé sa conception de la lutte armée en repoussant l'idée selon laquelle l'affrontement armé se produirait seulement au dernier moment, celui de l'insurrection des masses. En conséquence, il fallait se préparer pour une lutte dure et prolongée qui prendrait probablement des dimensions continentales. La forme initiale de cette lutte serait la guerilla sous ses trois formes, rurale, urbaine et minière. Cette guerilla pourrait se développer sans s'isoler des masses et sans se sectariser. Justement parce qu'en Bolivie le mouvement ouvrier et paysan révolutionnaire avait une très longue tradition de lutte, justement parce que de nombreux cadres avaient réfléchi sur les expériences passées en comprenant l'impasse des conceptions traditionnelles, justement parce qu'il n'y avait pas de marges démocratiques, la lutte armée pourrait compter dès le commencement sur une participation directe d'ouvriers, paysans et étudiants politisés et établir des liens solides avec le mouvement de masse.

Rétrospectivement cette orientation qui mettait en garde contre l'illusion d'une étape démocratique de durée en tant soit peu significative et qui mettait en avant la lutte armée comme une des tâches essentielles du POR s'est avérée correcte.

Mais la conception du POR sur la lutte armée, de même que celle de l'Internationale, restait encore très vague, depuis les noyaux de guerilla impulsés par le parti jusqu'à la création d'une armée révolutionnaire de masse. De ce point de vue, le poids des camarades du PRT(C) a pesé sur les conceptions du POR sans que celui de l'Internationale ne le contre-balance. En fait, à cause de ses traditions et de son implantation essentiellement ouvrière et paysanne (90 %) — différentes de celles du PRT —, le POR a marché sur deux pieds : en même temps qu'il avançait de façon propagandiste et quelque fois abstraite la nécessité de l'Armée Révolutionnaire, il a correctement développé des propositions précises d'armement du prolétariat et de la paysannerie à partir des organisations que les masses reconnaissaient comme les leurs (milices ouvrières, régiments paysans).

Enfin, vu la très grande faiblesse de l'infrastructure du POR, il aurait fallu hiérarchiser bien davantage l'importance des tâches militaires immédiates que l'on fixait au parti.

Déjà à partir de septembre 1965, le POR avait conçu « la guerilla comme une prolongation de la lutte de masse ». A partir de 1968, il précisa qu'elle ne pourrait pas être une guerilla purement rurale, mais une combinaison de guerilla dans des zones rurales — choisies par des critères politiques et non exclusivement techniques — d'une guerilla dans les régions minières et d'une guerilla dans les plus grandes concentrations urbaines.

En application de cette ligne, le POR est arrivé à un accord avec l'ELN et les forces internationales qui l'appuyaient en janvier 1968 pour travailler ensemble en maintenant l'indépendance organisationnelle et politique des deux organisations. Seul le développement de la lutte armée dans le temps et la résolution conjointe des tâches de la révolution imposeraient une modification de cet accord. C'est-à-dire que le POR et l'ELN ne fusionnèrent pas mais maintinrent leurs frontières organisationnelles.

L'application concrète de ces accords n'a pas été facile. Dans la pratique, il s'est avéré que dans l'ELN il y avait une résistance et un préjugé de type stalinien qui ont retardé dès le début des travaux communs; et quand ceux-ci ont commencé, les rapports POR-ELN s'améliorèrent et la responsabilité partagée des tâches et des risques communs assurèrent la bonne entente entre les deux organisations. Mais la répression de juillet 1969 suivie en septembre de l'assassinat d'Inti Peredo paralysèrent et désorganisèrent ses plans.

La mort d'Inti Peredo a brisé l'évolution correcte de son équipe vers une conception correcte de la guerilla comme un phénomène de la lutte de classe et en liaison avec les masses, a produit une crise très grave dans la direction de l'ELN avec des divisions et des conflits internes. Les accords avec le POR devinrent caduques et chaque organisation a retrouvé sa liberté. Ceci produisit non seulement la renaissance des préjugés anti-parti dans l'ELN mais un retour vers le foquisme qu'Inti s'était efforcé de dépasser. Les nouveaux dirigeants de l'ELN n'ont pas exploité la situation créée par Ovando et se sont embarqués dans l'expérience funeste de Teo Ponte.

Le POR au contraire comprit rapidement le changement produit. De la clandestinité, il est passé à la semi-légalité. Il a réuni une conférence extraordinaire en novembre 1969 où il a analysé la nature du gouvernement Ovando, les limites étroites du réformisme, et a prévu l'inévitabilité de nouveaux affrontements à court terme. En pratique, sans cesser de reconstruire ses équipes détruites par la répression et désorganisées par l'arrêt des travaux communs avec l'ELN, il a renforcé son travail dans les masses. Il a tenu une école de cadres internationale à Santiago, a sorti des publications, est intervenu dans la lutte pour récupérer les directions syndicales perdues; il était présent au congrès minier de Siglo Veinte, il a élaboré un programme de transition qui combinait les nécessités économiques immédiates avec les autres tâches de caractère politique. Le parti a été champion de la lutte pour le retour au travail des 3.500 mineurs licenciés sous Barrientos, parmi lesquels étaient presque tous nos dirigeants mineurs, pour le retour des salaires au niveau de 1965, pour la récupération des locaux syndicaux, des radios ouvrières, pour la liberté des prisonniers parmi lesquels il y avait plusieurs dirigeants du parti. Lors de la nationalisation de la Gulf Oil décrétée par Ovando, le POR a généralisé la revendication de nationalisation à toute la propriété impérialiste. Là où on s'est avancé sur ce terrain, Ovando est intervenu avec son armée pour rendre cette propriété à ses patrons impérialistes. Le POR a étendu son activité à l'université, en intervenant à Cocha Bamba, Oruro et à La Paz au travers du mouvement universitaire Che Guevara, en gagnant pour la première fois depuis longtemps un auditoire chez les étudiants qui lui permettra ensuite d'intervenir dans les élections pour les centres universitaires. Chez les ouvriers et les paysans, il a développé la thèse de l'armement des masses et la création de détachements armés, prenant l'initiative lui-même de les organiser là où il avait une influence, à partir de ses propres militants, comme cela s'est fait dans le syndicat de la farine.

Au bout d'un an de gouvernement, Ovando a connu une crise. Sa prétendue ouverture démocratique a déchaîné des forces qu'il n'a pas pu contrôler. Dans son désespoir, il est entré en conflit avec l'église en expulsant des curés et des pasteurs évangélistes accusés d'intervention dans la vie politique. A la fin, il s'est compromis en attaquant les universités de la Paz, Cochabamba et Sucre. Devant la gravité de la situation, les commandants militaires et l'impérialisme ont résolu alors de préparer le changement d'équipe avec l'accord même d'Ovando.

L'impatience du général Miranda provoqua la crise de la première semaine d'octobre 1970. L'aviation résista à Miranda, créant un pôle de concentration des militaires mécontents, parmi lesquels il y avait le général Torres, qui venait d'être destitué du commandement suprême des forces armées. Ce secteur demanda l'appui de la COB, offrant 50 % des ministères du prochain cabinet. Avec le spectre des masses qui, en 1952, avaient battu l'armée, le secteur d'opposition à Miranda que dirigeait Torres a changé la situation en sa faveur lors d'une Assemblée historique de généraux et d'officiers dans la grande caserne de Miraflores à la Paz.

La COB dont Lechin était le dirigeant principal, a organisé le Commando Politique avec le MNR, tous les partis de gauche, excluant seulement le POR(C) et l'ELN, pour mener à bien les discussions avec le nouveau gouvernement au sujet de l'organisation du cabinet. Le général Torres, une fois résolue la crise militaire en sa faveur, retira son offre de 50 % de ministres à la COB, lui substituant la promesse de faire un programme de réalisations approuvées par la COB, faisant entrer le Commando Politico en crise, ce qui a déterminé la sortie du MNR et pratiquement sa mise en veilleuse.

Comme avant avec Ovando, la bourgeoisie et l'impérialisme avec Torres, ont cherché à gagner du temps, à recomposer leur front, à dépasser les désaccords militaires sur les commandements et les carrières. Mais la montée des masses qui a précipité la chute d'Ovando a continué en croissant jusqu'à l'émergeance de l'Assemblée Populaire.

Sous Torres, le POR est passé de la semi-légalité qu'il avait sous Ovando, à la légalité.

Dans les dix mois du gouvernement Torres, le POR a réajusté son organisation, a tenu des écoles de cadre à Cochabamba et Orcuro, avec l'aide des camarades chiliens. Il a tenu un plenum de son CC et décidé de réunir son congrès national. La mise en liberté des camarades emprisonnés a renforcé son activité dans les syndicats. A la Paz, nous avons gagné les syndicats de la farine, et une partie de leur direction nationale. Nous avons gagné quelques postes dans les élections minières. Au congrès de la COB de la Paz nous avons dominé la discussion politique et nous avons réussi à obtenir le soutien à une thèse présentée par la brigade poriste; nous avons obtenu des postes à la direction. En gagnant des positions à la campagne, nous avons été au congrès des paysans indépendants et au moins un tiers de la direction nationale paysanne était poriste.

Par rapport à l'Assemblée Populaire, la position du POR a été claire et conséquente. Face aux réformistes en tous genres qui considéraient l'Assemblée Populaire comme un pouvoir populaire dès le début, ou qui en avaient la conception d'un organisme dépendant du gouvernement, le POR considérait correctement que

— d'une part, on ne pouvait pas proposer tout le pouvoir à l'Assemblée Populaire sur la base d'analyses déclamatoires.

— ni, non plus créer une autre structure de pouvoir que les masses n'auraient pas comprise.

Mais, en utilisant la « légalité » de cette assemblée aux yeux des masses, le POR a travaillé à la transformer en un réel pouvoir de type soviétique, avec l'objectif de la doter des éléments suivants qui étaient à l'état embryonnaire ou absents :

1. — Une structure qui parte de la base et s'élève, au travers d'organismes intermédiaires jusqu'à l'Assemblée Populaire nationale;

2. — La plus grande démocratie à tous les niveaux, avec l'élection des délégués par les organismes de base, révocables à chaque instant et obligés de rendre des comptes devant eux.

3. — Indépendance absolue face au gouvernement bourgeois. Le financement des frais de l'Assemblée et du défraiement des délégués devra venir directement des organisations ouvrières, en pleine autonomie, sans dépendre du pouvoir exécutif, comme ce fut le cas en mai 1971 lorsque le général Torres s'était refusé à la soutenir économiquement, et qu'il ne put y avoir qu'une Assemblée symbolique.

4. — Une force armée propre, comme instrument réel de défense de l'Assemblée populaire, capable ensuite de faire accomplir ses décisions.

5. — Plus grande intégration des paysans, d'une façon qui exprime correctement l'alliance du prolétariat et des paysans. Election des délégués au travers de congrès régionaux de façon indépendante.

Telles étaient les conceptions avec lesquelles le POR travailla. Il fut conscient des limites de l'Assemblée Populaire, mais même dans ce cadre il n'en est jamais arrivé à ne la considérer que comme une tribune de dénonciation.

En outre, le POR ne s'est pas contenté d'exprimer ses conceptions, mais il a pris aussi des initiatives d'actions concrètes au niveau départemental en liaison avec les organisations des masses.

Concrètement, à Santa Cruz, à partir de l'Assemblée Populaire, le POR a orienté et organisé, en alliance avec le groupe de Sandoval Moron, l'occupation armée de grandes terres appartenant à la Cooper et Cie. Il les a distribués pour la constitution de Viviendas. A la Paz également, il a travaillé pour dynamiser la COD (Centrale Ouvrière Départementale) et la transformer en une filiale régionale active et dynamique de l'Assemblée Populaire, véritable embryon de pouvoir ouvrier. Avec les syndicats paysans où il avait une influence, il a organisé l'occupation de terres agricoles et l'expulsion de leurs anciens propriétaires, comme dans les provinces de Camacho, Loaysa et Nor Yungas du département de la Paz.

C'est au travers de ces actions, lié aux masses, que le POR a pu gagner des postes à l'Assemblée Populaire. La participation de noyaux de ses militants aux affrontements du 19 août à Santa Cruz et du 21 août à la Paz et le sacrifice de Tomas Chambi et d'autres camarades ont, de plus, démontré que le POR s'était posé concrètement le problème militaire sans s'endormir dans des illusions alimentées par les dirigeants opportunistes et centristes de l'Assemblée Populaire et de ses syndicats.

A distance, rétrospectivement, nous pouvons dire que si le POR avait analysé correctement le processus et s'était placé de façon conséquente dans la lutte des classes, il ne fut pas absent de limitations, d'erreurs et d'indécisions qu'il doit surmonter pour capitaliser politiquement les résultats de ses efforts et de ses sacrifices.

S'il est vrai que l'expérience de travail avec l'ELN a donné des résultats positifs en revalorisant le POR aux yeux des masses et en lui permettant d'améliorer ses positions, particulièrement avec les universitaires, les jeunes étudiants et certaines usines, cela lui fit perdre l'agilité et l'audace qui avaient été ses caractéristiques aux époques antérieures. L'important est de comprendre que dans les travaux frontistes et dans les alliances de cette nature, la garantie de bons résultats politiques et objectifs dépend de l'initiative et de la force avec lesquelles les révolutionnaires agissent pour gagner les secteurs les moins clairs.

La lutte pour l'hégémonie dans cette activité doit toujours être présente. Si le POR avait eu un dynamisme plus grand et une précision plus grande sur la question de lutte armée, il aurait déterminé une évolution plus rapide chez les cadres sensibles de l'ELN, comme Inti qui s'était ouvert à un travail franc en commun.

Ce manque d'agressivité a été également présent durant le régime de Torres. L'effort réalisé n'a pas correspondu aux nécessités objectives et a été en-dessous des capacités mêmes des forces du parti. La compréhension des tâches n'a pas toujours été à la hauteur de l'audace nécessaire pour vaincre l'inertie au moyen d'actions combattantes.

12) La situation bolivienne sous la dictature de Banzer n'a pu sortir de son instabilité chronique politique et économique. La résistance opiniâtre des masses à la répression des militaires a empêché d'imposer au pays la stabilité sociale que réclament les investisseurs privés. Le « miracle économique à la brésilienne » tant proclamé auquel rêvent les exploiteurs indigènes n'apparaît d'aucun côté. Au lieu de cela, la crise économique s'accentue sans cesse davantage. L'inflation recommence à atteindre des pourcentages élevés, attaquant le pouvoir d'achat des masses. La dépendance de la Bolivie par rapport à l'impérialisme yankee et au sous-impérialisme brésilien ne permet pas de tirer des avantages réels de la montée des prix des matières premières, particulièrement de l'étain et du pétrole. De la permanence de cette crise se nourrit la résistance des masses et provient la renaissance tenace et constante de leurs luttes. Pour les absorber et arrêter le mécontentement populaire, Banzer devrait satisfaire dans une certaine mesure les besoins populaires et résoudre le chômage et pour le moins maintenir sinon augmenter le niveau de vie. Mais au contraire, la situation des masses se détériora constamment. Les dernières dévaluations monétaires et l'augmentation des produits alimentaires de base ont produit et vont produire des explosions virulentes de secteurs importants des masses. Le chômage prend corps et il n'y a pas de développement qui puisse absorber la croissance constante de la force de travail à la campagne et dans les villes. La demande de main-d'œuvre pour la cueillette de coton n'a absorbé qu'une partie insignifiante de la masse des chômeurs et la création de 10.000 emplois publics au cours des deux années de dictature n'a pas servi à autre chose qu'à atténuer le chômage dans les rangs des partis qui soutiennent le gouvernement.

Le revenu national diminue et le déficit fiscal est plus fort chaque année. La dictature de Banzer n'a pas de possibilité immédiate de modifier cette situation. Dans la mesure où cette crise s'aggrave, elle jette les masses dans la lutte.

Malgré l'ampleur de la répression, sous le stimulant de la crise économique et des coups que reçoit constamment son niveau de vie, le mouvement ouvrier s'est réveillé. Les syndicats ont ressurgi et ont recommencé à faire fonctionner leurs fédérations minière, d'entreprise, de la construction, des banques, etc., et ont posé le problème de mettre en marche leur organisation fondamentale, la COB. Le mouvement des masses mis en marche tend rapidement à combiner ses revendications économiques avec d'autres de caractère politique. Le Congrès minier de Potosi du 19 novembre 1973 a ratifié ses thèses socialistes et s'est prononcé contre la politique de dénationalisation de Banzer sur le pétrole et le gaz; il a aussi demandé l'amnistie générale, la liberté pour les prisonniers, le retour des exilés, une augmentation de 100 % des salaires en plus de l'établissement du salaire minimum familial et de l'échelle mobile. Des propositions semblables surgissent dans les secteurs ouvriers, dans les usines, dans la construction, chez les enseignants, les employés de banques et du commerce.

Ce développement du mouvement ouvrier, du renforcement relatif des syndicats, produit comme dans le passé l'affaiblissement relatif du régime, en faisant surgir des contradictions et des conflits nouveaux dans le front officiel. L'impérialisme et la bourgeoisie bolivienne, devant les conclusions du Congrès des mineurs et devant la radicalisation des usines de La Paz, sentent s'approcher des tensions graves et sont pressés de réorganiser leur front. L'armée, patron virtuel absolu du pouvoir, repousse indéfiniment les élections promises par Banzer pour juin de cette année et impose de l'ordre dans le FNP, en sacrifiant l'aile de Paz Estensoro du MNR qui est sortie du gouvernement et ses dirigeants ont été expulsés de Bolivie. Armée et entreprises privées s'appuient directement au sein du cabinet. La FSB gagne des positions politiques. Ce sont les plus durs qui apparaissent à la surface. En même temps, Banzer a défini les négociations du pétrole et du gaz en faveur du Brésil en cherchant des ressources qui alimenteraient cette perspective d'un nouvel affrontement avec les masses.

En Bolivie, la situation mûrit vers une nouvelle crise dans laquelle, s'il est vrai que les organisations ouvrières accusent une certaine réanimation, l'atomisation et la faiblesse de la gauche révolutionnaire continuent à peser négativement. Plus encore, il y a la contradiction que les directions réformistes et staliniennes qui ne sont pas à la hauteur du nouveau développement du mouvement ouvrier dans les conditions spécifiques de la répression en Bolivie, se maintiennent dans les postes de directions fondamentaux, comme c'est le cas des mineurs à leur Congrès de Potosi de novembre passé qui a ratifié sa direction vieille et hétérogène. Réformistes et staliniens devant le développement du processus continuent à agir comme freins et maintenant ils prétendent dévier le mouvement ouvrier vers une lutte nationale démocratique. C'est le sens qu'a le pacte des quatre entre les deux PCs, le PRIN et le MNR de Siles Zuazo, et le mouvement dirigé par le général Torres qui s'apparente publiquement au péronisme argentin.

Dans ce cadre de la lutte de classe, les marxistes révolutionnaires ont la responsabilité d'aider à la construction d'une direction à la hauteur du processus. Mais une direction de cette nature ne peut surgir que d'une intense activité politique qui combine la discussion clarificatrice sur la nature de la révolution bolivienne, sur la stratégie et la tactique à suivre, avec l'action réelle et concrète au sein des masses.

Le processus révolutionnaire bolivien a mené les masses à s'unifier dans le cadre de la COB et de l'Assemblée Populaire. Par la suite, la gauche bolivienne fut également poussée à s'unir au cours des combats du 21 août 1971. Une fois la défaite intervenue, cette unité s'est projetée en exil, donnant naissance au FRA.

La participation du POR au FRA a été conséquence de l'unité aux combats des 19 et 21 août de toute la gauche, des organisations ouvrières affiliées à la COB et d'équipes d'officiers de l'Armée et des Carabiniers qui se sont unis à la lutte contre le coup d'Etat militaire. A ce niveau le Parti a commis l'erreur de signer le premier tract qui informait de la création du FRA et qui était ambigu sur le caractère socialiste de la révolution bolivienne, question qui a été définie et éclaircie par l'approbation de

la charte constitutive du FRA et de son plan militaire et qui ont défini sa nature d'organisme politico-militaire de lutte pour le socialisme composé des partis et des organisations ouvrières fondamentales du pays. C'est cette erreur, qui s'est concrétisée dans la signature d'un tel document et non la participation dans le front qui était correcte qui a motivé la critique de l'Internationale que le POR a accepté par son autocritique du 1er avril 1972.

Les participants au FRA, parmi lesquels les deux partis communistes, le PRIN, le PS, le MIR se sont engagés à lutter pour mener le prolétariat au pouvoir sans formes gouvernementales intermédiaires.

Mais le FRA scissionna au sommet et resta paralysé. Ces partis opérèrent un virage. Retournant à leurs vieilles thèses, ils répètent aujourd'hui qu'il n'y a pas de conditions objectives pour la lutte pour le socialisme, et s'inscrivent dans le cadre de la ligne des fronts élargis pour amener au pouvoir des gouvernements nationaux de coalitions bourgeois. A cette fin, les deux PCs, pro-soviétique et pro-chinois, se sont alliés au PRIN et au MNR dirigé par Siles Zuazo, pour former le « Front des Quatres ». Leurs perspectives, dans ce sens, est désormais différente. Ils croient voir des frictions dans les sphères de la bourgeoisie et croient en l'existence d'un secteur progressiste. Ils attendent de la dictature Banzer une certaine ouverture démocratique. Ils fondèrent cette illusion sur le fonctionnement semi-légal du mouvement ouvrier, sur les propositions faites par la dictature d'élections générales et de large amnistie. La réalité est en train de démentir les espoirs du réformisme. L'armée et les investisseurs privés se sont appuyés sur le gouvernement. Les élections ont été repoussées sine die et on ne prévoit pas d'amnistie générale. La dictature se prépare à affronter les masses.

Les marxistes révolutionnaires doivent combattre ces déviations, en revenant avec insistance sur la question de la nature de la révolution bolivienne, pas seulement sur le plan de la propagande, mais en l'articulant avec une politique d'unité d'action qui aille dans le sens contraire, en s'appuyant sur l'expérience des masses et leurs acquis politiques.

La prémisse fondamentale de toute orientation révolutionnaire, c'est qu'aucune révolution par étapes ne pourra résoudre les problèmes économiques, sociaux et politiques qui sont à la base de la crise chronique du pays et des souffrances séculaires des masses. L'expérience du régime du MNR a été concluante dans ce domaine. A la suite des mesures imposées par l'insurrection de 1952 a disparu par ailleurs toute base objective d'une « révolution démocratique et anti-oligarchique » et tout processus révolutionnaire aboutira inévitablement dès le début sur le terrain d'objectifs anti-capitalistes et socialistes. Bien plus que dans n'importe quel pays néo-colonial, la révolution en Bolivie aura une dynamique de révolution permanente ou ne se développera pas. C'est la leçon fondamentale des événements de 1971 qui ont démontré, sans le moindre doute, la fragilité et la précarité extrême de toute tentative « démocratique réformiste » qui ne brise pas le cadre du système comme tel.

De là découle que les révolutionnaires doivent rejeter toute politique qui collabore — directement ou indirectement — avec la dite bourgeoisie nationale ou avec certains de ses secteurs. La bataille sur ce terrain est, en dernière instance, une bataille pour l'autonomie politique du prolétariat qui, malgré son esprit combatif et son héroïsme a été longtemps sous l'influence de mouvements ou de leaders bourgeois ou petits-bourgeois, et n'a pas cessé de souffrir l'influence idéologique du nationalisme révolutionnaire petit-bourgeois, et même récemment sous le réformisme militaire du général Torres.

Cette conception traditionnelle du marxisme révolutionnaire se complète avec l'idée claire du rôle de la paysannerie, principal allié de la force motrice de la révolution que constitue la classe ouvrière. Il faut s'opposer aux courants qui ignorent ou minimisent l'importance des masses paysannes pour le processus révolutionnaire bolivien et qui soutiennent que la force de frappe de la classe ouvrière suffit pour abattre l'appareil d'Etat capitaliste. L'expérience a démontré que tant que la paysannerie ne se mobilise pas, toute montée révolutionnaire court le risque d'aboutir inévitablement à l'isolement de la classe ouvrière et à un affrontement contre les forces de la répression concentrées sur elle, comme c'est arrivé au cours des nombreux massacres ouvriers et le 21 août 1971, avec les conséquences déjà connues.

Une des tâches primordiales du POR à cette étape, est pour cette raison d'approfondir et de réactualiser ses analyses sur la situation socio-économique à la campagne et les tendances potentielles qui y mûrissent, d'élaborer une politique susceptible d'avoir un écho parmi les paysans et de préparer leur incorporation pleine dans les luttes, en alliance avec le prolétariat. Le POR doit distinguer avec plus de précision les catégories sociales qui se sont dessinées à la campagne à la suite de la réforme agraire : le prolétariat agricole des plantations et des raffineries sucrières qui se développe dans la zone orientale du pays fondamentalement; les paysans pauvres disposant de peu de terre et sans travail salarié et les paysans moyens. De la même manière, il faut tenir compte du phénomène de la colonisation, c'est-à-dire le déplacement de secteurs de la population de la campagne et même d'ouvriers chômeurs de l'Altiplano et des vallées vers les terres vierges des zones tropicales. Chacune de ces catégories a des caractéristiques et des revendications qui leur sont propres, dont il faut tenir compte pour les mobiliser en alliance avec le prolétariat. Le POR doit intensifier son travail à la campagne en élaborant des plate-formes de revendications sur la base des besoins de chacune de ces catégories pour tirer parti de leurs potentialités révolutionnaires.

L'importance du travail paysan n'est pas seulement issu de considérations théoriques générales, mais de son rôle concret dans la période d'affrontement que nous vivons. La Bolivie est un pays qui dispose d'une grande population paysanne. Une grande partie de l'armée est également composée de paysans. Le réveil et la mobilisation révolutionnaire de la paysannerie constituera un facteur supplémentaire de la désagrégation des forces armées de la bourgeoisie.

A partir de la nécessité de la lutte armée introduite par le 9me Congrès et à partir de sa propre expérience de 1967 à 1971, le POR doit formuler avec clarté sa conception de lutte armée sur la base des conditions politiques actuelles de Bolivie.

La lutte armée correspondait aux nécessités des masses et de la lutte des classes. C'est pour cela même que la guerilla du Che de 1967 fut largement acceptée par les masses parce qu'elles voyaient en elle une forme pratique, concrète de se libérer du cercle vicieux d'interventions militaires et de massacres et d'appliquer ce que disaient les déclarations constantes des congrès ouvriers sur la lutte pour le pouvoir, pour le socialisme. C'est pour cela même que malgré la défaite les guerillas firent faire un saut qualitatif aux luttes politiques boliviennes et poussèrent à des mobilisations et à des luttes de masse.

Il faut d'emblée repousser deux conceptions opposées mais également fausses sur la lutte armée : celle du foco qui fait abstraction de la lutte de classe, et celle de l'insurrectionalisme spontané, qui réduit la confrontation armée à l'étape finale du processus de lutte pour le pouvoir et qui attend que les masses, à ce moment, résolvent sans organisation militaire les problèmes de leur armement. Le POR a posé correctement la lutte armée comme partie intégrante de sa conception politique du pouvoir et a évité de sombrer dans les déviations militaristes. Il a toujours insisté sur le fait que les actions armées de type guerilla doivent avoir pour objectif une meilleure pénétration du parti dans les masses pour développer l'intervention politique et armée de ces mêmes masses. Les actions armées, c'est-à-dire l'activité militaire, ne s'opposent pas à la construction du parti, mais sont unies au travail politique dans les masses comme parties inséparables d'une stratégie globale pour rompre les limitations du populisme, du spontanéisme, du réformisme, et prendre le pouvoir.

13 En tenant compte de l'expérience bolivienne, le processus devra suivre un développement que l'on peut résumer :

a) la période actuelle de réactivation du mouvement ouvrier, à forte répression sur l'avant-garde; une certaine semi-légalité pour le fonctionnement des organisations de masse et la clandestinité pour les organisations politiques d'avant-garde.

A cette période correspond un type d'activités politiques et militaires concrètes qui doivent être dialectiquement combinées :

I. — Initiatives armées des organisations d'avant-garde, effectuées par leurs détachements armés. Elles ont comme objectif de stimuler le mouvement ouvrier et paysan, de développer au sein des masses la nécessité de l'armement et des milices, ainsi que d'accumuler des forces humaines, des moyens matériels et techniques.

Ces initiatives de lutte armée pourront et devront se matérialiser aussi bien dans les zones minières et rurales que dans les grandes concentrations urbaines; cependant, dans cette étape spécifique où le prolétariat minier et celui des usines dirige le mouvement ouvrier, et où autour de celui-ci se prévoient les conflits et les affrontements, les actions armées du parti doivent se réaliser dans ce secteur en tenant compte de ses problèmes.

II. — Intervenir dans les luttes actuelles dont la dynamique

implique la mobilisation de secteurs massifs ce qui pourra conduire à la renaissance d'embryons de dualité de pouvoir, de la vieille tradition des milices syndicales ouvrières et des régiments paysans. Dans cette perspective, l'armement des masses tendra à se généraliser et à se concrétiser en des détachements armés ouvriers-paysans. L'intervention du parti sera indispensable pour éviter de retomber dans les limites du passé, quand les milices de type ancien, fondamentalement défensives, n'ont pas permis d'avancer vers la prise du pouvoir. En partant de cette expérience, l'initiative militaire des détachements du parti et des groupes d'avant-garde, doit impulser un nouveau type de milices, offensives et capables de mobilité. La propagande sur l'armement des masses et l'émergeance de leurs forces armées n'est pas suffisante; le parti et les organisations d'avant-garde doivent se placer au centre de ce travail en stimulant les masses en même temps qu'ils renforcent leur mobilisation.

En même temps, les révolutionnaires doivent développer un travail politique au sein de l'armée bourgeoise, en essayant de gagner au camp du prolétariat les soldats et les sous-officiers. Ce travail doit combiner la propagande révolutionnaire avec l'agitation sur les revendications immédiates des soldats et des sous-officiers (droits démocratiques, conditions de vie, etc.).

Evidemment on ne peut avoir d'illusions sur les résultats de ce travail; la désintégration politique et militaire de l'armée bourgeoise ne se réalisera que si elle a à s'affronter avec les forces armées du prolétariat.

b) La généralisation de l'affrontement comme conséquence de l'offensive militaire de l'armée bourgeoise, à laquelle les masses auront résisté, ou l'intervention militaire impérialiste après une victoire partielle des masses, ou la conquête du pouvoir, donnent le lieu de l'unification des forces armées révolutionnaires à un niveau supérieur, acquérant un caractère de permanence dépassant le cadre des lieux de production où agissaient avant les milices.

La combinaison entre les détachements du parti et les milices ouvrières-paysannes constitue le point de départ de l'Armée Révolutionnaire de masse. L'Armée Révolutionnaire acquiert sa physionomie achevée dans le cadre d'une guerre civile généralisée. La dualité de pouvoir politico-sociale se complète avec la dualité géographico-militaire.

L'idée de l'Armée Révolutionnaire est ainsi intimement liée à celle de crise révolutionnaire, de guerre civile et de mobilisation de masse. Ce n'est pas une armée qui surgit par un coup de baguette magique à n'importe quel moment et qui peut se développer d'elle-même.

14) Le POR est partisan de l'unité d'action entre les partis et les courants qui luttent contre les dictatures militaires et l'impérialisme. Mais dans ce front n'ont pas leur place les partis et les courants de la bourgeoisie pour lesquels la perspective n'est rien d'autre que de remplacer la dictature en maintenant l'hégémonie de la bourgeoisie.

Après le 21 août, le front unique, formé de fait dans l'action militaire de cette journée par les partis de gauche boliviens, s'est projeté organisationnellement dans le FRA. Dans le FRA se voyait la possibilité de continuer le combat. Mais le FRA s'est paralysé et divisé quand il s'est mis à discuter l'organisation réelle et concrète de l'affrontement avec la dictature. Aujourd'hui, il a été remplacé par d'autres fronts partiels, de contenu nationaliste, démocratique-bourgeois, dans lesquels le POR ne saurait participer.

En tout cas, le problème de l'unité et du front unique continue à être posé. Les masses en sentent la nécessité. Le POR doit s'emparer de ce sentiment et travailler pour unir les masses ouvrières et paysannes en un front uni à la condition que celui-ci soit capable de réaliser des actions effectives et ne se réduise pas à des déclamations stériles. Unité d'action contre l'immixtion du gouvernement dans le mouvement ouvrier et les limitations que la dictature impose à celui-ci. Unité d'action pour faire fonctionner la COB, pour libérer les prisonniers. Front unique pour des objectifs concrets.

L'unité peut se faire aussi dans l'activité militaire. Dans le cas où certaines organisations réaliseraient des actions armées, le POR pourrait arriver à concrétiser des actions unitaires sur le terrain des opérations à condition d'avoir une participation conjointe des forces engagées dans l'élaboration des plans et la direction technique des actions, tout en conservant en même temps une autonomie politique et organisationnelle rigoureuse du parti.

15) Dans la nouvelle montée du mouvement ouvrier à laquelle le POR participe, il met en avant un programme qui combine les tâches minimum et immédiates des masses avec le programme maximum, au moyen d'un programme de transition. Les points fondamentaux d'un tel programme sont :

— 1 — Augmentation générale des salaires face à la dévalorisation de la monnaie qui a appauvri les salariés. Echelle mobile des salaires pour défendre le niveau de vie des masses.

Réincorporation des licenciés pour raisons politiques et sociales; du travail pour les chômeurs. Mobilisation permanente des organisations de chômeurs en alliance avec les syndicats des travailleurs. Lutte contre les hausses constantes de prix. Que la dévaluation monétaire soit payée par les entreprises privées et l'Etat et pas par la misérable économie du peuple.

— 2 — Contre le pillage de l'impérialisme, défense de la propriété d'Etat des richesses naturelles. Défense du pétrole, du gaz et du fer. Défense de la COMIBOL et des mines nationalisées que le fascisme prétend remettre à la voracité impérialiste. Reprise du contrôle ouvrier avec droit de veto au moyen des comités de contrôle ouvrier. Nationalisation des entreprises impérialistes sous contrôle ouvrier. Contre la pénétration du sous-impérialisme brésilien dans les départements de Santa-Cruz et du Beni. Opposition tenace et militante à la division du pays alimentée par la bourgeoisie agro-industrielle de Santa-Cruz. Hors de Bolivie l'impérialisme yankee et le sous-impérialisme brésilien.

— 3 — Défense du mouvement ouvrier syndical bolivien. Pour un fonctionnement libre et indépendant de la COB, des fédérations syndicales nationales et des syndicats. Hors des centres ouvriers la police, l'armée et les bandes armées et fascistes.

Pour la défense des droits et libertés démocratiques. Liberté pour tous les prisonniers politiques et syndicaux. Fermeture des camps de concentration et des prisons privées (*).

Pour la récupération de l'université des serres fascistes qui l'emprisonnent. Reconquête de l'autonomie universitaire, abolition de la loi fondamentale de l'université bolivienne, pour le plein exercice de la gestion paritaire des enseignants et des étudiants.

— 4 — Défense de la paysannerie et de ses droits sur la terre qu'elle travaille, défense de son droit à l'instruction primaire, secondaire et technique. Hors de la campagne les régiments qui occupent les centres vitaux et qui oppriment les travailleurs de la terre. Aide d'Etat aux colons avec assistance technique. Prix garantis de leurs récoltes, crédits et remise d'instruments de travail. Augmentation de la parcelle des terres du paysan pauvre avec la redistribution des latifundias qui subsistent encore et des réserves des ex-patrons; encouragement aux coopératives volontaires avec l'aide de l'Etat.

— 5 — Pour abattre Banzer. Pour cela, il faut organiser l'armement des masses. Lutter pour le resurgissement des milices ouvrières et des régiments paysans. Centralisation de la direction militaire, de l'entraînement et de l'armement dans un état-major ouvrier militaire.

Mais il ne suffit pas d'abattre la dictature pour la remplacer par un gouvernement bourgeois à face libérale. Il faut faire surgir un pouvoir nouveau continuant l'expérience de l'Assemblée Populaire, dépassant ses limites et manques de 1971 et enrichie par un fonctionnement démocratique, unie à la base ouvrière et avec une large représentation paysanne, indépendante du pouvoir bourgeois, et reposant sur la force armée du prolétariat. Que la COB et les partis de la gauche convoquent l'Assemblée Populaire.

Pour le gouvernement ouvrier et paysan, expression politique du pouvoir des masses opprimées et dirigé par le prolétariat, unique façon de liquider l'exploitation capitaliste et impérialiste.

16) Pour mettre en marche et appliquer ce programme, il faut un parti. Mais pour remplir ce rôle, le POR doit se renforcer et se placer au niveau des tâches signalées. Le manque de développement du POR se change en un obstacle pour les progrès de la révolution.

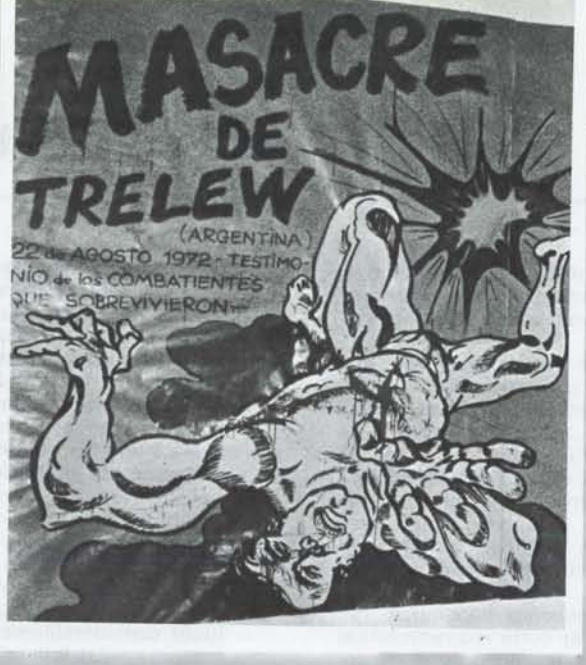
Le POR, tout au long de son histoire, a été capable de maintenir son intégration au sein du mouvement ouvrier et paysan. Mais il a également révélé ses faiblesses; et s'il ne les dépasse pas, il ne pourra pas devenir l'instrument efficace dont les masses ont besoin pour vaincre. Ceci lui pose la nécessité de se transformer qualitativement et quantitativement; de s'insérer plus profondément dans les secteurs-clé du pays. D'élargir ses équipes de direction nationale, d'étendre ses cadres intermédiaires.

(*) On appelle « prisons privées » les maisons que la FSB et le MNR ont transformées en chambres de tortures, de détention et d'exécution des révolutionnaires, en marge de la police et de l'armée, sans contrôle.

Le renforcement de son centre de direction est vital, avec la charge de planifier toutes ses activités, utilisant au maximum les capacités de ses cadres, hiérarchisant et concentrant ses forces sur les axes-clés de son activité selon chaque période.

Ce centre du parti sera d'autant plus capable et efficace s'il est uni étroitement au centre de l'Internationale.

Le POR devra améliorer son infrastructure qui s'est révélée faible dans les événements d'août 1971, améliorer ses moyens de communication et de propagande, régulariser sa presse et ses publications. Le parti doit recruter ses membres dans une lutte agressive contre le réformisme de toute nuance, lutte qui doit se livrer sur le plan politique et sur celui des initiatives combattantes en s'élevant toujours comme l'alternative réelle et sûre pour les masses.



Résolution

Crise politique et perspectives révolutionnaires en Argentine

adoptée par le congrès

1.CRISE HISTORIQUE DU SYSTEME

1) L'Argentine est bouleversée par une crise économique, sociale et politique qui, au delà de vicissitudes conjoncturelles multiples, se prolonge depuis deux décennies et, pour certains aspects, remonte jusqu'aux années 30.

Dans le cadre d'un régime capitaliste qui, à cause de l'emprise de l'impérialisme, n'avait connu qu'un développement distordu et précaire, le péronisme représenta pour la bourgeoisie industrielle la formule politique la plus adéquate. En effet, le régime du général Peron permit un renforcement important du capital indigène par rapport aussi bien aux classes conservatrices traditionnelles qu'au capital étranger. Par une technique bonapartiste poussée, il réussit à établir un équilibre relatif entre la bourgeoisie et les classes exploitées, équilibre qui tout en garantissant, en dernière analyse, le fonctionnement le plus efficace du système dans le contexte donné, assura des avantages réels à la classe ouvrière et à d'autres couches populaires. Par le soutien des masses, Péron put provoquer cette restructuration sociale et politique qui permit d'exploiter les conditions exceptionnelles créées par la situation internationale à l'époque. Mais pour gagner ce soutien il fut obligé de faire des concessions à la classe ouvrière mobilisée qui arracha les conquêtes les plus importantes de son histoire (généralisation de l'organisation syndicale, commissions internes, droits dans les entreprises, lois sociales, amélioration sensible du niveau de vie, etc...).

C'est justement cette réalité qui explique pourquoi le péronisme peut apparaît encore maintenant à des couches bourgeoises comme une solution viable à court et à moyen terme et un espoir de changement social et politique radical à des secteurs très larges des masses populaires.

Le succès de la formule péroniste était strictement conditionné par la situation existante pendant la seconde guerre mondiale, par les nécessités économiques impérieuses des pays capitalistes européens dans leur phase de reconstruction immédiatement après la guerre et, dans une moindre mesure, par le boom économique lié à la guerre de Corée. Dès que cette situation change, dès que le marché mondial n'est plus assoiffé de certains produits agricoles et que la concurrence capitaliste se déclenche de nouveau, l'équilibre socio-économique argentin se brise et une crise grave se dessine. Depuis le commencement des années 50, Péron doit s'orienter vers une « rationalisation » et vers une recherche de capitaux impérialistes. C'est une telle politique qui provoque des tensions sérieuses entre son régime et des secteurs de la classe ouvrière.

2) La chute de Péron, résultat de facteurs multiples et contradictoires, ouvre une étape d'instabilité prolongée. Les bases objectives du régime bonapartiste qui avait assuré un soutien populaire à la politique du capitalisme industriel, n'existent plus et les classes dominantes ne réussissent asexprimer une formule nouvelle tant soit peu stable. La bourgeoisie industrielle est secouée profondément par la crise, est incapable d'esquisser des solutions et doit affronter une bataille serrée avec la classe ouvrière qui se trouve sur la défensive, mais pendant les cinq années postérieures au renversement de Péron est en condition de se battre avec une vigueur extrême. L'armée commence à apparaître comme le garant du maintien et du fonctionnement du système, mais elle subit à son tour des conditionnements sociaux et politiques différents, n'exprime pas une stratégie commune, hésite à se charger directement de la gestion du pouvoir et se divise dans des tendances opposées.

Le régime de Frondizi est une tentative, somme toute éphémère, d'imposer de nouveau l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle sur la base d'un soutien de la petite bourgeoisie radicalisée et des couches du prolétariat, fidèles aux consignes péronistes. Le frondizisme tombe parce que d'une part, il entre rapidement en conflit ouvert avec les masses, et d'autre part, il ne réussit pas à surmonter l'impasse économique et il nourrit ainsi la riposte des secteurs les plus conservateurs des classes dominantes.

La bourgeoisie industrielle démontre sa faiblesse sociale et politique intrinsèque et elle doit s'en remettre à certains secteurs de l'armée jusqu'à l'implantation — aussi éphémère que celle de Frondizi — du régime de Ilia, qui exprime plus directement les intérêts de la bourgeoisie rurale et des couches de la petite bourgeoisie rurale et urbaine. Le seul succès que la classe dominante enregistre, c'est qu'à partir de 1959-60 la classe ouvrière, durement frappée par le chômage et la baisse du niveau de vie, perd progressivement son dynamisme et sa combativité, et entre dans une étape de stagnation et de démoralisation relative, n'étant en condition, en général, que de mener des batailles partielles et essentiellement défensives.

Le régime d'Ongania qui s'installe en juin 1966, ramène l'armée au premier plan dans un contexte relativement plus favorable à un effort de stabilisation. Le nouveau régime bonapartiste a comme but essentiel cette rationalisation et modernisation de l'économie qui correspond avant tout aux intérêts des secteurs capitalistes les plus « modernes » liés plus ou moins directement à l'impérialisme. En plus de la passivité relative des larges masses, la neutralité ou même le préjugé favorable de la majorité de la bureaucratie syndicale et l'attitude pour le moins équivoque, pendant toute une période, du mouvement péroniste, facilitent considérablement la tâche du nouveau gouvernement. Les mesures restrictives concernant la production de l'industrie sucrière dans le Nord, les tentatives de restructuration des chemins de fer et de la réorganisation des ports, l'introduction d'un contrôle plus rigoureux sur les universités, indiquent clairement la politique de la dictature et sont à l'origine des conflits sociaux et politiques de l'époque.

Le bonapartisme d'Ongania — qui opérait dans un contexte tout à fait différent du contexte du bonapartisme péroniste — ne pouvait que favoriser les intérêts d'une minorité très restreinte. Si Ongania a réussi à relancer partiellement l'économie et à réduire sensiblement le taux d'inflation, cela était réalisé par une paupérisation accrue non seulement du prolétariat, mais aussi de larges couches de la petite bourgeoisie.

3) Mai 1969 marque un tournant radical. A Rosario, Cordoba, Tucuman, les masses se mobilisent dans les mouvements les plus grandioses que l'Argentine ait jamais connu : le cordobazo est une épreuve de force majeure des ouvriers et des étudiants avec la dictature militaire. C'est l'éclatement d'une nouvelle étape de montée impétueuse qui détermine une situation pré-révolutionnaire, en brisant les équilibres imposés après 1966, et s'exprime notamment par des mobilisations explosives, répétées, aussi bien dans des épicentres traditionnels du mouvement ouvrier que dans des villes moins radicalisées par des luttes très dures dans des secteurs ouvriers d'avant-garde et dans des grèves générales qui en nombre de participants, dépassent tous les antécédents en Argentine et en Amérique Latine (novembre 1970 et septembre 1971). Dans ce contexte, la lutte de classes commence à déboucher sur la lutte armée et la guerilla urbaine se développe dans tous les centres importants du pays.

La bourgeoisie se trouvait donc dans la nécessité de réexaminer toute son orientation. Pour la classe ouvrière la question se posait de savoir comment il fallait exploiter dans le cadre d'une stratégie anti-impérialiste et anti-capitaliste globale la nouvelle crise pré-révolutionnaire et les nouveaux déséquilibres déchirants du système.

4) La classe dominante et les contradictions du néo-péronisme devaient faire face à la montée puissante du mouvement de masse et aux initiatives audacieuses des organisations de la lutte armée sans une direction politique tant soit peu solide et homogène et dans une situation économique caractérisée par une conjoncture défavorable et par une reprise de l'inflation à des taux élevés. Elle s'efforça d'utiliser alternativement, par une technique sommaire, la répression la plus brutale et la séduction démagogique populiste et libéralisante. Mais elle ne réussit pas à bloquer les mobilisations périodiques des masses, la radicalisation de couches larges de la petite-bourgeoisie, la revitalisation du mouvement étudiant ni à briser les organisations de la lutte armée.

C'est dans un tel contexte que Lanusse adopta la politique du GAN (Gran Acuerdo Nacional) qui déboucha sur les élections du mois de mars 1973. En fait, une solution impliquant un durcissement de la répression avec l'adoption d'une solution réactionnaire à la brésilienne comportait des risques trop grands. Dans une situation où se succédaient des puissantes mobilisations des masses et existaient des organisations armées déjà dotées d'une expérience riche, un coup gorilla aurait pu avoir l'effet d'un boomerang, en faisant précipiter une guerre civile à l'issue incertaine.

Le GAN, en acceptant une réintégration dans la vie politique officielle, avait comme but d'établir un accord entre le péronisme et d'autres courants politiques traditionnels (dont en premier lieu les radicaux), d'introduire un cadre constitutionnel basé sur ce compromis et sur une collaboration étroite avec la bureaucratie syndicale, d'assurer aux militaires des positions de contrôle essentielles. Par cette opération on espérait pouvoir isoler et écraser les avant-gardes et notamment les avant-gardes armées.

2.LA CLASSE OUVRIERE FORCE MOTRICE DE LA REVOLUTION

5) La classe ouvrière, force motrice fondamentale de la révolution, a accumulé pendant les dernières trente années une expérience extrêmement riche. Elle a été protagoniste d'une gamme extraordinairement ample de luttes revendicatives allant du conflit syndical normal aux occupations d'usines et séquestration d'otages, de grèves générales de nature politique, de grandes mobilisations et d'explosions subites semi-insurrectionnelles, de dures batailles défensives, d'initiatives de lutte armée embryonnaire allant du sabotage le plus élémentaire aux formes les plus audacieuses de guerilla urbaine. Elle a construit des syndicats puissants qui, malgré leur genèse et l'idéologie qu'ils adoptèrent, sont apparus à la conscience des masses les plus larges comme des instruments valables de la lutte de classes et dans certaines périodes, ont accompli la tâche de défendre les intérêts immédiats et les droits élémentaires des travailleurs. Elle représente une force sociale relativement homogène avec un poids spécifique énorme dans la vie politique du pays : sa mobilisation, ensemble avec les salariés des transports et des services, est par elle-même en condition de paralyser toute activité comme à plusieurs reprises l'ont démontré les grèves générales les plus significatives.

La contradiction du mouvement ouvrier argentin réside dans le fait que le prolétariat a atteint un niveau élévé d'organisation et réalisé ses mobilisations politiques les plus décisives sous l'hégémonie du péronisme, dont la direction exprimait les intérêts de la bourgeoisie industrielle.

Dès le commencement des années 60 des changements importants ont commencé à se produire. Du point de vue structurel, c'était la classe ouvrière des grandes villes de l'intérieur, intégrée dans les secteurs industriels modernes, qui acquérait un poids spécifique de plus en plus grand. Du point de vue politique, les mobilisations avaient leur épicentre d'abord dans les régions de Tucuman, avec une bataille menée avec une très grande combativité, mais stratégiquement défensive et donc condamnée à s'essouffler, ensuite surtout à Cordoba qui devenait incontestablement le point névralgique de l'affrontement social et politique.

Cela allait de pair avec l'émergence de couches ouvrières jeunes qui n'avaient pas subi l'impact négatif de la stagnation et de la démoralisation. Des avant-gardes larges mûrissaient politiquement sous l'influence de la révolution cubaine et des luttes armées animées par le castrisme dans plusieurs pays d'Amérique Latine. La crise du mouvement communiste international et le conflit sino-soviétique avaient aussi des répercussions dans les milieux du PC. Ainsi dans les mouvements de Cordoba et de Rosario de 1969 un rôle important revenait à des ouvriers très combattifs qui n'étaient pas encadrés dans le mouvement ouvrier traditionnel. Ainsi une différenciation de plus en plus nette se produisait dans les syndicats par des manifestations d'une portée inégale, mais allait généralement dans le même sens : radicalisation accentuée de directions régionales, formation de la CGTA, formation de tendance antibureaucratiques, formation de syndicats d'entreprise exprimant la pression d'en bas et les aspirations révolutionnaires des couches ouvrières d'avant-gardes politiques qui décidaient de rompre avec les pratiques routinières, de riposter à la violence des appareils de la répression, posaient dans une perspective à court terme les problèmes de la lutte armée et commençaient à opérer sur ce terrain. L'exemple des Tupamaros d'Uruguay était un stimulant supplémentaire.

Il serait erroné d'en tirer la conclusion que l'influence politique et idéologique du péronisme n'est qu'une survivance du passé. Mais les liens entre le péronisme et des couches ouvrières larges sont devenus beaucoup moins solides que dans le passé et l'adhésion au justicialisme beaucoup plus critique. Il existe, ensuite, des couches importantes qui ont rompu avec le péronisme et notamment dans des épicentres décisifs comme les grandes usines de Cordoba l'hégémonie a échappé aux bureaucrates péronistes même sur le plan syndical. Tout cela revient à dire que le péronisme n'exerce plus son contrôle sur l'avant-garde ouvrière.

La classe ouvrière argentine a été donc et reste l'épine dorsale des mobilisations révolutionnaires et son rôle sera décisif dans les batailles qui s'approchent. Sa faiblesse réside encore fondamentalement, dans l'absence d'une organisation qui exprime à l'échelle nationale une politique indépendante de toute direction ou tendance bourgeoise et petite-bourgeoise, dans l'absence d'une direction révolutionnaire capable de préciser les lignes stratégiques d'une lutte pour le renversement du pouvoir et de les traduire dans la pratique. Mais des forces ont mûri qui comprennent la nécessité d'une lutte en même temps anti-impérialiste et anti-capitaliste, et la nécessité d'avoir une stratégie globale de lutte armée pour le pouvoir.

6) La paysannerie ne représente pas une force importante et son poids socio-économique tend à diminuer ultérieurement. Les révolutionnaires argentins n'ont pas développé, dans les dernières années non plus, une analyse d'ensemble des structures agraires, ce qui n'a pas été sans conséquence quant à l'élaboration politique. Il est incontestable en tout cas, que les paysans pauvres, notamment dans certaines régions du Nord où ils sont liés étroitement aux ouvriers, doivent être considérés comme des alliés du prolétariat. Leur mobilisation aussi bien dans les batailles politiques que dans la lutte armée est un impératif que les révolutionnaires ne sauraient sous-estimer sous prétexte de la composition sociale spécifique du pays et du poids écrasant des salariés intégrés dans l'économie urbaine.

Un rôle considérable sera joué par la petite-bourgeoisie. Dans les années 40 cette couche sociale fut dans une large mesure la base des mouvements et des organisations anti-péronistes se plaçant objectivement sur un terrain de conservatisme, sinon carrément réactionnaire. Le déclin économique qui a aussi frappé ces couches, parfois moins en condition de se défendre que la classe ouvrière, le renforcement de secteurs monopolistiques, la suppression progressive de toute liberté et de tout droit démocratique par les dictatures militaires, les répercussions de la révolution cubaine et de la situation d'autres pays du continent ont provoqué leur radicalisation croissante, de même que la radicalisation de ces couches dites marginales qui se classent entre le prolétariat le plus pauvre et la petite-bourgeoisie la plus misérable. Ce sont ces phénomènes qui expliquent le rôle joué par des éléments petits-bourgeois dans les luttes des dernières années et même dans les organisations de la lutte armée et l'influence gagnée par le péronisme dans ces couches sociales.

Le mouvement étudiant lui-même — qui en tant que tel ne saurait être caractérisé comme petit-bourgeois — a reflété et exprime dans une large mesure cette radicalisation. La portée de l'alliance de la classe ouvrière avec cette petite-bourgeoisie radicalisée et les étudiants a été démontrée notamment aussi bien par la participation de couches petites-bourgeoises aux grandes mobilisations de 1970-72 que par les liaisons établies entre les ouvriers et les étudiants lors des explosions révolutionnaires de 1969. Il est évident d'ailleurs que l'attitude favorable de la petite-bourgeoisie a facilité considérablement le déroulement de la guerilla dans les grandes concentrations urbaines.

3.REVOLUTION PERMANENTE, LUTTE ARMEE ET MOUVEMENT DE MASSES

7) Dans une situation de crise structurelle et de tensions révolutionnaires telle qu'elle existe en Argentine, le problème du pouvoir — du renversement du système capitaliste et de l'instauration d'un Etat ouvrier — est objectivement posé. Mais aucune solution positive n'est possible sans une stratégie de pouvoir qui inclue une orientation de lutte armée et sans l'intervention d'un parti révolutionnaire qui applique cette stratégie.

L'orientation fondamentale dans la lutte découle, tout d'abord, de la nature de la révolution argentine. Les marxistes révolutionnaires rejettent plus que jamais, toute conception basée sur l'hypothèse d'une étape démocratique, qui prépare une deuxième étape, socialiste. Ils réaffirment la conception d'une révolution permanente à savoir une dynamique anti-capitaliste et socialiste du processus révolutionnaire qui se déroule. Toutes les expériences des dernières 30 années — aussi bien en Argentine que dans d'autres pays d'Amérique Latine — démontrent qu'une révolution qui s'arrête au palier « démocratique », « anti-oligarchique » et « anti-impérialiste » et ne vise plus le système capitaliste en tant que tel, débouche inévitablement sur une impasse, est rejetée en arrière et s'achève par une défaite. Dans les pays où les tâches démocratiques subsistent — en Argentine elles subsistent moins que dans la quasi totalité des pays du continent — ces tâches ne peuvent être accomplies que dans le cadre d'une dynamique de révolution permanente et sous l'hégémonie du prolétariat.

Il en découle qu'il faut rejeter toute perspective d'alliance avec la bourgeoisie dite nationale ou avec des secteurs soi-disant progressistes de celle-ci. Le mouvement ouvrier et révolutionnaire ne doit pas, naturellement, renoncer à exploiter les avantages tactiques que lui offrent les contradictions de l'adversaire, et par exemple, dans le cas d'une dictature réactionnaire la participation éventuelle à la bataille d'opposition d'organisations ou mouvements bourgeois.

Mais cela n'implique aucunement qu'un rôle d'allié dans une perspective révolutionnaire puisse être attribué à des couches ou à des formations politiques de la bourgeoisie. Toute hésitation ou doute en la matière reviendrait, en dernière analyse, à une remise en question de la conception de la révolution permanente. Puisque la dynamique révolutionnaire tend à briser non seulement le cadre du système capitaliste en tant que tel, l'affrontement avec la bourgeoisie est inévitable et il faut s'armer dans une telle perspective. La critique des révolutionnaires aux conceptions de l'Unidad Popular chilienne et du Frente Amplio uruguayien, ne vise pas seulement la méthode de la « voie démocratique », mais aussi et surtout la nature d'une stratégie politique impliquant l'application du maintien des mécanismes essentiels — économiques et politiques — du système et, sur cette base, l'alliance ou le compromis avec la bourgeoisie ou des secteurs importants de la bourgeoisie.

8) L'orientation de lutte armée, dont le IX^me^ Congrès ne pouvait qu'esquisser les lignes très générales, s'est posée en Argentine dans un contexte où une situation pré-révolutionnaire se développait, la lutte de classes atteignait le stade des affrontements armés et des formes embryonnaires de guerre civile se précisaient. Par ailleurs, la bourgeoisie n'avait pas épuisé toutes les marges de manœuvres, l'impérialisme et les bourgeoisies d'autres pays du continent étaient prêts à s'engager politiquement et, en dernière analyse, même militairement pour éviter la naissance d'un deuxième Etat ouvrier en Amérique Latine. Il n'existait pas de parti révolutionnaire avec une influence décisive sur les masses en condition d'exploiter à court terme, dans une perspective de lutte pour le pouvoir, les explosions sociales qui se produisaient et se préparaient. C'est dans un tel cadre que les marxistes révolutionnaires ont affirmé que le déclenchement de la lutte armée est une tâche spécifique de l'avant-garde, qui doit en prendre l'initiative, tout en mettant l'accent dès le début sur ces formes de lutte armée qui permettent d'établir ou de renforcer les liens avec des couches importantes des masses. Ils ont esquissé en même temps la perspective d'une lutte armée se développant avec des hauts et des bas et des variantes multiples, pour une période prolongée.

Surtout à partir du tournant de 1969, il était impératif de préparer à court terme la lutte armée. Les marxistes révolutionnaires l'ont souligné en toute clarté, réaffirmant la nécessité d'éviter aussi bien toute déviation foquiste ou insurrectionnaliste spontanéiste qu'un isolement des organisations de la lutte armée par rapport aux masses.

En même temps, il était nécessaire d'intervenir dans le mouvement des masses en exploitant toute possibilité légale ou semi-légale et utilisant tous les instruments que les masses considèrent traditionnellement valables ou qui surgissent normalement au cours des mobilisations à des étapes de conflits sociaux aigüs et dans des situations pré-révolutionnaires. Plus concrètement, cela impliquait une activité dans les syndicats, un combat opiniâtre contre la bureaucratie pourrie, des initiatives pour stimuler la polarisation et la maturation de couches d'avant-garde ouvrière sur des plate-formes correspondant effectivement aux nécessités des luttes et de leur généralisation dans le cadre de la bataille politique contre la dictature. Cela impliquait aussi une activité systématique pour soutenir et propulser la formation d'organismes démocratiques de base, qui sont le produit du besoin qu'éprouvent notamment les couches ouvrières les plus dynamiques de ne pas rester engagés dans le fonctionnement routinier des structures bureaucratisées, d'exprimer d'une façon plus immédiate et plus efficace leurs aspirations, de faire peser davantage leur volonté d'offrir une base unitaire de lutte plus ample.

4.LE RETOUR DU PERONISME AU GOUVERNEMENT

9) Les résultats des élections de mars 1973, malgré leur nature frauduleuse, ont exprimé un rejet massif de la dictature militaire. Le manque d'une alternative révolutionnaire a fait que les masses se sont exprimées au travers des élections et en faveur du péronisme, ceci apparaissant comme les formules politiques les plus crédibles. Ainsi, on a vu également l'adhésion de masses que le péronisme conserve, renforcé par l'appui de secteurs jeunes radicalisés qui donnèrent le ton à sa campagne électorale.

La venue de Campora à la présidence, le 25 mai, a été marquée par des événements dramatiques, révélateurs de la profondeur de la crise politique. Sous la pression des masses, qui se mobilisaient vigoureusement — avec la participation active des organisations armées — les chefs les plus représentatifs de la dictature ont quitté la scène, sans pouvoir camoufler la défaite partielle que représentait leur retour dans les casernes. Les prisonniers politiques étaient libérés immédiatement sans aucune discrimination; Allende et Dorticos étaient acclamés, tandis que Rogers se voyait obligé à rester en coulisse.

Le changement de direction effectué par la bourgeoisie au moyen de l'instauration d'un nouveau régime péroniste et le retour à la démocratie parlementaire s'annonçait, dès le début, plein de périls.

10) Une fois abandonnée la phraséologie démagogique utilisée durant la période pré-électorale, le projet de Péron est devenu plus clair. Il s'agit de réaliser l'unité des principaux secteurs des classes dominantes pour trouver une issue à la crise économique que traverse le pays et à la crise des mécanismes de domination politique de la bourgeoisie, après tant d'années d'échecs, de tentatives « démocratiques » ou dictatoriales.

Sur le plan économique, on cherche à renégocier les rapports de dépendance avec l'impérialisme, en s'appuyant sur des capitaux impérialistes non-américains et sur un rôle plus actif de l'Etat dans les domaines de la stratégie économique. On a essayé de contenir l'inflation et de favoriser une nouvelle phase d'expansion économique. Ceci supposerait une profonde modernisation et rationalisation de l'appareil productif.

La situation économique est caractérisée par :

a) la faible croissance du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) dans le cadre d'une situation de stabilisation, au prix d'un freinage

de l'expansion de la production :

b) sept milliards de dollars de dette extérieure;

c) un grand déficit du budget de l'Etat qui va à l'encontre d'une politique de stimulation économique, dans la mesure où sont restreintes les dépenses publiques;

d) une bonne réserve de devises (1.300 millions de dollars) et la prévision d'une balance des paiements excédentaires;

e) de graves problèmes pour les exportations traditionnelles de grain dans l'année qui vient;

f) de bonnes perspectives d'exportation pour les biens manufacturés (Cuba, Chili, Roumanie);

g) la nécessité de modifier le système de contrôle des prix en permettant des augmentations;

h) la nécessité de maintenir le niveau actuel des salaires;

i) un million et demi de chômeurs;

j) les investissements de capitaux étrangers encore à l'état d'intention et de propositions.

Bien que le plan économique de la bourgeoisie prévoie une redistribution progressive du revenu, ceci suppose la reprise préalable de l'expansion économique qui ne s'est toujours pas produite. C'est ainsi que les huit premiers mois du gouvernement péroniste se sont soldés par quelques mesures prises à la sauvette en ce qui concerne la situation économique des masses. Encore une fois la bourgeoisie a demandé à la classe ouvrière des sacrifices pour la « reconstruction nationale » du capitalisme argentin.

Le « Pacte Social », signé par les hommes d'affaires de la CGE (Confédération générale des chefs d'entreprises), les chargés de l'équipement économique du gouvernement et par les bureaucrates de la CGT, donne le ton de la politique sociale du péronisme. L'augmentation salariale misérable de quelques 200 pesos suffit mal à compenser la détérioration du pouvoir d'achat produite par l'escalade inflationniste des derniers mois de la dictature. On a suspendu les commissions paritaires pour encore deux ans (c'était déjà fait par la dictature) et on a gelé les salaires.

Tant le Pacte Social que le Pacte Rural et le Plan Triennal montrent que la politique économique appliquée par Peron n'arrive pas à léser les intérêts fondamentaux d'aucun des secteurs les plus significatifs des classes dominantes. En ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'impérialisme : aucune mesure radicale telle que nationalisations, refus de rembourser la dette extérieure, etc., mais, au contraire, de nouvelles garanties pour les investissements étrangers, en s'accomodant des exigences des organismes financiers internationaux. C'est parce que la rationalisation de l'appareil productif et l'expansion des exportations nécessitent de s'appuyer sur les entreprises monopolistiques (Ex. : accord avec les entreprises de l'automobile), sans compter avec la nécessité d'attirer de nouveaux capitaux impérialistes. Il en va de même pour la grande bourgeoisie, obligée après bien des années de reconnaître en Péron l'unique issue à la crise. La bourgeoisie « agraire » a obtenu le respect sans restriction de la propriété privée de la terre, le renvoi du vote de l'impôt sur la rente potentielle de la terre, et des garanties de soutien des prix face aux fluctuations de la production pour des raisons accidentelles, mesures qui compensent l'intervention de l'Etat dans la commercialisation extérieure des grains. La moyenne et petite-bourgeoisie, bien que son rôle d'associée mineure soit reconnu est celle qui souffre le plus, à court terme, de la stabilisation partielle.

La condition essentielle pour une stabilisation plus solide et pour une nouvelle période d'expansion est une intensification du taux d'exploitation, qui retombera sur la classe ouvrière comme sur les couches de la petite-bourgeoisie. C'est-à-dire que la condition du succès des plans économiques est essentiellement politique : réussir à imposer ces plans aux masses.

11) L'objectif de réussir « l'institutionalisation » politique, c'est-à-dire de dépasser et de résoudre le chaos politique qui a agité l'Argentine pendant les 20 dernières années, reflet de la crise du système, souffre d'une série de contradictions. La principale de celles-ci c'est que l'arrivée au gouvernement accentue toutes les tensions internes du mouvement péroniste, débouchant sur une phase de crise ouverte. Les intérêts hétérogènes et antagonistes, qui coexistent au sein du péronisme, en arrivent à une lutte ouverte pour imposer leurs options au gouvernement.

Les affrontements internes du péronisme ont marqué les mois succédant au 25 mai 1973. La lutte oppose principalement la bureaucratie syndicale et politique aux secteurs jeunes et combatifs du mouvement. Leur antagonisme irréconciliable a été marqué par le sang du massacre de Ejeiza, le 20 juin 1973, jour du retour de Péron, où les bandes armées de la droite ont produit l'un des événements les plus dramatiques de l'histoire argentine. C'est là qu'a commencé une offensive décidée de la droite péroniste, disposée à conquérir le monopole de la direction du processus. Ainsi on en est arrivé au coup du 13 juillet 1973, avec la démission de Campora et la remise du pouvoir à Péron. L'interrègne de Lastiri comme président a évité que Péron ne doive entreprendre le « travail sale », le « nettoyage idéologique » du péronisme, le Maccarthysme, le retour à la censure et à l'obscurantisme dans la vie culturelle, et principalement l'escalade des attentats et des attaques des bandes armées de la droite péroniste.

C'est cette même explosion des conflits internes du péronisme qui a rapidement mis en évidence le caractère instable de la nouvelle période de démocratie bourgeoise. Mais, au-delà de la lutte intestine au sein du mouvement péroniste, l'escalade des bandes para-policières et de la bureaucratie vise à porter des coups sélectifs mais efficaces contre des secteurs de l'avant-garde sociale qui refusent d'accepter les impératifs de la « reconstruction nationale » capitaliste. Les assassinats de militants, les enlèvements et les attentats droitiers de divers types se succèdent à un rythme jamais vu même sous la dictature militaire. Curieuse « démocratie » qui développe la terreur blanche à partir des plus hautes sphères gouvernementales !

La répression sélective, sous couvert de l'activité des bandes parallèles, va être complétée par une nouvelle législation répressive à différents niveaux. Depuis la nouvelle loi sur les Associations Professionnelles, qui consolident le pouvoir de la bureaucratie syndicale chargée de contrôler et de réprimer le mouvement ouvrier, jusqu'à la réforme du Code Pénal qui réintroduit des concepts nouveaux de « délinquance » politique, en passant par la loi de « Prescindibilidad » (disponibilité) des fonctionnaires, ce qui supprime la garantie de leur emploi et permet d'éloigner les éléments « indésirables » et de « rationaliser » l'appareil de l'Etat.

Quand la répression voilée se montre insuffisante face au mouvement de masse, le nouveau gouvernement péroniste n'hésite pas à utiliser les forces traditionnelles de répression (police et gendarmerie), que ce soit pour écraser le San Franciscazo (un mort) ou que ce soit pour réprimer les grèves ouvrières dans les diverses régions du pays. Curieux « gouvernement populaire » qui lance sa police contre ses électeurs !

L'attitude face au mouvement de masse va provoquer les premières dissensions entre les divers secteurs bourgeois qui soutiennent le projet de Péron. Elle produira aussi des tensions au sein des Forces Armées, qui se maintiennent en tant que parti militaire de réserve des classes dominantes, contrôlant tout le processus.

Les secteurs de la petite-bourgeoisie, qui ont cru aux velléités anti-impérialistes du péronisme, voient maintenant, en lieu et place de leurs aspirations, l'offensive réactionnaire contre l'Université, le maccarthysme et la prolifération du terrorisme de droite. Les grands projets de Péron, concernant une politique extérieure indépendante, en faveur de la libération de l'Amérique Latine, se traduisent par l'aide à la Junte militaire chilienne et par une attitude scandaleuse face aux réfugiés, par la réception du bourreau Banzer et par les visites du fantoche Bordaderry et de Stroessner. Au delà des projets diplomatiques ratés de Péron, l'Argentine rencontre de grandes difficultés pour pouvoir concurrencer le Brésil dans le Marché Latino-américain.

12) La classe ouvrière a voté en majorité pour le péronisme. Pendant les derniers mois de la dictature, elle a manifesté ses espérances dans la période post-électorale. Mais ces espérances étaient liées au désir de voir satisfaites des revendications concrètes longtemps rejetées.

A partir du Mendozazo (mars 1972), les luttes ouvrières ont été très rares dans tout le pays. La bureaucratie freinait les luttes et seulement Cordoba restait actif. Après le 25 mai, il y eut un changement. Les travailleurs ont interprété les résultats électoraux et l'arrivée au pouvoir de Campora comme leur victoire. L'affaiblissement de la répression et le retour des libertés démocratiques réprimées pendant des années, vont s'ajouter à la faiblesse relative de la bureaucratie syndicale, absente dans la campagne électorale et jusqu'au moment du changement de gouvernement, à cause de sa faible capacité de mobilisation et de son rejet par la base. Tout cela va donner un nouveau souffle à une reprise des luttes, ce qui indique une remontée de la classe ouvrière.

La caractéristique la plus importante de cette nouvelle période de luttes croissantes est l'intégration des travailleurs du Grand Buenos Aires (presque 70 % de la classe ouvrière) à la lutte.

La majorité des conflits dans les premiers mois du gouvernement péroniste ont été impulsés par eux. Ceci est fondamental si l'on prend en considération que les luttes ouvrières après 1969 avaient été limitées aux villes de l'intérieur du pays, où la concentration prolétarienne est plus petite qu'à Buenos Aires. La plupart des luttes mobilisent le prolétariat industriel qui s'affronte aux patrons privés et non pas à l'Etat. En général les luttes sont courtes et isolées, dans l'absence de mots d'ordre unificateurs permettant de les étendre à l'échelle nationale. Ce sont les travailleurs de l'appareil d'Etat qui ont impulsé la plupart des luttes unifiées, du fait qu'ils affrontaient un même patron, c'est-à-dire l'Etat.

Mais dans le cadre de la montée des luttes, depuis le 25 mai se multiplièrent les occupations d'usines montrant l'assimilation par des couches importantes de travailleurs des méthodes de lutte les plus combatives, propres à l'époque de la dictature. Les luttes, en général, se font sur des revendications immédiates telles que la défense de l'emploi, la réintégration des licenciés pour raisons politiques ou syndicales, le paiement des arriérés de salaire, etc. Mais un trait caractéristique c'est que grand nombre d'entre elles acquièrent une dimension de lutte politique en s'affrontant à la bureaucratie. Un grand nombre de confrontations, les plus dures par ailleurs, ont été menées exclusivement contre la bureaucratie. Les affrontements entre la bureaucratie et la base ont été presque toujours violents, avec affrontements armés se soldant par des morts et des blessés. Enfin, réapparaissent ces luttes explosives, avec appui populaire, qui commencèrent à se produire pendant la dictature militaire, mais que la répression et l'attitude de la bureaucratie avaient de plus en plus isolées et rendues plus difficiles. La plus significative fut la mobilisation populaire de San Francisco (Cordòba), mais des faits similaires se sont déjà produits dans d'autres endroits, ainsi que dans des localités entières de la province de Tucuman (Villa Carmela, Villa Quinteres, etc.).

Bien que la majorité des mobilisations eurent au début un caractère défensif, aussi bien le cadre du Pacto Social que l'attitude de la bureaucratie syndicale contribuent à leur donner de l'importance. Ces luttes montrent d'une part la résistance de la classe ouvrière à accepter de nouveaux sacrifices, malgré les appels répétés de Peron lui-même et, d'autre part, la situation extrême à laquelle est arrivée la bourgeoisie argentine à force d'avoir constamment retardé la satisfaction des revendications, même élémentaires, des travailleurs. Mais le manque d'une direction « classiste », reconnue à l'échelle nationale, et de mots d'ordre unificateurs ne permet pas encore aux travailleurs de comprendre qu'ils affrontent en réalité l'Etat comme leur ennemi; ils n'ont pris conscience que de la nécessité d'affronter ses mesures au niveau local. Néanmoins, même ces luttes limitées ont une dynamique explosive inacceptable pour l'Etat et pour la bureaucratie syndicale. Elles suffisent pour empêcher la nécessaire stabilisation politique du pays, condition indispensable pour le succès des plans du gouvernement. Voilà pourquoi elles déclenchent la furie des bandes armées para-policières et de la bureaucratie contre les activistes ouvriers les plus reconnus et contre les secteurs les plus combatifs, pour tenter de décapiter la classe ouvrière de sa nouvelle avant-garde qui a surgi pendant les dernières années.

13) La conclusion s'impose : l'instauration du régime « constitutionnel » ne sera qu'un intermède que la classe dominante sera amenée à remettre en question. L'ouverture de toute une étape de démocratie bourgeoise — où les partis et les syndicats jouiraient d'une liberté et d'une autonomie effectives et pourraient se renforcer progressivement — reste une variante tout à fait improbable.

Cela supposerait une défaite de la classe ouvrière, concrétisée soit par la destruction physique de son avant-garde, soit par l'acceptation politique des plans de la bourgeoisie. Cette dernière hypothèse apparaît assez difficilement réalisable, et la bourgeoisie même se rend compte qu'elle ne pourra pas « assainir » la situation au moyen d'opérations idéologiques, même avec l'aide de Peron.

Dans ce contexte le danger principal pour la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire est que le dynamisme et la combativité des masses ne s'expriment que dans des luttes sectorielles, sans coordination, susceptibles de s'épuiser ou de s'achever avec des résultats très limités, ou qu'elles débouchent sur des explosions spontanées risquant l'isolement, la répression et n'ayant, en tout cas, aucune issue réelle.

La confrontation de classe entre le mouvement ouvrier et les classes dominantes, qui est en train de se produire sous le nouveau régime péronis sera décisive quant à l'évolution des rapports de forces dans la partie sud du continent. En effet, après la défaite chilienne, l'épicentre de la lutte des classes en Amérique Latine s'est déplacé vers l'Argentine.

5.LA CRISE DE LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE. LA NOUVELLE AVANT-GARDE LARGE ET LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

14) La nouvelle conjoncture politique ouverte avec le retour du péronisme au gouvernement a rendu manifeste, une fois de plus, la crise de direction révolutionnaire du mouvement ouvrier argentin. Alors que la bourgeoisie argentine multiplie ses efforts dans la recherche d'une forme stable de domination politique qui puisse lui permettre de garantir une accumulation du capital soutenue, la majorité des travailleurs argentins continue à avoir des illusions sur le péronisme.

Le stalinisme a une responsabilité historique dans l'absence d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière argentine, permettant ainsi un développement du nationalisme bourgeois dans les rangs du mouvement ouvrier. Avant la 2e guerre mondiale, le PC argentin avait réussi à gagner la partie la plus importante de l'avant-garde ouvrière, en incarnant devant la classe les traditions, les prestige et l'influence de la révolution russe. Pendant la guerre, les tournants de la politique stalinienne furent suivis par le PC qui se détacha totalement de la dynamique des luttes ouvrières et pratiqua ouvertement la collaboration de classe, reflet de l'alliance de l'URSS avec les pays impérialistes « démocratiques ». Cette politique opportuniste et traître du principal parti ouvrier explique pourquoi l'opération bonapartiste de Péron eut un succès pendant son premier gouvernement, au point de gagner un nouveau parti nationaliste bourgeois, formé sous son influence, les principaux dirigeants ouvriers et la grande majorité de l'avant-garde ouvrière qui surgit dans les mobilisations de masses de l'époque.

La marge de manœuvre que donna à la bourgeoisie argentine le relâchement de ses liens avec l'impérialisme et les conditions favorables pour le commerce traditionnel du pays, en raison de la guerre mondiale et des changements produits dans la conjoncture internationale, ont permis au premier gouvernement péroniste d'accorder d'importantes concessions à un mouvement ouvrier très combatif. Parallèlement, le mouvement du général Péron a suscité une profonde transformation dans la structure du mouvement ouvrier organisé, en créant les conditions pour la montée d'une nouvelle bureaucratie syndicale directement liée à l'appareil de l'Etat bourgeois. Cette bureaucratie est devenue le véhicule principal d'une politique de collaboration de classe parmi les travailleurs.

Contrairement à ce qui arriva avec les dirigeants du MNR de la Bolivie, Péron tomba avant qu'il y ait rupture entre son mouvement et les masses. Ses successeurs ont voulu arracher à la classe ouvrière les conquêtes de l'ère justificialiste et frapper ces organisations qui lui apparaissaient plus que jamais comme l'instrument de défense le plus valable. Pour le péronisme s'ouvrit une longe période de 18 ans de proscription et de persécution contre ses militants les plus combatifs. Ces facteurs ont retardé pendant des années une **crise ouverte** au sein du mou-

vement ouvrier.

15) La révolution cubaine a eu dans toute l'Amérique latine un rôle déterminant dans l'apparition de nouveaux secteurs et organisations d'avant-garde. Au niveau continental, ce fut le moteur principal, et le produit à la fois, de la crise du stalinisme. Elle suscite une rupture dans l'hégémonie du nationalisme bourgeois sur le mouvement de masses. Elle polarise le champ de la lutte de classes par la présence du premier Etat ouvrier latino-américain.

La révolution cubaine mène ainsi à un processus de radicalisation des luttes qui va se refléter en Argentine aussi bien dans le péronisme que dans le stalinisme et la social-démocratie, ainsi que, partiellement, dans des secteurs trotskystes. C'est ainsi que vont apparaître les éléments initiaux de l'actuelle avant-garde argentine, à partir principalement des rangs du péronisme et du stalinisme.

Mais une nouvelle avant-garde large apparaîtra en Argentine non seulement sous l'impact de la révolution cubaine, mais fondamentalement aussi avec les luttes de masse qui vont s'étendre et se concentrer dans l'affrontement contre la dictature militaire (66-73).

16) C'est pour cela qu'il est juste de considérer l'explosion du Cordobazo comme une date clé pour la compréhension de l'actuelle situation de l'avant-garde en Argentine. Parce que, dans le Cordobazo, va s'exprimer pour la première fois à une échelle massive, l'apparition d'une nouvelle avant-garde sociale ou avant-garde large.

Nous appelons avant-garde large l'ensemble des secteurs radicalisés du mouvement de masse qui ont un rôle actif dans les luttes et qui, à un degré plus ou moins large, tendent à entrer en action en échappant au contrôle des directions traditionnelles, qu'elles soient nationalistes ou réformistes. Cette avant-garde à caractère de masse va au-delà du nombre de militants organisés en groupes ou partis clairement structurés.

Ce que montrent le Cordobazo et les luttes ultérieures, c'est que cette avant-garde large ne se limite pas en Argentine aux secteurs radicalisés du mouvement étudiant ou de la petite-bourgeoisie; elle se compose aussi d'éléments situés dans des secteurs importants de la classe ouvrière. En dernière instance, cette radicalisation ouvrière reflète le poids social du prolétariat argentin et son rôle actif dans les luttes de masse au long des 30 dernières années. Des signes annonciateurs de cette radicalisation peuvent se trouver dans la participation ouvrière à la Résistance Péroniste, à la grève générale avec occupation d'usine en 1964, expériences que l'on trouve dans les programmes de La Falda et Huerta Grande, ainsi que dans les luttes des dockers et des travailleurs de la canne à sucre pendant les premières années de la dictature d'Ongania et dans le dégagement de la CGT des Argentins, etc.

C'est à travers ces luttes de masse qui se sont succédées contre la dictature militaire qu'apparaîtra cette nouvelle avant-garde large accumulant les expériences et commençant à remettre en question les directions bureaucratiques.

Maintenant, ce ne sont pas seulement des pans d'organisations traditionnelles qui viennent grossir les rangs de l'avant-garde, mais principalement des secteurs qui se radicalisent et apparaissent au cours même des luttes de masse, aussi bien celles des étudiants que des ouvriers.

17) La lutte armée prend une importance et une signification politiques réelles en Argentine dans la mesure où elle fusionne avec les traditions d'emploi de la violence révolutionnaire dans la classe ouvrière (la Résistance péroniste) et avec un essor du mouvement de masse, dans le cadre d'une situation pré-révolutionnaire.

Les organisations de guerilla vont avoir des répercussions politiques dans les masses et y compris voir leur propre orientation conditionnée par le développement du mouvement de masse. L'essor du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant va s'affronter plusieurs fois avec l'appareil répressif de la dictature militaire, en posant objectivement la nécessité d'organiser la violence révolutionnaire. C'est ainsi seulement que l'on peut comprendre jusqu'à quel point des secteurs de masse et particulièrement cette avant-garde large surgie des luttes elles-mêmes, se sont identifiés avec le combat de la guerilla comme la prolongation de leur propre lutte contre la dictature.

C'est donc ainsi que l'identification avec la lutte armée et le soutien aux organisations de guerilla plus concrètement sont devenus un des principaux points de référence de la majorité de la nouvelle avant-garde large.

18) Mais la lutte armée n'est pas un axe de clarification suffisant pour garantir l'homogénéité et la cohésion de cette nouvelle avant-garde large. A partir du moment où se précisa la manœuvre électorale préparée par le général Lanusse, vont apparaître clairement les contradictions politiques qui briseront le cadre initial de l'unité d'action dans la lutte contre la dictature.

C'est ici que se voit clairement l'absence d'un pôle marxiste révolutionnaire dans l'avant-garde argentine. Ce rôle n'a pas été rempli par le PRT, secteur qui avait des possibilités réelles de gagner une position hégémonique au sein de cette nouvelle avant-garde large. L'orientation centriste de sa direction l'a rendu incapable non seulement de capitaliser son propre prestige obtenu à travers les actions de l'ERP, mais aussi pour agir comme une force politiquement clarificatrice face au péronisme et au réformisme.

C'est ainsi que va continuer et se cristalliser en différents courants politiques la naturelle hétérogénéité et confusion politique de cette nouvelle avant-garde, fruit historique de la domination du stalinisme sur le mouvement ouvrier international et de la faiblesse du marxisme révolutionnaire pendant des années.

Il est aujourd'hui impossible d'analyser les caractéristiques de cette avant-garde large sans faire une analyse des principaux courants politiques qui la traversent.

Le recul partiel de la dictature militaire et le retour à un régime de démocratie bourgeoise, avec un certain affaiblissement de la répression et rétablissement des libertés démocratiques, même précaires, vont permettre l'expression dans des nouvelles mobilisations et luttes de masse, de secteurs les plus larges de cette avant-garde sociale, et mesurer ainsi les limites de cette réalité.

Même si une profonde atomisation continue à être caractéristique de la situation de l'avant-garde en Argentine, la nouvelle conjoncture, plus exigeante par rapport aux réponses politiques que la période antérieure (la dictature militaire), a commencé à produire une certaine polarisation. Apparaissent ainsi des organisations et des courants plus importants et plus définis avec un processus de fusions, scissions, crises, décantations, etc.

Autour de ces secteurs que constituent les pôles les plus importants de l'avant-garde large, continuent d'exister néanmoins de nombreux groupes et organisations dont nous devons tenir compte lorsque nous définissons de manière plus précise une tactique unitaire et une intervention politique dans les différents fronts de masses.

19) La grande majorité de cette nouvelle avant-garde large va s'identifier avec le **péronisme révolutionnaire**, et avec le **péronisme radicalisé.**

Dans la mesure où les secteurs radicalisés des groupes jeunes du péronisme se sont identifiés avec les organisations armées péronistes, ils ont pu canaliser et capitaliser un secteur majoritaire de cette nouvelle avant-garde large, tant d'origine étudiante qu'ouvrière.

Le développement de divers courants ouvriers anti-bureaucratiques, identifiés avec le péronisme radicalisé ou révolutionnaire, reflète la difficulté qu'ont des secteurs de la classe ouvrière à rompre avec l'idéologie nationaliste bourgeoise, après trente années de formation de la conscience ouvrière dans le cadre du péronisme, sans une alternative « classiste » de masse. Cela s'était déjà vu antérieurement, par exemple dans la formation de la CGT des Argentins.

La radicalisation de secteurs de la petite-bourgeoisie et du mouvement étudiant a été suivie de sa « péronisation ».

Ce phénomène reflète, de manière déformée, le poids du mouvement ouvrier dans les luttes sociales. C'est une tentative opportuniste de se lier à la classe ouvrière, à travers une adaptation à son niveau de conscience actuel.

La nouvelle conjoncture, caractérisée par le péronisme bourgeois et bureaucratique au gouvernement, sous la direction du général Péron lui-même, tend à aiguiser de plus en plus les contradictions politiques du péronisme radicalisé. La distance se fait chaque fois plus importante entre les aspirations des secteurs combatifs et la dure réalité du projet bourgeois de reconstruction du capitalisme national sous les auspices de Péron. La contradiction est insurmontable entre les exigences de libération et de « patrie socialiste » qui ont surgi dans la lutte contre la dictature, et le maintien d'une dépendance négociée avec l'impérialisme par Péron.

Les revendications repoussées pendant tant d'années, et aujourd'hui avancées par bases ouvrières, se heurtent aux impératifs du « pacte social », signé entre le patronat et la bureaucratie syndicale, avec l'aval total de Péron.

Tout le contenu du combat contre la dictature militaire se

voit trahi par l'impunité des assassins et des tortionnaires coupables de bains de sang contre le peuple, justifiés d'ailleurs par la nouvelle vague de répression, prise en charge par des bandes para-policières et de la droite péroniste.

Dans ces conditions, deux attitudes distinctes se sont dégagées très clairement au sein du « péronisme radicalisé ».

L'une d'elles est celle de la direction de la jeunesse péroniste, de la jeunesse travailleuse péroniste, de la jeunesse universitaire péroniste et des organisations FAR et Monteneros.

Ils essayent en vain de conserver l'espace politique précaire gagné au sein du péronisme, au prix de continuelles contorsions, pour ôter au personnage de Péron la responsabilité de la politique du gouvernement.

Ils se situent dans la logique du projet de « reconstruction nationale » de Péron, présentant une conception étapiste de la révolution, dans laquelle une alliance avec la bourgeoisie nationale aurait sa place.

Cela les mène à prendre des positions toujours plus opportunistes, comme la collaboration avec l'armée, dans le cas d'« opération Dorego », la négociation de luttes ouvrières et étudiantes, attitudes conciliatrices avec les secteurs les plus réactionnaires du péronisme, dont le rôle et la trahison ouverte du mouvement ouvrier avait été dénoncé par eux-mêmes, subordination à leurs intérêts « tactiques » et appui de la loi des associations professionnelles de la bureaucratie.

Cette attitude mènera à une séparation croissante des sphères dirigeantes du péronisme radicalisé par rapport à leurs bases combatives, principalement celles d'origine ouvrière.

L'autre attitude, encore minoritaire, est celle, esquissée par des secteurs plus conséquents du péronisme révolutionnaire : Forces Armées Péronistes, Péronisme de Base, Mouvement révolutionnaire du 17 octobre, Front Révolutionnaire péroniste.

Ceux-ci se montrent plus fidèles aux aspirations combatives et révolutionnaires de leurs bases et commencent à poser la nécessité d'une alternative indépendante de la classe ouvrière, dans une dynamique de rupture avec le péronisme bourgeois et bureaucratique et avec Péron lui-même.

Ainsi se manifestent les nouvelles conditions de la conjoncture, qui favorisent la rupture de secteurs plus larges de l'avant-garde sociale avec l'idéologie du nationalisme bourgeois, dans la mesure où il existe un pôle marxiste-révolutionnaire, capable de la gagner et de lui ouvrir des perspectives.

Ainsi se manifeste une nouvelle et décisive étape dans la crise ouverte du péronisme, courant nationaliste bourgeois, en voie de perdre le contrôle de secteurs fondamentaux du mouvement ouvrier et du mouvement de masse en général.

20) **Le réformisme stalinien** a gagné de nouvelles forces, particulièrement parmi le mouvement étudiant et parmi des secteurs de la nouvelle avant-garde.

Cette montée du PC est un phénomène qui ne se limite pas à l'Argentine, mais qui s'est produit aussi dans d'autres pays de l'Amérique latine. Ceci montre la capacité du PC à se remettre de ses graves crises ou ses propres liens avec le stalinisme international. En dernière analyse, cette montée reflète le poids de l'URSS dans le rapport des forces internationales et le fait que la crise du stalinisme ne veut pas dire automatiquement disparition de ce courant réformiste.

D'une façon plus précise et conjoncturelle, cette montée montre une certaine récupération du réformisme face à la crise du courant castriste qui, au niveau latino-américain, a surgi sous l'impact de la révolution cubaine comme produit, et comme moteur à la fois, de la crise du stalinisme. Cette reprise trouve aussi une base dans la dépendance de l'Etat ouvrier cubain par rapport à l'URSS : la politique actuelle de la direction cubaine n'affaiblit pas le stalinisme comme ce fut le cas dans les années précédentes. La résurgence des illusions réformistes a joué aussi son rôle à partir de l'expérience de l'Unité Populaire au Chili.

Cette croissance conjoncturelle du PC pose une fois de plus le problème de la validité de la lutte politique et idéologique contre le stalinisme dans l'Argentine d'aujourd'hui.

La politique du PC se révèle absolument suiviste par rapport au péronisme, dans le cadre d'une orientation traditionnelle de révolution par étapes et de collaboration de classe avec des secteurs de la bourgeoisie. Dans ce sens, sa croissance actuelle approfondira ses contradictions et sa crise, au fur et à mesure que, comme au Chili, l'échec de son projet actuel bourgeois et la précarité de la démocratie parlementaire bourgeoise deviendront évidents.

21) Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs représente la force centriste la plus importante de la gauche révolutionnaire. Justement parce qu'il incorpore centralement dans ses thèses politiques l'option de la lutte armée qui constitue une des principales références politiques de la nouvelle avant-garde large, il tend à polariser autour de lui des secteurs militaires sans perspectives majeures autonomes dans la conjoncture présente.

Malgré la croissante évolution droitière de sa direction (cf. plus loin « Premier bilan auto-critique du trotskysme argentin »), le PRT a gagné un grand prestige du fait du combat de l'ERP contre la dictature militaire. Malgré bien des insuffisances du point de vue du marxisme révolutionnaire, il s'est montré capable d'initiatives politiques importantes dans la nouvelle conjoncture, telles que l'assemblée ouvrière de Cordoba, diverses actions militaires, sa participation aux mobilisations de masse pour Trelew et pour le Chili et la création du Front anti-impérialiste et pour le Socialisme.

A court terme, la source majeure des contradictions pour le PRT est l'incapacité de définir et de développer une tactique correcte d'ensemble qui puisse répondre aux besoins de la conjoncture. Ainsi, ne fait que s'accroître la distance entre des initiatives propagandistes, qui restent relativement abstraites, et une politique dans le mouvement de masses insuffisante ou suiviste par rapport au réformisme.

Mais il importe de souligner qu'aussi longtemps qu'il n'y aura pas une alternative marxiste-révolutionnaire claire, qui soit également une force politique capable d'attirer par sa présence dans les luttes des secteurs significatifs de l'avant-garde large, le PRT continuera à apparaître comme l'option la plus avancée et la plus crédible existant dans la gauche révolutionnaire.

22) Les autres **secteurs organisés importants avec influence** dans la nouvelle avant-garde large, dont la caractéristique principale est leur centrisme vis-à-vis de la question de la lutte armée, se sont radicalisés en opposition aussi bien au péronisme radicalisé et au réformisme stalinien qu'au PRT et autres organisations armées. Ceci fait que leur cohérence et leurs références principales se sont cristallisées face aux carences principales de ces courants et suscitèrent des définitions politiques et idéologiques d'ensemble ainsi qu'une perspective de travail « sérieux » dans le mouvement de masse.

Devant le populisme péroniste, devant le réformisme et l'éclectisme idéologique, des organisations comme le PCR et la VC cherchent leur cohérence dans le maoïsme tandis que le PO, le PST et autres la cherchent dans le trotskysme.

Bien que dans leurs perspectives stratégiques ils puissent varier de positions, allant de la « guerre populaire » jusqu'à des positions insurrectionnalistes, et depuis la révolution par étapes jusqu'à la révolution permanente, leur activité quant à la lutte armée est la même. Ils n'ont pas compris la nécessité de la lutte armée initiée par des détachements d'avant-garde dans la période de la dictature. Ils ne comprennent pas la nécessité d'impulser aujourd'hui l'auto-défense de masse face aux attaques des groupes para-policiers et à celles de la bureaucratie syndicale. Cette politique désarme et désoriente leurs propres militants et secteurs de l'avant-garde large qu'ils influencent, aussi bien dans le mouvement ouvrier que dans le mouvement étudiant. Ceci se traduit par un manque total de réponses aux questions-clés de la période actuelle ou, dans le meilleur des cas, par un suivisme improvisé vis-à-vis des secteurs révolutionnaires plus conséquents.

23) La crise de direction révolutionnaire que vit le mouvement ouvrier argentin ne signifie pas seulement que la majorité des travailleurs a des illusions à l'égard du nationalisme bourgeois. Ceci veut aussi dire qu'aucune des forces politiques existant aujourd'hui ne se profile comme l'embryon d'un parti révolutionnaire capable de conduire la classe ouvrière à la prise du pouvoir et à la construction du socialisme, en finissant ainsi avec le système capitaliste de dépendance et d'exploitation. Même les forces les plus avancées ont de profondes déformations qui les empêchent de devenir une véritable direction révolutionnaire des masses.

Une telle caractérisation met l'accent sur la question qui constitue la tâche centrale des marxistes révolutionnaires à l'étape présente : la construction d'un parti révolutionnaire capable de surmonter la crise de direction du prolétariat et de la conduire à la victoire définitive sur l'impérialisme et la bourgeoisie. Toute l'activité des marxistes révolutionnaires doit avoir comme axe principal l'objectif de construction du parti.

Les marxistes révolutionnaires revendiquent la pleine actualité de la théorie léniniste de l'organisation. Ceci implique de se poser le problème de la construction d'un parti régi par les principes du centralisme démocratique, intégré par des militants sélectionnés à travers leur pratique dans la lutte des classes, en permettant la fusion du marxisme révolutionnaire et de l'avant-

garde ouvrière.

24) La construction d'un parti révolutionnaire en Argentine se fait dans le cadre d'une dure lutte politique. Il s'agit de disputer les masses au nationalisme bourgeois. Il s'agit aussi de disputer les secteurs qui échappent déjà au contrôle des directions bureaucratiques traditionnelles, c'est-à-dire la nouvelle avant-garde large, aussi bien au péronisme radicalisé qu'au réformisme et aux divers courants centristes. La construction du parti se fait dans des conditions où existent déjà au niveau de l'avant-garde des pôles relativement cristallisés, ou au moins ayant une force politique significative.

Ces conditions imposent, comme aspect fondamental de la construction du parti, la tâche **de clarification politique de l'avant-garde large,** étant donné qu'elle constitue la base essentielle sur laquelle les marxistes révolutionnaires doivent accumuler leurs forces. La clarification politique de cette nouvelle avant-garde large dans les circonstances actuelles de l'Argentine ne peut se produire qu'à partir **du point de vue du marxisme révolutionnaire.** Seul le marxisme révolutionnaire offre une base solide critique et une alternative politique cohérente au nationalisme bourgeois, au réformiste stalinien et au centrisme. Dans l'Argentine d'aujourd'hui, il n'y a pas de place pour de nouvelles options centristes si l'on veut surmonter effectivement la crise de la direction révolutionnaire. Seul un parti marxiste révolutionnaire sera capable de conduire le prolétariat argentin jusqu'au pouvoir ouvrier et au socialisme.

25) La dynamique explosive des luttes de classe dans un pays comme l'Argentine conditionne la façon par laquelle peut se produire une accumulation politique de forces dans le but de construire un parti marxiste révolutionnaire. Même une organisation réduite, mais qui lutte pour devenir avant-garde, se heurte très rapidement à des responsabilités dramatiques.

En plus, l'existence des pôles d'avant-garde qui disposent déjà d'une force politique significative et d'une capacité d'initiative, exige que les marxistes-révolutionnaires, qui prétendent leur disputer des secteurs de l'avant-garde large, construisent une alternative réelle concrète et ne se profilent pas seulement comme une alternative « théorique ».

Ces deux facteurs mettent en question la possibilité d'une accumulation des forces pour la construction d'un parti marxiste révolutionnaire qui puisse se faire par « étapes », comprenant une première étape de propagande et clarification pure et simple.

La clarification politique et l'accumulation des forces au sein de l'avant-garde large ne dépendent pas seulement de la capacité de mener la bataille politique nécessaire autour des positions marxistes-révolutionnaires, mais aussi de la capacité de les transformer en initiatives **dans l'action,** qui concrétisent aux yeux des secteurs des masses et de l'avant-garde large l'orientation marxiste révolutionnaire en montrant sa viabilité et sa supériorité et la capacité de l'organisation à les mener à bien. Ces initiatives dans l'action doivent être situées dans une tactique globale pour la conjoncture. Ce n'est que si on est capable dans la pratique d'impulser une pareille tactique et ainsi d'obtenir des résultats, si réduits soient-ils, au sein des secteurs de masse, que l'on pourra avancer dans la construction du parti révolutionnaire. Dans ce sens-là, les marxistes révolutionnaires doivent être capables d'assumer les tâches et les responsabilités qui correspondent dans la période actuelle à l'avant-garde de la lutte des classes en Argentine. Ils doivent construire leur organisation comme **une organisation de combat,** intégrée par des militants entièrement dévoués à la cause révolutionnaire et décidés à assumer toutes les tâches de la période. Dans l'Argentine d'aujourd'hui, il n'y a plus de place pour des dilettantes ni pour des organisations propagandistes.

6.LES TACHES DES MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES DANS LA PERIODE ACTUELLE

26) Dans l'étape ouverte par l'instauration du nouveau régime péroniste, la tâche centrale des marxistes révolutionnaires est la conquête d'une base de masse, ne serait-ce que dans quelques épicentres de la lutte de classes. Cet objectif ne pourra être atteint que si les marxistes révolutionnaires arrivent à former un pôle alternatif au péronisme, au réformisme et au centrisme, capable de gagner à l'organisation révolutionnaire ou à son influence des cadres de cette nouvelle avant-garde large qui ont joué un rôle dirigeant dans les luttes à partir du Cordobazo (mai 1969). Tout succès des marxistes révolutionnaires sur ce terrain contribuera à renforcer le mouvement de masse dans son ensemble, donc à approfondir la crise du système, à stimuler la maturation politique de larges couches d'ouvriers et de travailleurs, à aider à son émancipation de l'influence que la bourgeoisie ne cesse d'exercer sur eux par l'intermédiaire de l'idéologie péroniste.

L'effort fondamental des marxistes révolutionnaires dans la tâche de conquérir une base de masses devra être tournée vers l'insertion dans le mouvement ouvrier. Ceci implique une intervention centralisée et planifiée qui cherche à gagner au parti marxiste révolutionnaire en construction les meilleurs cadres de la nouvelle avant-garde ouvrière. Cette intervention se fera vers ces secteurs de la classe ouvrière où il est possible d'accumuler des forces, en combinant une intervention vers les secteurs moins avancés mais qui ont connu une grande radicalisation et des luttes importantes.

La préoccupation première des marxistes révolutionnaires dans le mouvement ouvrier sera de stimuler et d'appuyer les luttes. Le point de départ naturel de ces luttes est l'aspiration légitime à récupérer les conquêtes ouvrières foulées aux pieds par la bourgeoisie et les dictatures ces 20 dernières années, comme premier moment pour l'obtention de nouvelles conquêtes. Il est essentiel que la récupération des conquêtes perdues et l'obtention de nouvelles soit le produit de la lutte, parce que de ceci dépendra que le mouvement ouvrier augmente sa subordination à la bourgeoisie ou qu'au contraire augmente la confiance en ses propres forces et dans les méthodes de la lutte des classes. De plus, la lutte contre la vie chère et pour la récupération du niveau de vie implique le refus de soumettre le mouvement ouvrier aux impératifs de la politique économique bourgeoise et de rompre le « Pacte Social » anti-populaire signé par les patrons et la bureaucratie syndicale péroniste. De ce point de vue, de telles luttes ont, au delà de leurs objectifs intrinsèques, une signification politique majeure et conduisent à se confronter avec le gouvernement péroniste et ses plans.

Les marxistes révolutionnaires devront mettre l'accent sur les revendications de transition qui stimulent une dynamique anti-capitaliste des luttes. Dans un contexte de crise pré-révolutionnaire, de telles revendications dépassent le niveau de la propagande et se transforment en objet de campagne d'agitation politique.

Les problèmes de l'industrie moderne et les expériences de lutte des dernières années permettent d'affirmer que l'axe de tels mots d'ordre de **transition tendra vers le thème du contrôle** ouvrier. Ceci peut être développé en partant de plusieurs thèmes. La réintégration des licenciés avec **le droit de veto sur les licenciements** et **l'ouverture des livres de compte et l'annulation du secret commercial et bancaire.** La lutte pour des augmentations de salaires et contre la « vie chère » **avec l'échelle mobile des salaires contrôlée par les travailleurs, les commissions paritaires permanentes contrôlées en assemblée, les commissions de quartier de contrôle des prix,** le contrôle ouvrier sur la production, comme mécanisme de contrôle des **coûts et des prix.** La lutte pour les conditions de travail et de sécurité, avec la **détermination des normes et des rythmes par les travailleurs eux-mêmes, le contrôle ouvrier sur les conditions de sécurité et d'hygiène, l'élimination du personnel de garde et son incorporation à la production, etc. etc.** La lutte anti-impérialiste avec **les nationalisations et étatisations sous contrôle ouvrier.** Toutes les occasions, tous les incidents et tous les conflits doivent être utilisés pour impulser ces consignes et d'autres qui traduisent en termes concrets la question du contrôle ouvrier.

La lutte pour les revendications de transition doit être accompagnée par la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie et son Etat. Ainsi, les marxistes révolutionnaires mettront en avant en même temps la formation d'organismes démocratiques de base, instruments de mobilisation révolutionnaire par excellence et capables de transcroître

en embryon de pouvoir ouvrier alternatif. Il faudra profiter de toutes les luttes pour impulser l'auto-organisation du prolétariat, partant de ses formes les plus élémentaires comme les comités de grève élus démocratiquement, les comités de lutte, etc.

Les marxistes révolutionnaires devront exploiter les conditions les plus favorables dans leur bataille pour la récupération des syndicats des mains de la bureaucratie, en tant qu'instrument de défense des intérêts ouvriers. L'intégration des directions bureaucratiques dans l'appareil d'Etat et leur transformation en fonctionnaires co-responsables de la gestion et de la bonne marche du système capitaliste donne l'importance et la portée de la bataille contre la bureaucratie. Une bonne partie des luttes ouvrières actuelles prendront inévitablement une dimension anti-bureaucratique et dépasseront ainsi leur cadre économique initial pour se transformer en luttes politiques décisives pour le mouvement ouvrier. S'il est vrai que la bureaucratie n'est rien d'autre que la représentante de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et que derrière elle se profile l'ennemi de classe fondamental, le mode actuel de domination de la bourgeoisie sur les masses lui donne un rôle déterminant. C'est ce qui explique le caractère explosif de la lutte anti-bureaucratique, sa dynamique d'affrontements violents avec les bandes armées des bureaucrates et son choc avec l'Etat bourgeois lui-même lorsque la bureaucratie syndicale ne peut contenir le mouvement des masses.

Les marxistes révolutionnaires organiseront à la base la lutte contre la bureaucratie syndicale impulsant, appuyant et participant aux formations de regroupements, de listes, de fronts, d'organismes de mobilisations, etc., contre la bureaucratie, en évitant toute identification avec des tendances oppositionnelles également bureaucratiques. Pour contribuer à rompre le rôle de frein joué par la bureaucratie, ils feront leur possible pour organiser la généralisation, la solidarité et la centralisation des luttes, en rompant leur isolement et en leur offrant ainsi de nouvelles perspectives et de nouvelles possibilités.

La dynamique même de la lutte des classes et le caractère de la confrontation de classes qui se livre aujourd'hui en Argentine posent aux marxistes révolutionnaires la nécessité d'assumer comme tâche centrale la responsabilité d'impulser et d'organiser l'autodéfense de masses. L'autodéfense armée contre les attaques des bandes de la bureaucratie et du capital, contre la répression policière et paramilitaire doit se poser dans chaque lutte d'une certaine ampleur. Elle doit être accompagnée de revendications permettant de renouer avec la tradition des formes de lutte combatives qui mettent en question la légalité bourgeoise : les occupations d'usines, les séquestrations, les piquets de grève, jusqu'à la formation de détachements et de commandos ouvriers de combat qui entreprennent des actions offensives. Chez les marxistes révolutionnaires l'autodéfense tend à la préparation de l'armement des masses dans la perspective de la lutte armée pour la prise du pouvoir. Le caractère décisif de l'autodéfense et son actualité impliquent que les marxistes révolutionnaires ne peuvent se limiter à sa propagande, ni à attendre de manière spontanéiste que « les masses » ou « la mobilisation » l'assume tout naturellement. Au contraire, ils doivent prendre des initiatives concrètes et décidées dans ce sens, afin d'incorporer progressivement des secteurs de masses aux tâches de l'autodéfense armée.

27) A l'étape actuelle, des efforts importants devront être consacrés à une intervention centralisée et planifiée dans le mouvement étudiant. Pour les marxistes révolutionnaires, le mouvement étudiant, en plus d'être une source inestimable pour une rapide accumulation de cadres, permet dans des délais relativement brefs d'assumer des initiatives politiques avec un impact significatif sur les masses.

Les marxistes révolutionnaires impulseront la lutte contre les plans de la bourgeoisie qui cherche à transformer les étudiants en éléments du procès de rationalisation du système capitaliste dépendant. A travers la mobilisation et l'organisation, ils essayeront de maintenir le rôle qu'a eu dans les dernières années le mouvement étudiant comme facteur de politisation et auxiliaire du mouvement ouvrier en lutte. Contre l'Université au service du système capitaliste et de la dépendance négociée avec l'impérialisme, ils lutteront pour convertir l'Université en un instrument au service des luttes ouvrières et populaires. Ils livreront bataille aussi bien contre les projets impérialistes que nationalistes bourgeois. Dans le cadre de la critique du contenu de l'enseignement et de la mise en question de la domination impérialiste, ils lutteront pour introduire le marxisme à l'Université comme arme politique et idéologique fondamentale contre l'idéologie bourgeoise. La participation aux organismes représentatifs légaux des étudjants, dès que ceci assure la liberté d'expression, sera utilisée pour favoriser la mobilisation et la lutte, en s'appuyant sur l'expérience des dernières années de lutte contre la Dictature Militaire quant aux formes d'organisations démocratiques de la base du mouvement étudiant. A la lutte contre toute forme d'obscurantisme devra être ajoutée la dénonciation des plans et des agents de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Contre les bandes armées de la réaction, on impulsera la mobilisation et l'autodéfense armée des étudiants.

28) La valeur et l'actualité de la lutte armée sont indiquées par les caractéristiques mêmes de la période; par le caractère explosif des luttes de classes et par les responsabilités qui en découlent pour l'avant-garde.

Le premier devoir qui s'impose aux marxistes révolutionnaires à ce niveau est de garantir l'autodéfense armée du mouvement de masses et de sa propre activité comme avant-garde. Ne peuvent prétendre jouer un rôle effectif d'avant-garde ceux qui seraient incapables d'assumer un tel rôle.

L'organisation révolutionnaire doit combiner les divers niveaux nécessaires de la lutte armée avec sa propre intervention politique, ce qui implique la formation de combattants révolutionnaires en plus de la formation d'agitateurs, de propagandistes et d'organisateurs. De ce point de vue, aujourd'hui, en Argentine, le fait de profiter des possibilités légales ou semi-légales ne peut se faire au détriment du caractère clandestin de l'organisation, principalement de sa direction, de son appareil et de son infrastructure.

En plus de l'autodéfense du mouvement de masses et de sa propre activité comme avant-garde, l'organisation révolutionnaire engagera une série d'initiatives d'actions armées dont la nécessité découlera des caractéristiques de la période et des conditions dans lesquelles se fait la construction du Parti. Le sens fondamental de ces actions est de réaliser une agitation et une propagande armées diffusant les positions des marxistes révolutionnaires. Ces actions pourront être centrées dans des milieux où est développée une intervention politique ou être d'une plus grande envergure, avec un caractère plus général. Dans tous les cas, de telles initiatives ne doivent pas avoir le sens de remplacer l'activité et les luttes de masses, mais précisément de les stimuler. Leur caractère sera donc fondamentalement de réaliser des **dénonciations politiques** et d'aider à la maturation de l'avant-garde large, favorisant ainsi la construction du Parti et l'introduction de la violence révolutionnaire organisée dans les luttes de masses. Les axes politiques de telles actions doivent être évalués tactiquement, à chaque cas, en fonction de la conjoncture et de la situation des marxistes révolutionnaires. Actuellement, ces axes tournent autour d'actions liées aux luttes ouvrières et étudiantes, actions à contenu anti-impérialiste et actions de justice révolutionnaire, contre des bourreaux et des assassins connus de la Dictature Militaire ou des actions anti-répressives comme réponse immédiate à des cas qui se produisent maintenant.

29) Les nécessités de la lutte politique et idéologique contre le péronisme, le réformisme et le centrisme, en plus de l'intervention active des marxistes révolutionnaires dans la lutte des classes exigent un travail intense de propagande. Jusqu'aux plus petites possibilités d'utilisation, les marges légales ou semi-légales doivent être exploitées dans ce sens. En plus de l'effort particulier nécessaire pour assurer la qualité, la régularité et la plus ample diffusion de l'organe central, les marxistes révolutionnaires multiplieront d'autres moyens de propagande de leurs positions.

Quelques axes fondamentaux de cette propagande seront constitués par :

a) Une bataille constante de la démystification du péronisme et de la nature du régime issu des élections de 1973, ce qui dans le même temps implique une définition du caractère prérévolutionnaire de la période, de la nature du processus révolutionnaire en Argentine, de l'objectif de la lutte pour le pouvoir ouvrier. La démystification du péronisme ne devra pas se faire seulement à travers des explications générales sur les premiers gouvernements de Peron (1945-1955), mais fondamentalement en s'appuyant sur l'expérience concrète que les masses sont en train de vivre. Il faut souligner que toute adaptation éventuelle au niveau atteint par les masses résoudrait seulement en apparence le problème d'établir des liens avec les masses. Inévitablement, ceci conduirait à une attitude suiviste, dépourvue d'orientation et de méthodes révolutionnaires.

b) Une démystification de toutes les illusions parlementaires. Il faut souligner systématiquement la précarité de l'inter-

mède « démocratique » et l'inévitabilité des affrontements armés. Il faut montrer concrètement la continuité du caractère de classe de l'Etat et de son rôle d'instrument répressif de domination au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Il faut dénoncer l'impunité des éléments répressifs qui ont torturé et assassiné sous la Dictature Militaire et leur utilisation sous de nouvelles formes avec le même but. Il faut signaler la permanence des Forces Armées comme Parti Militaire de Réserve des classes dominantes, disposées à réintervenir activement comme garantie décisive de la continuité du système.

c) Une campagne de propagande avec le mot d'ordre de gouvernement révolutionnaire ouvrier et populaire. Le contenu social de cette formule est un gouvernement duquel soient exclus les représentants des classes dominantes et qui soit composé par des représentants du prolétariat et de ces couches paysannes pauvres et de cette petite-bourgeoisie radicalisée, qui sont les uniques alliés avec lesquels peut compter la classe ouvrière. La formule du gouvernement révolutionnaire ouvrier et populaire sera explicitement opposée à toute formule qui estompe délibérément le contenu de clase précis et implique une alliance entre bourgeoisie et classes exploitées. La propagande pour cette formule devra être accompagnée de la propagande sur les organismes du pouvoir ouvrier, depuis les Conseils et Comités d'usine et de quartier jusqu'à une Assemblée du Peuple dont le gouvernement ouvrier et populaire doit être l'expression légitime. En même temps, il faudra expliquer que de tels organismes ne pourront surgir que de la mobilisation elle-même et de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses alliés et nécessitent l'armement des masses. En ce sens, un véritable gouvernement ouvrier et populaire ne pourra que surgir et s'appuyer sur un peuple en armes et organisé à la base.

d) Une propagande sur les formes et le contenu du socialisme pour lequel nous luttons. Le pouvoir des Conseils Ouvriers organisés et contralisés démocratiquement devra être opposé à la farce du « socialisme national » du péronisme bourgeois et bureaucratique, aux ambiguités de la « patrie socialiste » du péronisme radicalisé et au modèle bureaucratique du socialisme offert par le stalinisme international, caricature qui a tant déprécié et nul dans le mouvement ouvrier.

e) Une bataille systématique sur l'ensemble des positions du marxisme révolutionnaire. Plus particulièrement une bataille pour l'internationalisme prolétarien et la solidarité avec les luttes dans les autres pays dominés par l'impérialisme, dans les pays capitalistes avancés et dans les Etats ouvriers bureaucratisés. Ceci implique une défense active de l'actualité de la construction d'une Internationale révolutionnaire de masses et du rôle joué par la IV^me^ Internationale à ce niveau.

30) Le rapport de forces actuel entre marxistes révolutionnaires et péronistes, réformistes et centristes ne permet pas d'appliquer une tactique systématique de front unique, sous peine de tomber sur des positions suivistes. Dans ces conditions, il faut adopter une tactique plus flexible **d'unité-débordement à différents niveaux.** Il s'agit d'impulser avec dynamisme une dialectique correcte qui combine l'unité dans l'action sur des points précis d'un programme d'action et d'initiatives autonomes. La subordination de l'attitude révolutionnaire à l'unité dans tous les cas conduit au suivisme par rapport aux courants politiques majoritaires. L'attitude indépendante exclusive mène au sectarisme, à l'isolement et à l'inefficacité dans la lutte politique et idéologique même. L'unité d'action sur des points précis et les initiatives autonomes débordant les courants politiques majoritaires doivent être combinés de façon à appuyer la mobilisation, l'organisation et la clarification politique des secteurs de masses dans lesquels on intervient. Nous disons unité d'action-débordement à différents niveaux parce qu'il s'agit de profiter des convergences et des contradictions entre les différentes forces politiques qui composent le spectre de l'avant-garde large.

La dispersion des forces marxistes-révolutionnaires, leur poids réduit dans le mouvement de masses et la signification de la situation politique actuelle rendent extrêmement important un processus de rapprochement et d'unification progressive de ces secteurs pour qu'ils puissent arriver à se constituer en pôle capable d'influencer l'avant-garde large. Un tel processus doit se faire **sur des bases politiques solides** qui incluent la définition des tâches de la période esquissées dans la révolution.

31) La construction du parti marxiste révolutionnaire et l'intervention dans la lutte des classes avec une capacité d'initiatives exigent un effort particulier pour la formation politique des cadres et des militants de l'avant-garde large gagnés à l'organisation. En plus de l'effort pour élever leur niveau théorique et leur capacité politique, ceci implique également d'approfondir la clarification par le débat et l'assimilation de l'expérience des luttes des dernières années, une des plus riches de l'histoire du pays et de toute l'Amérique Latine. Dans ce cadre, on devra aborder la définition d'une stratégie de pouvoir comme l'une des tâches d'importance majeure.

UN PREMIER BILAN AUTOCRITIQUE

32) En Argentine existe une grande tradition d'organisations trotskystes, plusieurs d'entre elles avec une trajectoire déjà vieille, plus ou moins liées à la IVème Internationale. Ni le posadisme (qui a rompu avec la IVème Internationale en 1962) ni la tendance qui a abouti au PST d'aujourd'hui, n'ont cependant forgé de continuité quant à une politique marxiste révolutionnaire.

La IV^me^ Internationale a connu une défaite importante : la rupture avec l'Internationale du Parti Révolutionnaire des Travailleurs avec la majorité de ses militants. Ceci à un moment où l'Argentine vit une situation politique qui implique une confrontation de classes dont le résultat se reflètera dans les rapports de force en Amérique Latine toute entière, après les coups d'Etat de Bolivie, d'Uruguay et du Chili. Ce contexte politique et les circonstances et les formes de la rupture indiquent l'importance de la défaite.

Ce fait doit être analysé de façon autocritique par l'ensemble de la IV^me^ Internationale et par sa direction en particulier. Dans le cadre de cette résolution il y a lieu de faire un premier bilan autocritique.

33) Le PRT a été reconnu unanimement par le IXème Congrès Mondial comme la Section Argentine de la IVème Internationale, parce qu'il considérait que cette organisation représentait la continuité de la section, son congrès national ayant été convoqué par la majorité du Comité Central de la section unifiée, et la minorité du Comité Central, qui a constitué le groupe « La Verdad », refusant de reconnaître l'autorité de ce congrès. Déjà à cette époque existaient une série de positions de la direction du P.R.T., beaucoup d'entre elles héritées de la direction de la section unifiée, qui étaient en contradiction avec les conceptions et les analyses essentielles de la IVème Internationale : appréciation erronnée du maoïsme et en particulier de la portée théorique de la conception de Mao sur la guerre populaire ; appréciation apologétique du castrisme; conception centriste et éclectique de la construction de l'Internationale ; conception opportuniste de la lutte contre la bureaucratie des Etats ouvriers dégénérés, symbolisée par l'appui à l'invasion en Tchécoslovaquie par les forces armées du Kremlin, etc. Bien que ces positions aient été en partie connues, ni le IX ème Congrès mondial, ni la direction de la IVème Internationale, n'ont explicité une critique politique du PRT.

On pouvait donc déjà caractériser le PRT comme un parti centriste mais d'un centrisme différent du courant castriste en général. Les racines de ce centrisme sont multiples : l'impact des révolutions cubaines et vietnamienne, l'influence internationale du maoïsme revigorée par la révolution culturelle et le conflit sino-soviétique, le poids du péronisme en Argentine qui favorisa l'éclosion d'un populisme révolutionnaire manifeste dans l'idéologie du PRT. Mais de ses liens avec le mouvement trotskyste, le PRT avait conservé une définition du Parti et de sa

nécessité qui contraste avec l'imprécision des conceptions du parti du MIR, des Tupamaros pour ne pas parler du courant castriste en général. De ce point de vue, le PRT a reposé objectivement la nécessité du parti léniniste au niveau de la nouvelle avant-garde qui en Amérique Latine a commencé la lutte armée après la révolution cubaine, nouvelle avant-garde qui s'est caractérisée en général par sa méconnaissance de la nécessité du Parti. Même dans les formes confuses du 5me Congrès (1970), où il incluait dans « son » projet international les Chinois, les Viet-Namiens, les Cubains et les Albanais, le PRT conserve une vision de l'Internationale et de sa nécessité qui dépasse l'horizon de l'OLAS. Enfin, même si de façon confuse et insuffisante, le PRT a assimilé la conception de la révolution permanente, ce qui, aujourd'hui, le conduit à conserver une position de lutte de classes face au péronisme. De plus, le PRT s'est montré capable, malgré des erreurs politiques que nous analyserons, payées au prix de pertes et de scissions, d'initier réellement la lutte armée. Cette dimension de l'intervention politique correspond à une nécessité profonde de la période ; il serait impossible de comprendre autrement d'où viennent malgré ses erreurs l'influence et le prestige du PRT actuellement. C'est ainsi que le PRT a pu gagner un ensemble de militants représentants parmi les meilleurs de la nouvelle avant-garde surgie au cours des dernières années de lutte en Argentine.

Pour cet ensemble de raisons, la reconnaissance du PRT comme Section de la IVme Internationale était justifiée. Dans le cadre de la transcroissance de l'Internationale d'une organisation de propagande en une organisation de combat, capable d'une intervention active dans la lutte des classes et capable de prendre des initiatives dans l'action comme est la lutte armée en Amérique Latine, l'intégration et l'éducation politique au sein de la IVme Internationale de secteurs représentatifs de la nouvelle avant-garde et qui affirment leur accord programmatique avec la IVme Internationale comme le PRT, sont correctes.

Mais immédiatement après le IXme Congrès mondial il aurait dû y avoir une discussion franche avec les camarades argentins à propos de toutes les divergences théoriques et politiques, en évitant de se limiter à populariser les actions courageuses de l'ERP sans poser en même temps les problèmes politiques qui existaient. Une caractérisation correcte du PRT comme parti centriste impliquait la nécessité de comprendre qu'il fallait livrer une véritable bataille politique pour clarifier les positions et les définitions, même si ceci conduisait à la rupture avec un secteur important de sa direction et de ses membres. Les conditions pour cette lutte de clarification politique étaient incomparablement plus favorables à l'époque du IXme Congrès Mondial que dans un passé récent, parce que le degré de cristallisation autour de positions centristes et de la définition de l'orientation du PRT étaient alors plus embryonnaires. Il existait alors davantage d'éléments susceptibles d'intégrer une tendance favorable à la IVme Internationale, dans le cadre d'une bataille politique de clarification.

L'attitude de la IVme Internationale vis-à-vis du PRT doit être qualifiée comme opportuniste. Le manque de débat nécessaire avec les camarades argentins est encore le plus grave si on considère qu'en plus des positions du IVme Congrès du PRT, déjà en partie connues au moment du IXme Congrès Mondial, il y eut d'autres faits qui auraient pu alerter à nouveau sur les dangers de l'orientation du PRT. Avant et après le IXme Congrès Mondial, le PRT avait connu de graves crises qui portaient en elles des ruptures sérieuses et qui reflétaient les difficultés qu'il a rencontrées au début dans la définition de sa stratégie, puis dans sa traduction pratique. Le signal d'alerte le plus important a été les débats préalables et les résolutions du Vme Congrès du PRT (juillet 70), accompagnés par la scission d'importants secteurs, y compris la majorité des membres du Comité Central élu en 68. Aucun bilan de ce Congrès n'a été fait au niveau de l'Internationale dont le centre, il est vrai, a souffert d'un grand retard d'information à ce propos. On a ignoré de façon administrative les secteurs scindés et on a reconnu la majorité comme successeur légitime, sans avoir analysé un tant soit peu la signification politique de ce qui s'était passé.

Néanmoins, la critique que déjà à l'époque faisaient certains auteurs de la Tendance Communiste avait de nombreux points valables (caractérisation de l'étape, rôle de la lutte armée dans la construction du parti, etc...) anticipant de cette façon sur certaines caractérisations que nous pouvons faire aujourd'hui. Malgré le caractère éclectique de la Tendance Communiste, qui conduisit à la dispersion ou à l'inconséquence de la majorité de ses membres (sauf quelques exceptions), il aurait été important d'avoir une analyse des positions débattues alors. Des voyages et des contacts entre les dirigeants de la IVme Internationale et le PRT n'eurent pas plus de conséquences dans la façon de mener le débat. Quand les premiers éléments pour une discussion furent produits, il était déjà trop tard pour que cela puisse avoir des répercussions significatives dans le PRT.

Les relations entre le PRT et la IVme Internationale mirent en évidence l'inexistence d'une direction agissant comme centre collectif. Néanmoins, les objectifs du IXme C.M. impliquaient une profonde transformation du centre de l'Internationale et de son mode de fonctionnement. Seule une véritable direction quotidienne, avec de nouveaux moyens en hommes et en finances lui aurait permis de répondre effectivement aux nouvelles nécessités surgies de l'évolution et de la situation objective et de notre orientation. Dans cette situation, le travail du centre vers l'Argentine fut rarement discuté collectivement et ce qui fut fait, fut occasionnel et bien en-deçà des nécessités. Mais tout autant qu'une faiblesse organisationnelle, c'est une faiblesse politique de la direction de l'Internationale qui s'est manifestée dans l'attitude administrative dans la construction de la section argentine. C'est l'incompréhension du rôle que devait avoir la direction dans la transcroissance de l'Internationale, le maintien de méthodes artisanales et routinières de travail, l'absence d'une caractérisation politique explicite du PRT qui conduisit à espérer une assimilation progressive et spontanée du marxisme révolutionnaire, ce qui empêcha de définir ce que cela impliquait. C'est la sousestimation des grandes insuffisances du IXme Congrès Mondial de la définition de l'orientation pour l'Amérique Latine, et des dangers qui entouraient l'application de l'orientation de lutte armée, expérience neuve pour l'ensemble de l'Internationale.

Pour cet ensemble de raisons, la IVme Internationale devra assumer de façon autocritique les circonstances dans lesquelles s'est opérée la rupture de sa Section argentine.

Du point de vue de la direction centriste du PRT, sa rupture avec la IVme Internationale est à la fois une conséquence et un pas nécessaire dans une évolution droitière croissante. Les pressions de la direction cubaine ont eu un rôle important dans cette direction et dans la rupture avec la IVme Internationale.

34) Peu après le Vme Congrès (juillet 70), par le truchement de l'ERP, il inaugura ses actions. Il réussit à former des militants dans un esprit de combat et il fut ainsi en condition de lancer de façon systématique et efficace une lutte aux dimensions considérables. Dans l'espace de quelques mois, l'ERP apparut comme l'organisation la plus dynamique de la lutte armée, gagna des sympathies larges dans des couches prolétariennes et populaires et devint un facteur réel dans la lutte politique du pays.

L'essentiel des initiatives du PRT-ERP s'encadrait dans une guerrilla urbaine contre la dictature militaire articulée à grands traits dans des formes qui correspondaient réellement aux tâches de l'avant-garde dans la période :

a) actions ayant pour but l'accumulation de ressources financières;

b) actions ayant pour but l'acquisition d'armes, médicaments, appareils médicaux, etc...;

c) actions liées aux mobilisations de masse;

d) actions de châtiment de bourreaux de la dictature, connus et haïs pour leurs crimes.

Certaines actions en particulier allaient dans le sens d'une intégration de la lutte armée dans la dynamique concrète de la lutte de masses. Des épisodes significatifs (notamment pendant les mobilisations de 1971 à Cordoba) étaient, par ailleurs, une réfutation des arguments opportunistes selon lesquels des actions armées du type de celles menées par l'ERP ne sont pas comprises ou approuvées par la classe ouvrière et provoquent l'isolement des avant-gardes. Par contre, dans des conditions de montée et de crise pré-révolutionnaire, l'existence et l'intervention des détachements armés de l'avant-garde renforcent les mobilisations des masses et en accroissent la combativité.

Le PRT-ERP a également réalisé des actions de récupération et de distribution dans les quartiers pauvres et des bidonvilles de vivres, de vêtements, etc., dont l'objectif était de gagner la sympathie des couches les plus pauvres de la population et de créer les bases sociales d'appui à la guerrilla. L'orientation privilégiée vers les secteurs les plus retardés du mouvement de masses au détriment des secteurs avancés du mouvement ouvrier est en soi discutable. L'intention de créer des bases sociales d'appui urbain correspond également à une caractérisation incorrecte de l'étape.

Des déviations militaristes dans l'activité armée de l'ERP se sont manifestées par l'empirisme ou l'improvisation. Quel-

ques actions de grande envergure ont été compromises à cause de leur volontarisme ou des projets trop ambitieux. On n'a pas toujours tenu compte de la situation de l'organisation pour décider certaines actions, ce qui a signifié des pertes de camarades. Le système d'organisation adopté à partir de 1971 (formation de « peletons ») a accentué la distorsion entre les efforts dédiés à l'activité militaire et l'insertion dans les masses, en produisant des déviations dans la construction du Parti.

Le bilan de la période de lutte armée qui va de 1969 à 1973 indique que les organisations qui ont mené à bien cette lutte ont obtenu un écho dans les masses, ce qui, entre autre, leur a permis de jouer un rôle important dans les mobilisations de mai 73 et durant les premiers mois du gouvernement péroniste. Plus important encore, si l'élément décisif pour la défaite de la dictature militaire a été constitué par les mobilisations des masses depuis le premier Cordobazo, la bataille des guerrilleros a contribué à approfondir la crise du régime. En même temps, elle a agi comme un facteur de maturation politique de l'avant-garde large ouvrière et étudiante.

35) Malgré les conditions objectives favorables et le prestige gagné par les actions audacieuses de l'ERP, le PRT n'a pas réussi à établir des liens solides avec des secteurs importants des masses. En d'autres termes, le PRT n'a pas été capable d'exploiter à fond les potentialités de l'étape dans le cadre du rapport de forces donné, dans le but de la construction d'un parti marxiste révolutionnaire avec influence de masse. Cela est la conséquence des orientations stratégiques et des conceptions d'ensemble erronées de l'équipe de direction représentée par le camarade Santucho.

Déjà avant la scission de 1968, le parti avait tiré la conclusion, apparemment unanime, qu'il fallait mettre à l'ordre du jour le problème de la lutte armée. L'analyse de la situation de l'époque — stagnation relative du mouvement ouvriers, conflits sociaux aigüs dans la région de Tucuman, existence d'un noyau de guerilla en Bolivie dans le cadre d'une situation définie comme prérévolutionaire en Argentine — avait suggéré la perspective d'une lutte armée sous forme de guerilla, axée pour une période dans le Nord. Le IVme Congrès, réalisé avant le IXme Congrès Mondial, développa une polémique dure sur la nécessité de concrétiser l'orientation pour la lutte armée (la minorité représentée par Moreno avait entre-temps quitté l'organisation) en affirmant une conception qui s'efforçait d'éviter les écueils opposés de l'aventurisme foquiste et du spontanéisme insurrectionnaliste. Sur la base de considérations non seulement techniques, mais aussi et surtout sociales et politiques (en fait ayant une vision relativement statique des tendances qui mûrissaient dans le prolétariat et une incompréhension de la formation sociale du pays et du rôle fondamental de la classe ouvrière urbaine), il indiqua la priorité de la guerilla rurale. Le maintien de cette perspective, même après le Cordobazo, a été à l'origine de la nouvelle crise qui secoua le parti dans la première partie de 1970. Le Vème Congrès marqua une étape décisive par la fondation de l'ERP.

Ces rectifications, opérées de façon empirique, se sont avérées insuffisantes et n'ont pas évité une série d'erreurs et de déformations graves.

Tout d'abord, le développement de la lutte révolutionnaire fut conçu à partir d'une analogie avec les expériences de la révolution chinoise et de la révolution vietnamienne. Ceci impliquait l'ignorance ou la minimisation des différences essentielles (la composition sociale des pays, l'existence même avant l'éclatement de la guerre révolutionnaire d'un parti avec influence de masse large, la paralysie des classes dominantes pour des raisons aussi bien intérieures qu'internationales, etc.). Ensuite, une analyse schématique a constamment estompé la distinction qui s'impose entre situation prérévolutionnaire et les premières étapes d'affrontement armé d'un côté et de l'autre guerre révolutionnaire proprement dite.

De là, les illusions sur la possibilité d'une croissance rapide et graduelle de l'ERP comme organisation armée de masses. En passant à côté de la nécessité de définir une tactique de construction du Parti, il y eut une conception du PRT comme avant-garde autoproclamée.

La construction de l'ERP a été conçue essentiellement comme le résultat des initiatives qu'il prenait lui-même par l'action de ses militants, avec la conséquence que la stratégie militaire était esquissée sans un rapport strict avec l'évolution politique.

Ceci a conduit à une dynamique de substitution du Parti par l'ERP. On n'a pas compris que l'incorporation de secteurs de masses à la lutte armée passe fondamentalement par leur propre expérience de l'accentuation de la lutte des classes. On n'a pas compris le rôle essentiel des insurrections et semi-insurrections dans l'accumulation d'expériences par les masses et la mise en pratique du caractère d'avant-garde de l'organisation révolutionnaire, comme pas vers la généralisation de la lutte armée.

Une autre conséquence a été que le parti n'a compris qu'avec beaucoup de retard le tournant de la situation et surtout il n'a pas su déterminer avec la rapidité et le doigté nécessaires les nouvelles priorités dans son orientation. En fait, il a subi dans la deuxième partie de 1971, et en 1972, une déviation militariste et il a ignoré la nécessité de formes de lutte armée de plus en plus liées avec le mouvement des masses (équipes d'autodéfense, etc.) qui étaient pourtant objectivement possibles (cela s'est traduit, entre autres, par sa carence complète face aux problèmes tactiques posés par les élections du mois de mars dernier).

Sur le terrain des conceptions politiques, le PRT a pris des positions erronées ou du moins équivoques sur des problèmes importants. Il a utilisé des formules carrément opportunistes, lorsqu'il a caractérisé dans une résolution de son comité exécutif comme alliés stratégiques l'ENA (incluant le PCA), des formations petites-bourgeoises et même des secteurs bourgeois.
direction du PRT a utilisé la clandestinité comme prétexte pour limiter la circulation des idées politiques et surtout des positions critiques. Elle a adopté des méthodes de plus en plus bureaucratiques en s'assurant en fait des pouvoirs exhorbitants et introduisant des mœurs étrangers à une organisation léniniste. Pour mieux frapper les opposants, elle a théorisé dans des formes presque caricaturales l'idée de la lutte de classe au sein du parti. Dès que des secteurs importants du parti ont commencé à s'interroger sur la ligne, sur les méthodes et sur les rapports avec l'Internationale, tout en ayant elle-même annoncé l'ouverture de la période de préparation du congrès, elle mit fin rapidement au débat par des mesures administratives qui provoquèrent des ruptures. Elle a repoussé définitivement le Congrès, plus que ne le permettaient les statuts. Ce qui est encore plus significatif : la direction Santucho empêcha les militants de prendre connaissance des textes critiques adressés par des membres de la direction de l'Internationale et, dès que la polémique commença à toucher les questions plus directement liées à la situation en Argentine, décida bureaucratiquement de rompre avec l'Internationale, en mettant devant un fait accompli non seulement le prochain Congrès, mais aussi le Comité Central.

Cet ensemble d'erreurs et de déviations découlant de son orientation centriste ont empêché ainsi le PRT de gagner une position hégémonique au sein de la nouvelle avant-garde large surgie dans les luttes des dernières années, en n'étant pas capable, malgré son importance et son prestige de construire une véritable alternatives au péronisme, au réformisme et à divers secteurs centristes.

36) Le point 36 de la résolution est interne et publié dans un B.I. de la IVe Internationale.

37) L'Argentine est le pays d'Amérique Latine qui, au cours des dernières vingt années, a connu les mobilisations les plus amples de la classe ouvrière, où des avant-gardes ont mûri à la suite d'expériences multiples, nationales et internationales, et où de nombreux militants se réclament du marxisme révolutionnaire. La formation d'un parti révolutionnaire avec une base de masse est inscrite à l'ordre du jour et la IVme Internationale devra considérer parmi ses priorités la construction d'une section qui, en rompant avec les déformations et les faiblesses du mouvement trotskyste dans le passé, défend rigoureusement toutes les conceptions du marxisme révolutionnaire et en tire les conclusions politiques et organisationnelles correspondantes aux nécessités impérieuses de l'époque.

Ceci implique que l'Internationale doit se donner les moyens matériels et politiques pour aider à construire sa section argentine. Les moyens politiques, principalement, passent par le renforcement de la direction internationale, l'ouverture d'un débat sur la stratégie de pouvoir dans les pays d'Amérique Latine et un bilan profond de l'expérience du PRT. Cette expérience, si ses leçons sont tirées et assimilées, peut se convertir en une conquête fondamentale pour la IVme Internationale en Amérique Latine, parce que, politiquement, c'est la plus riche expérience de lutte armée du continent depuis la révolution cubaine.

Il a montré ainsi les insuffisances de son assimilation de la théorie de la révolution permanente et une position centriste vis-à-vis du stalinisme, avec lequel il a cherché des accords sur les bases de conciliation.

Il a esquissé une orientation droitière lorsqu'il a exprimé un préjugé favorable, au mois de juillet dernier, face à un bloc électoral dû leader syndicaliste Tosco et du bourgeois « progres-

siste » Alfonsin. Il a révélé ses failles théoriques lorsqu'il a exprimé son accord à la politique électorale des Tupamaros qui ont soutenu le bloc du PC et PS avec des partis bourgeois sous la direction du général Seregni.

Sur la base d'un programme minimaliste et au prix de conciliations avec le péronisme bourgeois, en ne marquant pas clairement la nature du gouvernement de Péron, il a impulsé le Front Anti-impérialiste et pour le Socialisme, sans offrir en plus à ses militants des canaux d'expression démocratiques et à la base.

Aussi bien dans ses textes et publications que dans sa pratique, le PRT a démontré, en outre, ne pas avoir assimilé la méthodologie des revendications de transition. C'est pourquoi il a combiné et il combine des prises de position en principe correctes, mais exprimées sous une forme essentiellement propagandiste (par exemple, face au régime néo-péroniste), à une plate-forme minimaliste pour la classe ouvrière et les autres couches populaires. C'est une erreur particulièrement grave dans une situation pré-révolutionnaire et qui lui empêcha, par ailleurs, une compréhension adéquate de la véritable signification des éléments potentiels de dualité de pouvoir. Tout cela s'est alterné avec des attitudes sectaires (par exemple, la prétention d'imposer dans des plate-formes syndicales la conception de la guerre révolutionnaire propre du PRT) et avec une pratique bureaucratique dans les interventions au niveau du mouvement des masses.

Finalement, les conditions de clandestinité pouvaient expliquer pendant une certaine période des restrictions dans l'application intégrale des normes de la démocratie interne. Mais la



STATUTS

de la IV^{ème} Internationale

adoptés par le congrès

SECTION I

Nom - But - Programme

1) La Quatrième Internationale (parti mondial de la Révolution socialiste) est composée de tous les militants qui acceptent et appliquent ses principes et son programme. Organisés en sections nationales, ils sont unis dans une seule organisation mondiale régie par les règles et la pratique du centralisme démocratique.

2) Son but est, par l'éducation et par l'organisation de l'activité du prolétariat et des autres classes exploitées par l'impérialisme dans tous les pays, d'abolir le capitalisme avec son oppression, sa misère, son insécurité et ses effusions de sang. Elle cherche à établir une République Socialiste internationale de Conseils d'ouvriers et de paysans, régie par la démocratie prolétarienne. Un tel régime ouvrier rendra possible la construction du socialisme, première étape vers la société future sans classe, avec une paix définitive, l'abondance matérielle, l'égalité sociale, la fraternité humaine et un progrès illimité dans une économie mondiale scientifiquement planifiée.

3) La Quatrième Internationale cherche à incorporer dans son programme les expériences sociales progressives de l'humanité, en maintenant la continuité de l'héritage idéologique du mouvement marxiste révolutionnaire. Elle offre à l'avant-garde de la classe ouvrière internationale les leçons indispensables à tirer de la Révolution d'octobre 1917 en Russie, de la lutte ultérieure contre la dégénérescence stalinienne et des nouveaux développements révolutionnaires qui suivirent la deuxième guerre mondiale. La Quatrième Internationale repose plus particulièrement sur les documents programmatiques des quatre premiers congrès de la Troisième Internationale, del'Opposition internationale de Gauche, du Mouvement pour la Quatrième Internationale, sur le programme de transition adopté à son congrès de fondation en 1938 : **« L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale »** et sur les documents essentiels du mouvement trotskyste mondial depuis lors.

4) Les sections nationales constituent les unités organisationnelles de base de la Quatrième Internationale. Le but de chaque section nationale est de devenir un parti marxiste révolutionnaire de masse capable de diriger la lutte de classe dans le pays vers une victoire socialiste. Pour y parvenir, la tâche principale d'une section nationale est de construire une direction qui soit à la mesure de la nécessité historique et de conquérir une influence de masse. C'est le moyen par lequel la Quatrième Internationale cherche à atteindre son grand but émancipateur, étant donné qu'une organisation internationale ne peut remplacer ou se substituer à une direction nationale pour diriger une révolution. Aussi le développement sain de ses sections nationales est-il d'un intérêt primordial pour l'Internationale dans son ensemble.

SECTION II

Le Congrès Mondial

5) L'instance suprême de la Quatrième Internationale est constituée par le Congrès mondial. Culminant un processus démocratique de discussion et d'élection des délégués dans les sections nationales, il détermine la ligne politique de l'Internationale dans son ensemble, sur toutes les questions programmatiques. Dans les questions relatives aux sections nationales, il sert d'instance suprême, d'appel et de décision.

6) Le congrès mondial doit de réunir au moins tous les trois ans sur convocation du Comité exécutif international. La convocation doit être effectuée au moins six mois à l'avance, l'intervalle compris entre la convocation et la tenue du congrès constituant la période préalable de discussion. Un Congrès Mondial peut être convoqué extraordinairement en tout temps par le Comité exécutif international ou sur la demande d'un tiers des sections nationales.

7) La représentation des sections nationales au congrès mondial est déterminée en tenant compte de la force numérique des sections. Le comité exécutif international établit une formule chaque fois qu'il convoque un congrès, tenant en considération les difficultés pratiques telles que les dimensions de l'assemblée, ainsi que la nécessité d'assurer une représentation démocratique à la fois aux petites sections et à celles qui ont à faire face à des problèmes spéciaux comme la répression. Le comité exécutif international a le pouvoir de recommander que des délégués de tendances minoritaires dans les sections nationales qui, autrement, ne seraient pas représentées à un congrès mondial soient admis avec voix consultative. Il peut aussi inviter des groupements qui ne sont pas affiliés à la Quatrième Internationale à envoyer des observateurs à un congrès mondial. Mais, dans les deux cas, c'est aux délégués au Congrès Mondial de décider s'ils approuvent ces recommandations ou ces invitations. Le Comité exécutif international est responsable du travail pratique pour assurer un lieu de réunion convenable pour le congrès mondial ainsi que pour loger les délégués, envoyer des traducteurs, des secrétaires, etc.

8) Les délégations nationales, immédiatement après le congrès mondial, rapporteront devant des assemblées pleinières de leurs comités exécutifs nationaux ou devant des congrès, en vue d'assurer une assimilation large, une publication et une exécution rapide et effective des décisions du congrès mondial. Dans le cas de divergences entre une section et le Congrès Mondial, la section doit, quelle qu'ait été la position de sa délégation, ou si sérieuses que soient les divergences, exécuter les décisions du Congrès Mondial. Elle conserve le droit de faire appel de ces décisions au prochain Congrès Mondial régulier ou spécialement convoqué.

SECTION III

Le Comité Exécutif International

9) Le Congrès Mondial élit un Comité exécutif international qui, dans les intervalles entre les congrès mondiaux, est l'instance suprême de l'Internationale. Il est chargé d'appliquer les décisions du Congrès Mondial et est responsable devant celui-ci. Il exerce des pouvoirs disciplinaires sur ses propres membres.

10) Le C.E.I. sera composé de 31 membres et de 7 suppléants, élus nominativement pour toute la période jusqu'au Congrès Mondial suivant. Une section nationale peut proposer le remplacement d'un membre la représentant, mais ceci doit être ratifié par une majorité duComité exécutif international . Aux sessions plénières, les suppléants remplaceront, avec voix délibérative, les membres absents dans l'ordre de leur élection. Tout membre suppléant peut assister aux sessions duComité exécutif international avec voix consultative.

11) Les sessions du C.E.I. sont convoquées par le Secrétariat Unifié, au moins tous les six mois. Le C.E.I. peut être extraordinairement convoqué en tout temps par le Secrétariat Unifié, soit par propre décision majoritaire, soit obligatoirement sur la demande d'un tiers des membres duComité exécutif international.

12) LeComité exécutif international a pour devoir de suivre les évènements mondiaux, d'appliquer la ligne politique générale décidée au Congrès Mondial , de publier tous documents qu'il juge nécessaire. Il suit la vie politique et organisationnelle des sections nationales et les aide à appliquer correctement les décision du Congrès Mondial en leur fournissant des informations et des suggestions opportunes.

Les décisions du C.E.I. quant à l'interprétation ou à l'application pratique de la ligne politique décidée au Congrès Mondial engagent toutes les sections. Elles peuvent faire appel de ces décisions au Congrès Mondial, mais doivent les mettre à exécution dans l'intervalle.

13) Le Congrès Mondial a seul pouvoir de reconnaître, d'exclure ou d'abandonner unesection de ses contrôles. Dans un pays où il n'existe pas de section officielle, le C.E.I. a le droit d'ouvrir des négociations avec un groupe évoluant au point d'adopter le programme de la Quatrième Internationale et d'établir des relations fraternelles de travail avec lui antérieurement à sa reconnaissance comme section. Dans un pays où une section nationale a été marquée par l'inactivité, le manque de respect de ses obligations envers l'Internationale, une incompétence grossière à répondre aux occasions politiques ou à faire face à ses dangers, ou par une indiscipline flagrante envers les décisions politiques ou organisationnelles du Congrès Mondial ou du programme de l'Internationale, le C.E.I. doit établir un dossier ainsi que des recommandations, devant être soumis à l'examen et aux décisions du prochain Congrès Mondial.

14) Le C.E.I. coopère avec les sections nationales pour les aider à élever le niveau théorique, politique et organisationnel de leur vie intérieure. Mais une intervention de cette sorte, réalisée au moyen de tournées et de visites de membres de la direction internationale, est déterminée par les ressources de la Quatrième Internationale en personnel et en finances. Cette détermination opère avec une force égale dans les cas où des divergences se sont développées entre une section nationale et le C.E.I.. Mais l'Internationale a le droit d'envoyer un représentant pour présenter ses positions. Ces représentants sont responsables devant le Secrétariat unifié et le C.E.I. La direction nationale doit faire le maximum pour coopérer étroitement en donnant aux représentants du C.E.I. une voix consultative dans tous les organismes dirigeants en leur permettant de discuter librement avec les membres et de présenter des motions s'ils le désirent.

15) Lorsque des violations présumées du centralisme démocratique dans des sections nationales sont portées à l'attention du C.E.I., qu'il s'agisse de violations impliquant une direction accusée de priver une minorité de ses droits démocratiques ou d'une minorité accusée de violer irresponsablement la discipline de la section, le C.E.I. peut utiliser son influence morale pour aider à rectifier la situation si la preuve existe que des erreurs ou des abus ont réellement eu lieu. Plutôt que d'exercer des mesures disciplinaires propres dans des cas de divergence avec une direction nationale, le C.E.I., doit chercher à recourir à la persuasion et aux recommandations. En aucun cas, il n'a le pouvoir de changer la majorité d'une direction régulièrement élue d'une section nationale.

16) Le C.E.I. peut organiser des commissions, sous-secrétariats, bureaux techniques ou autres organismes supplémentaires qu'il considère nécessaire. Il y a lieu de tenir compte du danger de suciter une dualité de direction et de détruire la pratique du centralisme démocratique lorsqu'on examine la possibilité de former des commissions ou des sous-secrétariats dans des parties du monde autres que le centre international.

17) Le C.E.I. peut établir des commissions destinées à coordonner les activités relatives à plusieurs sections (par exemple commission des jeunes, commission syndicale, commission des femmes), ou à une tâche complexe, telle que la pénétration d'un pays où il n'y a pas encore une section. Les tâches de ces sections seront déterminées dans chaque cas par le C.E.I. en

collaboration avec les sections impliquées, mais seront en général limitées à l'information, la documentation, les recherches, le rôle de coordination et de maintien des liaisons.

SECTION IV

Le Secrétariat Unifié

18) Le travail politique, organisationnel et administratif quotidien, ainsi que les liaisons régulières avec les sections est assuré par le Secrétariat unifié. Le Secrétariat est élu par leComité exécutif international qui a pouvoir de déterminer le nombre des membres, la composition et le siège du Secrétariat unifié.

19) Dans les intervalles entre les sessions du C.E.I., le S.U. agit en son nom et avec ses pouvoirs, sauf s'il ne peut organiser des sous-secrétariats ou des commissions. Ses décisions engagent les sections. Appel en peut être fait au C.E.I., mais elles sont exécutées dans l'intervalle.

20) Les membres du C.E.I. qui ne sont pas membres du S.U. peuvent assister aux sessions du S.U. avec voix consultative.

21) Le C.E.I. peut remplacer des membres du S.U. par un vote majoritaire.

22) Le S.U. se réunit au moins une fois par mois.

23) Les résolutions et les extraits des procès-verbaux du S.U. sont envoyés rapidement à tous les membres du C.E.I.

24) Le S.U. organise l'appareil administratif et technique nécessaire à son travail. A cet effet, les sections doivent l'aider, dans toute la mesure de leurs forces, notamment en fournissant des camarades.

SECTION V

Publications

25) Le Secrétariat unifié publiera en tant qu'organe officiel duComité exécutif international, une revue théorique. La revue publiera les principaux documents programmatiques et les résolutions des Congrès mondiaux, des plenums du C.E.I. et du S.U.. Les sections nationales ont pour devoir de traduire ces matériaux, de les publier et de les diffuser dans leur propre pays.

26) Le S.U. publiera régulièrement aussi un Bulletin International en anglais, français ou espagnol et si possible dans ces trois langues. Dans les périodes de discussion précédent les Congrès mondiaux, le Bulletin devra paraître avec le maximum de fréquence permis par les possibilités matérielles, afin de publier tous les documents préparatoires et les principaux articles de discussions et de permettre au moins un exposé de chaque position politique différente.

SECTION VI

Trésorerie - Cotisations

27) L Secrétariat unifié désigne un de ses membres comme trésorier. Le trésorier présentera au S.U. un rapport de l'activité financière sur une base trimestrielle. Le trésorier peut engager l'argent pour les dépenses habituelles, mais il doit obtenir par avance l'approbation du S.U. pour tout ce qui n'est pas coutumier. A une date appropriée le C.E.I. nommera une commission spéciale qui contrôlera les comptes du trésorier avant qu'il présente son bilan au Congrès Mondial.

28) Les activités des organes dirigeants de la Quatrième Internationale sont financés par les cotisations payées par les sections nationales proportionnellement au nombre de leurs membres. Les cotisations servent aussi à subventionner les publications qui ne vivent que partiellement par leurs ventes et leurs abonnements. En principe, les cotisations internationales doivent être fixées au sixième des cotisations nationales régulières. Elles doivent être complétées par des contributions volontaires. Les cotisations et les contributions volontaires constituent les seules sources de revenus pour l'Internationale ; les sections nationales doivent donc donner une importance primordiale à ces obligations. Une section qui se sera mise en retard de trois mois dans ses cotisations internationales sera avisée du danger de ne plus être en règle. Les sections qui n'ont pas payé leurs cotisations pour six mois ou plus, sauf pour des raisons de force majeure, ne sont plus en règle. Une section qui n'est pas en règle perd automatiquement ses droits de siéger à un Congrès Mondial.

SECTION VII

Structures - Appartenances - Sections nationales

29) Le régime intérieur de l'Internationale, à l'échelle locale, nationale et mondiale, est déterminé par les principes et la pratique du centralisme démocratique. Représentant le maximum de démocratie possible dans la discussion intérieure pour l'élaboration d'une ligne politique et la discipline la plus ferme dans l'application de cette ligne, après qu'elle ait été déterminée, il comprend la procédure suivante :

a) L'élection de tous les organismes de direction par la base ou des délégués élus par la base dans des assemblées, conférences et congrès prévus par les statuts ; des rapports de ces organismes seront fournis périodiquement à leurs mandants ;

b) Les membres des comités exécutifs nationaux des sections nationales ont voix consultative comme délégués fraternels aux congrès nationaux à moins qu'ils aient été régulièrement élus comme délégués. Afin de maintenir le contrôle de la base, les membres des comités exécutifs nationaux doivent avoir pour règle de ne pas se présenter comme délégués réguliers aux congrès nationaux à moins que cela soit rendu impossible dans certains cas par la faiblesse financière de la section.

c) Le vote sur les documents et les positions politiques a lieu à mains levées ou par appel nominal. Le vote sur la composition ou l'ordre des organismes dirigeants a lieu au vote secret.

d) Les mandats impératifs sont interdits : autrement dit, quelle que soit la position d'un organisme élu, ses délégués doivent être libres de voter selon leur conscience et leurs convictions telles qu'elles se sont formées dans la discussion à un congrès ou à une conférence.

e) Aucun membre d'un organisme dirigeant n'a le droit de menacer de démissionner ou d'utiliser toute autre forme d'ultimatum organisationnel pour chercher à influencer une décision. Un dirigeant peut proposer sa démission mais c'est à l'organisme élu de l'accepter ou de la refuser.

f) Les décisions des organismes supérieurs sont strictement obligatoires pour les organismes inférieurs. Les décisions doivent être appliquées loyalement et immédiatement. En cas d'appel, aucun délai n'est justifié dans la réalisation des directives.

g) Les décisions sont acquises par vote à la majorité. Les minorités sont obligées d'appliquer les décisions majoritaires. Mais les minorités ont le droit incontestable de se constituer en tendances ou fractions sur la base d'une plate-forme établie et de jouir de droits démocratiques tels que :

- présenter leurs positions aux membres de leurs sections nationales pendant la période de discussion préparatoire aux congrès nationaux ;
- présenter leurs positions aux membres de l'Internationale au moyen du Bulletin intérieur pendant la période de discussion antérieure au congrès ;
- être représentées dans les organismes dirigeants en considération de leur importance numérique et politique. Cela ne signifie pas que toute minorité, si petite soit-elle, a droit de représentation dans un organisme dirigeant ni qu'il y ait représentation proportionnelle des minorités. la Quatrième Internationale décide par vote majoritaire et cela implique le droit de la majorité de s'assurer une majorité opérante lorsqu'il existe de vives divergences. Mais c'est également le devoir de la majorité de sauvegarder les droits de la minorité et ceci signifie qu'une minorité ne doit pas être pénalisée parce qu'elle a une position minoritaire.

h) Les membres ayant à répondre d'une action disciplinaire ont le droit de prendre connaissance à l'avance des accusations portées contre eux, de présenter leur défense et, sauf dans le cas d'impossibilité géographique, d'être confrontés à leurs accusateurs ;

i) Tous les membres ont droit à une information complète, honnête et impartiale sur les problèmes et l'activité de l'Internationale, spécialement sur les questions débattues entre les directions de l'Internationale et les sections nationales ;

j) Une libre et complète discussion internationale dans les périodes de discussions précédant les Congrès mondiaux ou les congrès des sections nationales et, à chaque fois que des évènements historiques d'importance exceptionnelle exigent des discussions spéciales. Une section nationale ne peut déroger à cette règle que si elle travaille dans des conditions de répression sévère (fascisme, dictature militaire intense, chasse aux sorcières) ;

k) Aucun permanent ne recevra un traitement supérieur au salaire d'un ouvrier qualifié.

30) Dans chaque pays, il ne peut y avoir qu'une seule section de la Quatrième Internationale. Mais le processus de construction d'une section stable est rempli de difficultés. L'expérience a montré que de petites tendances et groupes rivaux résisteront quelquefois en pratique à la fusion. D'autre part, il peut ne pas exister une base claire pour choisir un groupe de préférence à un autre. Dans de telles situations d'autres épreuves sont parfois nécessaires pour établir si un groupe est capable de satisfaire aux obligations internationales d'une section et promet de se développer en une direction marxiste révolutionnaire viable à l'échelle nationale. Pour répondre à des exigences temporaires pendant une période transitoire de mise à l'épreuve, un Congrès Mondial peut décider de reconnaître une formation en tant que « groupes sympathisant » dans un pays, un des tests de la capacité à assumer les droits et les devoirs d'une section sera l'attitude manifestée pratiquement dans la solution du problème de la fusion des forces.Les « groupes sympathisants » doivent être considérés comme des candidats au statut de section nationale. Sur recommandation du C.E.I., ils peuvent recevoir voix consultative mais non pas le droit de vote à un Congrès Mondial. Là où il existe une section, l'Internationale ne reconnaîtra une formation rivale comme « groupe sympathisant » qu'avec l'approbation de la section.

31) Les sections nationales sont compétentes dans leur propre pays. Elles appliquent les positions politiques générales de la Quatrième Internationale qu'elles ont contribué à élaborer par le processus du centralisme démocratique. Elles déterminent leurs propres statuts con-

formément aux règles et pratiques du centralisme démocratiques et parviennent à leurs propres positions politiques nationales par la même procédure. Le programme et les statuts des sections nationales doivent en général être conformes au programme et aux statuts de la Quatrième Internationale. Les sections nationales exercent des pouvoirs disciplinaires sur leurs propres membres, jusques et y compris la peine d'exclusion. Toutes les mesures disciplinaires sont cependant susceptibles d'appel aux instances les plus élevées de l'Internationale.

32) Pour assurer la meilleure coordination internationale, les sections nationales doivent mener les relations d'importance spéciales entre elles par l'intermédiaire du Secrétariat unifié. En cas de nécessité urgente, de telles relations peuvent être effectuées directement, à condition que le S.U. soit rapidement informé dans les détails. Les sections nationales sont encouragées à étendre une aide fraternelle l'une envers l'autre et à renforcer les liens fraternels par des visites et d'autres formes de coopération. Dans tout cela, tenant compte du risque de production des tendances centrifuges, elles doivent consciemment œuvrer dans leur travail fraternel à fortifier le centre international et son autorité.

33) Toute personne qui accepte en parole et en fait le programme, les statuts et les décisions de l'Internationale et est un membre actif et discipliné en règle dans une section nationale est un membre de l'Internationale. Le critère minimum pour être en règle est le paiement de cotisations. Ceci est valable pour les chômeurs aussi bien que pour ceux qui ont des emplois dans les pays où existe un niveau de salaires anormalement bas. Dans ces conditions, les cotisations peuvent ne consister qu'en une somme nominale, mais elles doivent être payées pour la bonne règle. Les sections doivent distinguer rigoureusement entre les membres (catégorie déterminée sur une base combinée de paiement de cotisations et d'activités disciplinées) et les sympathisants qui ne peuvent répondre à ces exigences minima pour une raison ou pour une autre. Les nouveaux membres doivent normalement passer par une période de stage. Personne ne peut être simultanément membre de deux sections.

34) Le nombre de délégués auquel une section nationale a droit à un Congrès Mondial est déterminé par le C.E.I. sur la base du paiement des cotisations à l'Internationale. Ainsi si une section nationale a mille membres sur ses livres mais ne cotise internationalement au centre que pour 400 membres, les 600 autres ne seront comptés que comme sympathisants.

35) Les membres qui appartiennent aux syndicats ou à d'autres organisations de masse, en particuler ceux qui ont des postes officiels, doivent se conduire en tout temps sous le strict contrôle politique des organismes nommés par la section nationale.

36) Les membres des sections nationales élus à des organismes parlementaires bourgeois devront siéger en tout temps sous le strict contrôle politique des organismes dirigeants nationaux.

37) Aucun membre de l'Internationale n'a le droit d'entreprendre d'importants voyages hors de son pays ou de changer de résidence d'une façon permanente d'un pays à l'autre sans avoir obtenu la permission de sa direction nationale qui en retour a le devoir impératif d'en informer le S.U. Des camarades voyageant ainsi seront aidés par le S.U. à être reçus fraternellement par la section du pays visité. Sauf par décision spéciale du S.U., un membre d'une section vivant plus de six mois dans un autre pays où existe une section doit demander son transfert à cette section. La section en question doit, avant d'accepter le transfert du camarade, demander par l'intermédiaire du S.U. un rapport afin de s'assurer qu'il a quitté le pays précédent avec entière connaissance et permission de la section. Aucune section ne peut refuser le transfert d'un membre de l'Internationale dont la section précédente garantit le caractère régulier de son départ.

38) Les sections doivent informer régulièrement le centre international de leurs activités. Elles doivent lui envoyer des comptes-rendus des sessions de leurs organismes de direction et toute information complémentaire pour fournir un tableau précis de la situation. Elles doivent lui envoyer un nombre d'exemplaires suffisants de leurs documents, bulletins intérieurs, journaux, revues, et autres publications. Elles informeront à temps le S.U. de la tenue de congrès, conférences et de réunions de comités centraux. Chaque section nomme un camarade de direction pour assurer la correspondance avec l'Internationale et veiller à ce que les articles soient régulièrement envoyés à la presse de l'Internationale.

39) Sans jamais abandonner les avantages de l'existence légale avant que cela soit absolument inévitable, les sections nationales dans les situations où elles sont menacées de répression, doivent prendre à l'avance toutes les mesures préparatoires nécessaires à une réorganisation au moment du passage dans l'illégalité.

SECTION VIII

La Commission de Contrôle Internationale

40) Le Congrès Mondial élit une Commission de contrôle internationale de trois membres, appartenant chacun à une section différente et jouissant chacun dans l'Internationale d'une réputation d'objectivité et de maturité politique. Leur fonction sera irrévocable jusqu'au prochain Congrès Mondial, sauf au cas où un poste devient vacant, auquel cas, exceptionnel, le C.E.I. élit un remplaçant. La C.C.I. élit un de ses membres pour servir de secrétaire qui la convoque en cas de nécessité.

41) La tâche de la C.C.I. est d'examiner les cas d'indiscipline et d'infraction à la moralité prolétarienne dans l'Internationale. Elle entreprend ces examens soit sur la demande du C.E.I. ou de sa propre initiative. Quand elle agit en tant qu'organisme d'investigation, elle a le droit de réclamer la remise des documents et les témoignages de tous les camarades sans exception. Elle a le droit de déterminer la forme que prendra l'investigation, soit par enquête sur place, soit par correspondance, ou par désignation de camarades chargés de recevoir en son nom les témoignages

42) La Commission de contrôle Internationale presente son rapport au C.E.I. et recommande les mesures à prendre. Elle est responsable devant le Congrès Mondial qui suit celui qui l'a élue.

SECTION IX

Mesures disciplinaires

43) Des divergences fondamentales avec le programme de l'Internationale dans une activité publique, la violation des statuts nationaux et internationaux, des actions incompatibles avec la moralité prolétarienne, ou mettant en danger l'organisation ou ses membres, sont sujets à des sanctions de la part d'organismes nationaux ou internationaux. Les accusations doivent être connues à l'avance des accusés qui auront le droit d'être confrontés à leurs accusateurs, dans l'organisme avant juridiction.

44) De telles sanctions sont immédiatement applicables. Les sanctionnés ont cependant le droit d'en appeler à l'instance compétente immédiatement supérieure à celle qui a appliqué les sanctions, en passant par toute la structure depuis l'organisation locale jusqu'au Congrès Mondial. Lorsque le S.U. a reçu notice d'un appel à une décision d'une section nationale, il accusera réception de l'appel et spécifiera également la procédure à suivre concernant l'appel aux instances supérieures de l'Internationale. Le C.E.I. est autorisé à déterminer s'il entendra les arguments des personnes ou s'il se limitera au matériel constitué par les documents dans l'examen de l'appel. Il peut recommander la procédure à suivre à un Congrès Mondial, mais la décision finale appartient au Congrès Mondial lui-même. Dans les cas concernant la moralité prolétarienne, la Commission de contrôle internationale peut intervenir à tout moment dans la procédure si elle juge l'affaire d'importance suffisante.



Contre-Projet

de résolution politique

générale

de la minorité

repoussé par le congrès

1. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA SITUATION POLITIQUE MONDIALE

« La situation politique mondiale dans son ensemble, écrivait Trotsky en 1938, est avant tout caractérisée par une crise historique de la direction du prolétariat ». (L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVme Inter.). Ce jugement de Trotsky reste valable malgré les immenses changements qui se sont produits depuis lors. En fait, la crise historique de la direction du prolétariat est devenue plus aigüe au cours des années. Aujourd'hui, le sort de l'humanité dépend de la résolution de cette crise dans des délais relativement courts.

●

1) La maturité des conditions objectives.

Les préconditions économiques de la révolution prolétarienne étaient pleinement acquises dès le début du siècle. La première guerre mondiale fut un avertissement à l'humanité du prix que lui ferait payer un retard de cette révolution. Il y eut d'autres sérieux avertissements pendant les années 20 et 30 sous la forme de convulsions économiques d'une profondeur et d'une étendue inégalées, amenant périodiquement un chômage massif et une pression continue sur le niveau de vie des masses.

C'est au travers de dépenses énormes pour la reconstruction de l'Europe et du Japon au lendemain de la 2me guerre mondiale, de l'intervention accrue des gouvernements dans l'économie et de budgets de guerre de taille astronomique, que la classe dirigeante capitaliste réussit pendant une certaine période à écarter des crises économiques aigües. Les frais généraux en ont été néanmoins, une inflation s'aggravant sans fin et une accumulation des tensions qui conduisirent à une convulsion économique aigüe. Parmi ces signes annonciateurs, il faut inclure entre autres choses, les crises monétaires internationales successives des récentes années et l'acuité croissante des rivalités économiques.

Un des indices les plus clairs de la tendance du capitalisme moderne est l'érosion de la démocratie bourgeoise à une échelle mondiale. C'est entre la première et la deuxième guerre mondiale que le capitalisme européen, le secteur le plus développé et le plus cultivé, a donné naissance au fascisme, la forme de gouvernement la plus néfaste de l'histoire. Le fascisme continue à servir de modèle de brutalité impitoyable aux régimes dictatoriaux de toutes sortes, sur tous les continents.

Le capitalisme fit preuve à nouveau de sa barbarie potentielle au cours d'une deuxième guerre mondiale, dont la destructivité et les effusions de sang dépassèrent de loin celles de la première. La mise à feu de bombes au plutonium au-dessus de deux centres de population dense du Japon a servi d'avertissement quant à ce que réserve le capitalisme s'il lui est permis de se maintenir jusqu'à ce qu'il atteigne le stade d'une troisième guerre mondiale. Le bombe à hydrogène est aujourd'hui suspendue comme un spectre au-dessus du monde, le dernier rappel en étant l'alerte nucléaire décidée par Nixon au cours du conflit d'octobre 73 au Moyen-Orient.

Un indice adéquat de la dégénérescence du capitalisme consiste dans l'élévation de la « diplomatie de la canonnière » à un niveau tel que les bombardements du Vietnam par le Pentagone ont surpassé en force destructive la somme des explosifs employés sur tous les fronts durant les six années de la deuxième guerre mondiale.

Un autre indice significatif de la régression créée par le capitalisme consiste dans l'utilisation de la torture comme un moyen de pouvoir systématique. Presque la moitié des gouvernements du monde l'ont adoptée et elle s'étend rapidement, selon une étude publiée par Amnesty International en novembre 73.

Les capacités productives de l'économie capitaliste mondiale se sont indubitablement accrues en chiffres absolus par rapport à certaines dates telles que 1913 ou 1939. Les statistiques sont néanmoins trompeuses à cause de ce dont elles ne tiennent pas compte. La croissance a été hautement inégale. Dans certains pays, en particulier dans la sphère coloniale et semi-coloniale, la croissance économique n'a même pas suivi l'expansion démographique. Du point de vue des chiffres par habitant, cela a signifié un déclin absolu. De plus dans certains pays, en particulier dans ceux dont les rapports avec le marché mondial ont engendré la monoculture, l'économie est la proie de tournants abrupts et hautement désorganisateurs. Ce qui est plus significatif encore, c'est que de telles comparaisons ne tiennent pas compte des immenses pertes et des reculs subis à la suite des dépressions, des guerres et de la préparation à de nouvelles guerres sans parler du niveau artificiel de pénurie par le fait que la production est rendue dépendante des exigences du profit et des limites des frontières nationales.

Une évaluation plus réaliste de la mesure dans laquelle les rapports capitalistes font obstacle au développement optimum des capacités de l'industrie moderne, ressort de l'étude du progrès rapide de l'Union Soviétique et d'autres pays plus pauvres en particulier la Chine, dès lors que les rapports de production capitalistes ont cédé la place à la production planifiée. Malgré le lourd et inutile fardeau du parasitisme de la caste bureaucratique, l'expérience de ces pays témoigne des vastes possibilités inhérentes à une économie nationalisée et planifiée. Il est désormais honnêtement impossible de nier qu'une planification mondiale de l'économie pourrait mettre l'abondance à la portée de tous, dans des délais relativement brefs.

●

2) Le stade des effondrements soudains.

Si les progrès technologiques des pays capitalistes tels que l'automation et l'emploi des ordinateurs ont atteint un degré tel, que de l'avis de certains, ils méritent l'étiquette de « nouvelle révolution industrielle », ils ont, à un autre niveau approfondi et étendu les contradictions déjà existantes du système capitaliste.

La « crise de l'énergie » le montre de façon remarquablement claire. Il y a un certain nombre d'années que la pénurie croissante avait été remarquée. Conséquence directe de la politique monopolistique des cartels du pétrole, elle a reflété à un niveau plus profond le désordre du capitalisme dans son ensemble. Le retrait d'une quantité relativement réduite de pétrole du marché mondial en octobre 1973 a suffi à précipiter une crise aigüe.

Au Japon, dont la productivité est proche de celle des Etats-Unis et qui est le premier importateur mondial de pétrole, la réduction de l'approvisionnement en pétrole du Moyen-Orient a conduit en décembre à la proclamation d'un « état d'urgence » et à une décision gouvernementale de réduire la part de pétrole et d'électricité des principales industries de 20 %.

La mise en place de contrôles économiques semblables à ceux qui étaient en vigueur avant et pendant la 2me guerre mondiale a été examinée par les cercles gouvernementaux japonais. Elle impliquerait le rationnement du pétrole et de tous les produits affectés par la pénurie de pétrole, l'établissement de quotas de production, la mise en vigueur de restrictions sur les importations et les exportations, mise en place du contrôle des changes et, bien sûr, de « contrôles » des salaires.

Les plans des exportations japonaises ont été bouleversés, y compris celles de fournitures essentielles à d'autres pays de l'Extrême-Orient. L'avenir des exportations vers les Etats-Unis est devenu incertain, par suite de la montée des prix de revient. Non seulement les prévisions de profits ont été abaissées en hâte, mais on a permis par mesure d'urgence au yen lui-même de baisser.

En Grande-Bretagne, Heath s'est servi de la crise de l'énergie pour décréter, en décembre, la semaine de travail de trois jours dans la plupart des industries. Il s'en est suivi des réductions de salaires pour des millions de travailleurs, une forte montée du chômage, d'importantes perturbations et de nouvelles épreuves pour les masses. Le gouvernement conservateur a pris cette mesure « d'austérité », après avoir déjà décrété un « Etat d'urgence » en novembre, face à la forte poussée de plus de six millions d'ouvriers pour des augmentations de salaires. La conséquence en est une crise sociale d'une sévérité inhabituelle.

Ailleurs, en Europe occidentale, la crise pétrolière soudaine a conduit à des restrictions de degrés divers dans tous les pays,

certaines rappelant les contrôles de la deuxième guerre mondiale.

Aux USA, le marché des valeurs a fluctué en tous sens. Une étape « volontaire » de rationnement des produits pétroliers et de l'électricité a été décrétée, tandis que se préparaient des mesures plus rigoureuses.

L'administration du marché commun a annoncé la possibilité d'une baisse de 2 à 3 % du produit brut des marchandises et services des pays du marché commun pendant l'année 1974, qui risquait de plonger l'Europe dans la récession la plus profonde depuis la fin des annés 40.

Tandis que le keynésiens cherchaient de nouvelles mesures de replâtrage, les analystes de Wall Street spéculaient sur les effets que la crise énergétique pourrait avoir sur les signes notés plus hauts de la possibilité que la récession prochaine coïncide en Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Japon.

Outre les possibilités accrues de récession, la crise de l'énergie a immédiatement été suivie par un nouveau bond inflationniste. En 1970, le pétrole du Moyen-Orient était à 1,80 dollar le baril. En janvier 1973, il était monté à 2,59 dollars. En décembre 73, il avait quadruplé, atteignant le prix de 11,65 dollars. Dans certaines région , les cartels géants ont fait monter les prix du pétrole encore plus haut. Par une réaction en chaîne à l'échelle mondiale, les prix de nombreuses marchandises ont augmenté vertigineusement en quelques semaines.

Dans le monde colonial et semi-colonial, les conséquences inflationnistes de la crise du pétrole s'annoncent particulièrement sévères. Si certains pays dotés de champs pétrolifères étendus peuvent bénéficier temporairement des hausses de prix, d'autres qui dépendent étroitement de leurs importations de pétrole (Inde, Brésil, etc.) sont soumis à de fortes tensions. Les pays qui ne dépendent pas si directement du pétrole, de par la faiblesse de leur développement industriel, peuvent être durement frappés de façon indirecte.

Les hausses de prix annoncées par le Shah au nom des gouvernements producteurs de pétrole du Moyen-Orient, ont été le produit des efforts du holding Aramco-Exxon, Mobil, Standard of California et Texaco. Cette manœuvre s'inscrit dans un projet gigantesque visant à élever les profits des industries pétrolières et connexes à des niveaux inouïs, à abroger les mesures minimales contre la pollution que la pression publique avait commencé à faire inscrire dans le code, à éliminer les mesures de sécurité dans les mines de houilles pour abaisser les coûts de production, à supprimer les restrictions sur les mines à ciel ouvert et l'exploitation des schistes bitumineux, à accélérer la construction de ports profonds nécessaires au déchargement des pétroliers géants, à ralentir la construction de nouvelles raffineries, à hâter la construction de centrales nucléaires dangereuses et à éliminer les distributeurs indépendants de produits pétroliers.

La crise de l'énergie a servi de prétexte aux rois du pétrole et à leurs représentants gouvernementaux pour asséner de grands coups au mouvement écologique, un exemple notoire en étant les pressions qui ont forcé le Congrès américain à autoriser la construction d'un oléoduc à travers l'Alaska qui risque de détruire l'équilibre écologique d'une grande partie de ce qu'il y reste de la nature.

D'autres conséquences sont à relever. La prédominance des Etats-Unis au sein du système capitaliste mondial a été confirmée. Particulièrement frappante est la vulnérabilité du Japon, dont les industries dépendent lourdement de sources de pétroles lointaines, dominées par les cartels contrôlés par Washington (ou plus précisément, qui contrôlent Washington). La faiblesse relative et la désunion des puissances de l'Europe occidentale ont également été mises en évidence. Par le biais des cartels du pétrole, les Etats-Unis ont asséné des coups cinglants à leurs partenaires cadets. Le renforcement relatif du dollar en est une indication.

La crise de l'énergie n'est qu'un des exemples de ce que devient le système capitaliste mondial. La disette de viande de bœuf aux Etats-Unis et en Argentine mérite d'être rappelée de même que les pannes et demi-pannes soudaines d'électricité, la désorganisation des services téléphoniques et la détérioration des systèmes postaux de divers pays. D'autres disettes et ruptures pouvant conduire à des crises aigües sont imminentes. Aux Etats-Unis, par exemple, un manque de métaux pourrait survenir. Le monde colonial risque d'être atteint par une disette d'engrais chimiques. A Tokyo et dans d'autres centres industriels, les niveaux de pollution sont dangereusement élevés.

Les effondrements soudains caractéristiques aujourd'hui du capitalisme témoignent de l'anarchie croissante du système et de la nécessité de restructurer l'économie mondiale de façon rationnelle.

Les répercussions de la crise de l'énergie peuvent être citées pour montrer l'actualité du Programme de Transition proposé par Trotsky en 1938. Aux Etats-Unis, la preuve en a été assez dramatique. Quelques jours après l'annonce des réductions de livraisons de pétrole et malgré l'arriération politique bien connue du pays, divers cercles demandaient l'ouverture des livres de comptes des monopoles pétroliers et la publication de leurs profits, de leurs statistiques de production et de leurs accords secrets, afin qu'une action appropriée puisse être entreprise.

Ce sont là des revendications progressives qui doivent partout être appuyées par les révolutionnaires. Elles mènent assez logiquement à d'autres revendications, dont l'une fut bientôt avancée aux Etats-Unis : la conversion de l'industrie pétrolière en service public.

Des mots d'ordre dans le même sens et d'un caractère de plus en plus révolutionnaire apparaîtront à mesure que s'aggravera la crise de l'énergie. Parmi eux on trouve : contrôle des ouvriers au lieu des actionnaires sur la gestion des compagnies pétrolières, expropriation des cartels pétroliers. Préparons l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques à l'échelle mondiale.

Le prix que le prolétariat a payé pour la crise de l'énergie est apparu presque aussitôt sous la forme de licenciements et de réductions de l'emploi (à une échelle nationale en Grande-Bretagne avec la semaine de trois jours de Heath). Le fléau du chômage vint s'ajouter à celui de l'inflation déchaînée. Les conséquences en sont visibles dans la montée du mécontentement des masses dans les principaux pays industriels. La pression se développe déjà, en particulier dans les syndicats, pour les contrecarrer.

Le mouvement trotskyste défend l'échelle mobile **des salaires** pour faire face à la hausse du coût de la vie, depuis longtemps. Son pendant **l'échelle mobile des heures de travail** pour faire face au chômage est maintenant à l'ordre du jour.

La lutte pour de telles revendications, qui ont trait à la situation économique immédiate des travailleurs, se combine logiquement avec la lutte pour le contrôle, la gestion et la propriété de l'industrie pétrolière (et des industries connexes). Sur cette voie de lutte peut se dégager un défi révolutionnaire aux partis capitalistes, au gouvernement capitaliste et à l'Etat capitaliste.

La manière de lancer ce défi est une question tactique qui dépend du niveau de conscience politique des masses et des circonstances concrètes de chaque pays, en particulier de l'acuité des luttes. Les sections de la IV^me^ Internationale ne devraient avoir aucune difficulté pour résoudre ce problème en utilisant la méthode indiquée par Trotsky dans **L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Q.I.**

La crise de l'énergie, il faut le souligner, n'est qu'un exemple frappant de ce que devient le système capitaliste, (sensibilité grandissante aux chocs et aux effondrements soudains) et de l'apparition de nouvelles ouvertures permettant d'œuvrer à l'adoption par le mouvement ouvrier de propositions d'initiatives dans l'action.

La crise de l'énergie a éclairé avec force deux traits fondamentaux du capitalisme aujourd'hui : sa structure internationale hautement intégrée et son imperméabilité à une planification rationnelle.

Les « options » choisies par les capitalistes dans les situations telles que la crise de l'énergie, se réduisent en dernière analyse simplement à renforcer leur domination et à contraindre les masses, parfois avec quelques miettes passagères, à porter des charges nouvelles. La classe capitaliste demeure fermement résolue à conserver le pouvoir et à maintenir le statu-quo même s'il doit en résulter un nouvel âge des ténèbres ou l'annihilation nucléaire.

Cependant, le mécontentement des masses grandit. Elles ne sont plus prêtes à accepter passivement les perspectives sinistres offertes par le capitalisme. Leurs craintes ont été renforcées par le cours suivi par les dirigeants capitalistes au cours du dernier demi-siècle, mais leurs espoirs ont été attisés par ce qu'il est manifestement possible de faire en dépassant le capitalisme et en instaurant un ordre économique fondé sur la science moderne, la technologie et l'industrie. De plus, elles ont vu la possibilité de sortir du système capitaliste et d'aller de l'avant. Les expériences de la Russie, de la Chine, de l'Europe orientale, de la Corée du nord, du Nord-Vietnam et de Cuba en sont la démonstration convaincante.

C'est la combinaison qu'on trouve en général dans les masses entre l'accroissement de leurs espoirs, le rejet des choses telles

qu'elles sont et la conscience de la possibilité de dépasser le capitalisme, qui constitue un des traits principaux de la situation politique dans le monde aujourd'hui. Ce que les masses ne perçoivent pas encore clairement c'est la voie correcte à suivre. Elles sont encore loin d'avoir résolu la crise de la direction du prolétariat.

2. LA RÉVOLUTION MONDIALE REPREND SON COURS PRINCIPAL

1) L'action exemplaire des bolchéviks.

Le problème de la conquête du pouvoir contre la bourgeoisie a été résolu au début de ce siècle par deux contributions inappréciables au marxisme : le projet de construction d'un parti d'avant-garde de Lénine et la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Ce qui est plus important, à la fin de la première guerre mondiale, l'équipe des bolchéviks qu'ils dirigeaient en Russie, l'a résolu dans la pratique. L'action exemplaire des bolchéviks demeure le modèle le meilleur et le plus lumineux à offrir à l'étude et à l'émulation des révolutionnaires de partout.

La stratégie de Lénine, à laquelle il gagne finalement Trotsky en 1917, consistait dans la construction d'un parti révolutionnaire de masse capable de fournir la direction à tous les secteurs de la lutte de classes et d'organiser la lutte pour le pouvoir. Ce parti fournissait une direction au prolétariat qui, à son tour, fournissait une direction aux couches opprimées à la ville comme à la campagne, y compris les nationalités opprimées et la paysannerie, la force de classe opprimée la plus massive de l'Empire russe. Avec la construction d'un parti, conçu à l'image de la formule de Lénine, c'est-à-dire d'un état-major révolutionnaire et de milliers de cadres expérimentés liés entre eux par le centralisme démocratique, les ouvriers réussirent après avoir renversé le Tsar, à conquérir la suprématie et à commencer la révolution socialiste mondiale.

C'est Trotsky qui fut le génie politique dirigeant dans le domaine militaire et qui assura la victoire dans la lutte armée, non seulement dans l'insurrection de Pétrograd d'octobre 1917, mais aussi dans la guerre civile qui s'ensuivit et au cours de laquelle la contre-révolution intérieure fut appuyée par des corps expéditionnaires fournis par les Alliés y compris par les Etats-Unis.

Lénine et Trotsky ont cherché à enseigner au prolétariat international que le secret principal de la victoire de la révolution russe (sans aucun doute l'événement le plus significatif du 20me siècle) avait été de nature **politique**. Il s'agit de la construction en temps voulu d'un parti révolutionnaire prolétarien. Ils lancèrent la Troisième Internationale en 1919 pour promouvoir cette tâche à une échelle mondiale.

Il ne manqua pas d'opportunités révolutionnaires pendant les années vingt et trente. L'Europe fut secouée à plusieurs reprises. La révolution chinoise avait d'excellentes chances de vaincre en 1925-27.

Toutes ces occasions furent soit manquées, soit ratées parce que la leçon-clé de la révolution russe ne fut ni assimilée ni appliquée à temps, à savoir la construction d'un parti révolutionnaire. La raison principale de cette lacune après l'effondrement de la social-démocratie, tient à la croissance d'une caste bureaucratique réactionnaire en Union Soviétique, due à l'isolement de la révolution russe, à l'usure de la génération qui avait fait la révolution, à la pauvreté générale et à l'arriération culturelle de la Russie paysanne. Staline se dégagea comme représentant politique principal de la bureaucratie dominante. Avec la mort de Lénine, les léninistes se trouvèrent rapidement en minorité dans le parti bolchévik qu'ils avaient créé. Ceux qui ne capitulèrent pas furent éventuellement éliminés perdant la vie, parmi beaucoup d'autres au cours des grandes purges des années trente.

Le plus pernicieux des effets de ces événements en Union Soviétique consista dans la désorientation de l'avant-garde prolétarienne dans les autres pays. Incapable de suivre ou de comprendre la signification de la lutte politique en Union Soviétique, la majorité prit Staline pour le représentant légitime du marxisme révolutionnaire et le continuateur du léninisme, comme le prétendait le gouvernement soviétique.

Le **Stalinisme**, que ce soit dans ses expressions ultra-gauches ou droitières, gagna ainsi une emprise sur des millions d'ouvriers d'inclination révolutionnaire. Beaucoup de ceux qui furent repoussés par le stalinisme retournèrent aux parti sociaux-démocrates, rendant à ces formations une nouvelle vitalité qu'elles avaient perdue à cause de leur rôle contre-révolutionnaire pendant la première guerre mondiale et ses suites. La politique de **collaboration de classe** des partis staliniens et sociaux-démocrates, culminant dans les fatals « fronts populaires » du milieu des années trente, condamna les mobilisations spontanées des travailleurs et de leurs alliés qui auraient pu en ces temps renverser le capitalisme européen si elles avaient été guidées par des partis révolutionnaires construits à la manière léniniste.

L'action exemplaire des bolchéviks dans la résolution de la crise de la direction devint de plus en plus floue dans l'esprit de l'avant-garde ouvrière. Ses leçons ne furent sauvées que par la seule troupe de continuateurs du léninisme qui se tinrent aux côtés de Trotsky, contre le courant et qui fondèrent la IVme Internationale à la veille de la deuxième guerre mondiale.

●

2) Le long détour.

L'immense trahison de la classe ouvrière par les partis communistes staliniés coûta à l'humanité une deuxième guerre mondiale, noyant l'Europe, l'Afrique du Nord et l'Extrême-Orient dans le sang et faisant reculer la civilisation de dizaines d'années.

Les Etats-Unis gagnèrent l'hégémonie parmi les puissances impérialistes. Néanmoins, par suite des moyens de destruction qui furent employés pour y arriver, le capitalisme mondial lui-même s'était tant affaibli, en particulier dans ses secteurs allemands et japonais, que l'Union Soviétique put — grâce aux acquis fondamentaux de la révolution d'octobre — émerger victorieuse, bien que sérieusement endommagée et ce, malgré la politique contre-révolutionnaire du stalinisme qui avait préparé la voie à l'invasion du premier Etat ouvrier par l'impérialisme allemand.

Le double résultat de la deuxième guerre mondiale, l'hégémonie américaine sur un monde capitaliste affaibli d'une part, la victoire soviétique de l'autre, combiné aux effets profondément perturbateurs de cette guerre à l'échelle mondiale a constitué le principal cadre politique international du quart de siècle suivant.

En 1945, à la fin de la deuxième guerre mondiale, les pontifes de l'impérialisme américain envisageaient une « pax americana », un empire d'une puissance et d'une stabilité plus grandes que tout ce qu'on avait connu depuis la période romaine. Possédant le monopole de la bombe atomique, l'Europe occidentale et le Japon gisant sous les ruines et l'Union Soviétique ayant été dévastée par son conflit avec l'Allemagne, les dirigeants des Etats-Unis se préparaient à « terminer leur boulot » en soumettant la Chine à l'empire américain, en portant la bannière américaine de l'Europe de l'Est au Pacifique et en ouvrant ces vastes régions à la pénétration du capital. La première phase de cette opération a été la « guerre froide » avec la diplomatie de la bombe atomique de Truman et le but avoué de « contenir » et de « refouler » le communisme.

Aux Etats-Unis même, cette politique conduisit au maccarthysme qui reçut sa première impulsion sous Truman en 1947.

Une série d'événements inattendus interfère cependant dans la réalisation de ces plans ambitieux. D'abord, les troupes américaines établies en Europe et en Extrême-Orient refusèrent de rester à l'étranger. Des mobilisations spontanées comprenant de larges contingents témoignaient de la désintégration de ces forces comme instrument de la politique impérialiste. Le rapatriement dut être octroyé aux GI's qui le revendiquaient et de

nouvelles armées durent être construites pour les remplacer. Ainsi fut perdu le moment le plus propice pour frapper.

En outre, des soulèvements spontanés des masses en Europe occidentale (en Italie et en France surtout) montrèrent la précarité du capitalisme dans cette région-clé. L'impérialisme américain dut prendre le temps d'y étayer le capitalisme, ce qui fut accompli par le biais du Plan Marshall.

Bien que les partis staliniens, de par leur politique de collaboration de classe, aient joué un rôle décisif dans la trahison des premières grandes chances de la révolution socialiste d'après-guerre en Europe occidentale, de la Grèce à la Belgique, ils furent incapables de contenir le colossal soulèvement dans la sphère coloniale qui s'avéra décisif pour faire échouer les plans de conquête du monde de l'impérialisme US.

L'Union Soviétique bénéficia d'un répit, dont il fut fait bon usage. A l'étonnement et au chagrin du Pentagone, les savants soviétiques brisèrent le monopole américain des armes nucléaires, faisant exploser une bombe atomique en 1949 et une bombe à hydrogène en 1953.

De plus, dans les pays d'Europe orientale occupés par les troupes soviétiques, Staline riposta à l'offensive de la guerre froide, en réalisant une série de renversement du capitalisme qui renforcèrent davantage l'Union Soviétique, donnant ainsi de façon indirecte une autre impulsion aux aspirations révolutionnaires des masses, en particulier dans les zones coloniales et semi-coloniales. Tout comme la « guerre patriotique » menée par le Kremlin contre les envahisseurs allemands, les bouleversements en Europe de l'Est démontrèrent qu'en certains cas, une caste bureaucratique, dans la défense ou l'extension de ses propres intérêts, est forcée d'entreprendre des actions qui vont à l'encontre de sa politique contre-révolutionnaire globale, et peuvent avoir des conséquences objectivement révolutionnaires.

Les masses chinoises entrent dans l'arène politique par dizaines de millions. Dans les circonstances exceptionnelles créées par l'invasion de l'impérialisme japonais et par la deuxième guerre mondiale et sous l'effet d'un soulèvement spontané des masses ayant une force élémentaire rarement ou jamais égalée dans l'histoire, les armées paysannes qui surgirent rappelant de façon frappante l'ancien modèle révolutionnaire chinois, purent vaincre les forces réactionnaires de Tchang-Kai-Chek et porter la direction maoïste au pouvoir. Pendant un temps, le nouveau régime : un gouvernement ouvrier et paysan du type prévu pour la première fois par les bolchéviks en 1922, chercha à maintenir les rapports capitalistes, selon la formule du « bloc des quatre classes ». Néanmoins , quand il fut forcé par auto-défense à se mobiliser contre l'intervention impérialiste américaine en Corée et la marche des armées du général Mac Arthur vers la frontière chinoise, le régime maoïste brisa la structure économique capitaliste de la Chine et la remplaça par une économie planifiée selon le modèle stalinien en Union Soviétique.

Ce fut là un coup énorme pour le monde capitaliste. Il stimula des centaines de millions d'opprimés sur tous les continents et cet effet s'amplifia à mesure que le niveau de vie des masses en Chine s'éleva rapidement par contraste à son très bas niveau en Inde, un pays comparable où le système capitaliste et la domination des propriétaires fonciers étaient restés intacts.

Cependant, la forme particulière des événements chinois fut prise comme modèle par de nombreux révolutionnaires qui cherchèrent à le transférer à des pays dont les conditions ressemblaient peu à celles de la Chine. La guerre de guerilla en particulier, au lieu d'être comprise comme une tactique subordonnée à la tâche principale de construction du parti révolutionnaire, fut élevée au rang de stratégie. On pensait que cette stratégie, avec des variations dues au terrain local, pouvait s'appliquer universellement.

Il est évidemment vrai que, dans les pays ayant une forte population paysanne, l'apparition de groupes de guerilla est souvent le signe d'une fermentation révolutionnaire montante. Lénine remarqua le développement spontané de la guerre de guerilla en Russie tsariste au moment de la révolution de 1905 et songea à en tirer parti, d'ailleurs avec peu de succès comme le fit observer Trotsky en faisant le bilan de l'expérience.

La guerre de guerilla, se transformant en une soi-disant guerre populaire, joua également un rôle dans la révolution vietnamienne. Elle est également apparue sous une forme positive comme produit de luttes paysannes de masse au Pérou sous la direction de Hugo Blanco. Elle est présente dans les luttes contre les Portugais en Afrique noire. Elle pourrait réapparaître au cours d'événements révolutionnaires dans certains pays en particulier là où la guerilla est endémique depuis longtemps.

A Cuba, l'équipe de Fidel Castro connut un brillant succès en s'appuyant sur la guerre de guerilla pour ouvrir la lutte contre Batista. La victoire de la première révolution socialiste dans l'hémisphère occidental a fortement renforcé l'attirance de la guerre de guerilla comme stratégie en particulier en Amérique Latine.

La victoire de la révolution cubaine en 1959 a marqué le point culminant de l'influence du modèle chinois. A un niveau plus fondamental, le cours particulier de la direction cubaine est le produit de la faillite du stalinisme et de la désorientation qu'il provoqua dans le mouvement ouvrier, imposant un délai prolongé à la révolution. S'il n'y avait eu le parti communiste cubain pratiquant la collaboration de classes sous Batista et s'il y avait eu un véritable parti léniniste de masse, la révolution cubaine aurait pu réussir au milieu des années 30.

La victoire de 1959 marqua aussi le début d'un élément nouveau. Les dirigeants cubains n'appartenaient pas à l'école stalinienne (beaucoup d'entre eux étaient consciemment anti-staliniens). Malgré son origine petite-bourgeoise, l'équipe de Castro Guevara déborda le stalinisme sur sa gauche, ouvrant une nouvelle phase dans la solution de la crise mondiale de la direction prolétarienne, même s'ils faillirent dans cette tâche et finirent par l'abandonner.

Au début, les Cubains prirent des mesures exemplaires. Défiant la pression du géant impérialiste éloigné seulement de 150 km, ils mobilisèrent les masses et formèrent un gouvernement ouvrier et paysan, ils commencèrent à réaliser une profonde réforme agraire et démantelèrent les secteurs clefs de la structure capitaliste. Allant de l'avant, ils établirent un monopole du commerce extérieur et la planification de l'économie. Avec l'établissement d'un Etat ouvrier, ils lancèrent une série de mesures progressives parmi lesquelles l'élimination du chômage massif, de la discrimination raciale, de l'analphabétisme et d'autres vieux fléaux sociaux. Ils entreprirent un programme ambitieux de logements à bon marché. Ils élevèrent immédiatement le niveau de vie des masses et ce qui est plus significatif, ouvrirent de nouvelles perspectives à long terme pour les masses y compris un système d'éducation étendu.

Rien d'étonnant à ce que la révolution cubaine ait donné un élan énorme aux mouvements d'émancipation similaires à travers le monde colonial.

Dans les pays impérialistes, y compris les Etats-Unis, la révolution cubaine a saisi l'imagination de centaines de milliers de jeunes, en particulier d'étudiants, et servi à amener nombre d'entre eux vers le marxisme révolutionnaire.

En Amérique Latine, une génération de militants d'inclination révolutionnaire se consacrèrent à la préparation de la guerre de guerilla. Ils s'y engagèrent avec la conviction que c'était un raccourci sûr, vers la victoire,et la seule alternative au parlementarisme. L'acceptation de la guerre de guerilla en Amérique Latine ne peut être mise au compte d'une adaptabilité plus grande à cette région par contraste avec les pays d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud-est, mais bien à l'inspiration et à l'impact directs de la révolution cubaine. En même temps, ceux qui soutenaient de façon conséquente la guerre de guerilla comme stratégie, ne pouvaient guère limiter son application à l'Amérique Latine et ont logiquement été amenés à examiner puis à encourager son usage dans d'autres pays, en opposition aux méthodes du léninisme.

Pas une seule des nombreuses expériences de guerre de guerilla qui ont eu lieu à travers l'Amérique Latine à la suite de la révolution cubaine, pas une seule n'a conduit au succès. La liste de ceux qui l'ont essayée comprend les experts les plus estimés : Uceda de la Puente au Pérou, Carlos Marighela au Brésil, Yon Sosa au Guatémala et Che Guevara lui-même en Bolivie, sans mentionner des dizaines de figures moins connues qui se sont dévouées à une étude intensive et à la pratique de cette stratégie.

Un des éléments les plus importants de leurs échecs à été l'amélioration de la contre-stratégie élaborée par l'impérialisme et la capacité du Pentagone à déployer des forces substantielles sous sa tutelle sur le terrain du combat.

Un autre élément a été la mauvaise appréciation de la situation politique. En Chine, une puissante révolution déversait des ressources humaines sur une échelle immense dans les armées paysannes et leurs guerillas auxiliaires. En Amérique Latine, les théoriciens et les praticiens de la guerre de guerilla ont mis les choses à l'envers. Ils étaient convaincus que la simple apparition de guerillas résolues suffirait à mettre en branle une marée humaine comme celle qui renversa finalement le capitalisme en Chine, ou à défaut d'un tel mouvement à cette échelle, du moins un qui serait comparable à celui de la révolution cubaine. En

conséquence, des groupes minuscules, complètement isolés des masses, s'engagèrent dans des opérations qui furent relativement facilement matées par les forces armées bourgeoises et leurs soutiens impérialistes, un exemple manifeste en étant le front de guerilla ouvert par Guevara en Bolivie.

●

3) Le tournant des modèles de révolution et la nouvelle montée des luttes ouvrières.

Echappant à l'attention des groupes de guerilla, un changement profond s'opérait dans l'attitude des masses dès le milieu des années soixante dans de nombreux endroits du monde, y compris là où les guerillas cherchaient à établir leurs fronts. Alors qu'en Chine, à cause des circonstances exceptionnelles mentionnées plus haut, la paysannerie prit le rôle dirigeant à travers ses armées (les maoïstes ont même réprimé des actions de la classe ouvrière en entrant dans les villes), en Amérique Latine, les luttes paysannes refluèrent temporairement, tandis que les masses urbaines commençaient à marcher de l'avant.

Ce changement fut dramatiquement illustré par le soulèvement massif et spontané à St-Domingue en 1965. En quelques jours, les masses urbaines contrôlèrent la ville, gagnèrent une partie de l'armée, distribuèrent des armes sur une grande échelle et ouvrirent une lutte armée de masse qui avait de bonnes chances de succès. Il fallut l'intervention massive des troupes américaines s'ajoutant à l'absence d'une direction révolutionnaire aguerrie, pour contenir et ensuite écraser l'insurrection.

Le soulèvement de St Domingue indiquait ce qui se passait dans les pays coloniaux et semi-coloniaux à forte population paysanne : la ville réaffirmait son hégémonie politique sur la campagne, le prolétariat se préparait à réclamer son droit à la direction. Le long détour de la voie principale de la révolution mondiale de l'après-guerre touchait à sa fin.

En Bolivie, une des causes de l'échec de Guevara à établir un front de guerilla consistait en ce qu'il s'attendait à ce que les paysans répondent à son initiative... Mais le modèle de révolution qui inspirait Guevara ne correspondait pas à la réalité. Les paysans ne répondirent pas, pas plus qu'ils ne répondirent aux actions des frères Peredo et d'autres qui cherchèrent à poursuivre l'entreprise de Guevara. Par contre, dans les grandes crises sociales et politiques des années qui suivirent, en Bolivie, ce sont les ouvriers de La Paz aux côtés de mineurs, l'épine dorsale traditionnelle de la révolution prolétarienne en Bolivie, qui jouèrent un rôle de premier plan en combattant la réaction et en tentant d'aller de l'avant.

Au Chili, qui occupa l'avant-scène politique en Amérique Latine avec la victoire du gouvernement Allende en 1970. la ville l'emportait clairement sur la campagne, les ouvriers de Santiago en particulier se mobilisant à de nombreuses reprises, ce qui aurait pu assurer la victoire si un parti révolutionnaire avait existé.

Même en Chine, on a pu observer un certain accroissement du poids des centres urbains au cours de la « Révolution culturelle ». Ce fut particulièrement visible dans le cas de Shangaï à la fin de 1966 et au début de 1967 : les ouvriers mirent en avant une série de revendications tendant à améliorer leur niveau de vie et entrèrent en action contre la bureaucratie locale.

Le changement en direction des centres urbains avait son pendant dans une montée de la combativité ouvrière dans le secteur impérialiste. Par leur interaction, ces deux facteurs tendaient à se renforcer mutuellement à l'échelle internationale.

Les manifestations étudiantes géantes de Mexico de juillet à octobre 1968, qui effrayèrent la bourgeoisie mexicaine au point de faire des représailles sauvages, le montraient clairement. On le voyait dans la grande vague de manifestations en Argentine en Mai 1969 que les étudiants de Corrientes et Rosario avaient déclenchées et qui mena à la série d'explosions urbaines lancées par des couches combatives de la classe ouvrière à Cordoba, Mendoza, etc. C'était enfin visible dans les grèves et les manifestations étudiantes qui éclatèrent en Afrique du Sud en 1972 et 1973.

En France, la montée de la combativité prit une tournure explosive en 1968, lorsqu'une révolte étudiante à Paris déclencha une grève générale nationale de 10 à 15 millions d'ouvriers. L'absence d'un parti révolutionnaire empêcha la grève générale de poursuivre son cours logique vers l'établissement d'un gouvernement ouvrier ; les staliniens et les sociaux-démocrates furent une fois de plus en mesure de sauver la situation en faveur de la bourgeoisie française. Mai-juin 68 s'inscrivent donc dans l'histoire comme une répétition générale plutôt que comme le début réel de la révolution socialiste en France.

Au-delà de la preuve dramatique de la montée de la combativité et de l'importance de la radicalisation de la jeunesse qu'ils apportaient, les événements de mai-juin 1968 révélèrent que le contrôle exercé sur les ouvriers d'Europe occidentale par les bureaucraties ouvrières qui pratiquent la collaboration de classe, s'était affaibli. Il faut l'attribuer à l'usure des appareils bureaucratiques staliniens et sociaux-démocrates, s'ajoutant à la tendance croissante des ouvriers à passer à l'action sous la pression des contradictions accrues du capitalisme et de son incapacité à leur faire des concessions durables.

La nouvelle montée de la lutte des classes en Europe occidentale se trouva bientôt confirmée par le « mai rampant » qui plongea l'Italie dans une situation pré-révolutionnaire à l'automne 1969.

Pendant que se poursuivait la montée de la combativité ouvrière en France et en Italie, marquée par de nombreuses grèves, le prolétariat espagnol s'ébranlait à son tour en 1970. Des mobilisations de masse, coordonnées à l'échelle nationale par les Commissions ouvrières clandestines s'élevèrent contre le procès des nationalistes basques à Burgos et la persécution d'autres prisonniers politiques. De 1971 à 1973 on put voir une serie de grèves combatives (bâtiment à Madrid, SEAT, El Ferrol, Besos, Pampelune) tendre à une transcroissance vers des mobilisations plus larges contre la dictature franquiste et défiant les dirigeants espagnols à un niveau jamais vu depuis l'écrasante défaite du prolétariat espagnol dans les années trente.

En Grande-Bretagne, les mobilisations contre la Loi sur les Relations industrielles (Industrial Relations Act), l'occupation des chantiers navals Upper Clydeside, les grèves combatives des mineurs et des dockers furent toutes des étapes de l'exacerbation des tensions sociales et d'une confrontation croissante entre les travailleurs et la classe dirigeante britannique, qui atteignit un nouveau stade à la fin de 1973.

La montée s'est également reflétée dans la nouvelle étape de la lutte irlandaise. Des mobilisations de masse ont eu lieu à Derry en octobre 1968 et en janvier 1969.

En Amérique du Nord, l'approfondissement du combat au Québec s'est exprimé à travers les manifestations nationalistes géantes de la période 1968-71.

En Amérique du Nord, la montée croissante des luttes au Québec s'est exprimée au travers de manifestations nationalistes géantes en 1968-71; et au travers du développement continuel de la combativité ouvrière durant la décade passée. L'explosion d'Avril-Mai 1972 au Québec, provoquée par une grève générale des employés des services publics, fut la plus importante bataille de la classe ouvrière en Amérique du Nord depuis de nombreuses années.

Aux Etats-Unis, à côté de la montée du mouvement anti-guerre, la lutte de libération des Noirs fit irruption dans les ghettos prolétariens des grandes villes par des explosions sociales élémentaires, la première aux dimensions spectaculaires se produisant dans le quartier de Watts de Los Angeles en 1965.

En Amérique Latine, comme le foyer de la lutte des classes se déplaçait de plus en plus évidemment vers les villes, les stratèges de la guerilla se déplacèrent également, abandonnant leurs efforts pour construire des bases militaires à la campagne. A la place de cette orientation, ils commencèrent une « guerre de guerilla urbaine ». Les défenseurs les plus en vue de cette nouvelle ligne furent les Tupamaros en Uruguay, les péronistes de gauche et le PRT-ERP en Argentine.

Tout comme les praticiens de la guerre de guerilla rurale, les groupes de guerilla urbaine se montrèrent incapables de comprendre le rôle d'un parti de type bolchévik, implanté dans les masses. Par suite, ils ne voient pas la nécessité d'en construire un. Certains d'entre eux le repoussent ouvertement, bien qu'il soit douteux qu'ils sachent ce qu'ils repoussent, étant incapables de distinguer le stalinisme du léninisme. Ils substituent leur action propre à celle des masses laborieuses et se tiennent donc en dehors de la lutte des masses qui reste pour eux « terra incognita ». Ils réduisent la lutte armée à la caricature de petits groupes exécutant des « expropriations », des enlèvements et autres activités terroristes, qui peuvent leur gagner les applaudissements des masses mais non pas leur direction.

La fièvre montante et l'extension croissante de la lutte de masses dans les villes a eu tendance à isoler davantage les groupes de guerilla. A mesure que ce processus se déroule, des aspirants plus sérieux à la direction politique se dégageront. A long terme, c'est eux qui se montreront disposés et capables d'apprendre de l'exemple donné par Lénine et Trotsky, en particulier sur la façon d'utiliser la méthode de transition pour construire un parti révolutionnaire des masses.

La Quatrième Internationale ne repousse pas la guerre de guerilla dans toutes les circonstances. Elle considère que l'utilisation de la guerre de guerilla est une question tactique qui doit être pesée à la lumière de situations concrètes de la lutte des classes. Ce que la QI rejette en toutes circonstances, c'est l'idée qu'un petit groupe puisse contourner la tâche ardue de construction d'un parti de type léniniste, en se substituant aux masses dans la lutte armée.

Tout en repoussant la conception qui fait de la guerre de guerilla une panacée ou un raccourci vers le pouvoir, le QI reconnaît le courage et le dévouement des guerilleros qui ont engagé leur vie dans de telles opérations. Contre les coups que leur assènent les réactionnaires de tout poil, la QI exprime sa solidarité avec les combattants de la guerilla. Elle n'en critique pas moins leur voie comme étant politiquement erronée et les encourage à étudier et à considérer plus profondément la voie léniniste-trotskyste de l'engagement dans une lutte révolutionnaire pour le pouvoir des travailleurs.

Avant tout, la Q.I. attire l'attention sur le tournant dans le modèle de la révolution mondiale. Aujourd'hui, les masses urbaines avec leurs propres formes de lutte et d'organisation de classe, se dirigent vers le centre de la scène.

Au fur et à mesure que le prolétariat affirmera à nouveau sa direction de classe de façon directe, le processus révolutionnaire avancera qualitativement. Dans les villes, les couches de la population frappées de misère, y compris les minorités opprimées, rejoindront le camp du prolétariat; et l'ensemble du mouvement deviendra un puissant pôle d'attraction des masses à la campagne, un phénomène qui fut prévu il y a longtemps par Trotsky dans sa théorie de la révolution permanente.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux où la question agraire reste aigüe, les nouvelles montées inévitables de luttes de la paysannerie ajouteront un dynamisme nouveau aux processus révolutionnaires. De même que dans la révolution russe, le prolétariat et la paysannerie tendront à agir de façon **combinée** durant la période à venir sous la direction du prolétariat (à la différence de la Chine, par exemple, durant les années 1940).

En conséquence, le tournant enregistré dans les voies de la révolution mondiale indique clairement l'ouverture d'une période durant laquelle il deviendra possible pour des noyaux marxistes révolutionnaires de gagner une base de masse de façon accélérée, et de ce fait de se trouver dans une situation qui leur permette d'assurer l'élément de conscience politique nécessaire à la solution de la crise historique de la direction prolétarienne.

●

4) Interaction des victoires et des défaites dans les trois secteurs de la révolution mondiale.

L'interaction des évolutions dans les trois secteurs de la révolution mondiale pendant la dernière décennie a été extraordinairement claire.

Sur les murs de la Sorbonne de la France impérialiste, pendant les événements frappants de mai-juin 68, les portraits les plus en évidence étaient ceux de Che Guevara, Mao-Tse-Toung, Ho Chi-Minh et Léon Trotsky.

Bien que le choix de ces portraits-là reflétait les positions des divers courants politiques parmi les étudiants radicalisés à Paris, il indiquait aussi une motivation commune : « faisons la révolution » !

L'exemple des étudiants français et celui de la classe ouvrière française pendant la grande grève générale mise en branle par la révolte des universités, a servi en retour à inspirer les étudiants et les travailleurs des autres pays, un des cas marquants en étant les manifestations étudiantes à Mexico en 1968.

Un exemple actuel de cette interaction est apparu lors des derniers mois de 1973. Par des marches et des rassemblements gigantesques, comprenant des foules de plus de 100.000 personnes, les étudiants de Bangkok, soutenus par les travailleurs, ont mis à bas le régime militaire haï en Thailande le 14 octobre. En l'espace de 4 semaines, à l'autre bout de la planète, à Athènes, les manifestations étudiantes appuyées par les travailleurs, ont gagné une victoire partielle en faisant tomber Papadopoullos, la personnalité dirigeante de la dictature militaire en Grèce. Parmi les mots d'ordre criés par les étudiants athéniens, un des préférés était « Thailande ! ».

En ce qui concerne le bloc soviétique, le « printemps de Prague » en 1968 a été en partie inspiré par l'exemple des Vietnamiens résistant à l'invasion impérialiste US par celui des manifestations et des protestations étudiantes anti-guerre en Europe de l'ouest et aux Etats-Unis.

Dans les centres impérialistes, les révolutions algérienne, cubaine, ont joué un rôle important dans la stimulation de la radicalisation de la jeunesse particulièrement en France, aux Etats-Unis et au Canada. La révolution chinoise a joué un rôle similaire dans beaucoup de pays. La révolution russe de 1917 a eu un effet et dans le monde colonial et dans les centres impérialistes qui n'a pas encore eu son égal et qui reste encore frais dans les esprits des révolutionnaires plus âgés.

En Union soviétique aujourd'hui, les victoires des peuples coloniaux, les reculs de l'impérialisme, la radicalisation à l'ouest, servent de même à nourrir les feux de la révolte contre la bureaucratie. D'autre part, les informations qui filtrent hors de l'Union soviétique, sur la défiance courageuse envers la bureaucratie et sa police politique exprimée par des combattants intransigeants pour la démocratie prolétarienne, aident à encourager les révolutionnaires et dans les pays coloniaux et dans les pays impérialistes, à lutter de façon plus énergique contre l'oppression capitaliste.

La montée actuelle des luttes ouvrières en Europe occidentale va sûrement encourager des tendances similaires ailleurs. Un des endroits où cette influence peut avoir rapidement de l'effet est l'Europe de l'Est, à cause de sa proximité. Ces pays là, que Staline destinaient à servir de tampon contre les invasions militaire de l'ouest capitaliste, ont déjà montré à quel point ils peuvent être transformés en des courroies de transmission de la fermentation révolutionnaire dirigée contre la caste dirigeante bureaucratique en Union Soviétique. Un exemple impressionant en ce sens en est la révolte des travailleurs polonais à la fin 70 - début 71, qui fit tomber Gomulka et qui inspira les opposants politiques en Union Soviétique et effraya le Kremlin.

Alors que l'idéologie capitaliste contre-révolutionnaire peut pénétrer jusqu'à un certain point par cette même voie, l'expérience a montré que la zone tampon a beaucoup plus d'affinité pour l'idéologie et les exemples révolutionnaires en provenance des couches opprimées dans les pays capitalistes. C'est cela et non l'influence du « style de vie » bourgeois ou de la « culture hippy » qui inquiètent les chiens de garde du Kremlin. Leur propre style de vie est bourgeois jusqu'à l'os, ce qu'ils montrent devant les caméras de télévision chaque fois qu'ils font une conférence au sommet avec les politiciens impérialistes tels Nixon-Kissinger. Les bureaucrates dirigeants du Kremlin sont eux-mêmes les instigateurs les plus importants de l'influence bourgeoise en Union Soviétique. Ceci est une raison de plus pour laquelle ils doivent être remplacés par les ouvriers soviétiques.

Ce qu'il faut également prendre en considération sont les défaites subies par la révolution mondiale. Certains marxistes révolutionnaires n'aiment pas analyser les défaites. Ils préfèrent se concentrer sur les victoires — qui sont préférables du point de vue du recrutement —. Mais les défaites sont d'une importance décisive pour apprendre comment éviter des erreurs répétées et comment déterminer les tâches à accomplir. Les défaites sont aussi importantes à cause de répercussions dont on doit tenir compte. Elles font reculer directement la cause révolutionnaire dans le secteur où elles ont lieu et elles diminuent les tensions dans les autres secteurs.

La série de défaites subies en Amérique Latine à cause du fait que l'on comptait sur la stratégie de guerilla, a eu un effet décisif sur les événements mondiaux. Une des raisons de la confiance du Pentagone au moment où il s'engageait en Indochine, fut sa conviction qu'il avait mis au point une technique efficace de « contre-insurrection ».

Alors que les défaites se succédaient en Amérique Latine, l'enthousiasme pour la révolution cubaine diminuait ailleurs, de façon visible aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays du bloc soviétique.

L'effet de deux défaites amères subies au Brésil en 1964 et en Indonésie en 1965 peut être évalué en imaginant comment des victoires dans ces mêmes pays auraient enthousiasmé les masses internationalement, et aurait impulsé de façon puissante la révolution mondiale.

La défaite en 1960 du mouvement dirigé par Patrice Lumumba au Congo n'a pas seulement fait reculer le mouvement de libération africain dans son ensemble, mais a été profondément ressenti au sein du mouvement de libération noir aux Etats-Unis. En dernière analyse, l'assassinat de Malcolm X à New York a nui à la lutte en Afrique.

La chute du régime Ben Bella en Algérie en 1965 a aussi servi comme source de découragement des révolutionnaires dans tous les pays arabes et ailleurs. Au lieu d'une autre révolution cubaine se déclenchant dans le Maghreb et dans d'autres en-

droits au-delà de la Méditerranée, la révolution algérienne s'est éteinte.

La signature des accords de Paris en 1973 a représenté un recul de la révolution vietnamienne. Bien que Washington n'ait pas réalisé son but final d'écrasement de la révolution vietnamienne et ait été obligé de retirer ses troupes, il maintint une position relativement favorable pour le maintien d'un Sud-Vietnam capitaliste. Au lieu de pouvoir montrer un succès franc, les révolutionnaires devaient affronter les aspects non favorables du cessez-le-feu qu'Hanoï a été forcé d'accepter.

Cette tâche a été rendue encore plus difficile parce que les personnalités dirigeantes du gouvernement nord-vietnamien ont salué ce compromis ambigü comme une victoire totale.

La défaite récente au Chili a été immédiatement interprétée par les forces contre-révolutionnaires des pays voisins comme un renforcement de leur jeu. Elle jeta une ombre visible parmi les éléments d'avant-garde des secteurs impérialistes qui ont été confrontés avec la nécessité d'organiser des actes élémentaires de solidarité avec les victimes de la junte, au lieu d'être porté par la vague d'une nouvelle victoire importante avec toutes les conséquences favorables que cela aurait eu dans leur propre pays.

Dans le Moyen Orient arabe, la montée de la résistance palestinienne a aidé à effacer les effets de la défaite de 1967 et a nourri une renaissance d'ensemble de la révolution arabe. Cette poussée a connu de sévères reculs lors de la guerre civile de septembre 1970 en Jordanie et puis au Liban et dans d'autres pays. Au moment où les organisations de la résistance palestinienne, considérablement affaiblies, glissaient à droite, le terrorisme progressait du fait du désespoir.

Ces retournements ont facilité les tentatives des bourgeoisies arabes d'arriver à un accord avec l'Etat Israélien, colonie de peuplement, sur le dos du peuple palestinien. La pression croissante des masses arabes en vue de mettre un terme à la poursuite de l'occupation de terres arabes par Israël, combiné avec le début d'une renaissance du mouvement de masse en Egypte, amenèrent en octobre 1973 à la relance de la guerre. Cependant, le but politique de cette guerre, du point de vue des régimes Egyptiens et Syriens, était de décapiter le mouvement de masse et de gagner une meilleure position pour arriver à un accord avec Israël, et alors que la démonstration positive que firent les armées arabes donnèrent à ces régimes un prestige considérable, la guerre a aussi provoqué un vaste sentiment de confiance croissante parmi les masses arabes, ce qui, en dernière analyse, se retournera en faveur de la révolution arabe.

L'interaction des victoires et des défaites dans ces trois secteurs montre combien il est important d'analyser les effets possibles d'événements dans un des secteurs sur la situation des deux autres. En plus d'une attention soutenue à cet égard, les révolutionnaires doivent faire leur possible pour assurer qu'une information exacte des événements soit rassemblée, transmise, d'un secteur à l'autre. L'importance de la presse révolutionnaire apparaît sous une nouvelle lumière quand on envisage cet aspect.

En plus, tout ce qui est fait et dit par les révolutionnaires doit être évalué non seulement en fonction des conséquences possibles dans un payés donné, mais aussi en fonction de ses répercussions possibles dans d'autres endroits. Les révolutionnaires portent une **responsabilité internationale** pour leur orientation dans l'arène nationale.

Pour la IV^me^ Internationale, qui a des sections et des groupes sympathisants de par le monde, ceci a une signification particulière.

En tant que classe dont le destin est d'amener l'humanité au-delà du capitalisme à la structure économique de planification mondiale, les ouvriers ont des intérêts qui peuvent être correctement appréciés, défendus et représentés seulement au niveau international, c'est-à-dire, dans leur ensemble. La classe ouvrière exige une conscience internationale.

Sans perdre pour une seconde de vue le fait que la révolution prolétarienne suit la spirale de pays différents dans la prise du pouvoir, l'avant-garde doit inclure les particularités de cette lutte dans un point de vue global et les interactions globales. Pour cela, une équipe de cadres est nécessaire : le parti mondial de la révolution socialiste.

Ce parti, que les membres de la IV^me^ Internationale ont cherché à construire depuis 35 ans, analyse et cherche à influencer l'interaction des tendances dans les trois secteurs. Les analyses, propositions et actions de la IV^me^ Internationale expriment la progression du niveau de conscience politique atteint par l'avant-garde prolétarienne internationale. De ce point de vue, elles constituent des contributions essentielles à la résolution de la crise de direction prolétaire à l'échelle mondiale.

3. RADICALISATION ET MOBILISATION DES ALLIÉS DU PROLÉTARIAT

Pour rompre avec le cadre économique et social du capitalisme décadent et avancer vers le socialisme, le prolétariat a besoin de l'aide de divers alliés. A la campagne, ces derniers comprennent les couches inférieures de la paysannerie; dans les villes et les régions urbaines : les étudiants, artisans, membres des professions libérales, petits commerçants, etc. La rupture de ces secteurs d'avec la bourgeoisie et leur ralliement à la cause du socialisme dépendent d'un problème de direction de classe.

A l'époque du déclin mortel du capitalisme, cela est connu, les millions d'individus qui se regroupent derrière les deux classes fondamentales peuvent être durement frappés sur le plan économique, du moins suffisamment pour que cela suscite chez eux la recherche d'une issue profonde radicale. Si le prolétariat n'offre pas une direction effective, indiquant la perspective à court terme de l'établissement du socialisme, ces alliés naturels peuvent se démoraliser. Frustrés et désespérés, ils fournissent un terrain favorable aux démagogues fascistes, comme cela se vérifia en Italie, en Allemagne et ailleurs suite à la Première guerre mondiale.

Après avoir fait l'expérience du fascisme en Europe, la petite bourgeoisie, dans son ensemble, tend à résister aux appels démagogiques. A cet égard, la situation actuelle est plus favorable que celle des années vingt et trente. Néanmoins, vu le temps passé et la succession des générations, la mémoire de l'expérience fasciste diminue. De plus, le fascisme est tout à fait capable de porter des masques nouveaux qui le rendent difficile à identifier. En conséquence, ce serait une grave erreur de compter sur l'attitude relativement plus favorable de la petite-bourgeoisie dans son ensemble comme un fait permanent de la politique mondiale.

Un des signes les plus flagrants en fut le succès avec lequel la contre-révolution au Chili gagna une base parmi les camionneurs, certains secteurs étudiants et les ménagères petites-bourgeoises dans les villes, au fur et à mesure que les généraux préparaient le coup d'Etat qui renversa le gouvernement Allende. Les sociaux-démocrates et les staliniens au Chili furent aveugles devant la signification de cette tendance réactionnaire croissante parmi des secteurs de la petite-bourgeoisie. Ils ne comprirent pas que leurs propres têtes étaient en jeu. Leur orientation amena une lourde défaite pour la révolution chilienne, que les travailleurs chiliens payèrent par la perte de dizaines de milliers de vies; la destruction de leurs droits démocratiques, et un profond déclin dans leur niveau de vie déjà bas.

Le développement de courants dangereux au sein de la petite-bourgeoisie chilienne n'était pas du tout inévitable. D'excellentes possibilités existaient dans ce pays de la gagner aux côtés du prolétariat ou au moins de la neutraliser. En effet, un des éléments les plus frappants de la situation politique mondiale actuelle, y compris de la situation chilienne quand Allende arriva au gouvernement, a été la manifestation répétée du fait que les forces sociales étroitement liées au prolétariat étaient prêtes à se déplacer dans une direction révolutionnaire.

La montée des luttes de libération nationale, la radicalisation de la jeunesse à une échelle qui s'étend bien au-delà du prolétariat, et la soudaine émergence du mouvement de libération de la femme ont été particulièrement significatives. Ces développements prometteurs exigent une grande attention. S'ils sont

approchés de façon correcte, ils peuvent contribuer de la façon la plus positive à résoudre la crise de la direction prolétarienne et à former une alliance révolutionnaire avec de larges masses de la petite bourgeoisie.

●

1. L'importance grandissante des luttes de libération nationale.

La montée des luttes de libération nationale dans les trois secteurs du monde (la sphère coloniale, les métropoles impérialistes et les Etats ouvriers) est un des traits les plus frappants de la situation politique internationale. Correctement dirigés, les mouvements de libération nationale peuvent être mobilisés comme une puissante force alliée dans la lutte du prolétariat pour le socialisme.

A l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie nationale des pays industriellement arriérés trahit sa propre révolution. Les tâches démocratiques bourgeoises, y compris la conquête d'une véritable indépendance nationale, ne peuvent être accomplies que par la révolution socialiste, dirigée par le prolétariat avec l'appui des masses laborieuses urbaines et rurales, surtout les paysans.

Le parti prolétarien doit chercher à gagner la direction du mouvement de libération nationale, contre les partis bourgeois et petits-bourgeois. Bien que les marxistes-révolutionnaires n'appuient aucunement le programme de classe étranger des nationalistes bourgeois et petit-bourgeois, ils défendent les revendications démocratiques révolutionnaires des masses opprimées. Le programme du trotskysme insiste sur les revendications autonomes de classe du prolétariat et sur les revendications démocratiques révolutionnaires d'un peuple opprimé telles qu'une réforme agraire radicale et l'indépendance nationale. C'est seulement par cette combinaison qu'un parti marxiste-révolutionnaire peut gagner la direction des luttes de libération nationale et entraîner les masses laborieuses derrière le prolétariat, dans la lutte pour l'instauration d'un état ouvrier.

Cette juste politique des nationalités a été une des clefs de la victoire de la révolution russe. Les principales leçons furent incorporées au programme de la IIIme Internationale nouvellement formée, et il y eut des débuts prometteurs de construction de partis communistes dans le monde colonial. Ce processus fut approfondi par la montée mondiale des luttes de libération nationales inspirées par l'exemple de la révolution russe.

La montée du stalinisme a arrêté ce processus. D'une part, dans le mouvement ouvrier des pays industriellement avancés, on vit le stalinisme ressusciter l'idée qui dominait la social-démocratie d'avant 1914, que la question nationale n'avait pas d'importance particulière pour la révolution prolétarienne, qu'il s'agissait d'une question périphérique que la révolution socialiste résoudrait en passant. D'autre part, dans les régions coloniales et semi-coloniales, on vit le stalinisme revenir à la vieille théorie menchévique de la révolution « en deux étapes », conseillant à la classe ouvrière et aux masses opprimées de se tourner vers les nationalistes bourgeois et petits-bourgeois comme dirigeants naturels de la « première étape » de la révolution.

Ainsi le stalinisme contribua à bloquer l'émergence d'une direction prolétarienne des mouvements nationalistes des pays coloniaux et semi-coloniaux. Des démagogues bourgeois et petits bourgeois purent prendre le dessus dans ces mouvements pendant une longue période, se présentant, sans que les staliniens le contestent, comme les défenseurs des aspirations socialistes et nationalistes des masses.

Le long détour du modèle classique de la révolution socialiste en fut renforcé. De nombreuses luttes de libération nationale dans le monde colonial se trouvèrent assez fortes au lendemain de la 2me guerre mondiale pour conquérir leur indépendance formelle des impérialistes; certaines rompirent avec le système capitaliste, comme en Chine, à Cuba, au Nord-Vietnam et en Corée du Nord; cependant d'autres subirent des défaites.

Bien que la plupart des anciennes colonies de l'impérialisme aient réalisé une indépendance politique formelle, l'oppression nationale par l'impérialisme y continue sous une forme moins directe. La réalisation d'une véritable libération nationale reste une tâche à accomplir.

L'Orient arabe en est un bon exemple, où la pression de l'impérialisme est le facteur décisif qui maintient la fragmentation du peuple arabe. La conscience nationaliste arabe, telle qu'elle s'exprime dans l'aspiration large à l'unification nationale arabe, joue un rôle progressif en poussant les masses arabes à lutter contre les impérialistes, les sionistes, et les couches réactionnaires indigènes qui s'opposent à l'unification nationale. D'importance primordiale pour la progression de la lutte de classes à travers tout le monde arabe est la lutte de libération palestinienne contre l'Etat israëlien colonisateur.

Sous la pression des masses, diverses tendances bourgeoises et petites bourgeoises ont pris des attitudes combattives de champions du nationalisme arabe, le nassérisme et le baathisme en étant les exemples principaux. Mais ces directions anti-prolétariennes ne luttent pas de façon conséquente pour la réalisation des objectifs nationalistes qu'ils proclament; elles battent continuellement en retraite face à la pression impérialiste. Elles craignent surtout une mobilisation indépendante des masses arabes, même si elle se limite au départ aux objectifs nationalistes qu'elles-mêmes prétendent soutenir. Seul un parti marxiste-révolutionnaire mettant en avant un programme de lutte des classes complet peut pourvoir la direction nécessaire à la transcroissance de la lutte en révolution socialiste obtenant ainsi les revendications nationalistes révolutionnaires mises en avant par les masses arabes.

La question nationale revêt une autre forme importante dans les pays semi-coloniaux où les régimes dominants perpétuent l'oppression des autres nationalités existant dans leurs frontières, nourrissant le chauvinisme de la nationalité dominante à leur encontre. La lutte de libération nationale du Bangla Desh, qui fit explosion à la fin de 1971, présente un bon exemple de la façon dont des luttes contre l'oppression nationale peuvent conduire à poser la question du pouvoir ouvrier.

A mesure que la forme de la révolution retrouve son modèle classique d'insurrections urbaines de masse, de nouvelles opportunités de construction de partis marxistes-révolutionnaires s'ouvrent dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ils ne peuvent être construits que par des noyaux fondés sur une évaluation léniniste-troskyste de la question nationale.

Récemment la question nationale est devenue prééminente dans les centres impérialistes eux-mêmes. Ici, l'interaction entre la lutte démocratique contre l'oppression nationale et la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste joue avec une force particulière à cause de la forte composition prolétarienne des nationalités opprimées.

La montée de la lutte des Noirs aux Etats-Unis dans l'après-guerre a été le premier exemple important de ce nouveau phénomène. La révolution coloniale a poussé les masses noires à lutter pour leur liberté. Le calme relatif de la classe ouvrière aux Etats-Unis a renforcé la tendance des Noirs à ne faire confiance qu'à eux-mêmes et à s'organiser indépendamment.

Mais ce phénomène ne fut pas unique. Il fut suivi par les luttes massives des Chicanos, et par une radicalisation croissante des autres nationalités opprimées en Amérique du Nord.

Au Canada, le sentiment nationaliste dans la classe ouvrière québecoise fut une puissante force qui stimula la radicalisation des travailleurs et affecta tous les aspects des luttes de classes.

En Europe capitaliste, l'explosion la plus récente, la lutte de libération nationale irlandaise, a constitué l'une des composantes centrales de la montée de la lutte de classe après 1968. Commençant comme un mouvement de masse pour les droits démocratiques, réclamant que soit mis fin à la répression nécessaire au maintien de la division du pays et sa subordination à l'impérialisme britannique, la lutte irlandaise a atteint son point culminant en janvier-février 1972, quand la répression britannique d'une importante manifestation pour les droits civiques à Derry, dans le Nord, a conduit à une mobilisation ouvrière massive dans la partie formellement indépendante du pays.

Après quoi, le mouvement est entré dans une phase de déclin par manque d'une direction adéquate. Les nationalistes petits-bourgeois de l'IRA Provisoire se concentrèrent sur le terrorisme, tandis que l'IRA Officielle, en se tournant vers une perspective socialiste, glissa dans l'économisme, laissant les masses de tendance nationaliste aux nationalistes petits-bourgeois. L'extrême-gauche en Irlande et en Grande-Bretagne encouragea ce processus de dégénérescence en idéalisant le militarisme des nationalistes petits-bourgeois.

Le renouveau de la lutte de libération irlandaise a donné un élan au développement des mouvements nationaux démocratiques des autres nationalités opprimées vivant en Grande-Bretagne, et ailleurs en Europe, telle la Bretagne, où les groupes nationalistes sont traditionnellement étroitement touchés par les événements en Irlande.

D'une façon générale, des Basques en Espagne et en France jusqu'aux Coréens au Japon, on assiste à une montrée grandissante des luttes de libération nationale dans les pays capitalistes avancés. Même quand leur population est extrêmement réduite soit relativement, soit de façon absolue, comme c'est le cas pour le peuple Same (Lapons) en Norvège et en Suède, pour les Américains autochtones en Amérique du Nord, les Abori-

gènes en Australie, les Maoris en Nouvelle-Zélande, les luttes de ces peuples historiquement opprimés peuvent avoir des conséquences bien au-delà de leur taille. La conscience grandissante de l'oppression de ces peuples et le soutien à leurs luttes contre l'oppression servent à faire avancer la radicalisation de la classe ouvrière dans son ensemble.

Les tentatives de plus grande coordination économique entre les classes capitalistes dirigeantes de l'Europe occidentale exacerbent les inégalités de développement régional, qui ont tendance à refléter les inégalités politiques historiques. En conséquence, on peut s'attendre au développement de tendances nationalistes et même séparatistes parmi les petits peuples opprimés. Même si, dans de nombreux cas, ces mouvements reflètent au départ les illusions et les ambitions de clocher de petits intérêts capitalistes locaux, les marxistes-révolutionnaires soutiennent vigoureusement les luttes démocratiques de ces peuples et contestent le type d'intégration économique poursuivi par le capitalisme.

Dans les cas où les peuples minoritaires ont quelques avantages économiques mais sont politiquement opprimés, tels les Catalans, le déclin général des perspectives de démocratie bourgeoise peut amener à des luttes dures contre l'ordre bourgeois. De telles luttes peuvent considérablement faciliter la tâche des révolutionnaires socialistes.

Un autre aspect de la question nationale en Europe occidentale est donné par les luttes des travailleurs immigrés qui constituent une fraction grandissante de la force de travail de plusieurs pays. Souffrant des pires conditions de travail, du degré d'exploitation le plus élevé, et ayant à faire face à l'intensification de la discrimination raciale dans leur vie quotidienne, ces ouvriers forment potentiellement le secteur le plus combattif et le plus explosif du prolétariat.

La montée des luttes de libération nationale dans les pays impérialistes a encore accru le caractère explosif des tensions sociales dans les centres urbains. La lutte de classe n'est pas réductible aux questions de salaires, d'emploi et de conditions de travail. Elle prend des formes d'oppression caractéristiques de l'ère capitaliste et celles qui sont l'apanage d'ères historiques antérieures que le capitalisme a perpétuées, étendues et intensifiées. Le prolétariat industriel est la force décisive dans la lutte de classe, mais il n'en est pas la seule composante et ne suffit pas dans la plupart des pays, il a besoin d'alliés. Les marxistes révolutionnaires doivent défendre les luttes de tous les opprimés, mettant en avant la direction du prolétariat.

La question nationale est aussi d'une importance capitale dans les Etats ouvriers bureaucratisés. La lutte contre les formes d'oppression nationale perpétuée et nourries par la caste bureaucratique devient de plus en plus apparente en Europe de l'Est et en Union Soviétique. Elle apparaît comme une des composantes principales de la révolution politique. Lors de sa lutte contre la menace grandissante de bureaucratisme en Union Soviétique qu'il avait déclenchée juste avant sa mort, Lénine avait concentré son feu sur le passif réactionnaire de Staline sur la question nationale comme un des problèmes les plus graves. L'opposition de gauche trotskyste a continué le combat engagé par Lénine.

La justesse de cette position fut démontrée au cours des grandes luttes anti-bureaucratiques de l'après-guerre, telles l'explosion ouvrière de 1953 en Allemagne de l'Est, la révolution politique hongroise de 1956, l'explosion en Pologne la même année et l'explosion tchécoslovaque en 1968. Chacune de ces explosions eut à affronter non seulement les bureaucraties staliniennes indigènes, mais aussi la bureaucratie stalinienne de Moscou qui s'efforça de renverser la volonté des masses dans tous ces pays. L'oppression nationale ne se manifeste pas seulement par l'intervention militaire du Kremlin, mais aussi par la subordination de la planification économique des Etats ouvriers de l'Europe de l'Est aux besoins soviétiques. Ainsi, la lutte contre l'oppression nationale est une caractéristique-clé de l'évolution de la révolution politique en Europe de l'Est.

En Union Soviétique, même l'oppression nationale s'abat de façon même plus directe. Là la bureaucratie a réussi jusqu'à maintenant à serrer la vis fermement sur les nationalités opprimées. Mais la montée récente de la dissidence anti-bureaucratique en Ukraine montre que c'est peut-être en cours de changement. La résistance est en hausse parmi les Ukrainiens, les peuples baltes et les nationalités déportées comme les Tatars de Crimée.

Le degré de développement de tels mouvements en Chine n'est pas connu à cause de la sévérité de la censure de Pékin.

Il est essentiel que les marxistes révolutionnaires dans les Etats ouvriers bureaucratisés défendent les luttes des nationalités opprimées pour la libération de leur oppression, y compris leur droit à l'auto-détermination.

Des courants politiques réactionnaires ont continuellement tenté de retourner l'hostilité justifiée des nationalités opprimées envers le stalinisme contre les intérêts des Etats ouvriers et de la révolution mondiale. Par exemple, les sionistes ont pu gagner du terrain en usant de l'opposition des juifs à l'anti-sémitisme appuyé par le stalinisme. De tels dangers ne font qu'accroître l'importance de ce que les marxistes révolutionnaires prennent la tête du combat contre l'oppression nationale à l'intérieur du bloc soviétique et l'orientent vers la bataille pour la démocratie socialiste.

A mesure que l'économie et la culture des Etats ouvriers progressent, le fardeau de l'oppression nationale devient d'autant plus intolérable et l'interaction entre la lutte contre l'oppression nationale et la révolution politique anti-bureaucratique devient plus forte, une évolution accélérée par la forte composition prolétarienne des nations opprimées dans les Etats ouvriers européens.

La lutte des masses ukrainiennes contre la domination grand-russe est d'une importance particulière par sa taille et sa position stratégique. La position de la QI pour une Ukraine soviétique indépendante reste primordiale dans le programme de la révolution politique en URSS.

●

2) La radicalisation internationale de la jeunesse.

La jeunesse étudiante et lycéenne constituait depuis longtemps dans certains pays un terrain de fermentation politique qui servait souvent de baromètre sensible de glissements imminents dans d'autres couches de la population. Les mouvements révolutionnaires de tous les continents ont toujours recruté certains de leurs meilleurs cadre a l'université.

Durant les dernières décennies la population scolaire s'est fortement étendue comme conséquence de la nécessité pour le système capitaliste d'une réserve d'ouvriers qualifiés et de techniciens pour l'industrie. C'est ainsi que les campus ont acquis un plus grand poids social de par leurs nombre et exercent une influence de plus en plus grande sur la vie intellectuelle et culturelle de la plupart des pays. Les crises économiques, sociales et politiques ont tendance à s'exprimer durement et vite chez les étudiants et leurs réactions dépassent facilement le campus, touchant des couches de la jeunesse ouvrière dans les usines.

Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un processus à sens unique. Les luttes ouvrières peuvent trouver un large écho à l'université. En dernière analyse, l'attitude politique des étudiants et des enseignants est déterminée par l'état de conflit entre le travail salarié et le capital. Néanmoins, leurs rapports ne sont habituellement pas directs et immédiats, chacun ayant sa propre logique.

La justesse de ces généralisations a été confirmée à un point remarquable pendant les huit années d'intervention massive par l'impérialisme US en Indochine. Le mouvement anti-guerre se forma au départ dans les protestations étudiantes et les teach-in des campus-clés aux Etats-Unis.

La rébellion des campus américains débordant vers la population entière et commençant à toucher les rangs des forces armées et finalement le mouvement ouvrier organisé a été une des principales raisons de la profonde division tactique de la classe dominante à propos du Vietnam.

C'est cette rébellion, s'ajoutant à la résistance têtue des combattants vietnamiens, qui a forcé Nixon et ses soutiens du monde des affaires à retirer finalement l'infanterie US du Vietnam.

Sur cette victoire, le mouvement étudiant a décliné aux Etats-Unis. Néanmoins, ce serait une erreur que de penser que le rideau s'est baissé sur le rôle de ferment des étudiants américains et de conclure que ce qu'ils ont fait est désormais de l'histoire ancienne qui ne se répétera plus. Les étudiants qui ont participé aux grandes manifestations sont à présent en voie d'intégration dans des activités où leur expérience d'adversaires actifs de la guerre au Vietnam s'exprimera inévitablement lors des grandes luttes ouvrières qui sont à venir.

Les couches plus jeunes qui les remplacent dans les campus ne sont guère différentes d'eux et réagiront semblablement, si ce n'est à un niveau plus élevé et plus efficace, à mesure que les événements ultérieurs les amèneront à repenser leurs options à la lumière des réalités de la société capitaliste dans son ensemble.

Il faut remarquer également que le mouvement trotskyste aux Etats-Unis a enregistré des gains à partir de la radicalisation de

la jeunesse. L'Alliance de la Jeunesse Socialiste (YSA) est à présent la première organisation de jeunesse de l'extrême-gauche aux Etats-Unis. Le Parti Socialiste des Travailleurs (SWP) s'est de même renforcé en adhérents et en influence, par suite de la radicalisation de la jeunesse, gagnant à lui en particulier une nouvelle génération de cadres recrutés d'abord dans la YSA.

A l'échelle internationale, l'exemple le plus lumineux du potentiel de la rébellion étudiante est le mai-juin 68 français.

Les causes et les effets sous-jacents de cette rébellion continuent à jouer, comme les grandes mobilisations lycéennes et étudiantes contre les lois sur la conscription en France et en Belgique l'ont montré.

La rébellion étudiante de mai-juin 1968 a permis de gagner des forces importantes au mouvement trotskyste en France. Avant d'être interdite en 1973, la Ligue Communiste était devenue une force de plus en plus influente dans l'extrême-gauche de l'Europe occidentale. Au sein de la QI, c'était la plus grande section du monde.

Ailleurs en Europe, la radicalisation de la jeunesse amenait des forces nouvelles au mouvement trotskyste en Belgique, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Espagne, en Suède et en Suisse.

En Argentine, la radicalisation de la jeunesse, partant de mobilisation du campus sur des thèmes « étudiants » a déclenché des mobilisations de masse dans les villes. Les explosions ouvrières à Cordoba, Rosario, Mendoza et dans d'autres villes ont finalement forcé la bourgeoisie à mettre la junte militaire à la retraite et à ressusciter Péron pour gagner du temps contre le mouvement de masse ascendant. C'est dans cette situation que le mouvement trotskyste a gagné plusieurs milliers de nouveaux adhérents.

En 1973, le mouvement étudiant international s'est retrouvé à la une des journaux. En Corée du Sud des manifestations étudiantes ont amené le régime Park à s'inquiéter de sa capacité à maintenir sa domination. En Thaïlande, des manifestations géantes dont les étudiants étaient à la pointe et que les ouvriers appuyaient ont forcé les généraux au pouvoir à quitter le pays. En Grèce, des manifestations semblables entraînant un fort pourcentage d'ouvriers ont amené la caste des officiers à déplacer Papadopoulos, dans l'espoir que cette concession écarterait de plus graves dégâts pour le gouvernement capitaliste et le système qu'il sert.

L'apparition soudaine de ces trois nouveaux centres d'activité massive des étudiants souligne l'importance continue de la radicalisation de la jeunesse à l'échelle mondiale et de son potentiel dans la période qui s'ouvre.

La contestation étudiante des années 60 et 70 a souvent combiné des thèmes politiques larges de la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale avec des thèmes liés aux préoccupations spécifiques des étudiants. Le même système d'éducation qui avait accru le poids social des actions étudiantes a aussi aiguisé les contradictions entre la fonction d'institution de la domination capitaliste de l'université et les besoins et les aspirations de la majorité des étudiants.

La montée de la crise économique et sociale du capitalisme mondial exacerbe encore plus ces contradictions. Les capitalistes de tous les pays se trouvent aujourd'hui contraints de « rationaliser » l'éducation : obligation des étudiants et de leurs familles à payer une plus grande part des frais de l'école, liaison encore plus directe qu'avant entre le contenu et l'organisation de l'éducation et les besoins du grand capital, la limitation abrupte de la disponibilité de tout enseignement autre que le technique et l'institution de mesures limitant la liberté politique des étudiants.

Cette évolution prépare le terrain à des conflits durs et plus nombreux entre les étudiants et les maîtres capitalistes, conflits d'un intérêt immédiat pour la masse des travailleurs qui réclament le droit à l'éducation pour leurs enfants. Parmi les exemples récents de tels conflits, on trouve : les luttes contre les mesures de Claes-Hurez en Belgique, contre la loi Debré et les décrets Fontanet en France; contre les augmentations de frais d'inscription et le retrait des subsides à l'enseignement au Canada, aux Etats-Unis et dans d'autres pays; et pour l'augmentation des bourses étudiantes en Grande-Bretagne.

La radicalisation de la jeunesse, à côté des possibilités extraordinaires qu'elle ouvre au mouvement marxiste-révolutionnaire, l'a aussi placé devant des problèmes difficiles. Au niveau politique ces difficultés ont leur principale origine dans l'impatience perpétuelle de la jeunesse qui en amène beaucoup à des positions ultra-gauche ou à des pseudo-solutions simplistes au problème complexe et difficile de la mobilisation et de l'organisation de la classe ouvrière et de ses alliés dans une lutte pour le pouvoir. Le même état d'esprit les amène à des tournants opportunistes qui peuvent s'avérer tout aussi dangereux en écartant le mouvement de la voie révolutionnaire.

Durant toute la dernière décennie, il a fallu mener une bataille soutenue contre la nouvelle gauche, le maoïsme, l'anarchisme et divers autres courants d'inclinaisons opportunistes, aventuristes ou sectaires.

Bien que le cours de collaboration de classe des sociaux-démocrates et des staliniens pro-Moscou les aient empêché de réaliser d'importantes percées dans la jeunesse à l'esprit révolutionnaire au plus fort de l'agression impérialiste en Indochine, ils peuvent reprendre du terrain si une lutte conséquente n'est pas menée contre eux. Ceci a été montré par la façon avec laquelle les staliniens ont été capables de regagner des positions au sein du mouvement ouvrier de plusieurs pays latino-américains après avoir été jeté dans l'ombre par la victoire révolutionnaire à Cuba. Les formations social-démocrates dans quelques pays peuvent de même reprendre du terrain en semblant offrir une alternative plausible à des jeunes à l'esprit socialiste repoussés par le stalinisme.

A l'encontre de ces tendances variées, la Quatrième Internationale, munie de son programme fondé sur le léninisme et le trotskysme, offre une autre voie, bien que difficile, exigeant le maximum de dévouement et de sacrifice. Seuls les meilleurs de la jeune génération d'étudiants et d'ouvriers sont capables de suivre cette voie jusqu'au bout, mais il s'agit de la victoire de la cause du socialisme mondial. Et certes, ils la suivront dans la période qui s'ouvre, aujourd'hui par petits groupes, demain par centaines de milliers et éventuellement par millions.

●

3) La nouvelle montée des luttes de femmes.

La radicalisation internationale de la jeunesse a servi de moteur puissant à une nouvelle montée des luttes des femmes. De même que la radicalisation de la jeunesse, la libération des femmes s'est aussi inspirée des luttes coloniales et des mouvements des nationalités opprimées dans les pays capitalistes avancés. Le caractère et la forme des luttes de libération des femmes sont enracinés dans les profonds changements économiques et sociaux des années de l'après-guerre et dans les contradictions croissantes du statut de la femme et du système familial patriarcal.

A ses débuts, le mouvement de libération des femmes était considéré par certains comme un phénomène nord-américain. Néanmoins, le mouvement est bientôt apparu dans d'autres pays et il continue à s'étendre de façon inégale. De l'Australie à la Nouvelle Zélande, du Japon à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Italie, l'avant-garde des femmes parle le même langage, met en avant les mêmes thèmes et prend des initiatives d'actions similaires.

La nouvelle montée des luttes de femmes est un indice certain de la profondeur de la crise de l'ordre social bourgeois.

Des preuves supplémentaires de cette crise se trouvent dans le fait que, dans la foulée du mouvement de libération des femmes, les homosexuels aux Etats-Unis et dans les autres pays ont commencé à lutter ouvertement pour l'abolition des tabous liés à leurs options et point de vue et pour mettre fin à la proscription du droit de tous les êtres humains à déterminer librement leurs préférences sexuelles. Dans certains pays, leur lutte a avancé de façon significative ces dernières années, par l'obtention de la reconnaissance publique et par le soutien apporté à leurs droits démocratiques , indice révélateur de l'impact énorme de la radicalisation politique croissante.

Dès le départ, les marxistes révolutionnaires ont salué la nouvelle montée des luttes des femmes et se sont jetés en plein dans le mouvement. En faisant cela ils poursuivaient la tradition de personnalités tels Marx, Engels, Bebel, Lénine et Trotsky, qui avaient compris la signification révolutionnaire et l'importance des batailles engagées par les femmes pour leur libération.

La IVme Internationale a constaté que la montée des luttes de femmes était importante pour le développement de la lutte de classes. Cette constatation est issue de l'analyse matérialiste historique de l'oppression des femmes comme condition indispensable à la société de classe. La lutte des femmes contre leur oppression a tendance à se développer dans une direction anti-capitaliste et est un allié potentiellement puissant de la classe ouvrière dans son ensemble, dans la lutte pour le socialisme.

Les luttes des femmes contre leur oppression fournissent un moyen pour atteindre et mobiliser les couches les plus exploi-

tées et les plus opprimées de la classe ouvrière. Elles contribuent à casser l'étau de l'idéologie bourgeoise réactionnaire et font partie de la bataille pour éduquer, politiser et mobiliser toute la classe autour des besoins et revendications des couches les plus exploitées.

Beaucoup de sectaires et d'ultra-gauchistes n'arrivent pas à reconnaître l'importance de la nouvelle montée des luttes des femmes. Soit ils les ignorent et s'en désintéressent, soit ils les dénoncent comme étant du « féminisme bourgeois ». Ils sont obnubilés par le fait que ce sont souvent des femmes d'origine petite-bourgeoise qui ont les premières exprimé les revendications des femmes. Ils ne comprennent pas la dynamique de la lutte pour la libération des femmes et n'arrivent pas à reconnaître que les thèmes soulevés sont d'une grande importance pour les femmes les plus exploitées — celles de la classe ouvrière et des minorités nationales opprimées — et que cette dynamique amènera un jour ces couches sur le devant de la scène. Ils ne comprennent pas le lien entre l'oppression des femmes et la société de classe.

Les luttes autour de thèmes tels que l'avortement libre — un droit démocratique élémentaire — débouchent directement sur des aspects plus larges de la société de classe.

La lutte pour la libération des femmes, dans le cours normal de son développement, dépassera les thèmes sur lesquels elle a commencé. Elle se liera, comme courant distinct, avec la lutte des classes, la lutte générale du prolétariat pour la révolution socialiste. Le cours de ce développement est très clair. Il surgira de la bataille sur des thèmes tels que le **droit à l'égalité légale totale, politique et sociale. l'avortement et la contraception libres, la fin de la loi familiale bourgeoise et féodale, le droit égal à l'enseignement,** le droit au travail et au salaire égal et à des crèches financées par le gouvernement.

La lutte pour la libération des femmes est liée à la révolution prolétarienne de diverses façons. Au sein du mouvement ouvrier organisé, elle représente une composante importante de la bataille générale pour la transformation des syndicats en instruments de lutte révolutionnaire, en appelant les ouvriers à assumer et à défendre avec plus de conscience pour les besoins et les revendications des couches les plus opprimées et les plus exploitées de la classe. Le rôle des syndicats dans la sauvegarde et la hausse du niveau de vie des travailleurs dans leur ensemble est directement lié à cela. Les révolutionnaires doivent être à la tête du mouvement qui fait pression sur les syndicats afin qu'ils assument les revendications des femmes dans et hors de l'industrie.

Une interrelation tout aussi importante entre le mouvement de libération des femmes et la révolution prolétarienne existe dans la lutte pour la libération nationale. Les femmes opprimées à cause de leur appartenance à une minorité nationale aussi bien qu'à cause de leur sexe et de leur statut de travailleuses, peuvent se joindre à la lutte pour la libération nationale. Mais cette lutte elle-même s'oriente vers le socialisme, vers la recherche de solutions finales aux problèmes qui l'ont suscitée. En conséquence, les femmes participant aux mouvements de libération nationale sont entraînées dans la direction du socialisme révolutionnaire. Elles voient le socialisme comme une triple révolution : contre l'esclavage salarial, le sexisme et l'oppression nationale.

Des formes de luttes capables de mobiliser les masses des femmes, en éveillant leurs capacités et leurs initiatives créatrices, les rassemblant en détruisant leur isolement domestique, augmentant leur confiance en leurs capacités, leur intelligence, leur indépendance et leur pouvoir doivent être développées.

A travers leurs batailles, les femmes apprendront qui sont leurs alliés de classe et qui sont leurs ennemis. Elles comprendront l'interrelation entre leur oppression en tant que sexe et l'exploitation de classe, ainsi que la nécessité pour des méthodes de luttes prolétariennes rejetant toutes les formes de collaboration de classes.

En participant à ces batailles, les marxistes révolutionnaires seront capables de montrer par l'action que nos perspectives, notre programme et nos capacités de lutte sont capables de fournir la direction nécessaire.

L'absence des staliniens et des sociaux-démocrates et la stupidité sectaire de l'ultra-gauche font que la nouvelle montée des luttes de femmes a une importance spéciale pour la IVème Internationale comme arène dans laquelle de nouveaux cadres peuvent être gagnés et où nos forces limitées peuvent acquérir une expérience valable qui peut être utilisée dans d'autres secteurs de la lutte des classes.

Comme le disait Trotsky en 1938 : « Le capitalisme en déclin porte les coups les plus durs à la femme, tant comme ouvrière que comme ménagère. Les sections de la IVème Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice ».

4. LA MOBILISATION DE LA CONTRE-RÉVOLUTION ET LA LUTTE CONTRE CELLE-CI

1) L'embargo sur Cuba et « l'affrontement des Caraïbes »

L'impérialisme US avait de bonnes raisons d'avoir peur de la révolution cubaine et de ses répercussions. La conséquence en fut que la limitation et l'écrasement de la révolution cubaine devinrent les préoccupations majeures du Département d'Etat, de la CIA et du Pentagone. Sous l'administration Eisenhower, la Maison Blanche a imposé un embargo économique sur l'île, lancé une offensive diplomatique et préparé une invasion qui a culminé dans l'attaque de la Baie des Cochons, sous Kennedy.

Les Cubains, soutenus par un puissant mouvement de solidarité, ont réussi à faire échec à l'intervention impérialiste pour le moment.

Néanmoins, il est clair que le peuple cubain sur sa petite île ne pourrait résister à une invasion mieux préparée par l'organisation militaire la plus puissante que le monde ait jamais vue. Pour renforcer leur défense, ils ont demandé à l'Union Soviétique l'installation de fusées à tête nucléaire, ce qui était, comme l'a déclaré Castro, leur droit en tant que peuple souverain. Ceci eut pour résultat la fameuse confrontation des Caraïbes au cours de laquelle le président américain a menacé de précipiter le monde dans une catastrophe nucléaire si Krouchtchev ne retirait pas les fusées. Krouchtchev a reculé face à la menace de Kennedy.

De cette confrontation vint la « détente des Caraïbes » entre Moscou et Washington, dont les conditions restent aujourd'hui encore secrètes. Il est évident néanmoins qu'elle contient un accord selon lequel la Maison Blanche promit de ne pas lancer une autre invasion sur Cuba, alors que le Kremlin promettait de limiter les armes livrées à Cuba.

La détente comprit une tolérance mutuelle d'une part par le fait que Washington continue l'embargo économique, d'autre part que Moscou compense cela en envoyant du matériel à Cuba en quantités substantielles.

Tout à leur honneur, Castro et Guevara ont compris la nécessité d'étendre la révolution cubaine si elle voulait survivre à long terme. De ce point de vue, ils ont pris une position internationaliste, initiant et soutenant les luttes révolutionnaires de par le monde et surtout en Amérique latine. L'organisation de l'OLAS en 67 et les projets de Guevara pour un front de guerilla en Bolivie sont issus directement de ce point de vue internationaliste.

Les limites existantes de l'éducation et du cadre de pensée des dirigeants cubains ont bloqué la possibilité de succès de leurs efforts pour étendre la révolution cubaine. Ils n'étaient pas des léninistes. Ils ne se sont pas donnés pour tâche l'organisation d'une base politique solide en développant l'organisation de partis révolutionnaires de masse sur la base du programme du marxisme révolutionnaire.

Immédiatement après la victoire révolutionnaire à la Havane, la situation était extrêmement favorable pour cela, dans la mesure où des millions de Latino-Américains ont été encouragé par ce qui avait été accompli à travers le renversement de Batista et par la marche vers une économie planifiée dans les Caraïbes.

Les dirigeants n'ont pas seulement raté une occasion mais ils ont commis une série d'erreurs ultra-gauches. Encore pire, ils ont dévalorisé la théorie par rapport à la pratique et ont réduit la pratique au guérillerisme à l'échelle continentale. La stratégie de guerilla s'est avérée stérile et depuis la défaite de l'entreprise de guevara en Bolivie, les Cubains l'ont presque abandonnée.

Le guerillerisme des Cubains a été couplé de façon logique avec la dénigration de la validité et de l'importance des principes politiques révolutionnaires. Une des manifestations les plus graves de ce défaut s'est révélée dans leurs rapports avec le Kremlin. Contre l'aide matérielle sans laquelle, bien sûr, la révolution cubaine n'aurait pu survivre longtemps, les dirigeants cubains ont fait des concessions politiques excessives à la caste dirigeante soviétique, aidant par là, dans une certaine mesure, les bureaucrates soviétiques à se procurer une caution de gauche.

Un exemple frappant en a été les excuses offertes par Castro à l'invasion militaire soviétique qui a écrasé la révolution politique naissante en Tchécoslovaquie en 1968, qui aurait pu remplacer le régime stalinien par la démocratie prolétarienne.

Parallèlement, Castro a proposé son soutien politique aux régimes bourgeois en Amérique latine qui ont maintenu des relations diplomatiques avec Cuba.

Les exemples les plus significatifs sont Goulart au Brésil, Velasco Alvarado au Pérou et Allende au Chili. Bien sûr, il est juste d'établir etde maintenir des relations diplomatiques avec tous les gouvernements, quel que soit le système économique, social et politique qu'ils représentent.

Ce qui n'est pas permis du point de vue marxiste révolutionnaire est de se solidariser politiquement avec ces gouvernements, car cela signifie avoir confiance en la bourgeoisie et en sa politique et désoriente les mouvements ouvriers de ces pays et les détourne de la voie révolutionnaire. La catastrophe du Chili est un exemple sinistre de ce qui peut advenir sous de tels régimes, quelle que soit la force avec laquelle ils proclament que leur but est l'avènement du socialisme.

Les erreurs faites par les dirigeants cubains ont aidé à ouvrir la voie au retour des staliniens sur la scène politique en Amérique latine. Même au Vénézuéla où ils ont été violemment dénoncés par Castro en 1967 à cause de leur trahison, ils ont été capables de se rétablir au détriment des guévaristes.

Avant l'établissement des dictatures militaires en Uruguay et au Chili, les staliniens avaient eu les mains libres pour s'engager dans un frontisme derrière Seregni et Allende au détriment de la lutte des classes et particulièrement de la défense de la révolution cubaine.

La mollesse politique de Castro vis à vis du Kremlin a eu aussi des répercussions chez lui. De 1961 à 1968, on fut très affecté par la tendance bureaucratique qui se formait autour d'Annibal Escalante, dirigeant stalinien du vieux parti communiste cubain de collaboration de classes et l'on prit des mesures sévères pour contrer cette tendance. Castro semble maintenant suivre une politique de coexistence pacifique avec le bureaucratisme cubain. Une des consequences les plus remarquables a été les limitations sur la liberté de pensée et d'expression artistiques (l'affaire Heberto Padilla par exemple). Ceci nuit au prestige du gouvernement cubain et a suscité de sévères critiques de la part de partisans de longue date de la révolution cubaine.

L'échec de l'équipe de Castro à se diriger vers l'établissement à Cuba de formes prolétariennes de démocratie — tels les soviets des premières années de la révolution russe — dans lesquelles différentes tendances et fractions politique organisées, soutenant la révolution, pouvaient ouvertement critiquer les défauts et mobiliser le soutien de la base afin d'impulser des mesures pour y remédier, constitue une des faiblesses les plus graves du système gouvernemental cubain. Il suscite des courants souterrains et particulièrement ceux de nature bureaucratique droitière. Cette situation propice à la dégénérescence peut brusquement éclater, surprenant peut-être même un Fidel Castro. Pour prévenir une telle éventualité et pour assurer une pleine mobilisation des masses en défense de la révolution, des organismes de démocratie ouvrière devraient être établis à Cuba selon les grandes lignes de ceux qui ont fonctionné en Union soviétique sous Lénine.

L'instauration, en décembre 73, des grades dans les forces armées, égaux à ceux existant dans les pays capitalistes et les Etats ouvriers bureaucratisés constitue un autre pas sur la route qui s'écarte de la démocratie prolétarienne. Cela a marqué l'apparition ouverte d'une caste d'officiers privilégiés et a révélé le degré de progression de la bureaucratie dans les forces armées.

En conséquence, on doit reconnaître que la révolution cubaine n'a pas réalisé ses potentialités initiales en vue d'aider à résoudre internationalement la crise de la direction prolétarienne. Par certains aspects importants, les dirigeants cubains ont reculé, alors que de dangereuses tendance bureaucratiques continuent à avancer.

Avec les mots d'ordre suivants, la IVème Internationale reste, comme elle l'a toujours été le défenseur le plus intransigeant de la révolution cubaine :

— pour la défense inconditionnelle de la révolution cubaine face à une attaque impérialiste ;

— pour la fin de l'embargo de Washington sur Cuba ; abandon par les Etats-Unis de la base de Guantanamo ;

— pour la reconnaissance diplomatique du gouvernement cubain par tous les autres gouvernements ;

— pour le libre commerce avec Cuba et l'octroi de crédits et d'aide matérielle ;

— pour l'extension de la victoire cubaine à travers l'Amérique latine.

●

2) L'intervention impérialiste américaine au Vietnam

Les 8 dernières années, allant de février 1965 lorsque Johnson a lancé le premier assaut militaire majeur sur le Vietnam du Nord, à janvier 1973, lorsqu'un cessez-le-feu fut signé à Paris, ont marqué un grand tournant dans l'histoire d'après-guerre.

Au début, en 1965, l'Amérique impérialiste semblait avoir atteint le sommet de la domination, conséquence de sa victoire sur la deuxième guerre mondiale. Ses stocks nucléaires étaient suffisants pour effacer les formes les plus élevées de vie sur la planète, même plusieurs fois de suite. Dans le secteur impérialiste, elle surpassait de loin n'importe quelle coalition de ses rivaux impérialistes. Elle était suffisamment fort pour rendre crédible sa propagande sur la « société d'opulence » et la démagogie de Johnson sur la nécessité d'éliminer la pauvreté aux Etats-Unis. Arrêter les tendances rebelles dans le monde colonial et le communisme semblait une affaire relativement facile, relevant seulement de quelques conflits de petite envergure, telle l'opération de la baie des Cochons à Cuba. C'est comme cela qu'apparaissaient les choses lorsque Johnson décida d'intervenir vigoureusement dans la guerre civile au Vietnam.

Qu'a révélé ce conflit ? Le colosse américain a montré qu'il avait des pieds d'argile. La révolution coloniale était plus forte que les stratèges de la Maison Blanche ne l'avaient escompté. La République démocratique du Vietnam Nord, industriellement arriérée, agraire, a survécu à l'assaut le plus meurtrier et le plus destructif de l'histoire d'un pays si petit. Le Goliath impérialiste a été suffisamment affaibli pour encourager d'autres petits pays à lui opposer une résistance plus décidée. Aux Etats-Unis, la prospérité vantée a été sérieusement minée et le dollar tout-puissant a décliné de façon dramatique. Les rivaux impérialistes de Wall Street ont gagné de meilleures positions de marchandage.

Au Vietnam même, Washington a dû accepter un résultat très en-dessous de ce qu'il espérait avec confiance au début. Nixon pouvait se considérer comme heureux d'avoir trouvé des équipes de sauvetage à Moscou et Pékin, capables de le sauver d'un désastre de premier ordre au Vietnam.

Tous les coûts de cette guerre « de petite envergure » ne sont pas connus encore de façon sûre. Saïgon a reconnu que ses propres pertes atteignaient au moins 320.000 soldats et a prétendu que le chiffre était plus élevé pour le Nord Vietnam. Les pertes civiles ont été beaucoup plus élevées. Les réfugiés se comptent par millions.

Le coût pour les Vietnamiens se devine à la vue du paysage qui ressemble pour l'essentiel à une paysage lunaire du fait des cratères. Les bombardements au sol du Pentagone et l'utilisation des herbicides ont amené une destruction irréversible du sol dans certains endroits et auront des effets détectables seulement aux générations futures.

En relation avec la fin du long boom économique d'après-guerre, la guerre imposa de nouvelles servitudes sur l'économie US, exacerbant les tendances inflationnistes. Le coût pour le Trésor US a été estimé, modestement, à 600 milliards de dollars.

Des tensions sociales domestiques ont été grandement aiguisées, comme l'a prouvé la radicalisation qui allait s'approfondissant. Sur les campus, les étudiants ont organisé des manifestations militantes, prenant souvent l'offensive en avançant aussi leurs propres revendications en tant qu'étudiants contre l'administration universitaire et ses suppôts gouvernementaux. L'opposition fut spécialement forte face à l'enrolement dans les forces armées et au recrutement militaire sur les campus. Le mouvement pour la libération des Noirs atteignit de nouveaux sommets, rejetant tous les appels à abandonner la lutte au profit de la guerre. Les travailleurs refusèrent de croire à la propagande de guerre et refusèrent de faire quelque sacrifice économique que ce soit pour aider l'intervention au Vietnam. Face aux appels au patriotisme, ils continuèrent à défendre leur niveau de vie par la négociation syndicale et la grève. Les forces armées furent sérieusement affectées par l'ambiance de résistance largement répandue.

Les conséquences politiques furent marquées par la démission forcée de Johnson de la vie publique et le développement d'un climat qui fit de la destitution du président quelque chose de populaire.

La décision d'intervenir au Vietnam de façon massive s'accordait avec les plans généraux de domination mondiale qui étaient le fait de l'impérialisme US depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La Maison Blanche prit la décision de s'engager dans une guerre sur le continent asiatique car elle croyait qu'il était possible de prendre avantage de la rivalité Moscou-Pékin sur le plan militaire par un coup d'audace. Les géo-politiciens de l'« establishment » militaire américain croyaient de même qu'en abattant leur poing d'acier avec assez de sauvagerie et de brutalité, ils pourraient frapper de terreur tout le monde colonial, transformant le Vietnam en une leçon éffroyable pour tous les peuples rêvant d'obtenir leur liberté. Le slogan du Pentagone pourrait être formulé par « Plus jamais un autre Cuba ».

Les calculs du Pentagone s'avérèrent partiellement corrects. Moscou et Pékin se montrèrent incapables de serrer suffisamment les rangs pour opposer un front uni à l'ennemi impérialiste commun dont les coups étaient en dernière analyse dirigés contre eux. Ils s'abstinrent d'organiser un mouvement massif de protestation à l'échelle internationale. Bien que ce fût partiellement à leur portée, ils ne voulurent pas livrer assez d'armes et de matériel à la RDVN et au FNL pour permettre une victoire militaire sur l'envahisseur impérialiste. Ils se tinrent même à l'écart au moment du bombardement de Hanoï par Nixon et de sa décision de miner tous les ports du Vietnam-Nord afin de bloquer la livraison de nourriture et de matériel en provenance de Moscou et Pékin.

De plus, les dirigeants nord vietnamiens restèrent fidèles à leur éducation reçue à l'école du stalinisme. Alors qu'ils menaient une lutte opiniâtre sur le plan militaire, ils ne l'accompagnèrent pas d'une politique léniniste. Au lieu d'avancer un programme de révolution socialiste pour le Sud Vietnam, qui aurait mobilisé les masses de ce pays comme rien d'autre ne pouvait le faire, ils appelèrent à une coalition gouvernementale bourgeoise. Ils n'avancèrent même pas des revendications indépendantes pour la classe ouvrière. Cette attitude se reflète dans leur position envers l'impérialisme US. Ils ne s'engagèrent pas dans une propagande socialiste à la manière exemplaire du bolchévisme afin de hâter la désagrégation des armées de l'envahisseur et transformer les troupes US désabusées en des émissaires du socialisme en Amérique même. Ils s'appuyèrent strictement sur des slogans relatifs au droit à l'auto-détermination. Il était parfaitement correct de défendre ce droit jusqu'à la mort, mais un programme socialiste révolutionnaire aurait ajouté une force qualitativement supérieure à la défense de la révolution vietnamienne. L'attitude d'Hanoï était calquée sur l'attitude de Staline pendant la « guerre patriotique » contre l'impérialisme allemand, sans cependant imiter Staline dans ses excès.

Tout ceci entra dans les calculs de la Maison Blanche. Ce qui fut ignoré ou sous-estimé fut la possibilité d'une résistance populaire effective malgré ces circonstances défavorables. Ce mauvais calcul fut grave ; il comprenait deux zones clefs : le Vietnam et les Etats-Unis.

Au Vietnam, les masses se regroupèrent d'une façon comparable à celle du peuple russe en défense de sa révolution en 1918-20 contre les agents de l'intervention impérialiste Alliée et en 1941-45 contre l'invasion impérialiste allemande. Par leur résistance héroïque prolongée, ils transformèrent le Vietnam d'une plage de débarquement aisément conquise que rêvait le Pentagone en un bourbier dans lequel la machine militaire américaine s'enfonça de plus en plus profondément.

De l'autre côté du Pacifique, aux Etats-Unis, l'opposition à la guerre fut immédiate et large, commençant au début dans les campus. Cette résistance populaire fut quelque chose de nouveau aux USA.

Pendant la première guerre mondiale, le pays fut d'abord balayé par l'hystérie patriotique. Pendant la deuxième guerre mondiale, l'attitude était beaucoup plus résignée, le sentiment général étant qu'il n'y avait pas moyen d'éviter d'aller combattre Hitler, Mussolini et le Mikado. Pendant le conflit coréen, l'opposition apparut au bout de quelques mois et elle s'étendit à tel point qu'elle anéantit les prétentions démocrates sur la Maison Blanche en 1952. Mais elle ne s'exprima pas par de larges manifestations de masse.

Dans l'intervention au Vietnam, cependant, l'opposition fut capable d'organiser d'énormes rassemblements et marches sur les villes d'une côte à l'autre et de converger plusieurs fois sur Washington et d'autres centres-clefs d'une manière qui commença à accoutumer le pays à la protestation sonore organisée dans la rue, encourageant ainsi l'action politique extra-parlementaire dans la citadelle principale du capitalisme mondial.

Un aspect de la plus haute importance fut l'initiative prise par les organisateurs de ces premières manifestations de s'adresser au monde et de faire appel à une coordination de ces protestations. Ainsi, le monde fut témoin, pendant toute cette période, d'une nouveauté absolue : des groupes universitaires dans les villes de tous les continents organisent des manifestations simultanées, souvent avec une participation très importante. Par exemple, en se coordonnant avec des protestations aux Etats-Unis des villes comme Londres, Paris, Melbourne et Tokyo ont vu participer jusqu'à 100.000 personnes.

Le monde fut témoin également d'une autre nouveauté. Les plus grandes manifestations se sont déroulées aux Etats-Unis mêmes alors que le pays se trouvait plongé dans une guerre prévue, déclenchée et appuyée par les deux partis capitalistes qui détiennent un monopole absolu du système gouvernemental américain tout entier, de haut en bas, Congrès inclus.

Certaines des manifestations contre la guerre dans des villes comme New-York, San Francisco et Washington ont été d'une dimension encore jamais vue, atteignant près d'un million de personnes le même jour.

La confiance dans les institutions gouvernementales de la société capitaliste américaine souffrit une large érosion. Sous la forme d'un « fossé de crédibilité » qui va s'élargissant, l'insatisfaction envers les Républicains aussi bien qu'envers les Démocrates a continué à s'étendre dans la conscience populaire.

Une attention spéciale doit être accordée à la nature avancée des principaux slogans qui furent lancés au sein du mouvement anti-guerre. Le slogan central était « Pour l'auto-détermination du peuple vietnamien ». Ceci prit la forme, et ce au cœur de l'impérialisme mondial, apparaissant plus agressif, du mot d'ordre de « Retrait immédiat des troupes ». Ces mots d'ordre, repris par des millions d'Américains, aidèrent puissamment les Vietnamiens en lutte dans leur bataille pour la liberté comme l'ont reconnu les dirigeants vietnamiens eux-mêmes.

La IVème INternationale peut être fière à juste titre du rôle que le mouvement trotskyste a joué au sein même du pays impérialiste agresseur en amenant ces mots d'ordre sur le devant de la scène et en assurant que le mouvement anti-guerre prenne la forme d'une mobilisation gigantesque qui attira l'attention de l'opinion publique dans d'autres pays, aidant par là les militants anti-guerre à entreprendre internationalement des actions significatives destinées à faciliter la victoire du FNL.

Au fur et à mesure que la guerre du Vietnam se développait, le mouvement anti-guerre commença à avoir un effet notable sur le moral des troupes US. La désaffection grandissante au pays envers la prolongation de la guerre par Johnson et Nixon donna du courage à ceux des GI's qui se sentaient d'humeur contestatrice. La forme que prit leur mécontentement alarma de plus en plus le Pentagone. Les forces américaines dans le sud-est asiatique menaçaient de se désintégrer comme elles l'avaient fait à la fin de

la deuxième guerre mondiale. Ce phénomène est d'autant plus remarquable, compte tenu du fait que les Nord Vietnamiens ne multipliaient pas à l'égard des GI's les tracts, pamphlets et messages radio leur expliquant ce qu'est le socialisme et cherchant à les gagner à leur cause. Le programme socialiste fut amené aux GI's par l'activité déployée par des trotskystes qui leur distribuèrent de la littérature aux Etats-Unis, au Japon, en Europe de l'Ouest, etc., en des endroits où ils stationnaient ou transitaient.

En même temps qu'il montait, le mouvement anti-guerre américain réussit à mobiliser de plus en plus de travailleurs. Vers la fin, des secteurs entiers du mouvement ouvrier organisé qui désapprouvaient le soutien continu à la guerre offert par les officiels de l'AFL-CIO commencèrent à entrer en action, un développement qui fit passer le frisson dans les cercles dirigeants, aiguisant les divisions parmi eux au sujet de la tactique à suivre.

Lorsque Nixon a proclamé, le 10 avril 1970, qu'il avait ordonné l'invasion du Cambodge, les étudiants américains ont répondu à son coup-surprise par une réplique-surprise : la plus grande explosion de colère étudiante de l'histoire. C'est lors de cette vague que la Garde Nationale a ouvert le feu à Kent University et que la police a abattu des étudiants noirs à Jackson, Mississipi, actes criminels qui intensifièrent la réaction spontanée. Des millions d'étudiants se mirent en grève. Dans beaucoup d'endroits, les étudiants ont occupé leurs facultés, les transformant en universités anti-guerre, c'est à dire en centres organisateurs pour l'extension du mouvement à travers le pays.

Afin de faire face à ce mouvement croissant de protestation, Nixon recourut, entre autres, à des méthodes policières, envoyant des provocateurs dans le mouvement anti-guerre, le mouvement de libération des Noirs et les groupes de gauche, s'engageant dans les écoutes téléphoniques, l'intimidation, le harcèlement, les attaques policières, les attentats contre les manifestants et les procès montés. Comme cela arriva pendant la période du maccarthysme, lorsque Nixon commença sa carrière politique, ces méthodes anti-démocratiques se tournèrent en fin de compte contre l'aile libérale du Parti Démocrate, se terminant par les cambriolages qui ont fait de Watergate un mot connu par tout le globe.

Les conséquences durables de la guerre du Vietnam aux Etats-Unis constituent un nouvel élément dans la politique mondiale. Dorénavant, l'engagement direct des troupes américaines sur une échelle conséquente, n'importe où en dehors du pays, est sûr de se heurter à une opposition interne militante, avec la probabilité que l'opposition se gonflerait rapidement en une force colossale.

Même si la classe dominante américaine s'abstenait de s'engager dans de nouvelles aventures militaires dans un futur proche — ce qui est improbable — le changement dans le climat politique annonce une radicalisation croissante de la classe ouvrière et ses alliés, quelle que soit la manière dont ce processus peut être affecté par les changements de conjoncture.

Le prix économique de la guerre, qui est supporté par les travailleurs, aide à assurer la continuation de cette tendance.

●

3) Répression violente et collaboration de classes

Les différentes formes de fascisme de Mussolini, Pilsudski et Hitler entre les deux guerres mondiales ont montré la nouvelle barbarie contenue dans l'évolution du capitalisme. La tendance n'a pas été renversée depuis les chambres à gaz de Hitler. Le meurtre d'un million de « communistes » supposés par le régime génocide de Suharto en Indonésie en 1965 le prouve. Le règne de la terreur qui sévit depuis 10 ans au Brésil et depuis plus longtemps en Iran, au Paraguay et en Afrique du Sud confirment cette tendance. En 1973, les généraux « apolitiques » du Chili ont ajouté leur tribut en décidant de sang-froid un « nouveau Djakarta ». La détermination du capitalisme à recourir à la violence brute et à la terreur féroce lorsque sa domination est sérieusement menacée est devenue de plus en plus claire dans la période d'agonie mortelle du capitalisme.

Les régimes qui s'engagent dans des massacres massifs pour liquider le mouvement ouvrier et détruire les aspirations révolutionnaires des travailleurs et de leurs alliés n'apparaissent pas soudainement, issus d'un ciel serein. Ils sont précédés par des phases de lutte de classes qui offrent des possibilités pour la victoire révolutionnaire. Durant ces phases, des courants militants peuvent grossir rapidement, ouvrant la voie pour l'émergence d'un parti léniniste de masse.

Devant cette possibilité, les dirigeants capitalistes sont d'avance prêts à recourir à la plus extrême violence. Cependant, ils ne sont jamais certains de l'issue d'une telle voie et préfèrent d'autres moyens pour tenir les masses sous leur contrôle et aussi pour créer des conditions plus favorables pour la contre-révolution. C'est pourquoi ils utilisent des stratagèmes politiques trompeurs afin de détourner les masses de la voie de la révolution.

Dans les pays impérialistes, ils cèdent à la pression. Pour faire face à la situation de mai-juin 68 en France, de Gaulle accorda les concessions économiques. Aux USA, pendant les luttes industrielles des années 30, Roosevelt fit des concessions libérales-démocratiques, reconnaissant en particulier le droit pour le mouvement ouvrier de s'organiser. Dans le monde colonial ou semi-colonial où les ressources dont dispose la bourgeoisie sont beaucoup plus limitées, toute concession de grande portée, ainsi que les périodes de démocratie bourgeoise, sont bien sûr exclues. Néanmoins la bourgeoisie, ou ses couches les plus habiles, tend à céder à la pression, là aussi. Les exemples abondent, un cas frappant étant les concessions accordées en Argentine sous le premier régime du général Juan Peron.

La souplesse de quelques uns des dirigeants des bourgeoisies nationales est remarquable. Ils sont non seulement capables d'accorder des concessions aux masses, mais aussi de combiner celles-ci à des actions contre l'impérialisme. Chiang Kai Chek a combattu pendant quelques années contre l'invasion de la Chine par l'impérialisme japonais. Mossadegh a nationalisé l'industrie britannique du pétrole en Iran. Sukarno s'opposa aux impérialismes hollandais et américain. Nasser s'empara du canal de Suez et le garda malgré l'invasion militaire déclenchée par les impérialismes français et britannique, aidés par Israël.

En Amérique latine, de nombreux exemples peuvent être cités d'actions anti-impérialistes entreprises par des hommes d'Etat de la bourgeoisie nationale. Le général Lazardo Cardenas, président du Mexique, expropria les concessions des Américains et des Britanniques. Le général Peron résista aussi bien à l'impérialisme britannique qu'américain en Argentine. Le général Juan Velasco Alavarado pratique actuellement le « réformisme militaire » au Pérou aux dépens de quelques unes des compagnies de la Bourse de New York. Salvador Allende a nationalisé différentes possessions impérialistes américaines.

Les représentants politiques de la bourgeoisie nationale sont capables de se parer des plus trompeuses couleurs révolutionnaires, s'affirmant comme de fermes partisans de Moscou ou de Pékin, ou même des deux, et prétendant être favorables à la planification économique « socialiste ». Chiang-Kai-Shek – avec l'aide de Staline – se drapa dans les plis du drapeau soviétique avant la révolution chinoise de 1925-27. Sukarno demanda et obtint la caution de Mao-Tse Tung. Nasser s'appuya fortement sur Moscou pour forger son image de rénovateur « socialiste » en Egypte. Nkrumah au Ghana et Ne Win en Birmanie suivirent des voies semblables. Dans ses dernières années, Cardenas se présenta comme un admirateur de Castro et de la révolution cubaine.

Les mesures anti-impérialistes prises par la bourgeoisie nationale sont toujours incomplètes et transitoires. Les cas où les travailleurs y participent, comme au Mexique sous Cardenas ou en Argentine sous Péron, sont éphémères. L'engagement de la bourgeoisie nationale au capitalisme lui rend impossible une réelle indépendance nationale face à l'impérialisme. Ils n'ont d'autre choix en dernière analyse que de s'incliner devant les pressions extérieures du marché mondial.

Les actions anti-impérialistes entreprises par des régimes nationalistes bourgeois réclament le soutien des marxistes révolutionnaires. Ce soutien doit prendre la forme, partout où cela est possible, de manifestations de masse, d'autant meilleures qu'elles sont les plus massives. C'est la forme d'action prolétarienne par excellence. De telles mobilisations des travailleurs et de leurs alliés doivent être organisées pour soutenir des mesures anti-impérialistes spécifiques – et non pour soutenir les personnalités bourgeoises qui se voient obligées de les prendre.

En aucun cas les marxistes révolutionnaires ne peuvent accorder un soutien politique à des régimes issus de la bourgeoisie nationale, aussi progressistes qu'ils puissent apparaître. Des exemples innombrables prouvent que l'opposition de la bourgeoisie nationale à l'impérialisme est hautement instable. Les bourgeoisies nationales ne mèneront pas une lutte permanente contre l'impérialisme. Trotsky en a expliqué les raisons il y a longtemps. Avant tout, si la classe ouvrière et les paysans sont mobilisés, ils tendent en suivant leurs propres intérêts de classe, à briser le cadre du capitalisme. Cette tendance est devenue un trait de plus en plus marqué de la vie politique.

Deuxièmement, les principaux intérêts de classe de la bourgeoisie nationale sont les mêmes que ceux de l'impérialisme, et elles lui servent d'agents. Souvent, l'objectif majeur poursuivi en nationalisant les possessions étrangères est d'améliorer leurs positions de marchandage avec l'impérialisme.

En fait, en semant des illusions parmi les masses, ces mêmes régimes désarment les travailleurs et leurs alliés, facilitant la phase suivante de terreur dirigée contre eux. De cette façon aussi, le secteur « progressiste » de la bourgeoisie nationale joue un rôle contre-révolutionnaire, malgré les actions qu'il peut entreprendre contre l'impérialisme.

Aussi bien dans les pays coloniaux qu'impérialistes, les bureaucrates petits-bourgeois des syndicats et des partis socialistes et staliniens jouent le rôle de traîtres en ouvrant la voie aux coups des castes militaires ou des formations fascistes. Ils accomplissent cela à travers la politique de collaboration de classe.

Aux Etats-Unis, la bureaucratie syndicale pratique la collaboration de classe sans honte ni déguisement. Affirmant ouvertement la possibilité de gagner des réformes durables en régime capitaliste, elle contribue à soutenir le système bipartite capitaliste comme une de ses fractions loyales, que ce soit dans le parti Républicain ou Démocrate, principalement dans ce dernier.

En Grande Bretagne, la bureaucratie syndicale opère à travers le parti travailliste qui affirmait de façon formelle des objectifs socialistes dans le passé, mais qui a pratiqué la collaboration de classe la plus crue, conduisant effectivement les affaires de la bourgeoisie en des périodes de dépression. Aussi longtemps qu'ils sont eux-mêmes trop faibles pour offrir une opposition effective dans l'arène électorale, les marxistes révolutionnaires appellent à voter pour les candidats du Parti Travailliste. Un tel vote n'est pas apporté pour soutenir le programme de la direction réformiste du Parti Travailliste. La création du Parti Travailliste était une immense réalisation positive de la classe ouvrière. Il a pourtant aussi joué longtemps un rôle négatif, enchaînant la classe ouvrière au réformisme et à la collaboration de classe. Contre la réaction capitaliste, les marxistes révolutionnaires se placent du côté du Parti Travailliste et cherchent à en accroître le poids en tant que force politique massive. Mais le but primordial de l'appel à voter pour les candidats réformistes du Parti Travailliste, c'est d'accélérer le processus qui les démasque comme chiens de garde de la bourgeoisie. Un autre but, c'est celui de renforcer la tendance de la base ouvrière du Parti Travailliste, d'évoluer dans une direction combative de lutte de classe, en opposition avec les sommets bureaucratiques de ce parti.

Tout en appelant dans ces conditions à voter travailliste, les marxistes révolutionnaires attaquent les dirigeants réformistes et mettent en avant un programme alternatif de propositions transitoires destinées à donner de l'élan à la lutte pour un gouvernement ouvrier.

Les marxistes révolutionnaires suivent la même ligne en ce qui concerne les autres partis sociaux-démocrates de par le monde, qui possèdent une base ouvrière de masse, que ce soit au Canada, en Australie, au Japon, en Belgique, en France ou en Allemagne.

Les marxistes révolutionnaires ont une position similaire envers les Partis Communistes des pays capitalistes qui ont une base ouvrière de masse.

Un front uni de deux ou plusieurs partis ouvriers réformistes de masse est possible dans certains pays. Un développement dans ce sens représenterait un pas en avant conditionnant un soutien critique des révolutionnaires sur la base d'une ligne d'opposition de classe tirée entre les partis ouvriers et bourgeois. Dans de tels cas, le mouvement trotskyste ferait pression pour l'engagement du front uni dans l'arène extra-parlementaire avec pour objectif l'établissement d'un gouvernement ouvrier-paysan.

Contrairement à un front uni qui crée une ligne d'opposition à la bourgeoisie, les « fronts populaires » qui ont constitué l'axe de la politique stalinienne dans le monde capitaliste depuis 1935, représentent une variante de collaboration de classes. Tout comme les partis ouvriers réformistes, un front populaire fait appel aux illusions entretenues dans la classe ouvrière sur le système électoral bourgeois et sur les gouvernements de coalition bourgeois. Il cherche à renforcer les illusions en vue de détourner les travailleurs du chemin de la révolution. Il s'oppose consciemment à l'action extra-parlementaire et lorsque ce genre d'action ne peut être évitée, il cherche à la limiter et à la canaliser dans des voies « sûres ». De plus, dans un front populaire, les staliniens utilisent le prestige de l'Union Soviétique ou d'autres Etats ouvriers pour leurs sales combines.

Le trait distinctif d'un front populaire est l'intégration de partis bourgeois dans le front électoral comme un secteur chargé soit de déterminer l'orientation politique, ou dans l'intérêt de qui l'orientation politique est délibéremment déterminée. Si pour l'instant aucun parti bourgeois substentiel n'est prêt à participer à un front populaire, les staliniens acceptent volontiers les sous-fifres, aussi marginaux soient-ils. Appeler à voter pour un front populaire signifie soutenir une plate-forme électorale destinée à faire avancer la collaboration de classe. Il s'agit d'une question de principe. Voter pour une telle plate-forme n'est pas une question tactique, comme accorder un soutien critique à un parti ouvrier (même s'il participe à un front populaire) afin de l'amener à dévoiler de la manière la plus convaincante possible la nature traîtresse de ses directions devant sa base de masse.

L'Union de la Gauche en France est un exemple actuel d'un front populaire. Bien qu'il ne soit pas identique au front populaire « classique » des années 30, il y ressemble fortement.

Dans les années 30, les fronts populaires érigés par les staliniens en de nombreux pays, proclamaient avoir pour objet « d'arrêter le fascisme ». Dans les conditions différentes des années 70, les staliniens mettent le « socialisme » en scène. Ce soit-disant tournant est destiné à répondre à des nécessités conjoncturelles et ne signifie pas un changement de contenu de base du front populaire, qui reste la collaboration de classe.

L'Unité Populaire qui soutint Salvadore Allende au Chili offrit un exemple instructif de la continuité de la politique stalinienne. Comme l'Union de la Gauche en France, ce front populaire proclama que le « socialisme » était son but ultime. Dans ses derniers jours, cependant, l'accent de la propagande fut mis sur le mot d'ordre « arrêter le fascisme » dans le style des différents fronts populaires des années 30.

Ces deux cas actuels, de même que le Frente Amplio en Uruguay, montrent que le frontisme se maintient toujours malgré les conséquences contre-révolutionnaires qu'il eut dans les années 30, en France, Espagne, Cuba et dans les années 60 en de nombreux pays comme le Brésil, Ceylan, et l'Indonésie.

Il faut noter qu'en avançant et en pratiquant le frontisme, on ne peut guère choisir entre Moscou et Pékin. Aussi bien Mao que Brejnev sont de bons disciples de Staline, théoricien majeur de cette variété de menchévisme et de collaboration de classe.

Mao porte la responsabilité directe de la politique du Parti Communiste Indonésien sous Aidit, qui conduisit à la victoire de Suharto, une catastrophe comparable aux résultats de la politique de Staline en Allemagne en 1933. Pendant le massacre massif qui en résulta, on parla d'actions de guerilla dans différentes parties de l'Indonésie. Ces bruits furent soit exagérés par Pékin, soit propagés par Suharto pour couvrir la poursuite d'exécution de masses de « communistes », soit furent des actions désespérées d'arrière-garde qui finirent dans la démoralisation et

la prostration. Ceci est clair huit ans plus tard.

Au Chili, de 1970 à 1973, le Parti Communiste pro-Moscou, dirigé par Corvalan, suivit une politique de front populaire qui alla jusqu'à saluer l'intégration de généraux bourgeois dans le gouvernement. Le « parti-armée » comme il fut appelé par certains, utilisa ses portefeuilles ministériels pour creuser sous les pieds du président « socialiste » et pour préparer en détail le coup militaire qui allait mettre un terme à cette nouvelle expérience de front populaire. Ce coup constitue un recul majeur pour la révolution dans toute l'Amérique latine.

Deux leçons émergent avec une clarté aveuglante de la débacle chilienne. La nécessité d'un parti révolutionnaire et la nécessité de dégonfler l'illusion d'une « voie pacifique au socialisme » qui pourrait être trouvée dans la collaboration de classes et l'élection d'un gouvernement de coalition.

Dans chacune de ses variantes modernes, la collaboration de classes appelle de la part des marxistes la même opposition que les variantes antérieures allant jusqu'au kerenskysme de 1917 que Trotsky appela le « front populaire » de l'époque et même avant, au millerandisme qui fut énergiquement combattu par l'aile gauche de la Social-Démocratie des années avant 14.

L'essence politique du réformisme et du frontisme, quelles que soient leurs variantes, consiste — il faut le répéter — dans la collaboration de classe. C'est sur quoi les marxistes révolutionnaires mettent l'accent en le combattant.

L'alternative de lutte des classes qu'offrent les marxistes révolutionnaires, prend des formes diverses allant de l'opposition dans l'arène électorale à l'action extra-parlementaire qui peut éventuellement atteindre le niveau de la lutte armée pour le pouvoir. Son essence, cependant, consiste dans l'action politique indépendante de la classe ouvrière qui atteint ses formes les plus élevées sous la direction d'un Parti léniniste.

L'action politique indépendante est le moyen par lequel la classe ouvrière dominera finalement la politique contre-révolutionnaire des dirigeants capitalistes, qu'ils soient ultra-réactionnaires, libéraux ou faussement anti-impérialistes. L'action politique indépendante constitue aussi le moyen par lequel la classe ouvrière surmontera la politique de collaboration de classes pratiquée par les bureaucrates syndicaux, sociaux démocrates et staliniens.

●

4. La « coexistence pacifique » et la détente

Au Vietnam, le Pentagone a fait l'expérience de la difficulté d'écraser une révolution uniquement par des moyens militaires même s'ils sont utilisés à une échelle frôlant l'usage des armes nucléaires. Le test fut d'autant plus impressionnant que le Pentagone disposait de l'avantage supplémentaire du conflit sino-soviétique et de la politique pratiquée aussi bien par Moscou que par Pékin, consistant à limiter l'aide matérielle à Hanoï et au FNL.

Les conséquences désastreuses résultant de l'incapacité du Pentagone à accomplir le but principal qu'il s'était assigné au Vietnam, c'est-à-dire écraser la lutte de libération, conduisit l'impérialisme US à faire un tournant politique vers les castes dirigeantes soviétiques et chinoises. Nixon et Kissinger s'engagèrent dans les « rencontres au sommet » qui amenèrent Moscou et Pékin dans un front commun avec Washington contre l'avance de la révolution mondiale. Le front commun nommé « coexistence pacifique » par Moscou et Pékin, appelait à l'unité d'action dont une bonne partie restait secrète tout en laissant du champ pour des critiques réciproques en public.

Ceci fut la véritable signification de la participation de Moscou et de Pékin, sous la tutelle de Nixon, aux négociations secrètes qui conduisirent au « cessez-le-feu » signé en janvier 1973.

La Maison Blanche voulait la coopération de Moscou et de Pékin dans l'effort impérialiste visant à contenir la révolution vietnamienne. L'objectif immédiat était d'aider le Pentagone à retirer « dans l'honneur » les troupes US et à utiliser l'influence soviétique et chinoise dans l'immédiat comme un substitut aux troupes et aux bombes US.

Nixon était prêt à payer le prix de cette coopération. Moscou reçut quelques concessions sous la forme d'un abaissement des barrières douanières et la levée de l'embargo sur le commerce des principaux « produits stratégiques ». Pékin reçut des concessions similaires, plus l'appartenance aux Nations Unies, l'ouverture de relations diplomatiques et l'arrêt de la présentation du régime de Chiang-Kai-Shek comme le gouvernement légitime de Chine.

Les dirigeants impérialistes américains avaient d'autres objectifs en tête. Au sein même du bloc impérialiste, l'état d'esprit des masses, tel qu'il s'était manifesté dans la croissance et les actions du mouvement anti-guerre de l'Amérique du Nord, ainsi que dans le développement de luttes ouvrières en Europe occidentale et ailleurs, rendait dangereuse la poursuite plus avant des interventions militaires à l'étranger, et exigeait en réalité une diminution des tensions sinon l'octroi de concessions permettant de mieux contrôler la situation.

De plus, la croissance des rivalités inter-impérialistes exigeait qu'on y porte attention. Les pays capitalistes qui avaient été épargné d'une révolution à la fin de la 2ème guerre mondiale par des mesures comme le plan Marshall et l'occupation du Japon, devenaient à présent d'ennuyeux concurrents. Le coût de l'agression en Indochine était en train d'affaiblir l'économie américaine, en particulier sous la forme d'une inflation accrue. Le déclin du dollar était un signe manifeste de ce qui était en train d'arriver au niveau de vie relatif aux Etats-Unis. Même les gouvernements de petits pays comme le Pérou, largement dépendants de Wall Street, osaient nationaliser des holdings de compagnies américaines.

Une détente avec Moscou et Pékin permettant un retrait du Vietnam dans les meilleurs conditions possibles, incluant la rétention de la tête de pont de Saïgon, faciliterait l'ouverture d'une contre offensive aux Etats-Unis mêmes contre le mouvement ouvrier qui exerçait des pressions de plus en plus fortes pour l'augmentation des salaires afin de compenser les pertes dues à l'inflation. Une détente pourrait de même faciliter la remise à leur place des rivaux impérialistes de l'Amérique. Elle permettrait par exemple de s'introduire plus facilement dans le commerce avec le bloc soviétique qui avait été jusque là quasiment monopolisé par les pays de l'Europe de l'Ouest et le Japon.

La détente de Washington avec Moscou et Pékin pouvait difficilement être combattue par Tokio, Bonn, Londres ou Paris, bien qu'elle signifiât des gains pour le capitalisme américain à leurs dépens. Ces puissances se trouvent aujourd'hui dans la position de la Grande-Bretagne dans les années 20, quand l'ancienne maîtresse des mers dut reculer face à une confrontation qui aurait pu conduire à une guerre avec les Etats-Unis. Les dirigeants britanniques décidèrent prudemment à cette époque qu'ils n'avaient pas d'autre choix réaliste que d'accepter un rôle subordonné à celui du nouveau colosse des affaires du capitalisme international. Aujourd'hui le Japon et les puissances de l'Europe de l'ouest n'ont pas d'autre choix que de s'incliner, y compris plus humblement encore, devant les Nixons, les Kissingers et les Connallys. Ceci s'est vu de façon dramatique dans le ton modéré de leurs reproches sur le fait d'avoir été exclus des négociations secrètes concernant le Moyen-Orient en guerre, en octobre 1973, et par la façon dont ils sont tombés à genoux quand les barons du pétrole américain ont soudainement resserré les valves de leurs fournitures de pétrole. Le fait est que même la combinaison de toutes les puissances d'Europe occidentale plus du Japon, ne suffirait pas à tenir tête effectivement en tant qu'Etats capitalistes face à l'impérialisme américain et à ses flottes de sous-marins, ses fusées intercontinentales, ses satellites de l'espace, et ses réserves d'armes nucléaires, de gaz incapacitants et bactériologiques.

En outre, les stratèges de l'impérialisme américain ont saisi une occasion inestimable d'intervenir dans le conflit sino-soviétique. Par une adroite diplomatie, Washington a pu gagner la position avantageuse d'intervenir comme « modérateur » entre Pékin et Moscou — pour sauver la « paix mondiale », bien sûr — jouant judicieusement l'un contre l'autre dans le processus, tout en sapant l'un et l'autre à la fois.

C'est ainsi que, par un complet retournement des déclamations de Truman après la guerre sur le lancement d'une bombe sur le Kremlin, la Maison Blanche assume aujourd'hui la position du meilleur ami des bureaucrates de Moscou — et de Pékin. Encore plus frappant fut le fait que le tournant fut réalisé par Nixon, un des spécialistes Mc Carthystes de la chasse-aux-sorcières dans le Département d'Etat, pour mettre à nu les « cocos » camouflés qui avaient causé aux Etats-Unis la « perte de la Chine ».

Au-delà du retournement que cela peut sembler être, cela représente fort peu de choses nouvelles. Truman pratiqua la « coexistence pacifique » avec Tito. Avant cela, Roosevelt avait réalisé une performance de maître avec Staline.

Ces zig-zags dans la politique étrangère de Washington ne représentent pas une oscillation entre une ligne complètement contre-révolutionnaire et une ligne de « souplesse envers le communisme ». Une telle interprétation sert de prétexte aux staliniens pour justifier leur participation aux manoeuvres de la politique capitaliste, où ils tentent de pousser en avant les libéraux et d'exercer sur eux des pressions pour qu'ils résistent à la ligne dure des « faucons » anti-communistes.

Moscou et Pékin considèrent la détente comme la réalisation de la politique de collaboration de classe qu'ils ont présentée depuis des décennies comme l'alternative bureaucratique à l'internationalisme révolutionnaire pratiqué par Lénine et Trotsky avant la dégénérescence

du premier Etat ouvrier. La politique de Staline en ce domaine est bien connue. Le cours de Mao avant la détente était plus obscur, à cause de rejet persistant de ses ouvertures par l'impérialisme US. L'aide limitée donnée par Mao aux groupes de guerilla dans diverses parties du monde, ses efforts pour mettre en place des groupes « pro-chinois » et ses dénonciations verbales aux consonnances révolutionnaires de l'impérialisme américain, constituaient des pressions pour se faire comprendre, ce qui fut souligné en public il y a aussi longtemps qu'en 1955, lors de la conférence de Bandoung.

La principale motivation de Moscou et de Pékin en poursuivant une politique de « coexistence pacifique », à savoir la collaboration avec l'impérialisme, est menacée par les développements révolutionnaires qui surviennent ailleurs dans le monde. Bien qu'aucun des centres de la puissance bureaucratique ne soit opposé à l'élargissement de son influence et de son contrôle, tous les deux s'opposent fermement à la modification du statu quo à cause des répercussions révolutionnaires internes inévitables. C'est pourquoi ces dirigeants conservateurs ont assez consciemment recherché la collaboration avec l'impérialisme pour maintenir le statu quo. Tito n'est ni différent ni meilleur.

La croissance de l'opposition politique en Union Soviétique, telle qu'elle s'est révélée par un mécontentement croissant parmi les intellectuels et une résistance de plus en plus large parmi les nationalités opprimées, sans parler des « troubles » de Tchécoslovaquie en 1968 et en Pologne en 1970, ont accru la préoccupation de Moscou de réaliser un accord avec Nixon. Dans le cas de la Chine, cette même prédisposition à accueillir favorablement toute évolution de Nixon en ce sens, fut amplifiée par les pressions qui émergèrent dans le tumulte de la « révolution culturelle ».

Pour Pékin comme pour Moscou, le conflit au Vietnam représentait une menace dressée envers la stabilité interne en Chine et en Union Soviétique, principalement à cause de l'exemple offert par les masses vietnamiennes dans leur résistance à l'agression, et à cause de la très large sympathie à leur égard existant parmi les masses soviétiques et chinoises. En outre il y avait le coût de l'envoi de l'aide aux Vietnamiens. Bien que celle-ci était réduite au minimum, elle représentait toutefois un problème dans le budget de la caste bureaucratique qu'elle s'efforçait de ne pas étendre.

A cela il faut ajouter l'attrait des concessions économiques faites par Nixon. L'économie soviétique est sous grande tension à cause de la mauvaise gestion bureaucratique et des coûts commerciaux dans un marché mondial dominé par les cartels capitalistes. Nous savons maintenant qu'au moment des négociations secrètes pour la détente il y avait pénurie de nourriture en Union Soviétique, pour ne pas mentionner d'autres pénuries qui ont suscité des troubles parmi les masses. Pendant la détente, Brejnev-Kossiguine ont été capables de faire d'importants achats de céréales aux Etats-Unis à un prix favorable. De même, il devint possible d'obtenir d'autres denrées de grande nécessité disponibles aux Etats-Unis. Ces achats ont permis à la bureaucratie de diminuer la pression sociale immédiate et de gagner un temps précieux, lui permettant de mieux s'occuper de l'opposition politique interne et de faire taire les voix critiques.

Au-delà de ces considérations immédiates, la détente a ouvert la possibilité de concessions plus importantes à l'impérialisme qui, tout en renforçant temporairement la position interne des castes bureaucratiques régnantes, pouvaient miner les économies planifiées de l'URSS et de la Chine. Des concessions de ce type incluraient l'arrivée du capital privé dont la sécurité — et dont les profits — serait garantie par les bureaucrates au pouvoir. Dans le cas de l'Union Soviétique, les projets discutés atteignent les centaines de millions, voire même des milliards de dollars. Bien sûr, ce n'est qu'un début.

Que le régime du Kremlin et de Pékin octroient des concessions de ce type reste à voir. En dernière analyse, de telles concessions constitueraient une très grande menace à la base économique de la bureaucratie elle-même, à savoir à l'économie planifiée dont elle se nourrit de façon parasitaire.

Les limitations internes de la détente sont déterminées par le niveau de conscience des masses en URSS qui ne donnent aucun signe d'être prêtes à abandonner les conquêtes fondamentales de la révolution d'octobre 1917, par la pression qu'exercent celles-ci sur les couches inférieures de la bureaucratie, et par l'ultime instinct d'auto-préservation qui existe peut-être encore au sein des couches supérieures de la caste dirigeante.

L'insistance du Kremlin sur le fait que la « coexistence pacifique » comprend la « concurrence pacifique » internationale avec le capitalisme, montre que ces limitations continuent à jouer un rôle. Ceci veut dire que dans le cadre de la collaboration pour bloquer et défaire les tendances révolutionnaires, Moscou et Pékin ont l'intention de mettre en avant leurs propres intérêts bureaucratiques nationaux, même de façon modeste et discrète.

Dans une région comme le Moyen-Orient par exemple, Moscou a suivi une politique cohérente de maintien d'une présence plutôt importante contre les Etats-Unis, en fournissant en armes les Etats arabes, dont certaines de qualité supérieure à celles envoyées au Vietnam, pour qu'ils se défendent contre les forces armées israéliennes ravitaillées par Washington. La politique de Moscou contribue à renforcer les Etats capitalistes arabes aux dépends des mouvements révolutionnaires de cette région, ce qui est complètement conforme au schéma de la « coexistence pacifique ».

La recherche par Moscou d'une « concurrence pacifique » ne va pas sans s'accompagner de ses conséquences dialectiques. Au sommet de la crise d'octobre 1973 au Moyen-Orient, Nixon brandit la bombe H, rappelant par là au Kremlin et au monde, une fois de plus, la logique principale qui gouverne la politique de l'impérialisme US.

Les termes du « cessez-le-feu » au Vietnam patronné par Pékin et Moscou, constituent une des plus grandes des nombreuses trahisons dans l'histoire du stalinisme. Les deux bureaucraties ont poignardé dans le dos un Etat ouvrier alors qu'il subissait un assaut féroce de la part de l'impérialisme US. Elles ont utilisé leur contrôle des fournitures en matériel et leur influence diplomatique et idéologique sur Hanoï et le FNL, pour forcer l'acceptation de conditions tout à fait nuisibles à la défense militaire de l'Etat ouvrier agressé, et à la progression de la révolution vietnamienne.

Le fait que les dirigeants vietnamiens ont fait au mieux bonne figure face aux conditions onéreuses qu'ils ont été obligés d'accepter, et que même ils ont présenté de façon déformée le cessez-le-feu imposé à ces conditions comme une grande victoire historique, ne change pas la vérité. Moscou et Pékin, en imposant aux Vietnamiens ces conditions, ont commis une trahison de très grande ampleur.

Pendant les décennies antérieures, une si grande trahison aurait été suivie par la démoralisation et une période de stagnation de la révolution mondiale. La turbulence sociale générale sur tous les continents aujourd'hui, permet à la détente d'exercer une décompression de longue durée dans la période qui s'ouvre.

En ce sens témoignent cinq exemples convaincants : les manifestations populaires qui ont secoué la Thaïlande, la Grèce et la Corée du Sud à la fin 1973, la grève militante des mineurs britanniques qui a précipité une crise politique à l'échelle nationale et la grève générale de 24 heures de trois millions de travailleurs industriels à Bombay et dans l'Etat de Maharashtra, en janvier 1974. La guerre d'octobre qui s'est déclarée dans l'Orient Arabe seulement 9 mois après la signature des accords de cessez-le-feu au Vietnam sert comme autre exemple de la difficulté de maintenir la « coexistence pacifique ».

Au Vietnam même, on pourrait ajouter que la lutte civile continue en sourdine et menace d'éclater à tout moment sur une échelle beaucoup plus large.

Si la détente gagne effectivement du temps pour l'impérialisme, pour la bourgeoisie coloniale et les bureaucraties staliniennes, cette situation ne peut se terminer que par des explosions sociales de force encore plus grande, et peut être dans des endroits totalement inattendus. Ce temps gagné peut servir à impulser la croissance du trotskysme pour que les soulèvements à venir aient lieu avec des directions disponibles qui les guideraient à une conclusion victorieuse.

5 — LA MATURATION DES CONDITIONS SUBJECTIVES POUR LA RÉVOLUTION

1. L'étape atteinte par la Quatrième Internationale

De cette analyse des tendances de ces dernières années, il est évident que les conditions objectives pour la révolution socialiste sont mûres ; elles sont même devenues « un peu pourries » comme le disait Trotsky il y a 35 ans. Ce qui a empêché la révolution d'avancer vers une victoire mondiale il y a des décennies a été le fait que les conditions subjectives n'étaient pas mûres, ce qui s'exprime par la crise de la direction prolétarienne. On peut mesurer concrètement le degré de maturation des conditions subjectives dans la taille et la rapidité d'expansion des rangs de la IVème Internationale.

La lutte de classe a, bien sûr, enregistré de grands hauts et bas depuis les décennies qui ont suivi 1938. Parmi les victoires majeures, on peut énumérer la survie de l'Union Soviétique pendant la seconde guerre mondiale, les renversements du capitalisme en Europe de l'Est par la suite, la victoire de la révolution chinoise et les renversements du capitalisme qui s'en suivirent en Corée du Nord et Vietnam du Nord et finalement la victoire de la révolution cubaine.

Ces événements ont grandement affaibli le capitalisme mondial. Néanmoins le capitalisme reste encore enraciné dans les endroits industriels clés de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon, et dans les secteurs importants du monde colonial et semi-colonial ; et le capitalisme mondial est devenu beaucoup plus dangereux. Les succès marqués par la victoire de l'Union Soviétique pendant la 2ème guerre mondiale et l'instauration d'autres Etats ouvriers n'ont pas fait surgir une direction capable de renverser le capitalisme dans ses principaux bastions. La distorsion du schéma révolutionnaire imputable à la carence du stalinisme a bloqué la résolution de la crise de la direction prolétarienne. En ce sens la situation définie par Trotsky en 1938 n'a pas été dépassée.

Il est très important d'analyser de façon exacte la situation objective actuelle. Sans une caractérisation correcte de l'état actuel de la lutte de classes, la IVème Internationale perdrait rapidement son chemin. Nous devons savoir si nous sommes confrontés à un recul ou à une montée. Nous devons savoir quels secteurs sociaux sont en mouvement et s'ils se dirigent dans une bonne ou mauvaise direction.

Il est tout aussi important, cependant, de caractériser correctement l'étape actuelle atteinte par la IVème Internationale. Pour déterminer cette étape, une analyse exacte de la situation au sein du mouvement trotskyste mondial est nécessaire.

En 1938, dans sa définition de la tâche stratégique de la IVème Internationale, Léon Trotsky a caractérisé la « période qui vient » comme « pré-révolutionnaire », à savoir, une période d'« agitation propagande et organisation ». Dans cette période, l'aiguisement des contradictions du capitalisme en tant que système mondial pousse de façon répétée le prolétariat vers l'action politique révolutionnaire. Les couches petites-bourgeoises sont encore et toujours jetées dans la lutte ; les classes dirigeantes sont traversées par des crises périodiques. Prenant le monde dans son ensemble, les aspects principaux d'une situation pré-révolutionnaire surgiront encore et encore. L'organisation d'un parti révolutionnaire de masse peut transformer ces conditions en une situation « révolutionnaire ». Dans ce cadre général, Trotsky définissait de façon abstraite et normative les tâches que les révolutionnaires devaient préciser concrètement dans les différents pays où des situations pré-révolutionnaires spécifiques avec leurs caractéristiques particulières ont lieu.

Trotsky ne dévalorisait pas la caractérisation de la période en l'appelant « pré-révolutionnaire » au lieu de « révolutionnaire ». Il ne faisait que reconnaître la réalité pour mieux la changer. A ce moment-là, aucun parti trotskyste dans aucun pays n'avait encore gagné une majorité de la classe ouvrière à son drapeau. L'accomplissement de cette tâche était encore à faire. De même restaient à accomplir ces tâches : stimuler l'émergence d'organes de double pouvoir, engager et diriger une lutte décisive pour un gouvernement des travailleurs et de leurs alliés. Pour faciliter leur accomplissement, Trotsky a proposé un programme de transition et une méthode pour l'actualiser, qui a été adopté au congrès fondateur de la IVème Internationale.

Les conditions subjectives nécessaires pour dépasser la période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation n'ont pas changé qualitativement depuis 1938. Aucun parti adhérant à la IVème Internationale n'a encore gagné une majorité dans la classe ouvrière ou parmi ses militants d'avant-garde. La IVème Internationale en est encore à l'étape où la tâche première est l'accumulation de cadres.

En conséquence, les actions entreprises par les sections ou les groupes de la IVème Internationale ont pour objet de faciliter l'accumulation de cadres. Le but de ces actions est propagandiste.

Des actions propagandistes ont un seul objectif d'ensemble : aider à faire mûrir les conditions subjectives. Au niveau le plus élémentaire, de telles actions incluent le travail d'éducation par les discussions sur les lieux de travail, la production et la diffusion de matériel imprimé ou ronéoté, l'organisation d'écoles, de débats, de meetings publics, la participation à des activités électorales, etc. Au fur et à mesure que les forces marxistes révolutionnaires croissent et s'enracinent dans les masses, le champ des actions propagandistes s'élargit. Dans le processus de la conquête de la direction d'un syndicat ou d'une autre organisation de masse, par exemple, les révolutionnaires participent aux mobilisations des travailleurs en grève, aux manifestations défensives, etc. Ils y gagnent la possibilité de démontrer en pratique la justesse du programme du socialisme révolutionnaire et leurs capacités en tant que direction prolétarienne. L'objectif clé dans cette étape, cependant, reste encore celui d'une accumulation de cadres.

Le développement quantitatif du facteur subjectif du processus révolutionnaire, tel qu'il est enregistré par la croissance des forces trotskystes, permet d'exercer une influence croissante sur la lutte de classe. Cela peut s'enregistrer de façon encourageante dans la direction, par exemple, de grèves ou de manifestations de masse. Néanmoins, sous peine de perdre cette influence par des erreurs, il faut garder continuellement à l'esprit ses limites. L'influence trotskyste dans la lutte de classe aujourd'hui reste liée à l'évolution de la situation objective qui est complètement en dehors du contrôle de notre mouvement. Dépasser cette étape, atteindre une position qui nous permette de développer un contrôle conscient sur la situation objective, c'est-à-dire remettre en cause le pouvoir bourgeois et établir le pouvoir prolétarien, exige des forces massives — numériquement si grandes qu'elles permettent un saut qualitatif. Dès que ce point qualitatif est atteint, des actions — qui ont un but qualitativement différent de celui de l'étape propagandiste — deviennent à la fois possibles et nécessaires. La lutte pour le pouvoir, exclue précédemment, est mise à l'ordre du jour.

Il est vital de comprendre que la caractérisation de l'étape actuelle comme celle d'« agitation, de propagande et d'organisation », à savoir celle de la propagande révolutionnaire et du rassemblement des cadres, ne signifie en aucune manière que nos activités se limitent à commenter les événements. C'est exactement l'inverse. En tant que membres du prolétariat, nous participons à ses activités au mieux de nos capacités. Adopter une autre attitude signifierait tomber dans l'abstentionnisme, indice d'une secte, d'une position substitutionniste, expression d'un groupe aventuriste.

Caractériser les tâches auxquelles se trouve confrontée la IVème Internationale comme étant, à cette étape, celles de « l'agitation, la propagande et l'organisation », ne découle pas d'un manque quelconque du désir de se diriger vers l'étape de construction du parti révolutionnaire de masse, de la conquête d'une majorité de la classe ouvrière et d'un moment où la tâche de prendre le pouvoir sera immédiate. Cela ne manifeste pas un manque d'intérêt à l'égard du cours objectif de la lutte de classe, de ses hauts et bas, de ses tournants soudains et nouveaux. Les explosions d'envergure ont une importance vitale parce qu'elles déterminent l'apparition de situations pré-révolutionnaires — parfois sous la forme d'explosions sociales de nature inattendue comme à Saint Domingue — qui ouvrent le chemin à une expansion rapide du parti d'avant-garde et sa mise en avant comme direction de la classe ouvrière s'il se comporte correctement comme le firent les bolchéviques.

La caractérisation de l'étape actuelle comme celle « d'agitation, de propagande et d'organisation » vient d'une appréciation exacte du nombre actuel de cadres, de leur implantation dans la classe ouvrière, de

leur niveau idéologique, y compris de leur fermeté et de leur immunité à l'égard des influences de classe étrangères, de leur expérience de travail organisationnel pratique, et de leur capacité politique. Un bilan de ces éléments montre que la IVème Internationale est encore faible, même dans les pays où la stabilité organisationnelle et l'adhésion au programme trotskyste existe depuis longtemps, et des progrès encourageants furent faits dans l'accumulation de cadres.

La maturité des conditions objectives pour la révolution socialiste a son pendant qualitatif dans le programme de la IVème Internationale (qui est actualisé en fonction des changements des conditions objectives). C'est l'aspect quantitatif qui nécessite une attention concentrée dans la période qui vient. Nous avons besoin d'une multiplication des forces qui adhèrent au programme de la IVème Internationale. Arrivé à un certain point, la quantité se transformera en qualité : dans un pays qui a atteint le niveau pré-révolutionnaire, les conditions subjectives se combineront aux conditions objectives. La maturation du parti au niveau de sa taille, son entraînement et son influence fournit la composante finale nécessaire pour rendre la situation révolutionnaire.

La clarté sur ce sujet est essentielle. La confusion sur une telle question décisive — la grandeur, l'influence et la puissance des sections de la IVème Internationale — peut aboutir à multiplier les obstacles sur la voie du rassemblement des forces nécessaires pour une victoire socialiste.

Par exemple, au lieu de se concentrer sur la tâche en cours — l'expansion quantiative — les confusionnistes peuvent décider de minimiser le rôle du programme. Différents regroupements l'ont déjà essayé dans le passé. Ils ont quitté le mouvement trotskyste pour, ensuite, se dissoudre ou, peut-être pire, pour végéter.

Un autre essai d'expérimentation a été de chercher à gagner des cadres par des astuces. Ceci revient presque toujours à renoncer au programme pour revêtir une apparence plus attractive face aux courants adversaires.

Une autre variante est de compter sur l'avènement de quelque chose d'inattendu dans la situation objective de la lutte de classe qui allègerait, sinon éliminerait, le dur travail quotidien de construction d'un parti ; au fond un substitut ad hoc pour le parti qui sauvera tout au dernier moment, permettant ainsi de vivre sur des espoirs.

Une autre variante encore est de prévoir une possibilité d'avenir et, en spéculant sur elle, d'appliquer aujourd'hui des tactiques qui pourraient être justifiées si et quand ces possibilités se réalisaient. Un exemple extrême en est le démarrage de la « lutte armée » dans des situations où elle ne peut être qu'une caricature de l'orientation prévisible qu'un parti révolutionnaire de masse adopterait si la conquête du pouvoir était à l'ordre du jour.

On ne saurait assez souligner que la tâche première pour l'avenir immédiat est l'accumulation de cadres. Ceci peut être réalisé par le recrutement d'individus, par l'alliance temporaire avec d'autres groupes ou par des fusions. La possibilité de fusions avec d'autres groupes peut croître en importance quand la montée de la classe ouvrière se poursuit, accélérant largement l'accumulation de cadres, et stimulant même une accélération tumultueuse du processus de construction du parti. Ces variantes dépendent des situations concrètes, y compris des capacités politiques de la direction et du niveau de développement des militants de base des sections de la IVème Internationale.

Les axes d'activité pour la période à venir doivent être décidés à la lumière de cette réalité. Le cadre des tâches est établi par la reconnaissance franche et clairvoyante du fait que les problèmes centraux que rencontre la IVème Internationale sont liés à la croissance de petites organisations révolutionnaires propagandistes et ne sont pas ceux que rencontrent des partis révolutionnaires de masse éprouvés au moment de prendre le pouvoir.

Il faudrait établir des objectifs modestes et réalistes. Le succès dans leur réalisation peut conduire à relativement court terme dans certains pays à des buts plus ambitieux. Gagner des cadres dans cette étape dépend d'une propagande cohérente qui avance les thèmes fondamentaux du socialisme révolutionnaire, en opposition à tous les autres courants politiques, d'une agitation appropriée et adéquate autour de revendications immédiates, démocratiques et transitoires, et d'une organisation efficace, en particulier du développement de militants professionnels, dévoués à la progression de la cause révolutionnaire et s'engageant à consacrer tout leur temps et toute leur énergie à cela.

Les pièges ne manquent pas. Les révolutionnaires inexpérimentés peuvent, par inadvertance, dévoyer l'indépendance politique pour laquelle ils se battent effectivement en se compromettant dans des fronts populaires qui proclament des buts socialistes. Le désir bien intentionné de trouver des moyens d'être écoutés par les travailleurs peut conduire à des entorses aux principes. Un autre piège, durant les dernières années, fut « la violence minoritaire ». Sous le terme erronné de « lutte armée », furent développées des formes différentes telles que la guerre de guerilla, les détournements d'avions, les kidnapping, les assassinats et autres actions « spectaculaires », entreprises par des petits groupes isolés. S'engager dans un affrontement armé prématuré avec l'Etat capitaliste exige sans aucun doute du courage. Cependant, cela revient à prendre des cadres nécessaires pour la lutte politique et à les convertir en de petites unités militaires qui sont soumises à une liquidation rapide par les forces militaires largement supérieures de l'Etat capitaliste.

Exiger de petites unités qu'elles réalisent une tâche, qui demanderait des forces que seules les masses peuvent fournir, est du suicide. Espérer que les actions de telles unités provoqueront une explosion sociale constitue de l'aventurisme ultra-gauchiste. Le prix de l'erreur d'une substitution de la « stratégie de lutte armée » à la « stratégie léniniste » de construction du parti est la perte de cadres valables et des reculs sérieux, sinon fatals, dans la tâche principale qu'un petit groupe de révolutionnaires doit affronter : s'implanter dans les masses.

En outre, un prix élevé doit être payé pour les déviations programmatiques opportunistes que de telles erreurs encouragent et nourrissent. Au lieu de l'armement militaire des masses, les cadres eux-mêmes sont désarmés politiquement. Le cas du PRT-ERP en Argentine, qui a suivi la route de la guerilla jusqu'à ce qu'elle le mène hors de la IVème Internationale, en 1973, est un signal d'alarme.

Le dernier congrès mondial, il faut le reconnaître à présent, a pris une position incorrecte quant à la guerre de guerilla en adoptant une orientation appelant les sections de la IVème Internationale, en Amérique Latine, à se préparer et à s'engager dans celle-ci, en tant qu'orientation stratégique.

La tâche principale que rencontre un petit groupe de révolutionnaires, il faut le répéter, est de recruter et d'éduquer des cadres. Ceci est vrai pour tous les groupes de cette sorte, qu'ils soient dans le secteur impérialiste, les pays coloniaux et semi-coloniaux, ou les Etats ouvriers bureaucratisés. L'objectif consiste à développer le groupe et son influence afin d'atteindre la possibilité de commencer des actions de masse.

Pour accomplir cela, les cadres révolutionnaires doivent être enracinés dans les syndicats ou des organisations de masse de la classe ouvrière. Ils introduisent les idées marxistes-révolutionnaires au sein des luttes de la classe, faisant cela en tant que participants et non en tant que spectateurs. Dans les luttes quotidiennes, ils essayent de prouver la capacité des trotskystes à exprimer de façon correcte et courageuse les besoins et les intérêts des masses et, ce faisant, à être reconnus comme des dirigeants ayant fait leurs preuves, dignes de confiance et totalement dévoués à la cause de la classe ouvrière.

Si des cadres peuvent être gagnés directement dans les industries clés ou dans les organisations les plus puissantes de la classe ouvrière, cela coïncide, bien sûr, directement avec la ligne de force de notre orientation qui est de mobiliser le prolétariat pour la prise du pouvoir. Cependant, si les possibilités de recrutement sont pour le moment difficiles dans de tels secteurs, mais meilleures dans d'autres, aucun principe bolchévique n'exclut que nous y concentrions notre attention. Dans de telles circonstances, l'axe de notre travail devrait se déplacer vers des industries périphériques ou des syndicats phériphériques. L'important est de se lier avec les secteurs sociaux qui sont en mouvement et qui offrent les meilleures possibilités de recrutement. Un petit groupe ne devrait pas hésiter à suivre les manifestations favorables à son égard au sein des nationalités opprimées, au sein de la jeunesse radicalisée, mâle ou femelle, au travail, parmi les chômeurs ou dans les universités. Une organisation politique adverse où il se trouve qu'un courant se développe dans un sens révolutionnaire, peut offrir la promesse de forces fraîches. Les intellectuels dissidents (en particulier dans les Etats ouvriers bureaucratisés) peuvent représenter une source de cadres valables. Le terrain où l'on se concentre temporairement est une question tactique : le but est de recruter, éduquer, assimiler.

La publication d'un journal devrait être entreprise aussitôt que possible. Si l'on suppose que la ligne politique est correcte et que les articles sont écrits soigneusement, de façon que l'audience spécifique vers laquelle se concentre notre activité soit attirée vers le journal, l'exigence principale est la régularité de la publication. Même si le journal n'est que ronéoté ou écrit à la main (Samizdat dans les Etats ouvriers dégénérés ou déformés, des circulaires clandestines dans les pays gouvernés par des dictatures militaires ou fascistes), sa régularité peut être décisive pour établir son influence. Ne pas réussir à sortir un journal régulier signifie la stagnation. La IVème Internationale peut citer des exemples malheureux de cela, concernant des sections qui, dans un passé récent (Bolivie, Chili), se trouvaient dans des situations cruciales.

Des petits groupes révolutionnaires sont souvent accablés de problèmes qui leur paraissent difficiles à résoudre à cause de leur inexpérience. Ceci implique l'éducation de cadres, le développement d'une direction compétente et un fonctionnement en accord avec les normes léninistes. La solution à de tels problèmes, qui sont toujours très concrets; peut être facilitée par la consultation de sections plus éprouvées de la IVème Internationale, tâche qui incombe à la responsabilité du centre international.

Alors que tout le monde dans le mouvement trotskyste mondial est intéressé de savoir comment les questions tactiques sont abordées et résolues par les sections et les groupes sympathisants, un congrès mondial ne peut correctement déterminer celles-ci et encore moins correctement essayer de déterminer les tactiques pour la IVème Internationale dans son ensemble. Essayer de faire autrement, mène inévitablement à des erreurs qui désorientent, résultat que la théorie peut prévoir et que l'expérience historique confirme. Le but principal du Congrès Mondial est de tirer des bilans, définir une orientation politique, et déterminer l'axe principal des activités pour la période qui vient.

●

2. Tâches de la IVème Internationale pour le futur immédiat

Avec ces prévisions, de larges secteurs de travail peuvent être indiqués comme méritant une attention spéciale de la part des sections et des groupes sympathisants de la IVème Internationale :

1. Promouvoir la lutte de classe, les tendances de gauche dans les syndicats en opposition aux bureaucraties conservatrices. Ceci suit la ligne générale d'orientation prolétarienne de la IVème Internationale depuis sa fondation. Dans certains pays, où la montée du militantisme ouvrier a été plus marquée, de nouvelles occasions se sont présentées. Le PST en Argentine et les trotskystes en Espagne ont montré comment de telles situations peuvent être utilisées pour pénétrer le prolétariat industriel et contribuer à la croissance de la IVème Internationale.

2. Le travail de formation et d'organisation parmi les étudiants, apprentis et jeunes radicalisés dans les usines. Ce travail est grandement facilité par une organisation indépendante, adhérant au programme du trotskysme, mais sans qu'on en exige le dévouement complet et la discipline ferme que l'on demande aux membres d'un parti marxiste-révolutionnaire. Pour des raisons conjoncturelles, telle la faiblesse de l'organisation adulte, certaines sections de la IVème Internationale ont dissous les organisations de jeunesse qui leur étaient affiliées. Invariablement, ceci a soulevé de nouveaux problèmes dans le développement de jeunes cadres et a entravé la possibilité d'obtenir un recrutement maximum grâce à la radicalisation de la jeunesse. Notre mouvement dans son ensemble devrait reprendre l'objectif qu'il s'est fixé au moment de sa fondation : la création d'organisations de jeunesse indépendantes.

3. La collaboration fraternelle avec les organisations de libération nationale. Un travail positif a été accompli dans ce domaine depuis la montée des luttes de libération nationale de l'après-guerre. Un exemple remarquable en est la campagne de solidarité organisée pendant la révolution algérienne : les nouvelles occasions qui ont surgi ces dernières années dans les pays impérialistes pour les activités de ce genre, telles que la collaboration avec Malcom X et les républicains irlandais, doivent être saisies de façon énergique. Ceci est aussi vrai pour les nouvelles occasions qui ont surgi en liaison avec la lutte contre l'oppression nationale dans les Etats ouvriers bureaucratisés.

4. Participation aux luttes paysannes. Dans de nombreux pays, comme la Bolivie, le Pérou, les Indes, le Sri Lanka, etc., où la question agraire n'est pas résolue, de nouvelles explosions paysannes doivent sans doute surgir. Des manifestations augurent déjà de cette tendance dans diverses régions. Les marxistes-révolutionnaires doivent participer activement à ces luttes depuis leur début, cherchant à leur donner des formes d'organisation révolutionnaire et de les lier aux luttes des ouvriers des villes. La valeur d'un tel travail fut démontrée par la section péruvienne de la IVème Internationale, au début des années soixante. La direction d'Hugo Blanco dans la lutte paysanne de la région de Cuzco reste un modèle qui peut être étudié de façon profitable là où la paysannerie constitue un secteur substantiel de la population.

5. Le soutien actif au mouvement de libération des femmes. L'attention soutenue accordée par les militantes du mouvement de libération des femmes aux expériences des autres pays, en plus de leur disponibilité générale à prendre en considération le point de vue révolutionnaire avec un esprit ouvert, ont fourni des occasions inhabituelles à la participation des trotskystes dans ce domaine et pour la coordination internationale de leurs activités. Nous ne devrions pas attendre que le mouvement de libération des femmes se développe tout seul dans les pays où il débute, mais nous devrions le soutenir activement dès ses premières étapes de formation, où l'expérience considérable du mouvement trotskyste dans l'organisation de mobilisation d'envergure est la mieux accueillie, et où nos adversaires tendent à être absents.

En plus de notre travail dans ces secteurs en général, certaines campagnes coordonnées internationalement peuvent être planifiées, sujettes à modification à la lumière des événements :

1. La défense de la lutte révolutionnaire des peuples opprimés. Dans la dernière période, un bon exemple en a été la campagne internationale en défense de la révolution vietnamienne. Un autre en a été la campagne de défense de la révolution palestinienne.

Des campagnes semblables pour la période à venir devront être menées pour la lutte de libération de l'Irlande, pour la lutte des colonies portugaises pour obtenir l'indépendance nationale et pour des luttes anti-impérialistes semblables ailleurs.

Les luttes des minorités nationales dans les Etats ouvriers bureaucratisés doivent être soutenues de la même façon.

Un tel travail augmente la possibilité de recrutement et de développement de cadres trotskystes parmi les nombreux étudiants et travailleurs de ces nations opprimées qui résident temporairement en Europe et en Amérique du Nord où les organisations trotskystes établies existent déjà. Le noyau de nouvelles sections peut être construit en partie à partir de ce travail comme l'expérience l'a montré.

2. La défense des prisonniers politiques dans tous les pays. Des campagnes spécifiques comme celles menées en faveur des prisonniers politiques en Argentine dans la période récente, peuvent être menées dans d'autres endroits. Les plus importants en ce moment étant ceux du Chili, Brésil, Union Soviétique, Irlande, Espagne, Iran, Vietnam du Sud, Uruguay et la Chine.

3. La défense des sections et dirigeants de la IVème Internationale victimes de mesures répressives. Un modèle exemplaire de telles campagnes a été celle menée pour sauver la vie de Hugo Blanco. Le cas de Luis Vitale est à l'ordre du jour. Sous le régime totalitaire espagnol, le mouvement trotskyste a subi des arrestations multiples. La lutte contre le décret de dissolution de la Ligue Communiste reste urgente. Un autre cas important est l'interdiction de séjour de Mandel dans plusieurs pays. Aux Etats-Unis, cette lutte a obtenu un soutien large des cercles universitaires permettant de la porter jusqu'à la cour suprême, où elle a failli gagner. En Allemagne, ce cas a obtenu un soutien encore plus large, le transformant en un fait national. Le soutien a aussi été obtenu en d'autres pays. La campagne autour de ce cas devrait être continuée internationalement à cause de son importance dans la lutte contre des interdictions semblables contre d'autres dirigeants du mouvement trotskyste mondial comprenant Tariq Ali, Joseph Hansen, Alain Krivine, Livio Maitan et Gisela Mandel.

4. La défense de grèves clés. Ceci est particulièrement important quand cela concerne des thèmes tels que le contrôle ouvrier ou la gestion ouvrière illustrés cette dernière année par la lutte de Lip en France, ou quand il s'agit de conflits essentiels comme la grève des mineurs en Angleterre.

5. La défense des luttes des travailleurs immigrés. En Europe ceci est une question-clé, mais cela s'applique aussi aux travailleurs immigrés en d'autres endroits, par exemple les travailleurs mexicains aux Etats-Unis.

6. L'opposition à de nouvelles trahisons flagrantes des luttes révolutionnaires par Moscou et Pékin (Bangla Desh, Cambodge, Inde, Iran, Irak, Palestine, Espagne, Srilanka, Soudan, Vietnam, etc.).

En plus de campagnes autour de tels thèmes, le mouvement trotskyste mondial devrait collaborer dans son ensemble à différents projets parmi lesquels :

1. Publier les oeuvres de Léon Trotsky et autres révolutionnaires. Ce travail est en cours à l'heure actuelle par le mouvement trotskyste en Argentine, France, Japon et aux Etats-Unis et par des maisons d'Edition indépendantes dans d'autres pays. La publication des oeuvres de Trotsky dans beaucoup de langues augmente. Il faut noter que la Révo-

lution Trahie et tout le bulletin de l'Opposition ont été reproduits dans la langue originale, en Russe.

2. L'expansion de la diffusion de la presse internationale de la IVème Internationale.

Ceci comprend Quarta International en espagnol, IVème Internationale en français, Inprekorr en allemand et Intercontinental Press en anglais. Intercontinental Press s'est montré particulièrement utile à cause de son importance et du fait qu'il soit hebdomadaire et la façon exhaustive dont il reproduit les textes de la IVème Internationale et les matériaux et documents d'autres sources. La publication d'organes tels qu'Intercontinental Press en d'autres langues devrait être un objectif prioritaire.

3. Renforcer le centre international. Une amélioration de l'échange et de la diffusion de l'information, des analyses, des déclarations politiques, et une collaboration plus étroite avec la direction des sections, groupes sympathisants et organisations fraternelles est nécessaire. Pour être plus précis, ceci requiert une équipe plus grande, plus de fonds. Un effort commun fraternel devrait rendre possible ce progrès du mouvement dans son ensemble.



Rapport Sur la Lutte armée en Amérique Latine

voté par le congrès

Il ne s'agit pas ici de reprendre le contenu de la résolution présentée au vote, mais de définir la place d'occupe aujourd'hui ce débat dans la Quatrième Internationale. Cette place peut être située et à partir des problèmes politiques surgit d'un retour critique sur nos analyses passées et du besoin actuel de mieux présenter notre programme en ce domaine.

L'AMERIQUE LATINE AU IX° CONGRES MONDIAL

La résolution adoptée au IX congrès mondial soulignait notamment l'actualité de la lutte armée sur ce continent. Elle s'appuyait pour ce faire sur une double analyse, concernant la profondeur atteinte par les luttes sociales et la nature du rapport de forces socio-économique établie entre les classes (poids social relatif du prolétariat, faiblesse de la bourgeoisie nationale...). De cette actualité découlaient deux conséquences essentielles :

Toute montée importante des luttes de classes, pour peu qu'elle ne soit pas rapidement arrêtée par la bourgeoisie et épuisée, pose le problème politique de l'affrontement violent et l'horizon de la répression domine alors l'activité des masses.

En conséquence, l'avant-garde révolutionnaire se voit très tôt devant la nécessité de définir ses tâches propres, politiques et organisationnelles, sur ce terrain et ce, sous des formes diverses, pour une longue période.

Cette thèse s'est trouvée confirmée par l'histoire, ces 5 dernières années, en Amérique latine — y compris dans les pays qui ont connu les « ouvertures démocratiques » les plus importantes (Bolivie, Uruguay, Chili...). L'évolution de la situation actuelle en Argentine montre que ce dernier pays n'échappe pas à cette donnée. L'actualite de la lutte armée reste **une** question qui détermine les choix des marxistes révolutionnaires. C'est ce que soulignent les points 1 et 2 de la résolution présentée à ce congrès-ci.

Le IX congrès mondial fixait aussi pour tâche à ses sections l'intervention au sein du courant révolutionnaire tel qu'il était apparu après la victoire de la révolution cubaine de façon à, grâce à une action commune, le redécouper politiquement et en gagner une partie à notre programme et à notre mouvement.

Le P.R.T. (Combatiente) posait un problème particulier. Section argentine de la IVè Internationale, il restait en fait à le gagner pleinement au trotskysme (voir la résolution argentine à ce sujet. L'échec global de l'intégration du P.R.T (C.) à notre mouvement et la rupture qui a sanctionné cet échec marquent-ils la condamnation générale du projet de rencontre avec la nouvelle génération révolutionnaire latino-américaine ? Non, mais ils permettent d'en préciser **les conditions d'application.**

Un exemple, même s'il est européen, permettra d'éclaircir le problème : la fusion de l'organisation basque ETA (VI) avec la L.C.R., organisation espagnole sympathisante de la IVè Internationale. ETA était à l'origine une formation nationaliste, bien plus éloignée du trotskysme que le courant castriste ou le PRT (C) argentin. Les militants d'ETA commencèrent à évoluer à partir d'une compréhension des limites imposées à leur développement par leur orientation initiale. Ce courant trotskyste se dégagea au contact, notamment, de la LCR espagnole et de la Ligue communiste française et — à travers ces organisations — de la IVè Internationale, ce qui permit l'aboutissement du processus de clarification politique engagé dans ETA et un bond en avant dans la création d'une organisation trotskyste dans l'Etat espagnol. **L'exemple de la LCR-ETA (VI) illustre en positif la validité du projet général de construction de l'Internationale qui est la nôtre.** D'autant plus que cet exemple n'est pas unique, loin de là (voir la récente adhésion du GRS, nouvelle section antillaise de la IVè Internationale). **Mais il permet en même temps de mettre en valeur une double condition de réalisation de ce projet** : la capacité d'organisation et de militants trotskystes à **mener le débat programmatique** avec les courants politiques centristes en voie d'évolution et leur capacité à agir avec eux. **C'est cette double condition qui a fait défaut en Argentine** et nous a interdit de gagner définitivement à notre mouvement un courant **important** du PRT (C). L'existence malgrè nos faiblesses, de groupes issus du PRT)C) et décidés à poursuivre la construction d'une organisation argentine de la IVè Internationale, témoigne de ce qui aurait été théoriquement possible de faire.

Il s'agit aujourd'hui de faire un bilan critique de notre orientation passée pour comprendre pourquoi ces conditions n'ont pas existé. Il ne s'agit pas de remettre en cause les fondements politiques généraux à partir desquelles l'orientation du IXè congrès mondial fut élaborée pour l'Amérique latine. Mais ce retour crtique en arrière est important pour bien comprendre la fonction de l'actuelle résolution.

Les faiblesses, ambiguités et erreurs de la résolution du IXè congrès mondial sur l'Amérique latine renvoient essentiellement à trois ensembles de problèmes :

a) **l'existence de faiblesses organisationnelles non surmontées.**

Le IXè congrès mondial engagea notre mouvement, plus qu'auparavant, vers l'action politique de façon à répondre à la situation nouvelle constituée à l'échelle internationale. En Amérique latine, cela s'est marqué par un effort sans précédent pour répondre aux problèmes concrets posés à l'avant-garde comme aux masses par le caractère aigu et violent de la confrontation avec la bourgeoisie.

Mais cet effort de « transcroissance » politique de notre mouvement impliquait une profonde modification de son mode de fonctionnement organisationnel tant au niveau de nos sections qu'à celui du centre international. **Or, nous n'avons pas réussi à modifier ce fonctionnement aussi vite que les nouvelles tâches politiques que nous nous étions assignées le réclamaient.** Nos sections en Amérique latine, comme le Secrétariat unifié, n'ont été capables, en conséquences, ni d'engager le débat politique à temps, ni d'agir de façon assez étroite avec le PRT (C)... C'est pourquoi chaque section de l'Internationale comme le SU doivent aujourd'hui, porter une attention toute particulière à cette transformation organisationnelle.

b) **Des faiblesses et des erreurs d'analyse politique ont marqué l'orientation du IXè congrès mondial pour l'Amérique latine.**

Les principales d'entre elles concernent l'analyse du courant castriste, de l'évolution de l'Etat cubain, l'émergence d'un nouvel équilibre des luttes de classes continentales marquées par une place plus importante des secteurs urbains. Ceci a produit une indiscutable surestimation des perspectives (liée à l'espoir que le courant castriste et Cuba joueraient un rôle beaucoup plus important, que ce qui fut réalisé) et une centralisation outrancière de ses perspectives autour de la guérilla rurale.

Or, ces faiblesses et ces erreurs d'analyse étaient graves car elles touchaient à certains problèmes centraux en débat avec l'avant-garde latino-américaine et notamment le PRT (C).

C'est pourquoi ce Xè congrès mondial ouvre un débat sur l'évolution de l'Etat cubain.

c) **Une faiblesse programmatique générale de l'Internationale sur un terrain très important, celui de l'insertion et du choix des formes de la lutte armée dans notre stratégie révolutionnaire.**

Le stalinisme a profondément stérilisé la pensée marxiste, en ce domaine comme dans les autres. Il a rompu les fils qui nous reliaient avec les traditions bolchéviques. La faiblesse de nos forces nous a interdit, par ailleurs de poursuivre l'élaboration à ce sujet comme nous avons réussi à le faire sur d'autres thèmes. Et ce n'est pas par hasard si c'est au IXè congrès mondial et dans le choix d'une orientation pour l'Amérique latine que nous avons recommencé à aborder cette question fondamentale : cela découlait d'un tournant politique vers l'intervention dans un continent où les luttes de classes posaient en termes concrets à l'avant-garde et aux masses les problèmes de la lutte armée.

Mais cette faiblesse relative de la tradition théorique suffisamment vivante sur la question de la lutte armée, comme l'étroitesse de notre expérience politique (existant pourtant en Europe — résistance — comme en Amérique latine) a rendu très générale et dangereusement rapide la résolution du IXè congrès mondial sur l'Amérique latine. De là les « formules elliptiques » qui tendaient à « télescoper » des étapes différentes des luttes et que nous avons critiquées dans le débat.

C'est sur ces problèmes que cette résolution veut revenir, en commençant à systématiser et développer notre orientation quant à la place e aux formes de la lutte armée dans notre stratégie en Amérique latine.

SUR QUOI PORTE L'ACTUEL DEBAT

Nous attachons beaucoup d'importance à cette question. Il ne s'agit pas pour nous seulement de faire le point sur notre orientation passée, **car le problème reste d'une actualité brûlante.** L'extrême-gauche latino-américaine a été traversée de deux grands courants représentants deux déviations symétriques quant à la place de la lutte armée dans la stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir. Un courant « militariste » et un courant dit « massiste » ou spontanéiste en matière de lutte armée. Nous devons présenter et préciser nos réponses propres et découper notre courant marxiste révolutionnaire, y compris sur cette question.

Pour comprendre la fonction de l'actuelle résolution, il faut revenir un

nouvelle fois sur le lieu du débat en cours. La tendance majoritaire ne tend à mettre en avant ni une stratégie de type « fo ciste », ni une orientation terroriste, comme voudrait le faire croire la minorité. Au contraire, toute notre orientation, illustrée par la résolution présentée à ce congrès, montre et étudie **la subordination des choix du parti quant à la lutte armée par rapport à sa stratégie transitoire de prise du pouvoir.** De même il ne s'agit pas d'un débat quant à **une** forme de lutte armée privilégiée (en l'occurence la guérilla rurale). Au contraire, notre orientation met en lumière **la variété des formes de la lutte armée — et des voies de l'armement du prolétariat — en fonction des diverses situations politiques possibles et insiste par rapport au IXè congrès mondial sur le rôle de la crise révolutionnaire dans l'armement des masses.**

Il ne s'agit pas enfin d'un débat sur des « techniques » de lutte armée. **Il s'agit d'un débat éminemment politique, qui concerne les responsabilités propres de l'avant-garde dans la solution du problème de l'armement du prolétariat et des masses populaires, en vue de la prise du pouvoir.**

Je ne reprendrai pas dans ce rapport des questions déjà largement exposées dans le débat (expérience bolivienne, etc.). Pour illustrer la **généralité du débat,** je ne prendrai qu'un exemple : celui du Chili et des conditions de la résistance au coup d'Etat militaire. Dans ce cas, il est clair pour tout le monde qu'il n'était pas question d'une orientation « fo ciste » (animation de foyers de guérilla rurale), « terroriste » (en assassinant des responsables gouvernementaux de l'UP) ou de façon générale « militariste ».

Pour tous les militants trotskystes, ce qui devait être préparé, c'était manifestement le soulèvement insurrectionnel, urbain et régional, face au danger ou à l'annonce du coup. **Or, malgrè cette communauté très générale de perspectives, des divergences importantes subsistent quant à l'analyse de quel était le rôle de l'avant-garde en cette situation.** Derrière les débats particuliers, on voit apparaitre clairement l'enjeu réel de la discussion qui doit clore ce congrès mondial.

Quelles étaient donc les tâches des militants révolutionnaires en prévision du coup d'Etat ?

Il s'agissait évidemment d'abord de défendre et d'élargir l'autonomie politique et organisationnelle du prolétariat et de renforcer sur cette base son alliance avec la paysannerie travailleuse (d'où la défense de mots d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier, d'expropriation de grands propriétaires terriens, de multiplication et de centralisation nationale des organes embryonnaires de double pouvoir qui naissaient alors...). Il s'agissait donc d'accélérer la rupture **politique** de la classe ouvrière d'avec la direction réformiste et de présenter une direction **politique** alternative à l'échelle nationale.

Mais cela suffisait-il ? Nous pensons que non. Une comparaison permettra de le montrer : avec l'Espagne de juillet 1936.

La révolution n'a pas vaincu en juillet 1936 en Espagne. Mais la situation a été bien différente de celle du Chili en septembre 73 : le coup fasciste a d'abord été défait sur la majeure partie du territoire. Si tel avait été le cas au Chili (et notamment dans les régions de Valparaiso et Santiago) la situation nationale et continentale aurait été profondément différente de celle née de la victoire générale du coup. La lutte n'en aurait pas été terminée pour autant. L'exemple espagnol est là pour nous le rappeler. Mais la lutte serait en cours sur des bases infiniment plus favorables qu'aujourd'hui et pas seulement pour les travailleurs chiliens.

La question est donc de très grande importance : pourquoi le Chili a-t-il connu une défaite si lourde ? Quelles leçons en tirer quant au rôle des militants révolutionnaires ? Ceux qui se contentent de répondre que le parti révolutionnaire n'étant pas construit, la révolution n'était pas à l'ordre du jouresquivent le problème. Car on ne peut pas dire que l'extrême-gauche espagnole (CNT, POUM), était qualitativement plus développée qu'au Chili. Et on ne peut certainement pas affirmer que les conditions générales étaient moins favorables au Chili : le poids objectif de la classe ouvrière chilienne était relativement fort, les travailleurs avaient bénéficié de 3 ans de gouvernement d'UP au cours desquelles avaient été créés de très nombreux comités ouvriers (cordones, etc.) Le mouvement paysan avait lui aussi accumulé de nombreuses expériences de lutte. Une décantation politique s'opérait au sein des masses. Et au départ du moins, les classes dominantes étaient aussi divisées.

De même si l'on compare, dans l'Espagne de juillet 36 les zones où le coup a réussi et celles où il a échoué on ne peut se contenter de faire intervenir des facteurs généraux : des bastions ouvriers sont tombés presque sans combat.

Ce qui s'est révélé décisif, ce fut l'intervention propre de l'avant-garde. Partout en Espagne comme au Chili, les masses réagirent spontanément à l'annonce du putsch. Mais partout elles ont réagi essentiellement de façon défensive : en occupant « son » usine, « son » quartier. Dans les deux cas, les masses avaient été désarmées par le gouvernement réformiste. Et là où, en Espagne, le coup fut défait, ce fut grâce à l'intervention de militants révolutionnaires qui, avec les quelques armes qu'ils possédaient, surent offrir des objectifs aux masses mobilisées (dépôts d'armes, encerclement de casernes, etc...) **C'est l'intervention de l'avant-garde qui permit aux masses de cesser de se cantonner dans une réaction passive, mais de passer à la contre-offensive.** Et ce même dans des régions où la direction réformiste restait à la tête du mouvement ouvrier. Le MIR (principale organisation de l'extrême-gauche chilienne) n'a pas su faire ce qu'avait réalisé en maintes régions les militants de la CNT et du POUM espagnol. Ceci renvoit probablement à une différence de l'histoire et des luttes de classe dans les deux pays : une tradition insurrectionnelle existait en Espagne et donc des cadres déjà éprouvés, des expériences de masse déjà accumulées...

La leçon comparée du Chili 73 avec l'Espagne 36 est claire. La bourgeoisie n'attend pas pour réagir que les masses aient fini de rompre avec les directions réformistes. **Tout se joue alors en quelques jours au mieux, plutôt en quelques heures. L'avant-garde révolutionnaire doit savoir alors déborder la direction réformiste pour offrir des objectifs non seulement politiques mais aussi en ce qui concerne les tâches militaires de l'insurrection.**

La leçon est d'autant plus claire pour l'Amérique latine aujourd'hui que la bourgeoisie et son armée ont beaucoup appris et se sont soigneusement préparées. Le coup chilien est un modèle du genre. Le degrè de préparation exigée des masses et de l'avant-garde est donc largement supérieur.

Quelles tâches incombent donc aux marxistes révolutionnaires dans une situation analogue à celle du Chili d'avant septembre 73, **en ce qui concerne cette question spécifique de l'armement du prolétariat** (et compte tenu de l'ensemble des autres tâches politiques) ?

On peut en définir au moins quatre :

1) mener une campagne systématique d'éducation politique **préalable** sur les thèmes de l'armement du prolétariat (de l'auto-défense aux milices), contre l'illusion légaliste et contre l'armée bourgeoise. Comme sur les autres thèmes de transition, l'avant-garde marxiste doit jouer un rôle **actif** dans l'élaboration des mots d'ordre, leur diffusion, la généralisation **d'expériences** concrètes (car en dernière analyse c'est au travers de ces expériences que les masses s'éduquent). **C'est ce qui fait qur la question de l'armement des masses devient, avec une montée impétueuse des masses, une des questions-clefs de l'activité politique du parti révolutionnaire.**

2) **sur la base de ce travail,** un travail constant de propagande et d'organisation doit être mené au sein de l'armée bourgeoise. L'exemple du Chili est une nouvelle confirmation que ce travail ne peut en effet s'effectuer qu'à partir d'un rapport de forces qui trouve sa source dans la capacité effective des masses à s'opposer à l'armée bourgeoise. Le travail dans l'armée doit commencer aussitôt que possible. Il ne peut aboutir que grâce à l'existence d'un solide travail extérieur à l'armée qui ne peut se limiter à l'organisation pacifique des masses, les milices et comités ouvriers doivent exister **avant** que la base de l'armée bourgeoise ne bascule dans le camp du prolétariat. L'opposition au coup a existé dans l'armée, assez large semble-t-il. Elle s'est faite physiquement écraser sans résistance.

3) le parti révolutionnaire doit être capable **d'intervention propre** et posséder ses détachements armés. Il lui faut non seulement pouvoir assurer sa propre protection et celle de ses militants, il doit être à même de faciliter les **expériences concrètes** des masses, de les démultiplier et de les approfondir, comme de réaliser des actions politiquement significatives au moment voulu pour accélérer ce processus. Il doit enfin être capable d'encadrer les masses au moment des affrontements décisifs.

4) de façon générale la question temps devient un facteur clef. On ne peut en aucun cas miser sur une paralysie suffisamment longue de la bourgeoisie pour permettre aux masses de faire « naturellement » l'expérience au fond de la faillite du réformisme, ne serait-ce que parce que la bourgeoisie bénéficie d'appuis internationaux. D'où le rôle décisif des militants révolutionnaires dans toute la phase préparatoire de l'insurrection. Au moment décisif cette question devient encore plus importante. Il n'est plus temps d'hésiter. Toutes les conditions liées au débordement des directions réformistes et des tâches politiques et militaires du soulèvement doivent avoir été prévues et étudiées.« L'insurrection est un art » aimait à dire Trotsky. A nous de ne pas l'oublier.

En insistant sur ces tâches de l'avant-garde révolutionnaire il ne s'gait pas, répétons-le, d'esquiver le débat sur les autres formes de lutte. Il s'agit de bien mettre en lumière le fond du débat. **Car l'orientation ainsi définie se différencie et des orientations militaristes et des orientations suivistes.**

Elle se différencie des orientations militaristes dont le PRT (C) de Santucho est un des exemples les plus sophistiqués, en illustrant concrètement la place centrale qu'occupent les organes de double pouvoir dans l'armement des masses, le moment privilégié qui est celui de la crise révolutionnaire, le lien entre la réalisation des tâches de l'armement du prolétariat et le programme marxiste révolutionnaire d'ensemble.

Elle se différencie profondément des perspectives proposées par la minorité de l'Internationale (et notamment le PST d'Argentine) qui rejoignent celle du courant spontanéiste en matière d'insurrection.

Pour la minorité, l'armement du prolétariat est le produit « naturel » de l'action politique générale des révolutionnaires et ne réclame pas d'intervention prolongée et spécifique du parti. La « violence minoritaire », condamnable par principe, est d'ailleurs accolée à des actions qui méritent à peine le terme de « violence » (tel le bris des vitres d'une ambassade US au nom d'une organisation politique révolutionnaire lors d'un mouvement contre la guerre impérialiste en Indochine...) ; le militant révolutionnaire doit marcher avec les masses, **au même pas que les masses, masses qui sauront « le moment venu » trouver les voies de leur armement.**

Les minoritaires en appellent aux leçons des échecs des guerillas latino-américaines. Nous les tirons. Mais eux oublient de tirer les leçons des guerillas qui ont aidé à la victoire (de la Chine à Cuba en passant par le Vietnam) et de tirer celles de l'échec des « insurrections » boliviennes, chiliennes, etc. de ces dernières années. Ils font

preuve du suivisme le plus plat à l'égard du mouvement de masses — et de fait à l'égard de ses directions réformistes — et d'un spontanéisme total en matière d'armement du prolétariat. Nous croyons à la spontanéité des masses, sinon nous n'espérerions pas en la révolution socialiste. Mais nous ne croyons pas à l'impréparation en matière d'insurrection et de révolution.

Quand à la troisième tendance, elle semble bien épouser la problématique minoritaire, suiviste, en la matière. Elle y apporte seulement un amendement : l'existence d'un « bras armé » du parti, mais **inactif**, jusqu'au jour où « les masses elles-mêmes » s'armeront. L'importance de ce « bras armé » inactif se réduit à fournir le moment venu les « officiers révolutionnaires » bien formés (comment ?) au prolétariat. Pour la troisième tendance, la politique du PST est seulement « peu claire » car elle fait silence sur l'existence de ce « bras armé ». Le silence aura duré tout le long du débat. Et ce n'est pas par hasard : il est le produit d'un légalisme politique.

LA RESOLUTION DU X° CONGRES MONDIAL

La résolution présentée au X° congrès mondial ne tente pas de présenter une stratégie continentale d'ensemble fondée sur une appréciation précise de l'évolution des luttes de classes en Amérique Latine. Son objet est plus modeste, sa fonction est différente de celle du IX° congrès mondial. Il s'agit, à partir d'un bilan critique de notre orientation passée de commencer un travail de conceptualisation, d'élaboration des tâches du parti en ce qui concerne la lutte armée, c'est-à-dire de lever le caractère « elliptique » des formulations du Congrès mondial précédent, de montrer de façon plus systématique les formes que prend l'action armée du parti en fonction de l'évolution de la situation politique, des luttes de classes et du parti lui-même. Cette résolution poursuit le travail d'élaboration programmatique engagé en ce domaine au IX° congrès mondial. Ce qui nous a amené à mieux définir le contenu des notions utilisées et à relativiser le rôle de la guerilla rurale telle qu'elle était définie 5 ans auparavant en fonction d'une analyse du déplacement des luttes sociales opérées en Amérique Latine.

Affirmer que la résolution présentée à ce congrès tend à généraliser la guerilla à toutes les formes de lutte en Amérique latine et à étendre cette orientation au monde entier est pour le moins étrange. D'abord parce que cette résolution met en valeur au contraire **les limites de l'action de type proprement guerillériste** (rurale ou urbaine). **Ensuite parce qu'il s'agit bel et bien d'une résolution continentale et non mondiale.**

Une résolution continentale.

J'ai invoqué dans mon exposé des exemples comparatifs européens (ETA VI et Juillet 36 en Espagne). Car il est possible d'en tirer des leçons effectives. Mais **la résolution sur la lutte armée en Amérique latine est peut-être plus fondée sur les différences entre continents que sur les analogies.**

La première différence est soulignée dans le point 1 de la résolution. Partout dans le monde, la révolution sera certes violente — et tout parti révolutionnaire doit en conséquence s'assigner des tâches spécifiques militaires. Mais le moment où la confrontation violente entre les masses et la bourgeoisie commence, les formes suivant lesquelles cette confrontation s'engage, différent profondément entre les pays coloniaux et semi-coloniaux et les pays impérialistes parce que la structure sociale de ces pays est profondément différente : le poids social du prolétariat est beaucoup plus faible et l'assise socio-économique de la bourgeoise de même. C'est ce rapport particulier entre les classes qui explique la rapidité avec laquelle toute montée profonde des luttes de classe provoque l'affontement. La différence entre secteur de la révolution coloniale et secteur de la révolution prolétarienne « classique » s'exprime ici aussi. Dans quel pays d'Amérique latine la bourgeoisie aurait-elle pu assimiler et détourner de son cours une lutte de l'ampleur de mai 68 en France, par des moyens essentiellement politiques et revendicatifs ? C'est pourtant ce qu'a fait la bourgeoisie française, l'armée (bien qu'en alerte) est restée dans ses casernes et la police n'est intervenue qu'au début et à la fin du mouvement. Trois militants furent tués mais cette fois-ci l'armée, directement, n'a pas été employée, (bien que la **menace** de son intervention ait été brandie).

Alors, résolution valide pour l'ensemble du monde colonial et semi-colonial ? Même pas ! L'Amérique latine a une structure sociale et une tradition de lutte de classe trop différente de celle des autres continents dominés par l'impérialisme pour qu'une démarche identique puisse être utilisée. Un document sur la lutte armée dans le Sud-Est asiatique ou l'Afrique noire ne serait pas construit exactement comme celui sur l'Amérique latine.

Un exemple éclairera ce point : la comparaison avec le Vietnam nous a permit de critiquer la conception qu'avait le PRT (C) de l'ERP **notamment en mettant en lumière les différences.** La guerre révolutionnaire prolongée à la mode sino-vietnamienne réclame en effet la constitution et le développement de zones libérées, s'appuyant sur une **économie de résistance un « pré-appareil d'Etat »**, qui ne peuvent exister que dans des pays à l'économie encore essentiellement rurale. La base socio-économique d'une zone libérée (sans même parler des problèmes plus spécifiquement militaires) n'existe pas dans un bidonville. **L'Argentine urbanisée ne peut connaître le même développement que le Vietnam rural.** C'est-à-dire que l'apparition des zones libérées ne peut être conçue, par des révolutionnaires argentins, que dans une perspective de lutte continentale, ou du moins sous-continentale. **Or cette perspective implique l'existence d'une guerre civile continentale ou sous-continentale englobant d'importantes régions rurales.** C'est-à-dire que cette orientation n'était pas d'actualité durant les dernières années.

L'armée de libération nationale au Vietnam, ne s'est pas seulement appuyée sur la construction de zones libérées. Son développement a aussi été rythmé par l'éclatement de crises révolutionnaires, d'insurrections partielles ou générales (notamment août 1945). La leçon est ici double. De façon générale le passage d'action armée minoritaire à l'armement des masses s'opère dans un contexte de crise socio-économique générale, de crise révolutionnaire. Il s'agit là d'un saut qualitatif, **c'est-à-dire qu'il n'y a pas développement linéaire du bras armé du parti en armée révolutionnaire de masse.** Et la politique du parti révolutionnaire doit tendre à situer ces moments privilégiés. Par ailleurs les voies concrètes qui permettront la constitution d'une armée révolutionnaire prolétarienne de masse dépendent des pays, des moments, des formes concrètes de la lutte de classe (centralisation des milices ouvrières, développement d'une « armée de libération nationale » de type vietnamienne, etc). Là encore le rôle du parti sera déterminant pour les prévoir.

On pourrait poursuivre la comparaison pour bien montrer l'importance des **différences** dans la définition d'une orientation. Il y a, cependant, un **fond général**, au débat qui oppose majorité et minorité qui n'est pas « continental » et qui s'exprime à propos de nos conceptions divergentes de la lutte armée. Mais quel est-il ? **Il porte sur le rapport qui doit se tisser entre l'avant-garde révolutionnaire et les masses pour assurer le plein développement de la dynamique transitoire des luttes, sur la nature du programme et de la problématique de transition.** La divergence peut s'exprimer ainsi : suffit-il de marcher au même pas que les masses, reprenant simplement leurs mots d'ordre et leurs formes de lutte, ou l'avant-garde marxiste doit-elle savoir préparer les masses — par la propagande — l'agitation et **l'action** — aux tâches auxquelles elles vont être confrontées dans l'immédiat futur ? Nous pensons avec Lénine que le parti doit savoir parfois marcher « un demi-pas » en avant des masses sous peine de ne pas jouer son rôle. Et ceci est vrai pour la lutte armée comme pour le reste.

UNE TRADITION BOLCHEVIQUE

Pour la minorité, la résolution sur la lutte armée en Amérique latine, dans la continuité du IX° congrès mondial représente une « innovation » dans l'histoire du mouvement trotskyste, en opposition méthodologique avec les traditions marxistes. Nous avons déjà répondu dans le débat préparatoire, à cet argument étonnant en reprenant (parmi d'autres exemples) la méthode appliquée par Lénine lors du développement d'actions de guérilla en Roumanie en 1906 ou par Trotsky sur la lutte antifasciste et les actions propres du parti. Puisqu'il faut y revenir, revenons sur une brochure écrite par Trotsky « La stratégie et la tactique de l'époque impérialiste », chapitre 10, « Stratégie de la guerre civile », en 1924 un groupe de travail, autour de la société des sciences militaires voyait son action interrompue par la fraction anti-trotskyste du Komintern. Pour Trotsky :

« Il est difficile de concevoir une démarche plus légère et plus criminelle. A l'époque des brusques revirements, les règles de la guerre civile, comprises comme nous l'avons dit plus haut, doivent faire partie de l'inventaire connu par tout cadre révolutionnaire et cela va sans dire, par les dirigeants des partis. Ces règles doivent continuellement être étudiées par tous et chacun doit les confronter à l'expérience de son propre pays. Seule une telle étude peut le prémunir aussi bien contre la panique et la capitulation dans les moments qui exigent du courage et de l'esprit de décision, que contre les cabrioles d'aventurier dans les périodes qui demandent prudence et réserve. Si de telles règles figuraient dans les livres qu'un communiste doit étudier sérieusement, de même qu'il doit connaître les idées fondamentales de Marx, Engels, Lénine, des défaites comme celles des dernières années, qui n'étaient nullement inévitables, ne se seraient pas produites... » (« L'Internationale

Communiste après Lénine », Paris, P.U.F., 1969, p. 260).

On voit que nos préoccupations ne sont pas nouvelles.

Nous ne pensons pas que la solution à tous nos problèmes puisse être trouvée dans les écrits, patrimoine du mouvement marxiste. Mais nous pensons appliquer la méthode qui a présidé à l'action du PCb durant la révolution russe comme à l'élaboration du Programme de transition de 1938. Et aujourd'hui nous ne faisons que renouer — de façon modeste — avec une vieille tradition du mouvement communiste, tradition dont beaucoup de fils ont été rompu par le stalinisme.

La résolution présentée à ce X° congrès mondial avance une conception de la lutte armée qui marque une très profonde délimitation entre les déviations militaristes ou spontanéistes de la lutte armée, déviations qui ont traversé — et continuent à traverser — l'extrême-gauche latino-américaine.

Elle permet de tirer un bilan critique de notre propre orientation. Elle s'attache à clarifier et mieux différencier les notions que nous utilisons (protection armée de la propagande du parti, actions propres du parti, guerilla proprement dite...). Elle met en lumière la corrélation qui existe entre l'évolution de la situation de la lutte de classes et des tâches qui incombent au parti.

Mais cette résolution reste très générale. Elle ne remplace pas la capacité de chacun de nos groupes ou sections en Amérique Latine à définir leurs tâches propres, en fonction des réalités nationales. Elle ne prétend pas définir une orientation stratégique **d'ensemble** complète et intégrale pour tout le continent latino-américain. Mais pour aller de l'avant, dans l'élaboration comme dans l'action, il nous faut aujourd'hui trancher le débat de tendance qui est né dans l'Internationale à partir de l'expérience argentine et bolivienne.

Roman



Contre-Rapport Sur la Lutte armée en Amérique Latine

repoussé par le congrès

La position fondamentale de la IVème Internationale sur la lutte armée, découle du fait que la révolution socialiste, au contraire de toutes les révolutions précédentes, est une action consciente menée par les masses — par millions et dizaines de millions — sous la direction du prolétariat. Cela paraît simple ; et c'est simple — mais c'est aussi très profond. Cela constitue le cadre élémentaire de la politique des marxistes révolutionnaires, cadre qui nous différencie de toutes les autres tendances du mouvement révolutionnaire. Nous partons de cette conception pour essayer de résoudre le problème clé auquel nous sommes confrontés, en tant que marxistes révolutionnaires aujourd'hui : comment atteindre les masses avec le programme révolutionnaire, afin qu'elles en fassent leur programme et se mettent en mouvement pour le concrétiser.

Cela apparait très clairement dans la façon dont Trotsky, dans sa dernière déclaration programmatique sur la question de la lutte armée, aborde la question du programme de transition.

Il commence avec des actions de masse ; dans ce cas avec une vague de grèves sur le tas et d'occupations d'usines. C'est la façon correcte de commencer d'un point de vue marxiste. Il passe ensuite à la riposte probable de la bourgeoisie — l'utilisation de la violence. Cela oblige à leur tour les travailleurs à organiser leur auto-défense.

Les mesures d'auto-défense, élaborées par les masses et mises en pratique par les masses, aiguisent la lutte de classe, comme le souligne Trotsky en décrivant le développement probable des évènements. La bourgeoisie, comme on l'a vu dans plus d'une grève dure, a recours à l'utilisation de jaunes armés, de milices privées, en plus de l'utilisation habituelle de la police et de l'armée. Au fur et à mesure que la lutte s'approfondit, la bourgeoisie est de plus en plus portée vers un coup fasciste. Ou, si l'on considère le contexte de nombreux pays aujourd'hui, y compris l'Amérique latine, la bourgeoisie est portée vers les coups d'Etat militaires et l'établissement de régimes militaires répressifs.

Ainsi, pour se défendre de la façon la plus puissante qui leur est offerte, les masses se mobilisent par millions. Leurs mesures d'auto-défense, — comme Totsky continue à le souligner — prennent plus d'ampleur, se radicalisent et deviennent plus efficaces avec l'organisation de détachements ouvriers armés. Ces détachements regroupent, comme le souligne Trotsky des dizaines de millions de travailleurs. Quand il aborde la question de la lutte armée, Trotsky parle toujours des masses — de la large majorité de la population. La lutte commence dans les entreprises explique Trotsky ; dans les usines, là où sont les ouvriers. Elle se termine par l'irruption des masses dans les rues quand les classes sociales en lutte s'affrontent dans des combats de plus en plus durs.

Le noyau dans ce domaine de la lutte des classes est le piquet de grève. C'est le point de départ. Pour les travailleurs, l'auto-défense commence par les piquets. Ceux-ci se transforment à une étape ultérieure, comme Trotsky le décrivait, en une milice ouvrière.

De plus, Trotsky souligne que au fur et à mesure que la lutte se développe, les progrès se réalisent toujours sur la base de l'expérience des masses elles-mêmes. Il exprime simplement par là une des propositions les plus élémentaires du marxisme. Notre politique est la politique du mouvement de masses, des luttes de masse.

Voici la position synthétique de Trotsky sur la question de la lutte armée :

« Engels décrivait l'Etat comme un corps d'« hommes armés ». L'armement du prolétariat est un élément impératif de sa lutte de libération. Quand le prolétariat le voudra, il saura trouver la voie et les moyens de s'armer. Dans ce domaine également, la direction revient naturellement aux sections de la IVè Internationale. »

Quelle est l'essence de cette position, de cette position politique marxiste-révolutionnaire ? C'est la mobilisation et l'organisation de dizaines de millions de personnes. C'est une conception d'une immense audace — la perspective d'organiser les masses par millions. Si l'on considère les faibles forces avec lesquelles nous partons, quelle perspective pourrait être plus audacieuse que celle-ci ?

Selon quelle stratégie ce but doit-il être réalisé ? Par la construction d'un parti révolutionnaire de masse, un instrument en lien étroit avec les masses et par là en mesure de leur fournir une direction à chaque étape de la lutte.

Considérons de plus près la phrase par laquelle Trotsky montre comment le prolétariat s'armera. Voilà ce que dit Trotsky : **« Quand le prolétariat le voudra il saura trouver la voie et les moyens de s'armer ».**

Cela signifie-t-il que Trotsky était spontanéiste ? Peu de gens appelleraient aujourd'hui Trotsky un spontanéiste. En 1938, cette position s'appelait avoir confiance dans l'initiative des masses. L'initiative dans l'action si vous voulez.

Trotsky n'était pas **un partisan** de la violence. Il a dit plus d'une fois qu'il serait préférable d'éviter la violence. Cependant, il faisait remarquer que sur cette question c'est la bourgeoisie qui décidait et que l'histoire nous enseignait que la bourgeoisie fera recours à la violence minoritaire si elle croit que sa domination est sérieusement en danger. La majorité n'a alors pas d'autre choix que de se défendre contre la violence de la petite minorité qui s'accroche au pouvoir contre la volonté du peuple.

Trotsky insistait sur la nécessité de faire une distinction entre majorité et minorité. Dans le cas de la guerre civile aux Etats-Unis et dans le cas de l'Espagne, c'est la minorité réactionnaire qui eut recours à la violence en espérant par là briser la volonté de la majorité. La majorité n'avait pas d'autre choix que de répondre de la même façon.

Le rejet par Trotsky d'une orientation qui aurait pu entrainer notre mouvement dans l'utilisation de la « violence minoritaire » ne peut pas être décrit comme du pacifisme, du suivisme ou de l'opportunisme droitier de sa part. Dans les dernières années de sa vie, comme cela est bien connu, il était profondément préoccupé par la menace croissante du fascisme aux Etats-Unis mêmes. Contre cette menace, Trotsky conseillait à ses partisans aux Etats-Unis d'utiliser leur influence pour aider les syndicats et les autres organisations de masse à commencer à organiser des groupes de défense ouvriers.

Ce que Trotsky dit à ce sujet dans les dernières années de sa vie est particulièrement important. Il exprimait un jugement réfléchi basé sur toute l'expérience du mouvement révolutionnaire, y compris ce qu'il avait appris dans la révolution russe et dans la lutte contre le fascisme en Europe. Dans le programme de transition, il synthétisa les positions toujours valables des 4 premiers congrès de l'Internationale communiste. A part cela, Trotsky nous a laissé de riches observations sur cette question dans son **« Histoire de la révolution russe ».**

Quelle est la conclusion de la tendance minoritaire du C.E.I. sur ce point ? En bref, qu'il n'y a pas besoin d'une nouvelle résolution sur la lutte armée.

Nous avons déjà une position programmatique d'ensemble sur la lutte armée. Ce qui reste ouvert, c'est son application tactique. Celle-ci doit être déterminée par les circonstances concrètes à un moment précis de la lutte de classe. Si l'on avait besoin d'une nouvelle résolution, ce devrait être une résolution qui réaffirme la position trotskyste contre le défi lancé par la nouvelle montée de terrorisme individuel dans de nombreux pays.

La résolution de la tendance majoritaire du C.E.I. fait le contraire. Elle révise la position trotskyste. Elle réaffirme l'orientation guerillériste adoptée lors du IXé congrès de 1969. Elle cherche en même temps à rendre cette orientation plus acceptable. On pourrait dire qu'elle marque le point final du tournant adopté par la majorité au dernier congrès mondial. La résolution réduit la guerre de guérilla à une simple forme de « lutte armée ». Ou, si on la considère sous un autre angle, elle généralise la guerre de guérilla. Au lieu d'une forme particulière, on nous présente la forme générale.

Ce à quoi il est fait référence dans la résolution, il faut le souligner, n'est pas la lutte armée lancée et menée par la majorité de la population, mais des actions violentes lancées et menées par des petits groupes. De telles actions sont supposées servir d'exemple aux masses. Et c'est évidemment comme cela que le terme «lutte armée » sera compris par tout combattant de la guérilla, par tout praticien de la «violence minoritaire » de par le monde.

Il faut noter quelques unes des erreurs de la résolution telle qu'elle est proposée. Une contradiction apparait dans la toute première phrase : **« Pour une série de raisons qui ont été énumérées dans la résolution sur l'Amérique latine au IXè congrès mondial, raisons qui sont particulières à ce continent à l'étape actuelle, toute montée impétueuse du mouvement de masse est rapidement confrontée à une tentative résolue de l'armée de l'écraser et d'établir une dictature militaire ».**

Selon cette phrase, la «lutte armée » est limitée au continent latino-américain. Cependant, les conditions énumérées sont généralement valables pour tous les continents. Elles sont mêmes d'autant plus valables pour les pays industrialisés avancés. On peut prédire en toute sécurité que toute montée impétueuse du mouvement de masse n'importe où dans le monde aujourd'hui est confronté au danger « d'une tentative résolue de l'armée de l'écraser et d'établir une dictature militaire ».

Ce fut le cas en Indonésie qui ne fait pas partie de l'Amérique latine. Dans ce pays la montée impétueuse du mouvement de masse ne fut-il pas écrasé par l'établissement d'une féroce dictature militaire ?

S'il est vrai que la bourgeoisie fera des concessions face à des petites mobilisations, comme la résolution le déclare par ailleurs, mais qu'elle cherchera à écraser de grosses mobilisations, cela n'est-il pas valable pour l'Europe occidentale et pour les Etats-Unis ? En conséquence et bien que nous considérions fausses ses conclusions, le camarade Roman était correct quand il considérait la question à l'échelle mondiale et non pas seulement en référence à l'Amérique latine.

En effet, il semblerait que les références faites dans la résolution, à l'Amérique latine, ne représentent que des morceaux de la coquille dans laquelle la nouvelle orientation de « lutte armée » ou de «guerre de guérilla » fut présentée au dernier congrès mondial.

Il y a d'autres erreurs. La résolution isole la «lutte armée » comme une entité existant en soi, un phénomène pouvant être considéré en tant que tel. Présenter la question de cette façon abstraite montre que les auteurs de la résolution l'ont isolée de la lutte des masses.

Une preuve supplémentaire, si besoin en est, est l'insistance mise sur l'action de groupes minuscules En réalité, la résolution n'aborde que cela — l'action de groupes minuscules isolés des masses.

Cela est accompagné d'une schématisation irréaliste, d'une série abstraite de règles expliquant quand et où la « lutte armée . doit être utilisée, sous quelle formes des groupes minuscules devraient l'appliquer ; c'est-à-dire soit sous la forme de la guerre de guérilla, soit sous la forme de détachements armés du parti, soit sous la forme de projets pilotes, etc.

L'erreur fatale dans cette approche, c'est que la réalité concrète est toujours plus riche qu'on ne peut l'imaginer à l'avance. Ainsi, les prescriptions tactiques mises en avant dans cette résolution peuvent s'avérer des pièges mortels.

Notre mouvement a fait quelques mauvaises expériences dans ce sens. Cela n'a-t-il pas été l'une des raisons pour lesquelles les sections de la IVè

Internationale en Bolivie et en Argentine ont suivi une orientation déconnectée de la réalité, souffrant par là de sérieux reculs ?

Cela n'est pas tout. La résolution offre une caricature de la position présentée dans le programme de transition. Puis elle **combine** cette caricature avec le programme de transition.

Ce que cela signifie en pratique nous est montré par ce que les camarades boliviens nous ont dit des évènements boliviens. Ils réussirent dans ce pays à faire voter des secteurs importants des syndicats pour le programme de transition. Puis ils découvrirent que cela n'était pas suffisant, car plus tard, ils devaient faire face à la question de la « lutte armée ». Ils ont donc « attaché » la lutte armée au programme de transition.

Cependant, l'aspect le plus important du programme de transition est la méthode qu'il offre — une méthode que le parti révolutionnaire doit utiliser pour faire progresser la lutte de classe. Cette méthode s'applique à tous les aspects de la lutte de classe, y compris les périodes pendant lesquelles les masses ont recours aux armes en auto-défense contre les attaques de la bourgeoisie. Le problème est que les révolutionnaires devraient maîtriser cette méthode afin de pouvoir l'utiliser dans des situations concrètes indépendamment des formes inattendues sous lesquelles ces situations se présentent. Faire **voter** des syndicats pour le programme de transition peut ne rien signifier du tout, pour ne pas dire pire.

Evidemment, les camarades boliviens pensaient avoir fait leur devoir et avoir remporté un succès en faisant voter de puissants syndicats pour le programme de transition. Après ce succès, ils abordèrent d'autres tâches. Et qu'arriva-t-il ? Ils se trouvrèrent sans défense face à la pression du castrisme.

La résolution soumise par la majorité du C.E.I. suit essentiellement la même voie. Les camarades de la majorité soulignent qu'ils sont tous pour le programme de transition ; mais ils proposent d'y combiner quelque chose qui va directement à l'encontre de la conception fondamentale de Trotsky sur la lutte armée comme devant surgir du mouvement de masse lui-même.

Au niveau théorique, une telle tentative représente un effondrement absolu de toute pensée sérieuse.

L'orientation de guérilla rurale adoptée au dernier congrès mondial reflétait la pression du castrisme sur notre mouvement. Dans certains cercles de ce que la majorité appelle la « nouvelle avant-garde de masse », on pense que les révolutions chinoises, vietnamiennes et cubaines furent déclenchées par des petits groupes à travers des actions armées pédagogiques.

Si l'on croit que ce modèle est valide pour les révolutions à venir, alors la résolution de la majorité est logique. Mais c'est la logique du castrisme — une logique tout à fait dépassée, devrait-on ajouter. Le fait est que ce modèle est bien loin du cours de ces révolutions. De plus, le soulèvement révolutionnaire qui se développe internationalement aujourd'hui, se rapproche de plus en plus du modèle de la révolution russe.

Le castrisme connait un recul depuis quelques temps. Comment expliquer alors la pression au sein de la IVè Internationale pour maintenir l'orientation guérillériste, la pression pour l'approfondir, pour la généraliser, pour l'expériementer avec d'autres variantes ? L'explication reste la même que celle offerte par la majorité au IXè congrès mondial de 1969. Le fait est que le souvenir de l'impact de la révolution russe, de son modèle, des méthodes utilisées par ses dirigeants et du rôle puissant qui peut être joué par un parti de type bolchévique a diminué. Elle demeure un concept vivant seulement parmi les générations plus anciennes et pour les jeunes camarades qui veulent réellement l'étudier en profondeur et se représenter, en pensée, cet évènement titanesque.

De nombreux jeunes sont venus à la IVè Internationale sous l'influence des révolutions cubaine, chinoise et vietnamienne. Ils n'ont pas encore surmonté cette influence. Au mieux la révolution russe est pour eux une révolution parmi d'autres, un modèle parmi d'autres ; et ils n'ont pas encore saisi sa leçon politique.

Et il est assez triste de le dire, certains dirigeants de la IVè Internationale, plutôt que d'essayer de dépasser les déformations ultra-gauches de ces nouvelles recrues, en subissent la pression. Ces dirigeants ont dévié, comme dans la façon dont ils ont abordé le non-trotskyste P.R.T. en Argentine. Pire encore, ils glorifient les préjugés ultra-gauches de ces recrues. Ce sont les principales sources des pressions au sein de la IVè Internationale, qui ont amené à la continuation, l'approfondissement et la généralisation de la ligne de « lutte armée », ou de guérilla telle qu'elle est codifiée dans la résolution qui nous est maintenant présentée.

revue QUATRIÈME INTERNATIONALE

Sur l'U.R.S.S.

1. *L'économie soviétique en* 1973, Ettore Salvini, n° 7/8, mai-août 1973, 7 F.
2. *Un bilan de l'Opposition* et *La Nature de l'opposition démocratique,* Eric Laurent, n°s 7/8, 9/10, 8 F.
3. Un inédit de Grigorenko : *Lettre ouverte aux participants à la conférence des P.C. de Budapest,* n° 9/10, sept–oct. 1973, 8 F.
4. *L'opposition en Ukraine,* Ted Harding, n° 14, 15 mai 1974, 3,50 F.

Sur la situation politique en France

1. N° spécial (11/12, novembre-décembre 1973, 7 F). *Dissolution de la Ligue communiste :*
   — 10 documents sur la situation politique en juin 1973.
   — Le P.C.F., de l'anathème au dialogue ?
   — La campagne de solidarité des sections de la Quatrième Internationale.
2. *Où en est le capitalisme français ?,* Christian Leucate, n° 7/8, mai-août 1973, 8 F.
3. *Le gouvernement le plus à droite depuis Pétain face à la crise,* Gérard Filoche, n° 9/10, octobre 1973, 8 F.
4. *Pour que la France ne soit pas le Chili,* Michel Lequenne, n° 13, janvier-mars 1974, 3,50 F.
5. *L'enjeu de la campagne présidentielle,* éditorial du n° 14, 15 mai, 3,50 F.
6. *Quel socialisme voulons-nous ?,* Alain Krivine, n° 14, 3,50 F.
7. *Bilan des présidentielles,* n° 15, juin, 3,50 F.

revue QUATRIÈME INTERNATIONALE

Sur le Chili

- 4 documents, n° 9/10, sept-oct. 1973 :
— déclaration du secrétariat unifié de la IVe Internationale, 17 septembre 1973 ;
— trois textes du P.S.R. (Parti socialiste révolutionnaire — section chilienne de la Q.I.) ;
— interview du leader paysan péruvien Hugo Blanco ;
— un document issu de la revue théorique du M.I.R. (printemps 1973) : « La Formation d'un secteur nationalisé au Chili ».
- Résolution du 1er Congrès de la Ligue Communiste du Chili : n° 15 (juin).

N° 18, SEPTEMBRE : rapports et documents de la Conférence internationale ouvrière de la IVème Internationale :

- L'inflation (Ernest MANDEL) ;
- Les libertés syndicales ;
- L'expérience des luttes italiennes (Livio MAITAN) ;
- Les travailleurs immigrés en Europe (Charles A. UDRY).

abonnez-vous à

rouge

pli ouvert

6 mois 45 f

1 an 90 f

pli fermé

6 mois 75 f

1 an 150 f

avion tarif double

soutien : à partir de 150 f

pour l'étranger : écrire au journal

10, impasse guéménée

paris 4e

C.C.P. PARIS 25 043 88

INPRECOR

correspondance de presse internationale

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000
Correspondance de presse internationale
Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF : 30, FS : 25, FB 300, $ canadien 7.50
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chéques au nom de Pascal Henri; et les faire parvenir à l'adresse suivante : Société Internationale d'Edition , 10 Impasse Guéménée, 75004 - PARIS

ABONNEMENTS

IVe INTERNATIONALE			
FRANCE	Ouvert	12 Nos	50 F
		6 Nos	25 F
	Fermé	12 Nos	80 F
		6 Nos	45 F
ETRANGER	Ouvert	12 Nos	55 F
		6 Nos	30 F
	Fermé	12 Nos	110 F
		6 Nos	55 F

ROUGE		
France	Sous pli ouvert	Sous pli fermé
50 numéros	90 F	150 F
25 numéros	45 F	75 F
Etranger		
50 numéros	110 F	180 F
25 numéros	55 F	90 F

ROUGE ET IVe INTERNATIONALE					
France	Ouvert	Fermé	Etranger	Ouvert	Fermé
50 numéros et 12 revues	120 F au lieu de 140	210 F au lieu de 230	50 numéros plus 12 revues	145 F au lieu de 165	270 F au lieu de 290
25 numéros plus 6 revues	60 F au lieu de 70	110 F au lieu de 120	25 numéros plus 6 revues	75 F au lieu de 85	135 F au lieu de 145

Le paiement des abonnements doit être joint à la commande et adressés à Jean-François GODCHAU.
Chèques bancaires : Jean-François GODCHAU. Chèques postaux : IVe Internationale.

LES IMPRESSIONS TYPOFSET, PARIS - 236-79-81



Une presse militante, vivante, offensive, constitue l'épine dorsale de l'activité et de la propagande d'une organisation révolutionnaire. La lecture de ces journaux est indispensable à la connaissance de l'activité des marxistes-révolutionnaires européens, de leurs analyses politiques, de la vie de la IVème Internationale.

Les sections européennes de la IVème Internationale publient, en une dizaine de langues différentes, des journaux dont les plus connus sont *Rouge*, *La Brèche*, *La Gauche*, *Red Mole*, *Was Tun ?* , *Bandiera Rossa*...

Abonnez-vous, c'est un geste militant utile pour vous, indispensable pour la vie de nos organisations !

rouge
La brèche
La gauche